

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historin.

CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE.

TOME CENT TRENTE-NEUVIÈME

Janvier-Avril 1922. 2

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1922
✓

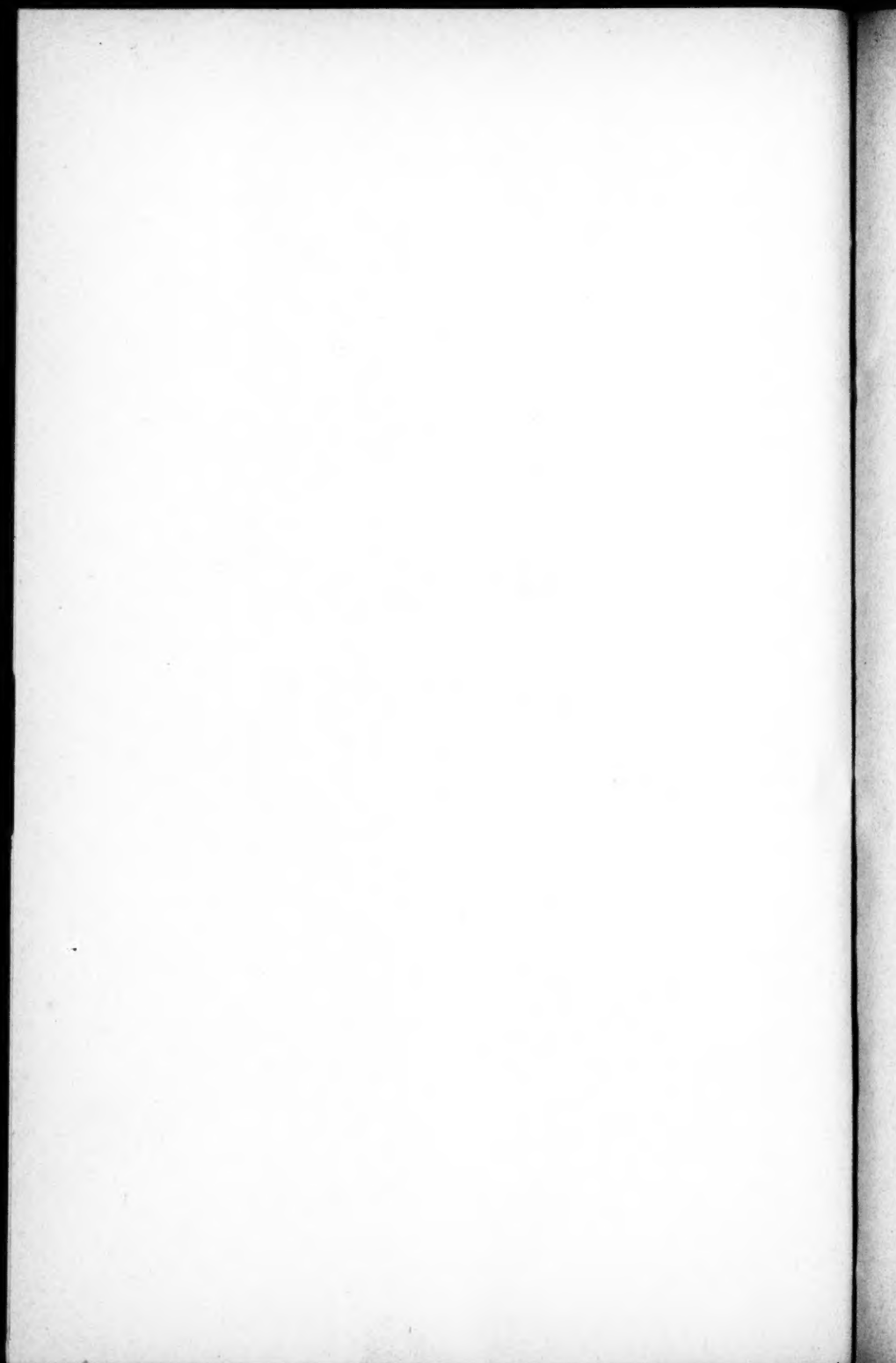
D
1
.R6
t. 139
1922

H
R3282
V.V. 139

SEP 21 1923
183832
B.P.

INTUOMTRAD
COLLEGE
LIBRARY

REVUE
HISTORIQUE



LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
DE
GUILLAUME I^{ER}, ROI DES PAYS-BAS
EN BELGIQUE (1814-1830)

Au point de vue de la politique économique, le règne de Guillaume I^{er} en Belgique peut être divisé en trois périodes : tout d'abord, une période de difficultés et de tâtonnements qui dura jusqu'en 1821; puis une courte mais très active période de réformes et de grandes entreprises (1821-1824); enfin une période d'épanouissement et de prospérité intense que vient brusquement clôturer la séparation violente du Nord et du Midi¹.

1. Nous ne pouvons, dans cet article d'une étendue forcément restreinte, qu'esquisser à grands traits l'histoire économique du royaume des Pays-Bas. Cette question mériterait d'être étudiée d'une façon complète au moyen des documents d'archives; aucun auteur ne l'expose de la sorte. A côté des ouvrages, d'une portée générale pour la plupart, que nous citons à titre de références, on pourrait encore consulter du côté hollandais : A.-J.-L. van den Bogaerde de ter Brugge, *Essai sur l'importance du commerce, de la navigation et de l'industrie des Pays-Bas, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1830* (La Haye, 1845, 3 vol.); E.-W. de Rooij, *Geschiedenis van den Nederlandschen handel* (Amsterdam, 1856); K.-K. Douw Van der Krap, *Geschiedenis van Nederlands Koophandel* (Zierickzee, 1854); H.-J. Koenen, *Voorlezingen over de geschiedenis des Nederlandschen handel* (Amsterdam, 1853) et *Voorlezingen over de geschiedenis der nijverheid in Nederland* (Haarlem, 1858); Dr W.-L.-D. van den Brink, *Bijdrage tot den economischen toestand van Nederland in de jaren 1813-1816* (Amsterdam, 1916); prof. Goslinga, *Koning Willem I als verlicht despot* (Baarn, 1918); prof. N.-W. Posthumus, *Documenten betreffende de buitenlandsche handelspolitiek van Nederland in de XIX^e eeuw*, vol. I (La Haye, 1919). Parcourir également l'*Economisch-Historisch Jaarboek*, annuaire paraissant depuis 1916. Quelques renseignements pourraient encore être trouvés dans P.-J. Blok, *Een Hollandsche stad in den nieuweren tijd*, vol. IV du grand ouvrage de ce savant historien : *Geschiedenis eener Hollandsche stad*.

I.

Les conditions dans lesquelles le prince Guillaume d'Orange prenait possession du pouvoir et la lourde et difficile mission dont l'avaient chargé les Puissances devaient rendre les débuts du règne aussi difficiles au point de vue matériel qu'au point de vue politique.

Une première source de difficultés naissait de la situation financière extrêmement critique dans laquelle Guillaume avait trouvé ses nouveaux États. Lorsqu'il arriva à La Haye, le 30 octobre 1813, les caisses de l'État étaient absolument vides; les fonctionnaires français avaient emporté dans leur fuite toutes les disponibilités de la trésorerie des départements bataves et le paiement des coupons de la rente était en retard de dix-huit mois! Loin d'apporter de nouvelles ressources, le prince d'Orange amenait avec lui de lourdes charges : il fallait satisfaire aux exigences des articles secrets de Londres qui réglaient le sort des Pays-Bas, continuer la guerre contre la France, réorganiser la machine gouvernementale. En regard de 64 millions et demi de florins de dépenses inévitables, les prévisions budgétaires pour l'année 1814 établissaient à peine 38,480,000 florins de recettes¹. Il importait donc de trouver, immédiatement, des ressources, et ce n'était pas chose aisée. Il paraissait impossible, vu la perturbation profonde de la vie économique, d'émettre avec chance de succès un emprunt volontaire : l'argent, apeuré, se cachait. La chambre de commerce d'Amsterdam conseillait de recourir à un emprunt forcé². Mais les financiers de l'entourage du prince s'effrayèrent d'une mesure aussi extrême et préconisèrent un expédient qui devait tout sauver.

On sait que, lorsqu'en 1810 Napoléon réunit à son vaste empire le royaume éphémère constitué pour son frère Louis, il fut effrayé par le montant formidable de la dette des anciennes Provinces-Unies. Recourant au procédé énergique déjà employé par la France, il avait, sans aucune considération pour les

1. De Gerlache, *Histoire du royaume des Pays-Bas*, 2^e édit., Bruxelles, 1842, t. I, p. 352.

2. Staedler, *Histoire des finances du royaume des Pays-Bas*, ms. de la Bibliothèque royale de Bruxelles, II, 3759, fol. 2.

droits les plus sacrés des créanciers de l'État, réduit la dette hollandaise au tiers de sa valeur nominale. Les deux tiers, ainsi biffés du Grand Livre par un simple trait de plume, avaient pris le nom de *dette morte* et ne figuraient plus que pour mémoire dans la comptabilité de l'État.

Pour trouver les ressources dont il avait un si impérieux besoin, Guillaume résolut de recourir au système, déconcertant à première vue, de rappeler cette dette morte à la vie. Par une loi votée le 14 mai 1814 par les États-Généraux de Hollande, il fit décider que, moyennant un « arrousement » de 100 florins, tout porteur d'une coupure de 45 florins de rente de la dette morte serait déclaré possesseur d'un capital 2,000 florins de dette active au taux de $2\frac{1}{2}\%$, ainsi que d'un capital de 4,000 florins de « rente différée » ne produisant aucun intérêt, mais pouvant, grâce au « billet de chance » qui y était joint, passer du différé à l'actif par voie de tirage annuel. A cet effet, cette même loi du 14 mai 1814 instituait une *Caisse d'amortissement*, dotée de 2 millions de florins à prélever, tous les ans, sur le budget de l'État, dotation qui fut augmentée par la loi du 12 janvier 1816, de façon à permettre la conversion annuelle de 4 millions de florins de dette différée en dette active.

Cette opération était trop tentante pour que les porteurs des titres de la dette morte ne répondissent pas aux espérances du prince. L'« arrousement » donna immédiatement 28 millions d'argent liquide, qui, joints aux recettes ordinaires, permirent de couvrir les 64 millions de dépenses prévues pour cette année. Mais, en échange de cet avantage momentané, l'État se chargeait de 575 millions de florins de dette active unifiée à $2\frac{1}{2}\%$ et de 1 milliard 151 millions de dette différée ne portant pas intérêt, mais dont, annuellement, 4 millions de florins devaient être convertis en dette active.

L'opération était pour le moins discutable : on sauvait le présent en grevant formidablement l'avenir. Aussi fut-elle très diversement appréciée.

Les défenseurs de la politique financière du gouvernement trouvèrent cette opération magnifique : elle consolidait le crédit de l'État, permettait de sortir des plus terribles embarras, constituait un acte de justice en rétablissant dans leurs droits les créanciers dépouillés par l'arbitraire napoléonien. Quant à l'aug-

mentation de la dette, il faudrait trois ans pour opérer cette conversion et la charge annuelle qui en résulterait ne pouvait prévaloir contre l'immense avantage d'avoir sauvé l'État d'une banqueroute immédiate!

Par contre, les ennemis déjà nombreux du gouvernement, surtout dans les provinces méridionales, blâmaient énergiquement cette combinaison financière qui grevait l'État d'une si lourde charge. Ils faisaient remarquer, non sans raison, que l'extinction des deux tiers de la dette des Provinces-Unies était le fait de Napoléon et que le nouveau royaume des Pays-Bas ne pouvait être rendu responsable des obligations antérieures à sa constitution. Ils ajoutaient que les titres de la dette ainsi ressuscitée n'appartenaient plus, depuis longtemps déjà, aux créanciers primitifs, seuls dignes d'intérêt, mais avaient passé aux mains de spéculateurs et certains malveillants insinuaient même que les articles de Londres, réglant les conditions de la réunion de la Belgique à la Hollande, étant restés secrets pendant plus d'une année, des personnages haut placés avaient pu racheter à vil prix des titres réputés sans valeur et réaliser ainsi de prodigieux bénéfices¹. Même dans les provinces septentrionales, cette opération ne trouva pas, tout d'abord, une approbation unanime; on la discuta vivement dans les milieux financiers, dans le public et aux États-Généraux; mais, lorsque les Hollandais en eurent mieux compris le mécanisme et qu'ils virent que les charges résultant de ce rappel à l'activité de l'ancienne dette pèseraient pour moitié sur leurs nouveaux frères du Sud, tandis que les profits seraient pour eux seuls, ils ne dissimulèrent plus leur satisfaction et ne tarirent pas d'éloges sur l'habileté et les connaissances financières de leur souverain².

L'équilibre budgétaire, ainsi rétabli pour l'année 1814, fut de nouveau compromis en 1815 par la participation des Pays-Bas à la campagne contre la France. La victoire de Waterloo, qui paraissait devoir mettre, pour longtemps, le nouveau royaume à l'abri des complications d'ordre international, avait occasionné, pour l'exercice en cours, un supplément de déficit de 40 millions de florins. Une grave discussion surgit au Conseil d'État, comme aux États-Généraux, sur les moyens de se

1. Buffin, *Documents inédits sur la révolution belge*, Bruxelles, 1910, p. xv.

2. P.-J. Blok, *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk*, t. VII, Leiden, 1907, p. 325-326.

procurer cette somme. Les représentants du Sud conseillaient de vendre des domaines, mais les députés du Nord ne voulaient pas en entendre parler, alléguant que, si dans les provinces méridionales les domaines étaient surtout constitués de bois, provenant en grande partie d'anciennes corporations religieuses, dont la masse de la population ne tirait aucun profit direct, il n'en était pas de même en Hollande, où le domaine se composait surtout de polders et de dîmes, dont l'aliénation serait désastreuse pour l'État comme pour les particuliers. Aussi les députés des provinces septentrionales firent-ils triompher à la seconde Chambre, par soixante-dix-sept voix contre vingt-sept, le système d'emprunt forcé par voie de supplément aux contributions¹. On décida donc de doubler l'impôt foncier, la contribution personnelle, les taxes sur le mobilier, sur les domestiques, sur les chevaux de luxe, les péages et les patentes; mais, en échange, on délivrait à chaque contribuable, pour le surplus de sa quote-part primitive, des obligations d'un type spécial portant 5 % d'intérêt. Chaque année, trois millions de florins devaient être remboursés par voie de tirage au sort, de façon que l'opération fût entièrement liquidée avant le 31 décembre 1826. Ces trois millions devaient être fournis par une taxe de quinze centimes additionnels sur les contributions principales, l'impôt foncier excepté². Comme cette nouvelle dette ne devait pas être confondue avec l'ancienne dette publique, une nouvelle institution, appelée le *Syndicat d'amortissement*, fut chargée de pourvoir à tout ce qui la concernait. Tout comme la *Caisse d'amortissement*, chargée des opérations relatives à la dette active et à la dette différée, ce *Syndicat d'amortissement* jouissait d'une complète autonomie. Ces organismes travaillaient dans l'ombre, leurs opérations n'étaient communiquées, *sous le sceau du secret*, qu'à une commission composée des présidents des deux Chambres et de cinq autres membres choisis par le roi. Ce n'était que tous les dix ans, à l'époque du budget décennal prévu par la Loi fondamentale, que le gouvernement devait rendre compte au États-Généraux de la situation de la dette nationale et de l'amortissement³.

Mais, en dépit de tous les remèdes employés, la situation

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 353.

2. J.-T. Anciaux, *Exposé des opérations financières du roi Guillaume et de son syndicat*, Bruxelles, 1833, p. 23-24.

3. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 354.

financière du royaume resta très mauvaise. Les charges militaires, imposées par le concert européen pour faire des Pays-Bas une solide barrière contre la France, pesaient lourdement sur le pays, nonobstant le subside prélevé sur l'indemnité de guerre imposée à la France en 1815. Le roi Guillaume avait dû, sous la surveillance immédiate du duc de Wellington, élever une ligne ininterrompue de forteresses le long de sa frontière méridionale, depuis Nieupoort jusqu'à Luxembourg; il était obligé d'entretenir une armée permanente de quarante mille hommes; il avait dû lever à grands frais quatre régiments suisses et avait été obligé de dépenser des sommes énormes pour rentrer en possession des colonies et pour compléter les armements maritimes. L'administration, mal organisée, avec tous les abus d'un fonctionnarisme trop développé, coûtait fort cher; les dépenses d'intérêt général, les travaux publics indispensables réclamaient, chaque année, d'importants subsides. Aussi le déficit était-il devenu chronique et les emprunts se suivaient-ils avec une désespérante régularité : 45 millions de florins en 1818, 24 millions en 1819, 57 millions et demi en 1822 étaient venus s'ajouter à la dette déjà si lourde du nouveau royaume.

A cette première source de difficultés se joignait la quasi-impossibilité de concilier les profondes divergences d'intérêts qui séparaient les deux parties du royaume. La complexion économique des provinces méridionales différait d'une façon si radicale de celle des provinces du Nord, que toute mesure qui profitait aux Belges nuisait aux Hollandais et réciproquement.

Certes, à première vue, tous les facteurs paraissaient réunis pour assurer la prospérité de ce beau royaume qui groupait cinq millions et demi d'âmes appartenant à l'élite des races européennes. Par leur situation côtière, à un grand carrefour commercial du monde civilisé, par leurs excellents ports, par leurs larges voies fluviales les mettant en communication avec un hinterland riche, fertile et industriel, les Pays-Bas étaient dotés de tous les éléments favorables à une intense expansion commerciale. Avec sa flotte marchande, ses traditions commerciales, ses vastes colonies, ses chantiers et ses établissements de crédit, la Hollande donnait à la Belgique le moyen de répandre dans le monde entier les produits de l'agriculture des Flandres et des industries de la Wallonie, en même temps qu'elle pouvait

importer dans les meilleures conditions des matières premières. Au point de vue du commerce intérieur, les provinces méridionales pouvaient vendre à leurs sœurs du Nord le combustible, les tissus, les verres, les machines, les céréales, en échange des produits de la pêche maritime et des denrées coloniales. Les plus belles perspectives paraissaient ouvertes aux deux nations ; mais, pour que tous ces facteurs de prospérité pussent produire leurs fruits, il importait d'aplanir les difficultés et les divergences d'intérêts qui séparaient le Nord du Midi.

Tout d'abord, au point de vue du partage de la dette publique, les droits et les intérêts des deux peuples différaient profondément.

Depuis le xvi^e siècle la Hollande avait mis au compte de l'État les lourdes charges occasionnées par la guerre de l'Indépendance contre l'Espagne et par les entreprises coloniales et, si la richesse des particuliers s'était constamment accrue dans cette république marchande, la dette publique avait crû, elle aussi, en proportion, et nécessitait annuellement une somme de 14,383,766 florins pour le service de ses intérêts. Par contre, grâce au régime spécial et aux privilèges dont avaient joui les provinces belges sous l'ancien régime, la dette n'y atteignait pas cent millions de florins ; l'État y possédait des domaines immenses et la liquidation, faite en 1818, permit de constater que la dette belge antérieure à 1814 ne représentait que 289,719 florins de rente annuelle¹. Aussi l'obligation de supporter la moitié de la dette hollandaise, comme le preservaient les articles de Londres, parut-elle, à bon droit, inique aux Belges, surtout après que, comme nous l'avons vu, Guillaume eut rappelé à l'activité la formidable dette des anciennes Provinces-Unies, amortie par décret impérial. Les Hollandais tentèrent de justifier ce partage en montrant que la Belgique, englobée dans le nouveau royaume, recevait en échange les forteresses, les vaisseaux de guerre, les chantiers, les arsenaux, les ateliers, le matériel d'artillerie et le magnifique empire colonial que la Hollande apportait à la communauté. « Que les calculateurs apprécient en numéraire la valeur de ces articles », écrivait un des plus notables hommes d'État du Nord, « quant à moi je ne doute

1. Barth. Dumortier, *la Belgique et les XXIV articles*, Bruxelles, 1838, p. 29.

pas que cette valeur soit au moins égale au montant de la dette apportée par les provinces septentrionales¹ ».

Mais les Belges ne se laissèrent pas persuader de la valeur de ces cadeaux qu'on leur faisait ainsi sans les consulter; leur mécontentement resta très vif et s'accrut encore lorsqu'ils virent que, pour faire face au service des intérêts de cette dette écrasante, de lourds impôts étaient devenus nécessaires.

Au cours de la session de 1815-1816, le ministre des Finances, Appellius, déposa un projet complet de réforme fiscale, réorganisant à la fois les contributions foncières et personnelles, les taxes sur le mobilier, les domestiques et les chevaux, les patentes, et établissant de nouvelles contributions indirectes, ainsi que des droits d'entrée et de sortie. Dans l'idée de ses auteurs, cette réforme devait rapporter environ 70 millions de florins par an.

Ce projet fut très mal accueilli par les députés du Midi qui, oubliant que sous le régime français leur pays payait annuellement à la fiscalité impériale de 75 à 80 millions de florins, ne voulaient se souvenir que du régime paternel du gouvernement autrichien, à qui les Belges versaient à peine dix millions de florins par an. Guillaume n'avait-il pas promis, lors de son avènement, de faire revivre ces beaux jours et n'avait-il pas aboli, à tout jamais, les odieux impôts de consommation, dits *droits réunis*, qui avaient jadis fait exécrer le régime napoléonien en Belgique?

Du reste, disait-on, le projet était combiné de façon à avantager les Hollandais, dont le genre de vie différait si profondément de celui des Belges. La richesse se dissimulait bien plus dans les provinces septentrionales que dans le Midi : à fortune égale, le luxe y était beaucoup moindre. Ainsi la taxe sur les chevaux et les domestiques, que les députés du Nord considéraient comme une taxe sur le luxe et la richesse, aurait eu, disaient les représentants belges, une répercussion néfaste sur l'agriculture et l'industrie.

L'opposition se fit même tellement vive que le comte d'Aerschot quitta, avec éclat, le Conseil d'État et que le gouvernement, pour éviter de graves difficultés, fut obligé de remplacer la taxe sur les chevaux et les domestiques par une majoration

1. *Opinion du comte G.-Ch. van Hogendorp sur la réunion de la Hollande et de la Belgique*, p. 5.

de 40 % de la contribution personnelle et de l'impôt sur le mobilier¹.

C'était surtout le projet de droits d'entrée et de sortie qui excitait au plus haut point le mécontentement et les appréhensions des Belges. En cette matière, plus encore qu'en toute autre, les divergences d'intérêts étaient profondes entre le Nord et le Midi et il paraissait impossible d'établir un régime douanier commun aux deux parties du royaume sans gravement froisser l'une ou l'autre.

Tandis que les Hollandais réclamaient une politique douanière aussi libérale que possible pour faire reflourir le trafic maritime tel qu'il avait prospéré jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, sous le régime du tarif de 1725, « ce chef-d'œuvre réputé de législation » qui restait l'idéal des économistes des provinces septentrionales², les Belges imploraient des mesures de protection pour leur industrie gravement menacée par la concurrence étrangère.

Par suite des récentes perturbations politiques, la Belgique se trouvait dans une situation économique des plus difficiles.

Au point de vue industriel et commercial, la réunion à la France n'avait pas tardé, après les brutalités et les exactions de la conquête, de produire d'heureux effets. Le vaste marché français avait été ouvert aux exportations belges et, grâce à la paix intérieure qui régna dans les « départements réunis » de 1795 à 1814, grâce aussi à la supériorité de leurs produits métallurgiques, de leurs toiles, de leurs draps et de leurs dentelles, les industriels belges, débarrassés de toutes les anciennes entraves du régime corporatif, avaient trouvé de précieux débouchés. La Belgique avait pris une part brillante aux expositions de Paris en l'an IX, en l'an X et en 1806 et, loin de restreindre cette prospérité, le blocus continental l'avait débarrassée de la concurrence anglaise³. Le gouvernement impérial n'avait rien négligé pour stimuler cet essor économique et l'on avait vu non seulement se développer les anciennes industries linière et drapière, mais encore se créer une foule d'industries nouvelles destinées

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 353-354.

2. *Ibid.*, p. 354-355.

3. Ed. Romberg, *Histoire de l'industrie*, dans la *Patria belgica*, encyclopédie nationale; 2^e partie, *la Belgique politique et sociale*, Bruxelles, 1875, p. 814-815.

à remplacer les produits d'outre-mer; citons, entre autres, l'industrie du sucre de betteraves, destinée à devenir une des sources les plus fécondes de richesse.

Malheureusement, ce régime avait infusé à la Belgique le virus des principes d'un protectionnisme outrancier; son industrie, surmenée artificiellement dans beaucoup de branches, traversa une crise intense dès qu'elle fut privée des millions de consommateurs que lui assurait le vaste marché français et dès que, par une décision des Puissances alliées, en date du 5 décembre 1814, le marché national fut ouvert à la concurrence étrangère¹.

L'annexion à la Hollande avait donc changé complètement la situation économique de l'industrie belge. Le marché français était remplacé, il est vrai, par le marché assez vaste de la Hollande et de ses colonies. Mais ce marché n'était pas protégé, comme le marché français, par de formidables barrières douanières. Aux taxes prohibitives avaient succédé des taxes modérées de 3, 5 et 8 %, absolument insuffisantes pour empêcher l'industrie manufacturière anglaise, à qui le continent avait été presque entièrement fermé pendant de longues années, de faire une rude concurrence aux fabriques belges.

Cette invasion des produits étrangers n'avait pas même été compensée par un regain d'activité dans les ports des provinces méridionales. Tout le commerce d'importation se faisait par les ports mieux outillés de la Hollande. Après avoir vu, en 1815, trois mille vaisseaux entrer dans sa rade, Anvers n'avait plus été visité, en 1817, que par 999 navires et, en 1818, que par 585².

Dans ces conditions, les Belges réclamaient énergiquement pour leur industrie des mesures de protection. A Gand surtout, où l'industrie cotonnière s'était prodigieusement développée sous le régime français par la protection spéciale de l'Empereur, les réclamations avaient été vives contre le tarif libéral introduit par les Puissances alliées en 1814.

En dépit de ces réclamations, Guillaume avait formellement

1. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *le Mouvement économique en matière commerciale*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 788.

2. E. van Bruyssel, *Histoire du commerce*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 780. Voir aussi, du même auteur : *Histoire du commerce et de la marine en Belgique*, Bruxelles, 1861-1865, t. III, *passim*.

refusé de revenir aux pratiques du régime napoléonien. Il avait même eu à ce sujet un mot malheureux qui devait être vivement exploité contre lui : comme les délégués de l'industrie gantoise lui faisaient envisager la triste perspective de devoir fermer leurs ateliers si le gouvernement n'intervenait pas en leur faveur, il leur avait répondu brusquement : « Dans ce cas, il vous restera toujours la terre à bêcher¹. » Aussi lors de sa visite inaugurale à Gand, en 1815, le roi fut-il reçu par un morne silence, le vide se fit autour de lui et les efforts de la régence municipale ne parvinrent pas à décider les chefs de l'industrie gantoise à lui présenter leurs hommages.

La situation du nouveau souverain était en cette matière particulièrement embarrassante. S'il écoutait les doléances des industriels du Midi, il froissait les intérêts des commerçants du Nord. Or, les capitaux se trouvaient surtout en Hollande : c'était aux négociants et aux banquiers d'Amsterdam que l'État devait recourir pour toutes les opérations que lui imposait la situation obérée de ses finances. Il fallait donc passer par leurs exigences, et c'était le plus souvent au détriment des Belges².

Les arguments d'ordre politique se joignaient aux nécessités d'ordre financier pour empêcher le souverain de prêter l'oreille aux plaintes de ses sujets méridionaux et le comte de Hogendorp avertissait le fidèle collaborateur du roi, Falk, du danger qu'il y avait pour le gouvernement de mécontenter ses anciens amis du Nord sans être certain de gagner ses ennemis du Midi³.

Heureusement le roi Guillaume, il faut lui rendre cette justice, joignait à de réelles connaissances en matière économique toutes les aptitudes d'un excellent négociant et d'un financier habile. Tout en réprouvant les exagérations protectionnistes prônées par les industriels belges, il comprit que, dans l'intérêt supérieur du royaume, il fallait inaugurer une nouvelle politique économique. Il voulait, à l'exemple de l'Angleterre, faire du

1. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 788.

2. Comte Ad. du Chastel, *les Hollandais avant, pendant et après la révolution*, Bruxelles, 1908, p. 10.

3. G.-K. van Hogendorp, *Brieven en Gedenkschriften*, t. V, p. 139; Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 354-355.

commerce des Pays-Bas, non plus comme au XVIII^e siècle, une simple industrie de transport de produits étrangers, mais l'appuyer sur une solide industrie nationale. C'était celle-ci, pensait le roi, qu'il fallait avant tout développer, le commerce suivrait tout naturellement. Il comprenait qu'en se préoccupant du commerce, toujours du commerce, comme on le faisait dans le Nord, non seulement on ne s'assimilerait jamais le Midi, si admirablement constitué pour une grande prospérité industrielle, mais encore on ferait de la nation un peuple de « simples portefaix » (*bloote kruiers*), toujours tributaire de l'étranger¹.

Aussi les premières années du règne, ballottées entre ces courants contradictoires, furent-elles marquées par une absence complète de système économique bien déterminé et par un empirisme accueillant, tour à tour, les prétentions des industriels du Midi et des négociants du Nord, cédant tantôt aux exigences des Belges protectionnistes, tantôt aux murmures des Hollandais libre-échangistes. Pendant toute la période qui s'étend de 1814 à 1821, le Gouvernement élève et abaisse les droits d'entrée, sans autre mobile que le désir d'étouffer les plaintes importunes, sans autre règle que les besoins momentanés de la politique intérieure².

Comme à cette époque la principale préoccupation du souverain était de se concilier l'affection des Belges, déjà gravement froissés par la façon dont il leur avait imposé la Loi fondamentale et par les procédés gouvernementaux dans la question religieuse, il crut devoir leur faire quelques concessions sur le terrain économique et le tarif douanier du 3 octobre 1816 tint compte, dans une certaine mesure de leurs revendications.

Malgré les réclamations du haut commerce hollandais, on frappa le sucre et le café, la houille et la tourbe³; les droits d'entrée sur les produits étrangers furent portés à 8 ou 10 % en moyenne et combinés avec certaines prohibitions et avec un système assez compliqué de primes et de droits différentiels⁴.

Ces mesures furent insuffisantes pour conjurer l'effroyable

1. Van Hogendorp, *op. cit.*, t. V, p. 106; Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 387.

2. Thonissen, *la Belgique sous le règne de Léopold I^{er}*, Liège, 1856, t. II, p. 261.

3. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 354, et *Discours du 18 décembre 1829 sur le budget décennal*, *op. cit.*, t. III, p. 189.

4. Romberg, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 815.

crise économique qui marqua l'année 1817. L'été de 1816 ayant été humide et froid, la récolte avait mal mûri; le même désastre se renouvela en 1817 et se compliqua de la maladie des pommes de terre. Comparativement aux prix de 1813 le froment haussa de 50 %, le seigle de 75 %, les pommes de terre de 300 %. La famine s'abattit lourdement sur les classes populaires¹.

Par suite de la concurrence anglaise, envahissant le marché intérieur avec des produits meilleurs et moins chers que ceux que pouvaient livrer les fabriques belges, moins avancées et moins bien outillées, et par suite des prohibitions ou des droits écrasants qui lui fermaient le marché extérieur, l'industrie était tombée dans le marasme, un grand nombre d'usines s'étaient fermées depuis 1814, des milliers d'ouvriers se voyaient privés de salaires².

Déjà, depuis la guerre, la misère était grande; elle devint effroyable sous la double poussée de la famine et du manque de travail. Des milliers de miséreux parcouraient les campagnes, mendiant du pain de maison en maison; les municipalités manquaient de ressources pour leur venir en aide; les habitants terrifiés, tapis dans leurs demeures, entendaient, jour et nuit, les plaintes et les hurlements de cette multitude affamée qu'ils étaient dans l'impossibilité de secourir. Certains déterraient les pommes de terre et s'en nourrissaient sur place, d'autres assaillaient les boutiques des boulangers et se jetaient, comme des fous, sur les sacs de farine. Pour la seule ville de Liège, le nombre de ces affamés atteignait dix-sept mille³.

Dans ces tristes circonstances, le roi fit preuve d'humanité et de générosité: il fit d'importantes avancées d'argent sur sa cassette personnelle et multiplia ses efforts pour rétablir l'ordre

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 372; Buffin, *op. cit.*, p. XIX.

2. Pour ne citer qu'un exemple: les draps belges étaient totalement prohibés en France, en Angleterre, en Lombardie-Vénétie, en Autriche, en Suède, en Espagne; ils étaient frappés de droits quasi prohibitifs, allant de 415 à 650 florins par 100 kilogrammes, en Portugal, dans les États de l'Église, en Russie et en Pologne; ils payaient des droits très élevés dans les Deux-Siciles, en Prusse, en Toscane, dans les duchés de Parme et de Plaisance, en Piémont et en Sardaigne, en Hesse et en Bavière (*Discours du baron de Gerlache à la seconde Chambre des États-Généraux*, séance du 4 janvier 1825). De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 27.

3. Discours de M. Lecocq, député de Liège, dans la discussion de l'impôt sur la mouture. Buffin, *op. cit.*, p. XIX.

sans devoir recourir à une répression violente¹. Le gouvernement acheta pour six millions de florins de céréales aux pays scandinaves et les revendit, avec un million de perte, pour nourrir les masses populaires².

Cette effroyable crise augmenta encore les embarras du gouvernement. Bien que la cause principale de la misère eût été la disette, causée par des étés humides et de mauvaises récoltes, et bien que les années suivantes eussent été meilleures, les adversaires et les défenseurs du libre-échange y puisèrent des arguments; Belges et Hollandais s'accusèrent mutuellement d'être les auteurs de ces souffrances. Excédé de ces doléances continuelles, qui rendaient la législation existante responsable des embarras financiers du gouvernement et des déficits chroniques du budget, Guillaume se laissa, petit à petit, conquérir par les préventions de ses compatriotes et, sortant de la période de tâtonnements et d'hésitations dans lesquels il s'était débattu jusqu'alors, il s'appliqua à organiser un nouveau système financier qu'il communiqua à la seconde Chambre des États-Généraux le 30 avril 1821.

II.

Avant d'exposer la grande réforme financière de 1821, il nous faut examiner les moyens dont disposait le roi pour l'imposer au pays.

Depuis 1814, les tendances de Guillaume au gouvernement personnel n'avaient fait que s'accroître. Ses ministres étaient réduits, comme l'avouait le plus puissant d'entre eux, van Maanen lui-même, à l'état de simples commis. Le Conseil d'État, émanation directe du souverain, n'avait aucune indépendance; la magistrature, amovible à tous les degrés de l'organisation judiciaire, était prête à rendre tous les services et tous les arrêts demandés par le pouvoir exécutif; la presse, dépouillée progressivement de toute liberté, ne donnait pas à l'opinion publique l'occasion de se manifester; la première Chambre était entièrement à la dévotion du roi, qui en nommait les membres et, grâce à l'influence des gouverneurs de provinces, qui, dans les provinces septentrionales, désignaient les candidats aux

1. F. van Kalken, *Histoire du royaume des Pays-Bas et de la révolution belge de 1830*, Bruxelles, 1910, p. 55.

2. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 372.

sièges de la seconde Chambre, le gouvernement était assuré d'une majorité docile, malgré les velléités de résistance et les éloquentes protestations des députés du Sud.

Le roi Guillaume était ainsi parvenu, comme le dit un homme d'État hollandais, à faire de son royaume « un État napoléonien à façade constitutionnelle¹ ». N'avait-il pas, dès 1820, avec autant d'énergie, sinon autant d'élégance, que Louis XIV, proclamé : « L'État c'est moi », lorsque, outré par les réclamations des Belges en faveur de la responsabilité ministérielle, il s'était écrié : « Pourquoi accuse-t-on les ministres ? Que sont les ministres ? Absolument rien ! Je puis régner sans ministres et je puis nommer ministre qui bon me semble, fût-ce un de mes palefreniers ! C'est moi, moi seul qui gouverne et moi seul qui suis responsable² ! »

Il était d'autant plus facile au roi de réaliser ses combinaisons économiques que, pendant les premières années du règne, la plupart des membres de la seconde Chambre, peu familiarisés avec les questions financières, si complexes par leur nature même, se fiaient aveuglément en ces matières au gouvernement. Le ministre des Finances, Appelius, qui garda ce portefeuille jusqu'en 1828, était un serviteur à la fois aveugle et intelligent de la politique financière de son maître et ainsi, en dépit de l'opposition grandissante des députés belges, en dépit des avertissements et des remontrances énergiques que ne lui épargnait pas le mentor des députés du Nord, le comte de Hogendorp, nous verrons le gouvernement étendre d'année en année l'autorité royale et restreindre l'influence constitutionnelle des États-Généraux en développant, de plus en plus, le budget décennal, dont le contrôle était en quelque sorte illusoire, au détriment du budget annuel³. Dans tous les domaines de la vie économique, le roi put donc poursuivre avec ténacité et énergie toutes les conceptions que lui dictait son vaste esprit d'entreprise.

Le projet de loi financière soumis aux Chambres, le 30 avril 1821, touchait à toutes les formes de la fiscalité. Il prévoyait de nouveaux impôts de consommation dénommés droits de mouture et d'abatage ; il révisait, de fond en comble, le tarif

1. Thorbecke, *Historische Schetsen*, p. 175 ; Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 360.

2. Van der Duyn de Maasdam et van de Capellen, *Gedenkschriften*, Amsterdam, 1853, p. 190.

3. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 410-411.

douanier; il réorganisait l'impôt personnel et, finalement, s'occupait du régime des distilleries.

On peut dire que, dans son ensemble, ce vaste projet, qui donna lieu à de longs et orageux débats et fut fractionné en plusieurs lois spéciales, votées au cours des sessions de 1821 et de 1822, sacrifiait l'intérêt des contrées agricoles et industrielles de la Belgique à l'avantage des villes commerçantes de la Hollande¹.

Comme nous l'avons vu, le Nord demandait, en faveur de son commerce, la réduction des droits de douanes et proposait de compenser la perte qui en résulterait pour le trésor en augmentant les contributions directes et l'accise. Le Midi, au contraire, réclamait des droits d'entrée sur les marchandises étrangères, afin d'assurer à l'industrie belge le marché intérieur, et repoussait énergiquement l'établissement de taxes sur le blé et la viande.

On eût dit que, dans la rédaction de son projet de réforme fiscale, le gouvernement s'était proposé de mécontenter le plus possible ses sujets des provinces méridionales.

Le projet débutait par un impôt sur la mouture (*gemaal*) qui devait rapporter 5,500,000 florins et par un impôt sur le poids général des viandes de boucherie, dit taxe d'abatage (*gestacht*), qui devait donner 2,500,000 florins. Pour la population des provinces septentrionales, qui se nourrissait surtout de pommes de terre, de riz venant des colonies et de poisson sec, ces taxes étaient beaucoup plus faciles à supporter que pour les ouvriers et les paysans belges, habitués à manger beaucoup de pain et pour qui la viande jouait un grand rôle dans l'alimentation.

Vainement les députés belges démontrèrent-ils que ces impôts de consommation auraient les plus funestes conséquences pour l'industrie, déjà si malheureuse, en élevant forcément le prix de la main-d'œuvre. Vainement rappelèrent-ils l'histoire des Provinces-Unies, où l'on avait vu, jadis, les impôts de consommation faire hausser le prix des vivres sans amener une hausse corrélative des salaires, ce qui avait eu pour résultat d'obliger les ouvriers à désertir les ateliers et de ruiner toutes les industries exposées à la concurrence étrangère, sacrifiant ainsi l'intérêt des contrées industrielles et agricoles à l'avantage des grandes villes commerçantes de la seule province de Hol-

1. Buffin, *op. cit.*, p. XVII.

lande. Vainement les députés belges montrèrent-ils que ces impôts ne pourraient être perçus qu'au moyen de procédés inquisitoriaux et vexatoires appliqués par une armée de fonctionnaires, procédés qui rappelleraient aux Belges l'odieuse fiscalité du duc d'Albe et les trop célèbres « droits réunis » de la domination française! Tout fut inutile; le siège de la majorité, désireuse d'assurer au gouvernement par ces impôts de consommation les ressources que lui enlèverait la réduction du tarif douanier, était fait dès avant la discussion. On se contenta d'accorder quelques atténuations dans le mode de perception et ces impôts odieux furent définitivement mis en vigueur par la loi du 8 janvier 1822¹.

Le même parti pris, la même hostilité à l'égard des desiderata économiques des provinces belges se manifesta dans l'élaboration du tarif douanier mis en vigueur par les lois du 12 juillet 1821 et du 26 août 1822. Dès 1820, une commission présidée par M. Roell et dans laquelle le rôle principal avait été joué par Gogel, ennemi acharné du protectionnisme, avait préparé un nouveau tarif en rapport avec les idées libérales des commerçants du Nord². Fait caractéristique : sur les dix-sept membres dont se composait cette commission, la Belgique, dont l'avenir industriel se trouvait en jeu, ne comptait que quatre représentants : MM. Lecocq, van Crombrughe, Engler et Joseph Ollslager³. Aussi la commission écarta-t-elle à priori les demandes des industriels belges qui désiraient voir taxer certaines marchandises étrangères de façon à assurer à leurs produits la préférence sur le marché intérieur, sauf à se rapprocher, peu à peu, d'une liberté plus étendue, à mesure que des réductions équivalentes seraient faites par les peuples voisins. Elle rejeta, de même, la proposition des délégués belges d'abaisser les droits de transit et d'établir en faveur du commerce national des entrepôts libres dans les villes les mieux situées à cet effet⁴.

1. *Recueil des pièces relatives au nouveau système des finances du royaume des Pays-Bas, comprenant aussi les opinions émises et les discours prononcés dans les États-Généraux lors de la discussion de ce système, les 28, 29 et 30 juin 1821, La Haye, 1822*; de Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 355-357, et notes de la p. 356.

2. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 407-408.

3. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 389.

4. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 359.

Le projet arriva en discussion à la seconde Chambre dans le courant du mois de mai 1821. Le gouvernement le présentait comme un premier pas dans une voie progressive qui allait, disait-il, raviver le commerce et l'industrie en excitant l'émulation des producteurs indigènes par la concurrence étrangère et en favorisant la masse des consommateurs, dont les intérêts devaient être préférés à ceux de quelques fabricants.

Les critiques des députés belges se firent vives et cinglantes. M. Huytens, député de Gand, eut beau jeu pour montrer sous son vrai jour le libéralisme économique de la Hollande qui avait jadis tenu l'Escaut si jalousement fermé, qui avait fait dissoudre la Compagnie d'Ostende et qui, disait-il, multipliait les entraves pour empêcher le commerce belge de se développer. M. Dotrengé montra, avec éloquence, le danger pour un petit État de prendre l'initiative du libéralisme économique sans être assuré de réciprocité de la part des grands États voisins. « En donnant l'exemple », disait-il, « on imiterait la folie d'un particulier qui, dans l'espoir d'établir la communauté des biens, inviterait tous ses voisins au partage de son patrimoine¹. »

Tous les députés belges, unis pour la première fois dans une opposition nationale, allaient dans leur indignation jusqu'à stigmatiser le nouveau tarif comme une complaisance de la maison d'Orange vis-à-vis de l'Angleterre, complaisance qui aurait pour résultat d'assurer aux marchandises anglaises la victoire sur notre marché.

Très éloquemment, Reyphins défendit le sort des ouvriers belges, plaida en faveur de l'industrie nationale et préconisa la politique économique que devait suivre plus tard la Belgique indépendante.

Mais ce fut Dotrengé qui eut tous les honneurs du débat lorsque, reprenant la parole, il reprocha aux députés hollandais de ne tenir aucun compte des désirs exprimés par les Belges et prononça ces paroles qui montraient l'abîme entre les deux parties du royaume :

« La lutte qui s'est révélée pendant cette discussion entre les prétentions du Nord et celles du Sud, la détermination de vaincre par une majorité infime et douteuse décèlent clairement qu'il existe dans cette assemblée une scission, et c'est un fait ».

1. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 358.

déplorable. Les discussions parlementaires n'ont pas grande importance, mais des causes sérieuses et permanentes de discorde intestine sont les plus grands maux qui puissent affliger un État. Décidez maintenant, concitoyens du Nord, et, si vous êtes bien résolus à continuer dans cette voie, complétez ce soir le fratricide de la vieille et loyale Belgique! »

Un discours très pathétique de M. Lecocq, retraçant, en termes émus, la misère des ouvriers du pays de Liège, termina le débat en faisant un chaleureux appel aux « frères du Nord ».

Comme la majorité restait douteuse, le gouvernement recourut à tous les moyens pour assurer le vote de son projet. Tandis qu'il intimait l'ordre à deux députés belges, revêtus de fonctions publiques, de rejoindre, au plus tôt, leurs postes en province, sans attendre le scrutin, il faisait procéder, en toute hâte, aux élections pour combler un vide survenu inopinément dans la députation de la province de Groningue¹. Trois Belges seulement votèrent avec la majorité, tandis qu'un député du Brabant septentrional se joignit à l'opposition. Ainsi, le 12 juillet 1821, le projet passa à la seconde Chambre par cinquante-cinq voix contre cinquante et une. La première Chambre le ratifia servilement par vingt et une voix contre dix-sept.

La formation, pour la première fois constatée, d'un bloc homogène d'opposition belge, irrita le roi au plus haut degré. Il eut la maladresse de le faire voir. Par un de ces gestes brutaux dont il était coutumier, il destitua des fonctions honorifiques qu'ils remplissaient auprès de sa personne sept membres opposants de l'une et de l'autre assemblée. Ainsi, malgré le vote de la loi, la victoire morale resta aux députés belges².

Qu'était ce fameux tarif de 1821 qui soulevait une telle indignation et de telles craintes chez les industriels belges et qui avait donné lieu, à la Chambre comme dans l'opinion, à d'aussi vives discussions? Pour l'époque, il était extrêmement libéral et, mis en regard de la législation qui régissait les relations commerciales des autres peuples du continent, il justifiait les inquiétudes de ses adversaires. D'une façon générale, il réduisait tous les droits d'entrée à 6 ou même à 3 %. Aussi, sa mise en application, par voie de décrets, au cours de l'année 1822,

1. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, note de la p. 359.

2. D.-C. Boulger, *History of Belgium*, 1909, t. II, p. 50.

amena-t-elle une vive campagne de protestations, de caricatures et de pamphlets qui n'allait pas tarder à obliger le roi à modifier sur plusieurs points le régime douanier ainsi établi, Nord contre Sud³.

Le nouveau tarif était accompagné d'une série de droits différentiels destinés à favoriser le commerce maritime des provinces septentrionales : une réduction de droit de 10 % était accordée à toute marchandise importée ou exportée sous pavillon national ; le droit de tonnage, fixé à 1 florin 5 cent. par tonneau pour chaque voyage fait sur les navires étrangers, était réduit à 45 cent., payables une fois par an, sur les bâtiments nationaux ; le sel brut entrant en franchise sous pavillon néerlandais et payait 2 florins par 100 kilos sous pavillon étranger¹. Mais ces avantages n'étaient pas suffisants au gré des Hollandais et l'on ne tarda pas à constater que les droits d'entrée, si modérés, qu'avait laissé subsister le tarif de 1821, étaient encore considérés comme gênants par le haut commerce qui cherchait, par tous les moyens, à les frauder².

Le projet de loi réorganisant les bases de l'impôt personnel fut, lui aussi, discuté avec âpreté. Nous avons vu qu'en 1816 le mécontentement général des provinces méridionales avait obligé le ministère à réduire ses prétentions et à renoncer à la taxe sur les chevaux et les domestiques. Le projet soumis aux Chambres en 1821 revenait à la charge sur ces deux points en y ajoutant une contribution de 4 % de la valeur locative brute des maisons et une contribution de 1 % sur le mobilier.

La discussion s'ouvrit à la seconde Chambre, le 14 mai 1822, et aboutit, le 17 juillet, au rejet du projet par cinquante-six voix contre cinquante-quatre. Les députés belges avaient fait bloc et deux députés du Brabant septentrional s'étaient joints à eux. La colère du gouvernement et de ses partisans ne connut plus de bornes et l'on entendit le comte de Hogendorp s'écrier du haut de la tribune : « Si les députés des provinces méridionales nous disent : *nous ne voulons pas de vous*, nous leur répondrons : *nous n'avons pas besoin de vous*³. » Le gouvernement fit quelques concessions de détail, grâce auxquelles il

1. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 780.

2. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 123, discours du 25 mars 1825.

3. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 364, note.

parvint à faire passer son projet en seconde lecture, et il est curieux de constater que cette loi, si décriée et si combattue, du 28 juin 1822, resta jusqu'en 1919 la base de perception des contributions directes en Belgique.

La loi sur les distilleries ne fut guère moins vivement combattue que les autres parties du système. Diffuse, obscure, élastique, arbitraire, hérissée de formalités, d'amendes et de confiscations, on lui reprochait de mettre les distillateurs à la merci des employés du fisc et de condamner infailliblement à la ruine les petites distilleries rurales, si utiles au développement de l'agriculture en Belgique. Elle fut cependant votée, Hollandais contre Belges, par cinquante-neuf voix contre cinquante¹.

Le gouvernement était ainsi parvenu, non sans peine, à mener à bonne fin sa grande réforme financière. Il ne fallut pas attendre longtemps pour constater qu'elle ne donnerait pas tout ce que ses auteurs en avaient espéré et que l'ère des déficits n'était pas close. Malgré toutes les nouvelles taxes, le budget n'était pas encore en équilibre, et il était aisé de prévoir que, pendant longtemps encore, les recettes ne pourraient contrebalancer les dépenses².

Les oreilles du roi commençaient à se fatiguer de ce mot déficit qu'on opposait à tous ses grands projets économiques; il se lassait des plaintes éternelles qui retentissaient, de plus en plus haut, à la seconde Chambre. Avec ses fidèles collaborateurs Appelius et Elout, il chercha le moyen de se libérer de la surveillance importune de la Chambre et de l'opinion et de s'assurer, pour quelque temps du moins, une plus grande liberté d'action.

Il voulut, tout d'abord, se procurer de nouvelles ressources en portant la main sur les domaines et en les aliénant, peu à peu, soit par voie de loterie, soit par d'autres combinaisons financières, de façon à trouver les 50 millions de florins nécessaires pour combler le déficit, pour compléter les armements de terre et de mer, pour améliorer les voies de communication terrestres et fluviales et pour construire un palais au prince héritier. La haute main sur cette vaste opération appartiendrait au roi qui n'en ferait rapport aux États-Généraux que lorsqu'elle serait entièrement terminée.

1. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 365.

2. Buffin, *op. cit.*, p. XIX-XX.

L'argent qu'il se serait ainsi procuré au moyen d'émissions de papier et d'aliénations de domaines serait placé dans de grandes entreprises industrielles et commerciales, et il espérait, au bout de vingt-huit ans, pouvoir verser au trésor, non seulement les 50 millions demandés, mais encore un supplément de 60 millions de florins qui permettrait de faire face, pendant de longues années, aux dépenses extraordinaires.

Cette vaste opération rappelait trop le fameux système de Law et donnait une trop large part à l'imprévu pour pouvoir être acceptée par l'esprit positif et prudent des Hollandais. Le comte de Hogendorp blâma ouvertement l'idée de faire des domaines de l'État un objet de spéculation et, comme un bon nombre de députés du Nord, partageant sa manière de voir, paraissaient disposés à appuyer, sur cette question, l'irréductible opposition des représentants du Midi, le gouvernement fut contraint de renoncer à son projet¹.

C'eût été mal connaître le roi Guillaume que de croire qu'il se tiendrait pour battu. Ne pouvant briser l'obstacle, il résolut de le contourner et procéda d'une façon fort habile. Nous avons vu que, depuis les premières années du royaume, fonctionnaient deux organismes financiers autonomes : la *Caisse d'amortissement*, chargée des opérations relatives à l'ancienne dette des Pays-Bas, et le *Syndicat d'amortissement*, chargé de la liquidation de l'emprunt forcé établi pour combler le déficit creusé par la campagne de 1815. L'opinion publique s'était habituée à la procédure secrète de ces deux institutions et ne paraissait plus en prendre ombrage. Aussi, le roi eut-il l'idée de fusionner ces deux organismes pour en former un nouveau *syndicat d'amortissement*, dont il élargirait considérablement les attributions.

Ce nouveau syndicat était chargé non seulement de l'amortissement de toutes les dettes de l'État, mais encore de la conversion de la dette différée (qui se montait à 1 milliard 135 millions et demi de florins), du paiement du coupon de la dette active (qui atteignait 704 millions et demi de florins), de toutes les opérations relatives à la refonte des espèces monétaires, du service des pensions et rentes viagères à charge de l'État, de la construction des nouvelles voies de communications, canaux, routes, etc. Ce syndicat ne méritait donc que bien imparfaite-

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 408-409.

ment son nom de *Syndicat d'amortissement* ; en réalité il était chargé de pourvoir aux dépenses publiques et secrètes les plus diverses et, avant tout, de masquer les déficits budgétaires.

« Un syndicat ou caisse d'amortissement », écrivait un économiste contemporain, « n'est ordinairement chargé que du rachat des obligations ou inscriptions, d'après des règles établies par des lois. Mais, ici, c'est un petit département qui est chargé de toutes les opérations de crédit. C'est à lui qu'est attribuée la réalisation de tous les emprunts, de sorte qu'il est à la fois vendeur et acheteur ; mais ses achats et ses remboursements sont bien faibles en comparaison de la masse de nouveaux emprunts et crédits qu'il a été successivement chargé de réaliser¹. »

Pour faire face à ces charges si diverses, le gouvernement attribuait comme ressources au syndicat : le produit net de tous les péages par terre et par eau ; une dotation en domaines de l'État représentant un revenu de 1 million 750 mille florins, avec faculté de les aliéner ; un crédit de 94 millions de florins, inscrit au grand livre de la dette active ; enfin l'autorisation d'émettre pour 116 millions de florins d'obligations à 4 1/2 %².

Ce syndicat était composé d'une commission de cinquante notables, nommés par le roi, et était représenté par un bureau permanent de sept membres.

Un compte, rendu annuellement sous le sceau du secret aux présidents des deux Chambres, à deux conseillers d'État et à trois membres de la Chambre des comptes désignés par le roi, remplaçait le contrôle des finances de l'État confié aux États-Généraux par les articles 121, 128 et 199 de la Loi fondamentale. En fait, le secret sur les opérations du syndicat était tellement bien gardé que le ministre des Finances, Appelius, pouvait déclarer un jour : « Deux personnes possèdent à fond leur syndicat : la première, c'est M. le secrétaire de la Commission ; la seconde, ce n'est pas moi ! » Or, en fait, le secrétaire de la Commission et le roi c'était encore la même personne³ !

En dépit d'une opposition énergique du comte de Hogendorp et de quelques députés, plus au courant que leurs collègues des arcanes de la haute politique financière, la seconde Chambre,

1. Staedler, *Histoire des finances du royaume des Pays-Bas*, ms. de la Bibliothèque royale de Bruxelles, II, 3759, fol. 28 v^o et 29.

2. Buffin, *op. cit.*, p. XIX-XX.

3. De Gerlache, *op. cit.*, t. I, p. 365, note.

bien qu'elle ne fût pas en nombre, vota, par trente-neuf voix contre vingt et une, le projet de loi qui dotait le *Syndicat d'amortissement* de toutes les ressources demandées par le gouvernement, et une seconde loi, votée, le 27 décembre 1822, par une majorité servile de soixante-six voix contre trente-sept, sanctionna définitivement l'abandon par le Parlement de son droit constitutionnel de contrôle sur les finances de l'État.

C'était un beau triomphe pour la politique personnelle du roi. Il n'aurait plus affaire désormais, pour toutes les questions financières, qu'à une sorte de société anonyme qui administrerait, prêterait, emprunterait, aliénerait, construirait des routes et des canaux, élèverait des barrières, exploiterait des mines et entreprendrait des travaux publics, sans être plus responsable que les ministres eux-mêmes.

Grâce à cet organisme, on n'allait plus entendre parler de déficit; le souverain allait pouvoir sortir des difficultés présentes et, comme nous le verrons, réaliser un vaste programme financier qui devait donner d'heureux résultats. Mais, en échange de ces avantages immédiats, le Parlement et l'opinion se voyaient désormais privés de tout contrôle et de tout moyen d'action. Le syndicat ordonnait des travaux publics et les poursuivait, même contre la volonté devenue impuissante de la seconde Chambre¹. Les finances de l'État devenaient un véritable chaos dont, au plus grand détriment de la Belgique lors du partage de la dette en 1831, personne ne put jamais pénétrer le fond. D'année en année, la sphère d'action du syndicat devenait de plus en plus large et, par suite des nouveaux emprunts et de l'accroissement continu de la dette active, la charge de la rente ne faisait que grandir et nécessitait en 1830 plus de 26 millions de florins par an².

Débarrassé des ennuis que lui causaient la permanence du déficit et les critiques de l'opposition, le roi prit de son initiative personnelle une série de mesures destinées à assurer l'épanouissement de la vie économique. Il espérait que, dans l'avenir, la mise en valeur des colonies, donnerait un grand essor au

1. C'est ainsi qu'en 1828 le gouvernement avait effectué pour plusieurs millions de travaux à l'île de Marcken et avait poursuivi ces travaux, bien que les États-Généraux eussent refusé les fonds nécessaires à cet effet. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 189, *Discours du 18 décembre 1829 sur le budget décennal*.

2. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 411.

commerce et assurerait des débouchés aux établissements industriels, dont il encourageait la création dans toutes les provinces. Si on peut lui reprocher de ne pas avoir suffisamment laissé au temps, au travail et à l'intérêt privé le soin de fondre et de féconder tous les éléments naturels de prospérité dont était doté le pays et d'avoir trop cru à la toute-puissance de l'action gouvernementale, en hâtant le mouvement à l'aide de privilèges, de subsides et de faveurs officielles¹, il faut cependant reconnaître qu'en matière économique il voyait juste et grand.

Déjà, quelques mois avant la constitution du fameux syndicat d'amortissement, le roi avait, par la loi du 12 juillet 1821, institué le *fonds de l'industrie* pour soutenir et encourager, sous forme de primes et d'avances, les manufactures, les entreprises industrielles et agricoles et la pêche. Ce fonds se composait d'une somme de 1,300,000 florins, réduite plus tard à un million, prélevée annuellement sur le produit des droits d'entrée, de sortie, de transit et de tonnage.

L'idée du gouvernement en instituant ce fonds était de remplacer, par des avances de l'État, le capital qui avait été absorbé par les guerres de la Révolution et de l'Empire. Il espérait compenser, au moyen de primes et de subsides, le préjudice causé à l'industrie belge par la réduction considérable des droits d'entrée, consacrée par le nouveau tarif douanier, mettre les manufacturiers des provinces méridionales en mesure de surmonter les difficultés inhérentes à toute entreprise naissante et les aider à lutter contre la concurrence étrangère.

Ce fonds de l'industrie reçut, dans les polémiques financières de l'époque, le nom de *million Merlin*, non pas, comme le pensent certains historiens, en l'honneur du conventionnel Merlin de Douai, exilé dans les Pays-Bas, qui aurait donné au roi l'idée de ce palliatif², mais bien par une allusion ironique aux merveilles réalisées par le fameux enchanteur Merlin dans les romans de chevalerie du Moyen-Age³.

La loi instituant le *fonds de l'industrie* avait établi les prescriptions les plus minutieuses pour assurer la judicieuse répartition des subsides. Chaque demande devait donner lieu à des

1. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 257.

2. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 789.

3. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 258 et note.

enquêtes détaillées; les conseils de régence et les chambres de commerce étaient appelés à donner, pour chaque cas, leur avis motivé. Mais, en fait, le favoritisme, qui présida à la distribution des primes et des avances, empêcha que l'industrie n'en tirât de réels profits; le million Merlin ne tarda pas à devenir une sorte de fonds secret dans lequel puisait librement l'arbitraire gouvernemental. Comme le disait, avec assez de raison, M. de Gerlache, dans le discours prononcé à la seconde Chambre des États-Généraux, le 18 décembre 1829, lors de la discussion du budget décennal, il servit plus « à ébranler les consciences qu'à raffermir les industries chancelantes¹ ». Détourné de sa destination primitive, il fut surtout employé dans les dernières années du royaume à solder les complaisances d'une presse servile.

Après ce premier pas dans la voie des encouragements à l'industrie, le roi voulut, par la fondation de grandes sociétés industrielles et commerciales, stimuler l'esprit d'entreprise et d'association qui manquait à peu près complètement aux habitants des provinces méridionales. Pour développer le goût des grandes entreprises et pour affranchir les financiers et les industriels belges du monopole de la banque d'Amsterdam, en même temps que pour donner au *Syndicat d'amortissement* un établissement de crédit capable de réaliser ses vastes combinaisons financières, il fonda et organisa, par les arrêtés royaux du 28 août et du 13 décembre 1822, du 11 octobre 1823 et du 24 octobre 1824, la *Société générale pour favoriser l'industrie nationale*².

Le siège de cet établissement était fixé à Bruxelles dans l'intention d'organiser le crédit et de faciliter les entreprises industrielles et commerciales dans les provinces du Midi. Son capital était de 50 millions de florins (105,820,106 fr.), composé de 20 millions de biens domaniaux et de 60,000 actions de 500 florins chacune. Ces biens domaniaux, dont la valeur était bien supérieure au taux de l'évaluation, pouvaient être vendus et la *Société générale* jouissait d'un terme de vingt-six années pour se libérer de cette avance. Dans cette dotation en domaines figurait la forêt de Soignes tout entière.

La plus grande latitude était laissée à la nouvelle banque

1. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 189.

2. J. Malou, *Notice historique sur la Société générale pour favoriser l'industrie nationale établie à Bruxelles (1823-1862)*, Bruxelles, 1863, p. 9 et 10.

pour ses opérations. Elle pouvait émettre des billets, escompter les effets de commerce, se charger de dépôts en compte courant, faire des avances sur fonds publics, sur créances, sur marchandises et même sur immeubles.

Pour vaincre les hésitations des capitalistes, le roi fit du nouvel établissement le caissier général de l'État et se déclara personnellement responsable du paiement des intérêts des actions. Enfin, comme, malgré tous ces avantages, le public, peu familiarisé avec les grandes entreprises financières, restait timide et méfiant, le roi prit à sa charge les 25,500 actions qui n'avaient pas trouvé souscripteur¹.

La *Société générale* fut donc, en fait, la banque particulière du roi et de son *Syndicat d'amortissement*; elle fut activement mêlée à toutes les entreprises financières du souverain, ce qui, après la Révolution de 1830, lui valut d'être en butte aux attaques les plus passionnées². Mais la Belgique indépendante ne pouvait se passer des services de son plus grand établissement de crédit. La *Société générale* avait, depuis sa fondation, si activement secondé l'élan gigantesque de l'industrie métallurgique, elle avait tellement contribué à la mise en valeur des richesses minières, qu'elle était défendue par tous les intérêts qu'elle avait fait naître autour d'elle et, ainsi, elle put victorieusement tenir tête à l'orage.

Une circonstance favorable avait, sur ces entrefaites, permis à l'industrie belge de se développer. En 1820, l'Angleterre, tout en maintenant l'interdiction d'exporter des machines et mécaniques, permit la sortie des outils propres à les fabriquer, spécialement ceux pour travailler le fer. Les usines métallurgiques purent ainsi se développer librement, grâce à l'aide intelligente du souverain et aux services financiers de la *Société générale*. Les fameux établissements Cockerill, fondés, en 1817, à Seraing, dont le roi devint le principal actionnaire, et les ateliers du Phénix à Gand ne tardèrent pas à pouvoir soutenir la comparaison avec les établissements les mieux organisés et les plus vastes de l'Angleterre³.

1. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 259.

2. Parmi les nombreuses brochures de polémique parues sur cette question, citons le réquisitoire de M. van den Bossche, jurisconsulte à Alost, sur les *Droits et actions du gouvernement belge à charge de la Société générale* et la *Réponse par un Belge ami de la vérité*, Bruxelles, 1837.

3. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, p. 790.

En même temps, l'enseignement industriel, puissamment encouragé par le gouvernement, s'organisait dans les provinces belges : un conservatoire d'arts et métiers était fondé à Bruxelles ; à Liège, à Louvain, à Namur et à Gand, des cours de minéralogie et de géologie étaient créés spécialement en vue des industries minières et sidérurgiques ; Ostende et Anvers étaient dotées d'écoles de navigation¹. Le principe de l'assistance sociale recevait une première consécration sous forme de secours royaux aux ouvriers en cas de chômage forcé².

Comme pendant à la *Société générale pour favoriser l'industrie nationale*, le roi fonda, le 29 mars 1824, la *Société générale de commerce* (*Algemeen Handelsmaatschappij*), destinée à développer toutes les branches du grand commerce d'exportation.

Ses statuts lui prescrivaient de favoriser l'extension de la navigation au long cours, de la pêche maritime, de l'industrie et de l'agriculture, en leur ouvrant de nouveaux débouchés et en régularisant les relations entre la mère patrie et les colonies des Indes orientales, les contrées environnantes, la Chine, ainsi que le Levant et les deux Amériques.

L'objet principal de cette Société était de combattre dans les pays d'outre-mer la concurrence anglaise d'après un système qui ne consistait pas, dit l'arrêté royal organique du 29 mars 1824, à « recourir, comme l'ont fait quelques autres peuples, à des systèmes de prohibition, mais plutôt à puiser, tout en maintenant la liberté de navigation pour le pavillon des Pays-Bas et pour celui de toutes les nations amies, dans la réunion efficace et bien organisée de fonds suffisants et de travaux communs qui puissent faire reprendre à tout une vie nouvelle ».

La Société ne pouvait employer que des navires nationaux ; elle était obligée d'accorder la préférence aux produits des fabriques belges, à moins que celles-ci ne fussent hors d'état de fournir les articles demandés ; elle ne pouvait se servir que de navires affrétés dans les Pays-Bas.

Établie à La Haye, au capital de 37 millions de florins (78,306,878 fr.), la Société était pourvue de larges privilèges : elle était seule chargée de toutes les expéditions du gouvernement vers les colonies ; elle était protégée dans ses relations

1. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 265.

2. Van Kalken, *op. cit.*, p. 57.

avec les Indes néerlandaises par des droits différentiels considérables; elle était dotée du monopole, très lucratif, de la vente de l'opium à Java.

Le roi prit des actions à concurrence de 4 millions de florins et garantit personnellement un intérêt de 4 1/2 % aux autres actionnaires, s'engageant même à porter sa souscription à 12 millions de florins si c'était nécessaire. Mais l'impulsion était donnée aux capitalistes, et les demandes d'actions atteignirent près de 70 millions de florins¹.

A cette Société de commerce, le roi voulut, en 1828, adjoindre une Compagnie américaine, dont le siège social eût été à Amsterdam et le principal entrepôt à Curaçao. Cette Société aurait eu pour objet d'assurer à l'industrie exportatrice des Pays-Bas de vastes débouchés dans les nouvelles républiques hispano-américaines et au Brésil. Le capital devait se monter à 5 millions de florins, dont 2 seraient souscrits par le roi. A la fondation de cette Société étaient joints de vastes projets qui dénotaient, à la fois, l'esprit d'entreprise et l'extraordinaire clairvoyance du souverain au sujet de l'avenir économique des deux mondes. Il allait jusqu'à projeter d'établir, sur l'initiative de son gouvernement, une voie de communication interocéanique en perçant l'isthme de Panama ou, si ce travail était reconnu impossible, en reliant le lac de Nicaragua au Pacifique².

Mais, au moment où s'échafaudaient ces projets grandioses, le royaume des Pays-Bas n'avait plus que quelques mois à vivre et la Compagnie américaine n'eut jamais d'existence effective.

Le souverain ne recula devant aucune dépense pour assurer l'outillage économique du royaume. Ses efforts se portèrent constamment vers l'amélioration des ports et des voies de communications intérieures : ponts, routes, canaux. Rappelons, pour ne citer que les travaux dont bénéficièrent les provinces belges, que c'est au gouvernement du roi Guillaume que la Belgique est redevable des canaux de Bruxelles à Charleroi, de Gand à Terneuzen, de Liège à Maestricht, de Pommerœul à Antoing, de la canalisation de la Sambre et du creusement ou

1. Arrêtés royaux des 7, 18 et 29 mars 1824 et du 22 juin 1827. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 260-261 et note.

2. Dépêches de l'envoyé anglais Bagott à son gouvernement des 15 avril et 22 juillet 1828. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 392-393.

de l'amélioration des ports de Bruxelles, de Gand, de Bruges, d'Ostende et de Nieuport¹.

Les questions si importantes de politique douanière ne cessèrent jamais d'être l'objet des préoccupations du roi. Après avoir, comme nous l'avons vu, donné, d'une façon générale, satisfaction aux aspirations libre-échangistes des Hollandais, il ne tarda pas à constater que le gouvernement était allé trop loin dans cette voie et, par une série de mesures spéciales, il accorda à diverses branches de l'industrie belge la protection qu'il comprenait leur être indispensable. Il n'avait pas fallu longtemps pour voir que la loi du 12 juillet 1821 avait eu de fâcheuses conséquences². En proclamant que le maximum des droits d'entrée et de sortie ne dépasserait jamais 6 %, le tarif avait permis aux pays voisins de fixer leurs prix en conséquence, et le gouvernement s'était vu obligé de revenir à un système de protection modérée. Ainsi, dès le 26 août 1822, il établit des droits d'entrée (de 4 florins 95 cent. par 100 kilogrammes) sur les fers en barres et (de 10 florins 35 cent. par 100 kilogrammes) sur les chaudières, et il frappa, de 8 florins à la tonne, les charbons de terre étrangers; ce droit représentait 150 % de la valeur du combustible pris aux mines belges. La loi du 11 avril 1827 consacra une nouvelle dérogation au tarif général en élevant à 8 florins par 100 kilogrammes le droit d'entrée sur les machines à vapeur. Cette somme équivalait, à peu près, au prix de ces machines achetées en Angleterre³.

Les industries textiles n'avaient pas tardé à demander des mesures protectrices semblables à celles qu'on accordait à la métallurgie et aux industries extractives. La loi du 24 mars 1826 leur donna satisfaction en transformant les droits *ad valorem* qui frappaient différentes espèces de tissus en droits spécifiques, ce qui eut pour résultat de laisser aux producteurs belges la maîtrise du marché intérieur pour les tissus communs servant à l'habillement du peuple, tout en laissant pénétrer les tissus de luxe servant aux classes élevées. Mais, en satisfaisant l'industrie, on mécontenta la masse des consommateurs.

La politique commerciale du royaume des Pays-Bas fut dominée par une véritable guerre douanière avec la France, guerre

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 387-388.

2. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 26. Discours du 4 janvier 1825.

3. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 262, note.

qui avait éclaté dès que la paix eut fait prévoir le réveil de l'industrie belge. Déjà, lors de la discussion du tarif de 1816, Reyphins avait signalé, du haut de la tribune, le danger qu'il y avait à établir des droits favorables aux produits français, alors que la France faisait à la Belgique une guerre sourde sur le terrain économique¹. Loin de changer les dispositions de la France, le tarif libéral de 1821 ne fit que les enhardir et, en fin de compte, les intérêts des industriels belges s'en trouvèrent tellement lésés que le gouvernement se vit contraint d'user de représailles. Par arrêté royal du 20 août 1823, il frappa d'exclusion ou de droits prohibitifs plusieurs articles importants de provenance française, tels que les draps, les bonneteries, les produits chimiques, les eaux-de-vie, les verreries et les porcelaines². Mais, comme cela arrive souvent en matière douanière, on avait dépassé la mesure. Les draps et casimirs français, bien que prohibés à l'entrée, n'en continuèrent pas moins à être vendus en Belgique, plus peut-être que par le passé. C'est que, grâce aux formidables primes d'exportation allouées par le gouvernement français, la fraude s'était organisée sur une vaste échelle, et les fraudeurs, ayant pris la précaution de contracter une assurance contre les risques que pouvait leur faire courir la vigilance des douaniers, trouvaient encore le moyen de vendre leurs draps en Belgique beaucoup en dessous du prix des articles indigènes³.

Quoi qu'il en soit, malgré ses graves défauts, la politique commerciale du royaume des Pays-Bas s'était, grâce à l'opportunisme éclairé du roi, adaptée aux besoins de la nation. Si, d'une part, les idées protectionnistes avaient beaucoup perdu de leur intransigeance du début et n'étaient plus considérées comme indispensables au salut du pays, d'autre part, les libre-échangistes hollandais, heureux de pouvoir transporter, à pleins chargements, les produits de plus en plus nombreux et variés de l'industrie belge, avaient fait aussi de larges concessions. On peut dire qu'à la fin du règne, le roi Guillaume, avec toute l'élite commerciale et industrielle du royaume, s'était rallié à un système mixte, à un protectionnisme modéré, conforme aux besoins actuels de la nation, que d'aucuns auraient voulu voir

1. Discours du 28 septembre 1816. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 10-11.

2. E. Romberg, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 815.

3. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 85. Discours du 21 mars 1826.

tempérer encore par une sérieuse organisation du régime des entrepôts¹.

L'agriculture avait eu tout d'abord fort à souffrir de la politique commerciale du gouvernement. A partir de 1819, les récoltes devinrent abondantes et les droits d'entrée, peu élevés, laissèrent pénétrer les blés étrangers, tandis que la politique protectionniste des autres pays fermait aux blés belges le marché extérieur. La situation ne fit qu'empirer lorsqu'on vit entrer en scène de nouveaux pays producteurs : les États-Unis et surtout la Russie, dont les blés, cultivés à moins de frais que ceux des Pays-Bas, avaient conquis tout le marché méditerranéen et venaient même faire la concurrence à la production indigène sur le marché hollando-belge. Les débouchés de l'Espagne et du Portugal étaient perdus et même le blé de l'Ukraine, écarté par des droits formidables de la France et de l'Angleterre, avait fait perdre au blé de la Belgique les quatre septièmes de sa valeur².

Propriétaires fonciers et cultivateurs avaient assailli le gouvernement de réclamations en faveur de mesures de protection et, le 7 mars 1822, un arrêté royal chargea une commission spéciale d'examiner la situation et de proposer les mesures à prendre pour empêcher l'avisement du prix des grains³.

Encore une fois les intérêts contradictoires du Nord et du Midi se trouvèrent aux prises. Les Hollandais, avec van Hogendorp, préconisaient l'entière liberté du commerce des céréales; les Belges réclamaient des mesures plus ou moins rigoureuses pour empêcher l'invasion du marché intérieur par les blés étrangers. Finalement, la majorité parvint, non sans peine, à faire triompher le principe de l'échelle mobile. Ce système, qui, on le sait, consiste à élever les droits d'entrée sur les blés les

1. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 123 et suiv. Discours du 25 mars 1828. — Voir, pour le système douanier du royaume des Pays-Bas, les lois du 26 août 1822, du 20 août 1823, du 8 janvier 1824, du 10 janvier 1825, du 24 mars et du 24 novembre 1826, du 11 avril et du 21 décembre 1827, du 31 mars et des 11 et 24 décembre 1828 et du 1^{er} juin 1830; les arrêtés royaux du 22 septembre et du 22 octobre 1823, du 13 mai, du 11 août et du 3 octobre 1824, du 8 avril et du 12 mai 1825, du 8 février et du 4 mai 1826, du 5 mai et du 27 septembre 1827, du 1^{er} février, du 5 mars et du 16 juin 1828, du 6 juillet et du 1^{er} octobre 1829 et du 15 avril 1830. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 262, note.

2. De Gerlache, *op. cit.*, t. III, p. 87. Discours du 21 mars 1826.

3. *Ibid.*, t. III, p. 28. Discours du 4 janvier 1825.

années de belles récoltes et à les abaisser fortement les années maigres, empêchait, à la fois, l'avilissement des prix en cas d'abondance et la trop grande hausse en cas de déficit de la production nationale.

Ce système, qui, certes, n'était pas parfait, réussit cependant à rendre à l'agriculture belge son ancienne prospérité, sans trop influencer sur le prix de l'existence. Le gouvernement multiplia, du reste, les mesures en faveur des classes rurales : il constitua un fonds pour indemniser les agriculteurs de la perte de leurs bestiaux, combattit énergiquement la peste bovine, encouragea l'élevage des chevaux et des bêtes à cornes, entreprit de grands défrichements en Campine et dans les Ardennes¹.

En résumé, on peut dire que, tout en méritant de justes critiques par l'accroissement continu des dépenses et de la dette publique, par les abus du fonctionnarisme, par une politique fiscale maladroite et vexatoire, par l'établissement d'impôts de consommation justement impopulaires et par les allures secrètes du fameux syndicat d'amortissement, le gouvernement du roi Guillaume mérita les plus grands éloges pour les efforts qu'il multiplia en faveur de toutes les branches de l'activité nationale. Si toutes les mesures ainsi mises en œuvre ne furent pas également bonnes au point de vue de la science économique, elles peuvent du moins, presque toutes, se justifier par les circonstances. Leur ensemble fit reflourir l'activité du pays et l'éleva à un degré de prospérité, bien supérieur à celui qu'il avait atteint à la fin des régimes autrichiens ou français.

III.

L'économiste étranger qui, après avoir parcouru la Belgique en 1814, serait revenu en juillet 1830 visiter l'exposition de l'industrie nationale ouverte à Bruxelles, dans le palais affecté actuellement à la Bibliothèque royale, aurait eu de la peine à reconnaître ce pays. Le royaume pouvait être comparé à une ruche en pleine activité.

L'industrie, l'agriculture, le commerce, la navigation, la pêche maritime pouvaient supporter la comparaison avec les branches correspondantes de l'activité des grandes nations.

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 397-398.

Pour beaucoup d'articles, spécialement pour tous les produits manufacturés et pour la métallurgie, la Belgique pouvait rivaliser avec l'Angleterre; pour les articles de luxe et pour l'industrie du vêtement, elle pouvait entrer en concurrence avec la France¹. Partout jaillissaient de nouvelles sources insoupçonnées de richesse; la routine était vaincue par les procédés nouveaux les plus perfectionnés.

L'éclairage au gaz de houille s'était répandu dans presque toutes les grandes villes et le nombre des machines à vapeur augmentait d'année en année. Pendant les dix-huit mois qui précédèrent la révolution, le ministre de l'Industrie autorisa pour les seules provinces de Liège et de Hainaut le placement de 218 machines à vapeur et l'érection d'un nombre considérable d'usines de toute nature, dont une fabrique de chaudières². Les six premiers mois de 1830 avaient vu s'ouvrir soixante-dix-sept usines dans le Hainaut seul. Le grand établissement industriel, fondé à Seraing par les frères Cockerill, avait vu grandir encore sa prospérité depuis que le roi, ayant racheté les actions de James Cockerill, avait aidé John à développer ses usines qui comptaient déjà 2,500 ouvriers³. Ce fut à Seraing et à Marcinelle que s'élevèrent, en 1827, les premiers hauts fourneaux au coke du continent; ces établissements se multiplièrent rapidement dans le Hainaut et l'Entre-Sambre-et-Meuse⁴. En même temps furent fondées dans les bassins de Liège et de Charleroi les premières verreries et glaceries travaillant d'après les procédés modernes, et les cristalleries du val Saint-Lambert ne tardèrent pas à acquérir une renommée européenne.

Au point de vue des industries extractives, la Belgique, avec ses riches bassins de Liège, de Charleroi et du Borinage, passait pour le pays le plus avancé de l'Europe.

Grâce aux droits d'entrée sur les charbons étrangers, les houillères belges, débarrassées de la concurrence anglaise, étaient maîtresses incontestées du marché intérieur. Le seul bassin de Liège vendait annuellement à la Hollande pour plus de 5 millions de florins de charbon et 60,000 personnes y vivaient

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 396-397.

2. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 264-265.

3. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 395-396.

4. H. de Nimal, *la Métallurgie à l'exposition de Charleroi en 1911 avec des notes historiques sur la forgerie* (Charleroi, 1913), p. 60 et suiv.

de l'industrie houillère¹. De 1828 à 1830, on ouvrit, dans la province de Namur, dix-neuf mines de houille, onze mines de fer, deux de plomb. Dans le Hainaut, de 1818 à 1828, le gouvernement avait délivré vingt et une concessions pour l'exploitation des gisements houillers; il en délivra encore neuf en 1829 et cinq pendant les premiers mois de 1830².

L'industrie drapière, à laquelle, le 1^{er} janvier 1820, le roi avait accordé le privilège des fournitures de l'armée et des administrations civiles, avait parsemé de ses usines les bords de la Meuse et de la Vesdre³. Sous l'impulsion énergique des Biolley et des Simonis, Verviers et Dison étaient redevenus de grands centres de production, pour lesquels la Hollande et ses colonies avaient remplacé le marché français.

Gand, devenu port de mer, grâce au nouveau canal de Terneuzen, comptait en 1830, à côté de nombreuses raffineries et de grands ateliers de constructions, quatre-vingt-quatre établissements, presque tous mus par la vapeur, consacrés à la filature, au tissage et à l'impression du coton. Cette industrie cotonnière trouvait en Hollande et dans ses colonies un marché privilégié de plus de 8 millions de consommateurs et faisait vivre, à Gand et dans son district, plus de 60,000 ouvriers des deux sexes. Alors qu'en 1812 les filatures gantoises faisaient tourner 85,000 broches, elles en avaient, en 1830, mis 280,000 en activité. Pendant les trois dernières années du régime hollandais, la Société de commerce avait exporté pour 5,340,000 florins de cotonnades et le commerce particulier pour 1,260,000⁴. Des centres importants d'industrie cotonnière s'étaient également fondés dans les principales villes de la Flandre orientale, répandant autour d'eux l'activité et la richesse.

A Bruxelles, les industries de mode et de luxe, qui, de tout temps, furent la spécialité de la capitale, avaient acquis un développement inespéré. La haute société hollandaise avait pris l'habitude de s'y adresser pour ses toilettes, ses bijoux, ses meubles et ses équipages.

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 395-396.

2. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 396-397.

3. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 790.

4. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 263 et note.

Tournai avait vu renaître son ancienne industrie des tapis et se relever ses fours à porcelaine.

Chaque province avait ainsi son industrie spéciale, répondant à ses ressources et appropriée au génie de ses habitants.

Ce n'était pas seulement au point de vue de la force de production que l'industrie était en progrès ; d'année en année, ses produits gagnaient en qualité et en élégance. Les expositions qui furent organisées en 1820 à Gand, en 1825 à Haarlem et, en juillet 1830, à Bruxelles, sur l'initiative et sous la protection du gouvernement, firent connaître à la fois les besoins et les ressources de l'industrie nationale.

560 concurrents avaient pris part à l'exposition de Gand ; le nombre des exposants avait doublé à Haarlem ; il avait triplé à l'exposition de Bruxelles dont le succès avait été le chant du cygne du règne de Guillaume I^{er} en Belgique. Cette exposition avait attiré dans la capitale des milliers de visiteurs de la province et de l'étranger ; elle avait prouvé des progrès incroyables et avait mérité, par la variété et la qualité des produits exposés, d'être comparée à celle qui avait été ouverte à Paris peu auparavant¹.

Les progrès du commerce avaient marché de pair avec ceux de l'industrie.

Grâce aux grands travaux faits aux ports et grâce à l'ouverture de nouveaux canaux dans toutes les parties du pays, la navigation, tant maritime que fluviale, avait prospéré d'une façon surprenante. En quinze ans, le nombre des bâtiments de navigation intérieure avait décuplé et, en 1829, les bateliers de Liège avaient employé plus de 600 bateaux rien que pour le transport du charbon vers la Hollande.

Par suite du progrès de l'exportation et du trafic colonial, dus en grande partie aux efforts de la *Handelsmaatschappij*, qui, par l'intermédiaire d'agents fixés dans les principales villes de négoce, se livrait à des entreprises considérables, la navigation maritime avait crû dans les mêmes proportions. Cette puissante société payait un frêt très élevé (250 florins par last) et tout navire neuf était retenu pour deux voyages. En outre, le gouvernement donnait aux armateurs employant des navires neufs une prime de 18 florins par tonneau, qui les remboursait de

1. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 393-394.

toutes leurs avances¹. Favorisée par ces mesures, l'industrie des constructions navales avait repris une activité intense et les chantiers d'Anvers et d'Ostende avaient peine à satisfaire à toutes les commandes des négociants du Midi, désireux de rivaliser avec leurs concurrents du Nord.

Grâce à sa position centrale, grâce à son accès facile pour les navires venant de l'Océan ou des mers du Nord, grâce à ses facilités de communication avec les pays de grande consommation du continent, Anvers était redevenu un des grands ports de l'Europe et le siège d'un immense commerce de transit vers l'Allemagne, le nord de la France et la Suisse. Le nombre des navires de haute mer qui y étaient entrés avait passé de 585 en 1818 à 911 en 1828 et à 971 en 1829². Obéissant au courant que prenaient les affaires, les maisons les plus importantes de Rotterdam et d'Amsterdam avaient établi à Anvers des succursales; plusieurs y avaient même transporté le siège principal de leur établissement.

Le commerce du royaume des Pays-Bas avait progressé d'une façon relativement plus rapide que celui de la France et même que celui de l'Angleterre. Les exportations avaient passé de 84 millions 1/2 de florins en 1824 à 96 millions en 1827, et les importations avaient grandi, pour ce même laps de temps, de 46 millions à 60 millions de florins³. Ce qui donnait une augmentation de près de 25 % en trois ans. On constatait, en même temps, une progression constante, à l'importation, des matières premières pour l'industrie, spécialement des laines brutes, et, à l'exportation, des produits finis. Ce qui, on le sait, est une des preuves les plus palpables de la prospérité d'un pays.

Pourtant toutes les mesures prises en faveur de l'industrie n'avaient pas porté tous les fruits que le souverain en espérait, plusieurs même avaient donné de graves mécomptes.

Le fameux million Merlin était loin d'avoir réalisé toutes les merveilles annoncées par la presse ministérielle. Ainsi qu'il arrive toujours quand l'État emploie sans contrôle l'argent de tous pour encourager les entreprises de quelques-uns, des sommes immenses avaient été détournées de leur destination pour servir à soutenir la politique du gouvernement, et celles

1. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 265-266.

2. E. van Bruyssel, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 781.

3. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 386.

qui furent réellement affectées à encourager l'industrie furent souvent gaspillées dans des spéculations ou absorbées par des entreprises éphémères, sans résultat possible sur le sol et sous la latitude de la Belgique. C'est ainsi que plusieurs centaines de mille florins furent consacrées à la propagation des vers à soie et à l'établissement de filatures pour tisser la soie indigène¹. En fait, peu d'entreprises ressentirent une influence bienfaisante des subsides prélevés sur le million de l'industrie. Les unes, artificiellement surexcitées, s'écroulèrent dès que la source des allocations officielles fut tarie, d'autres gaspillèrent les ressources trop abondantes qu'un favoritisme politique mit à leur disposition. L'égalité de production se trouvant ainsi rompue, chacun voulut avoir sa part du gâteau. Ceux qui crurent avoir à se plaindre de la répartition ne furent que plus ardents à dénoncer les abus et, en fin de compte, le fameux million Merlin ne profita pas plus à la politique gouvernementale qu'à l'industrie.

De même, la Société de commerce, malgré l'abondance de ses ressources et de ses privilèges, avait fait de lourdes pertes, surtout dans ses comptoirs des nouvelles républiques hispano-américaines, et luttait péniblement contre la concurrence anglaise dans les mers de Chine et du Levant. Elle avait dû borner ses opérations aux Indes orientales où, à partir de 1825, une grave insurrection les avait en partie paralysées².

Ainsi, les ennemis du gouvernement pouvaient dire, non sans apparence de raison, que, parmi les résultats les plus brillants et les plus incontestables, plusieurs n'étaient, au fond, que des sacrifices imposés aux consommateurs et au trésor public. En se plaçant à ce point de vue, on pouvait affirmer que la prospérité du royaume était en partie factice³. Mais ces critiques étaient exagérées, ces quelques ombres ne servaient qu'à rehausser les splendeurs du tableau. Le roi jouissait, à juste titre, d'une grande popularité dans le monde des affaires. Le voyage qu'il fit, au cours de l'année 1829, dans les principaux centres industriels de ses provinces du Midi, fut une suite d'ovations et de réceptions qui prirent parfois des allures d'apothéose. Cette même population gantoise, qui avait refusé de le saluer en 1815, dételait sa voiture en 1829 pour le traîner en triomphe et,

1. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 269.

2. Blok, *op. cit.*, t. VII, p. 392.

3. Thonissen, *op. cit.*, t. II, p. 269.

pendant de longues années, Gand allait rester le centre de l'orangisme¹. Comme nous l'avons vu, la prospérité était générale et s'étendait à toutes les branches de l'activité économique : la population s'accroissait rapidement, les salaires étaient élevés, le paupérisme et la mendicité vivement combattus, depuis 1821, par la Société de bienfaisance (*Maatschappij van Weldadigheid*) étaient en diminution notable. On signalait à peine 50,000 indigents dans tout le royaume en 1830². Partout on constatait les mêmes symptômes de rénovation, de travail et d'activité féconde.

Nous pouvons donc conclure en disant qu'au point de vue des intérêts matériels la Belgique n'avait plus de griefs à formuler et que la révolution n'était pas justifiée par des causes économiques. Au contraire, il est un point sur lequel il faut rendre justice au roi Guillaume, et les Belges doivent à ce point de vue conserver de son règne un souvenir reconnaissant : après les inévitables tâtonnements du début, il a, ouvertement et énergiquement, protégé les intérêts agricoles et manufacturiers de la Belgique et procuré à ses sujets du Midi un bien-être matériel qu'ils n'avaient plus connu depuis des siècles.

Mais le roi se laissa tromper par les applaudissements dont un peuple, heureux de sa prospérité, l'avait salué dans son voyage aux villes industrielles en juin 1829. Il les interpréta, à tort, comme une approbation de sa politique et, refusant de faire droit aux justes griefs formulés au point de vue politique, au point de vue religieux et au point de vue linguistique par l'Union patriotique des catholiques et des libéraux, il persista dans la voie néfaste qui conduisit à la révolution.

Méconnaissant le caractère de ses sujets des provinces méridionales, il n'avait pas compris que les considérations d'ordre matériel ne pèsent guère dans la balance quand il s'agit pour les Belges de défendre leurs droits et leurs libertés. Telle fut la grande erreur de son règne, erreur qui allait aboutir au déchirement du royaume des Pays-Bas.

Ch. TERLINDEN.

1. Corr-Van der Maeren et Couvreur, *op. cit.*, dans *Patria belgica*, t. II, p. 789.

2. Van Kalken, *op. cit.*, p. 58.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA MORT DU MARÉCHAL DE BIRON

(1602)

M. F. Combes a publié en 1878, dans la *Revue historique* (t. VI, p. 355-369), une *Relation inédite de l'arrestation du maréchal de Biron*. J'ai retrouvé, dans un manuscrit appartenant à la Bibliothèque de l'Université, à Bologne (n° 22), une relation sur le supplice du même personnage, relation qui, à ma connaissance, n'a pas été connue des historiens. Elle n'a été signalée ni par M. Philippson dans l'appendice sur les sources de l'histoire de la conspiration qui se trouve à la fin du tome I de son *Heinrich IV und Philipp III*, ni par G. Fagniez dans les notes qu'il a jointes à l'article de F. Combes. Quant au manuscrit de Bologne, tout ce que j'en puis dire est qu'il provient d'Ubaldo Zanetti, pharmacien bolonais (1733-1780). C'est un volume de mélanges écrits par des mains différentes au XVII^e siècle. Notre document est peut-être la copie d'une de ces feuilles volantes ou *Avvisi*, qui, au XVI^e et au XVII^e siècle, contenaient parfois des renseignements intéressants pour l'histoire. La source à laquelle a puisé l'informateur m'est inconnue.

Je n'ai pas à rappeler la carrière de Biron, ses rapports personnels avec Henri IV, les faveurs dont il fut comblé par ce roi, et les louches intrigues qui finirent par le conduire à l'échafaud. Il vaut mieux laisser parler le document lui-même, qui complète la relation de F. Combes.

Lodovico FRATI,
Bibliothécaire de l'Université de Bologne.

NARRATIONE DELLA MORTE DEL MARESCIALE DI BIRONE.

Di Parigi, il primo di agosto 1602.

Scrissono di Parigi il di suddetto la narratione della morte del Marescialle di Birone, quale dicono esser succeduto nella sequente maniera : cioè il Mercordi, che fu l'ultimo di Luglio, fu data la sententia dal Gran Cancelliere, con tre Mastri di Richieste con esso, contro il

Marescialle, et questi medesimi sul mezzo giorno andorno alla prigione a pronuntiargliela. Et quando la cominciorno a leggere, vedendo che il Gran Cancelliere non si mostrava, disse ad alta voce : « Mi pare pure di aver veduto il Gran Cancelliere là con voi altri signori; se così è, io son morto. » Il quale Gran Cancelliere, sentendo queste parole, mandò a dire al Maresciallo che andasse da lui ne l'altra camera; il che egli fece. Dove arrivato, lo fece mettere a sedere, et dopo aver fatto un gran discorso, vennero a leggergli la sentenza, e quando furno a quel passo di dovergli tagliar la testa al luogo solito del Grève¹, non la voleva intendere, et, infuriato, si mise a bestemmare, dicendo che, se credesse a quello che gli dettava il cuore, che strangolerebbe tutti coloro che erano quivi. Inteso questo, il Gran Cancelliere lo mise nelle mani di quattro ecclesiastici per raccomandargli l'anima, e per ridurlo per la via di salute, come alla fine fecero. Intanto volsono li guidici seguire pure di pronuntiargli la sentenza intiera, et egli di nuovo si messe in gran furia, et, se havesse potuto dare di mano ad una spada, si come riguardò se vi era alcuno di quelli che ivi erano che ne avesse, faceva del male, si come disse di poi. Finito questo, il Gran Cancelliere, che ancora non si era partito, gli domandò l'ordine suo di Cavaliere di Santo Spirito, il quale se lo cavò di tasca e glielo diede, giurando, nel renderlo, che, per la parte che pretendeva in paradiso, che di poi di quel tempo che il Re gli aveva dato quest' ordine, aveva fatto ogni giorno quello che gli era stato domandato. Gli domandò poi la sua spada, quale rispose di non averla. Stava il Marescialle con molte dimostranze et orationi, pubblicando li gran servitii et rilevanti attioni fatte dal Marescialle suo padre a Sua Maestà, et che la corona, che ora porta in testa, la teneva prima da Iddio e poi da lui; e, se era questa la ricompensa che gliene dava; rammemorandosi sempre di quella piazza di Grève dove lo mandava a morire. Allora il Gran Cancelliere gli disse che Sua Maestà Cristianissima a questo aveva provisto, che si sarrebbe eseguito nella Bastia², sopra un palco, che si farebbe di nuovo, e si addobberebbe per questo effetto. Entrò egli allora in grandissima collera, dicendo, se questo era il guiderdone degli infiniti servigi fatti alla Corona; e che il Re aveva perdonato a' suoi nemici, che avevano intentato sopra la sua persona; e che suo padre aveva fatto quello che era noto a tutto il mondo, e poi lui ridotto a morire per mano di boja! Dicendo che chiamava Iddio in testimonio alla sua innocenza, e che prima passasse un anno, li guidici che l'avevano sentenziato morirebbero, essendo egli innocente di quello che era imputato; e che da ventidue mesi in qua, che il Re gli aveva perdonato, non si era mescolato in cosa alcuna contro lo stato. Il Gran Cancelliere lo lasciò, pigliando licenza da lui, e se ne andò in un'

1. La place de Grève, devant l'Hôtel-de-Ville.

2. La Bastille.

altra camera, dove era il primo Presidente¹ e Mons^r Sceglieri², et allora il Marescialle fu menato in cappella, accompagnato da quattro ecclesiastici. E volendosegli accostare il boja per legarlo, fu da lui ributtato, dicendogli che, se avesse avuto tant' animo di toccarlo, lo strangolerebbe. Ha fatto il suo testamento lui medesimo, et alle 20 hore fu condotto alla morte. Montò egli da per sè stesso sopra il palco, senza che nessuno lo aiutasse, e di nuovo disse che chiamava Iddio in testimonio della sua innocenza, reiterando li servizi suoi e di suo padre, e disculpando il Conte di Auvernia³, che è innocente, e che quel traditore e incantatore di Mons^r della Fin⁴ per diverse volte l'aveva spronato di parlare al Conte di questa materia; cosa che non ha mai voluto fare. Ha similmente disculpato il suo segretario Oberto e non ha accusato persona. Il boja volendosegli accostare sul palco, gli disse egli che si ritirasse, perchè altrimenti senz' altro lo strangolerebbe, e poi gli domandò che gli mostrasse la spada, con la quale gli doveva tagliare la testa; ma egli subito la nascose, dubitando assai che non facesse del male, e gli domandò il boja : che vuole V. Eccellenza ch' io faccia per non me gli accostare? A che non gli rispose il Marescialle, se non che soggiunse, che un milione di volte aveva procurata la morte per servizio del Re, e che ora per le mani d'uno scellerato doveva finire la vita sua. Con tutto ciò ha perdonato ad ognuno, domandando perdono a Iddio, al Re e alla guistizia. Ha similmente perdonato a Mons^r della Fin. Da sè medesimo si cavò il giubbone per approntarsi alla morte e lo diede ad un cameriere. Il boja, come lo vide spogliato, se gli volse appressare per radergli i capelli della collottola, per tagliargli poi il capo con più facilità, et il Marescialle gli disse che si ritirasse. E poi chiamò un gentiluomo della guardia del Re, che, mentre che era in carcere, l'aveva guardato, al quale diede due anelli di gran valuta, che portava in dito, a ciò gli desse a Madama di S. Pencurat sua cognata, che promise di farlo; e finalmente, con un gran cordoglio e compassione de' circostanti, si mise in ginocchione e da sè stesso bendatisi gli occhi, disse al boja che lo spedisse, et egli gli baciò le mani, et con un sol colpo di spada gli spiccò la testa dal busto. Il suo corpo è stato messo dentro di una sepoltura, avendo detto S. Maestà a' suoi parenti che ne disponessino a modo loro. Della testa non si sa ancora quello che ne faranno : sarà sotterrata in S. Paolo⁵, dove è il suo avello. Iddio habbi ricevuta l'anima sua.

1. Le premier président était Achille de Harlay.

2. Nicolas Brulart, seigneur de Sillery.

3. Le comte d'Auvergne, fils bâtard de Charles IX et de Marie Touchet.

4. Beauvais le Nocle, seigneur de La Fin.

5. L'église de Saint-Paul, voisine de la Bastille, où fut enseveli le corps du maréchal.

LES ENLÈVEMENTS D'ENFANTS A PARIS

EN 1720 ET EN 1750

I. — Les enlèvements au XVII^e siècle et en 1720.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, on racontait assez fréquemment à Paris que de nombreux enfants disparaissaient mystérieusement et que ni les recherches des parents ni leurs plaintes à la police ne parvenaient à en faire retrouver la trace. Les uns parlaient de magie ou d'abominables crimes, souvenirs de la Voisin et des messes noires de l'abbé Guibourg; d'autres prétendaient que des princes du plus haut rang demandaient à des bains de sang humain la guérison de maladies honteuses ou une vigueur nouvelle; d'autres enfin expliquaient plus simplement ces disparitions d'enfants par leur envoi au Mississipi et en Louisiane où ils devaient faire souche de colons français.

Sans accepter a priori l'une ou l'autre de ces hypothèses, on doit reconnaître qu'à plusieurs reprises au XVII^e siècle des enfants furent enlevés à leurs parents. Les rumeurs causées par ces rapt et amplifiées par l'imagination populaire occasionnèrent des émeutes et des collisions meurtrières avec les archers du guet et les exempts de police.

Aussi, au mois d'avril 1663, le roi ordonna aux commissaires au Châtelet d'informer au sujet des enlèvements faits par certains particuliers « de jeunes hommes, même de femmes, sous prétexte de les faire conduire en (sic) l'Amérique¹ ».

Le 17 avril, une émeute sérieuse avait été provoquée par ces enlèvements; le peuple s'était jeté en armes sur les archers de l'Hôpital général, les avait roués de coups et en avait tué un². Nouvelle

1. Ordonnance royale du 17 avril 1663 et arrêt du Parlement du 18 avril 1663. Bibl. nat., ms. franç. 21729, fol. 307 et 308.

2. Félibien, *Histoire de la Ville de Paris*, t. II, p. 1487, et Barbier, *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV*, éd. de la Société de l'Histoire de France, t. III, p. 110. Je ne cite que pour mémoire le roman imaginé par Peuchet au sujet d'enlèvements de jeunes gens dans le faubourg Saint-Antoine vers 1670. Voir J. Peuchet, *Mémoires tirés des archives de la police de Paris*. Paris, 1833, t. I, p. 144 à 173. Voir également *Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, année 1883, t. XVI, col. 585. Note de M. Paul Lacombe.

effervescence populaire au début de septembre 1675 : des femmes et des servantes qui tenaient des enfants par la main ou les portaient dans leurs bras « avaient été insultées et maltraitées avec la dernière cruauté », ce qui avait donné naissance aux faux bruits que, « comme autrefois, on y enlevait des enfants, sans qu'il soit rien arrivé qui ait pu donner lieu à une opinion si extravagante et même sans aucune apparence qui ait pu lui servir de fondement », aucune plainte d'enlèvement d'enfant n'ayant été déposée. Une information fut ouverte contre « les auteurs des faux bruits et contre ceux qui ont commis les violences qui les ont suivis¹ ». En juin 1701, nouveaux bruits d'enlèvements, sans plus de cause réelle, s'il faut en croire la lettre du commissaire Nicolas Delamare au lieutenant de police d'Argenson, du 13 juin : « Il n'est rien du tout, Monsieur, de l'avis que l'on vous a donné de l'enlèvement des enfants proche Saint-Christophe et de semblables avis que l'on m'avait donnés du Pont-Neuf, du pont Saint-Michel et du pont Notre-Dame ; ils ne se sont pas trouvés plus véritables et il n'y en a pas la moindre apparence. Ce bruit d'enlèvement d'enfants qui se renouvelle à Paris de temps en temps s'est toujours trouvé très faux... » En marge de cette lettre, d'Argenson répondit : « Le véritable principe de tous ces mouvements est le désir d'attrouper le peuple et de voler avec plus de facilité. En effet, le propriétaire des Deux-Anges, sur le Petit-Pont, menant hier son fils par la main, fut arrêté et battu par la populace qui lui vola quatre ou cinq louis d'or². »

Que dans les ordonnances royales ou les arrêts du Parlement destinés à être affichés et criés aux principaux carrefours et places de la capitale on affirme que les rumeurs d'enlèvements ne reposent sur aucun fait précis et qui pût être contrôlé, cela s'explique par la nécessité pour les autorités de calmer les inquiétudes du peuple. Mais la lettre que nous venons de citer, destinée exclusivement au lieutenant de police, semble prouver qu'en 1675 tout au moins l'imagination des Parisiens dénaturait et grossissait à plaisir des faits insignifiants. Pourtant il y avait eu des enfants enlevés au *xvii^e* siècle et des enfants disparurent encore mystérieusement au *xviii^e*. En 1720, on racontait à nouveau dans toutes les classes de la population parisienne que des enfants étaient enlevés. C'était l'époque où la colonisation du Mississippi attirait l'attention des ministres. On vantait les délices de ce nouvel Eldorado, véritable paradis terrestre, s'il fallait en croire les auteurs du temps. « Il semble que l'on

1. Ordonnance du lieutenant général de police du 3 septembre 1675. Bibl. nat., ms. franç. 21730, fol. 215.

2. Bibl. nat., ms. franç. 21730, fol. 212.

veuille faire sortir tous les Français de leur pays pour aller là. On ne s'y prend pas mal pour faire de la France un pays sauvage et en dégoûter les Français !...¹. » Pour mettre en valeur ces régions que les contemporains prétendaient être si riches et si fertiles, on traquait dans tout le royaume et particulièrement à Paris, où ils étaient très nombreux, les pauvres hères sans domicile fixe. L'ordonnance royale du 10 mars 1720 prescrivait d'arrêter, passé un délai de huit jours, tous les vagabonds et gens sans aveu qui seraient trouvés dans la capitale; ceux qui étaient reconnus valides et d'âge convenable devaient être conduits aux colonies, « en exécution des édits et déclarations royales déjà promulgués à ce sujet et en particulier de celles des 8 janvier et 12 mars 1719² ».

Il est juste de dire que les vagabonds pullulaient alors dans les rues de la capitale; c'était l'époque où l'agio effréné de la rue Quincampoix faisait désertier aux marchands leurs boutiques, aux artisans leurs ateliers, aux laquais les antichambres de leurs maîtres. La plupart vite ruinés, n'ayant plus le goût du travail, allaient grossir les rangs de cette population qui ne vivait à Paris que d'expédients ou de rapines. Une ordonnance du roi du 22 mars 1720 défendit de « s'assembler dans la rue Quincampoix pour négocier du papier », une seconde ordonnance du 28 mars de la même année menaça les gens sans aveu, artisans et domestiques d'être envoyés aux colonies s'ils continuaient leurs assemblées, même en d'autres rues³.

C'est en application de ces ordonnances que les archers du guet, « afin de profiter d'une pistole par personne que la Compagnie des Indes leur avait promise, outre les vingt sols par jour qu'ils avaient de gages⁴ », arrêtaient non seulement les vagabonds et les gens sans aveu, mais d'autres personnes et en particulier des enfants, susceptibles d'offrir moins de résistance. Aussi, s'il faut en croire Buvat, le 27 mars, un convoi de six cents jeunes gens des deux sexes, tirés des hôpitaux de Paris où ils avaient été provisoirement incarcérés, fut dirigé sur Rouen pour y être embarqué pour La Rochelle et de là transporté au Mississipi. « Les garçons marchaient à pied, enchaînés deux à deux, et les filles étaient dans des charrettes. Cette troupe était suivie de huit carrosses remplis de jeunes gens bien vêtus dont quelques-uns étaient galonnés d'or et d'argent. Et tous étaient escortés par une trentaine d'archers bien

1. *Journal et mémoires de Mathieu Marais*. Paris, 1863, in-8°, t. I, p. 332.

2. *Bibl. nat.*, Actes royaux, in-4°, F 23622 (164-281), pièce 207.

3. *Ibid.*, pièces 245 et 269.

4. Jean Buvat, *Journal de la Régence*. Paris, 1865, in-8°, t. II, p. 78.

armés¹. » Parmi ces garçons et ces filles n'y avait-il que des vagabonds et des filles débauchées comme celles, sœurs de Manon, que l'on amenait à Marseille en mai pour les transporter au Mississipi ? Il faut croire que non, car, en avril, les archers ayant multiplié les arrestations, le peuple de Paris commença à manifester une certaine émotion. Le lundi 29 avril, le conflit éclata en plusieurs points de la ville ; le peuple attaqua les archers et les exempts. Les émeutes, des plus violentes, durèrent tout le jour et recommencèrent le lendemain. Un contemporain, De Lisle, greffier au Parlement de Paris, nous en a laissé un récit très complet. S'il faut le croire, « la populace s'était soulevée dans différents quartiers de la ville contre un grand nombre d'archers ou gens préposés pour prendre les vagabonds et gens sans aveu pour les faire conduire à Mississipi, parce que sous ce prétexte ils arrêtaient depuis quelques jours toutes sortes de personnes sans distinction, hommes, femmes, filles, garçons, et de tous âges, pour les y faire conduire aussi pour peupler le pays ». Le peuple s'armant de tout ce qu'il trouvait : épées, bâtons, bûches, pavés « et autres choses dont il pouvait se servir », se rua sur les gens de police ; il y eut huit ou dix archers tués et massacrés et un grand nombre furent blessés ; les principales bagarres eurent lieu rue Saint-Antoine et au pont Notre-Dame. Les boutiques de ces quartiers furent fermées ; le peuple « était acharné contre ces gens-là et avec raison, puisque c'était lui ôter la liberté publique de ne pouvoir sortir de chez soi sans être arrêté pour aller à Mississipi ». Des archers furent poursuivis dans les maisons où ils s'étaient réfugiés et tués dans les gouttières. Au pont Notre-Dame un archer ayant cherché refuge au troisième étage d'une maison, le peuple essaya de le jeter par une fenêtre ; n'y pouvant parvenir, l'archer fut ramené dans la rue et massacré sur le pavé. Un autre archer blessé, conduit à l'Hôtel-Dieu pour y être pansé, fut tué par les malades. « Enfin l'on peut dire que le peuple avait raison », ajoute De Lisle, « puisque personne n'osait sortir pour ses affaires ou pour gagner sa vie, même les gens de métier et les domestiques dont plusieurs avaient été arrêtés, n'étant pas en sûreté hors de chez soi. »

Le lendemain matin 30 avril, les émeutes recommencèrent, en particulier rue du Roi-de-Sicile, où les archers avaient encore arrêté quelques personnes. Un archer fut tué et d'autres blessés ; on prétendit même que la maison du lieutenant de police, vieille rue du Temple, était assiégée par la populace. L'après-midi fut plus calme et le lendemain 1^{er} mai la tranquillité se rétablit, le Parlement étant intervenu dès le mardi 30 avril. Le Procureur général du roi s'était

1. Jean Buvat, *Journal*, in-8°, t. II, p. 40.

rendu au Parlement et avait longuement exposé aux magistrats que les archers et exempts avaient reçu l'ordre « d'arrêter les vagabonds et gens sans aveu, dont le nombre augmentait tous les jours dans la capitale, et que le peuple s'était révolté parce que les archers avaient arrêté « plusieurs personnes sans distinction ; que, la populace émue, il y avait eu plusieurs de ces archers tués et blessés ; que le lieutenant général de police s'y était transporté sur les cinq heures pour voir ce qui se passait et pour donner des ordres pour calmer cette populace ». De Lisle ne rapporte malheureusement pas la fin du discours du Procureur général, n'ayant pu l'entendre, car, dit-il, « il parlait assez bas »¹. Il est à supposer qu'il apprit au Parlement que parmi les gens arrêtés arbitrairement il y avait, « entre autres, le fils du sieur Capet, riche marchand épicier demeurant rue et proche de Saint-Honoré ; la demoiselle Boule, fille d'un lieutenant du guet... »².

Le Parlement, d'accord avec le Procureur général, convoqua d'Argenson chez le premier président dans la soirée. C'est dans cette réunion que fut vraisemblablement rédigé le projet d'ordonnance royale du 3 mai 1720. Aux termes de cette ordonnance, « les archers qui ont été commis pour l'exécution de l'ordonnance du 10 mars, pouvant abuser de leur autorité en arrêtant quelques personnes qui ne seraient ni vagabonds ni mendiants..., Sa Majesté ordonne que les mendiants qui seront arrêtés en exécution de ladite ordonnance seront conduits sur-le-champ à la prison la plus voisine, où tous les jours, à midi, ils seront visités et entendus sur leurs différents sujets de plainte, en présence desdits archers, par l'un des commissaires ou officiers de police » nommés à cet effet par d'Argenson, qui devait statuer lui-même sur l'élargissement ou la prolongation de la détention des individus arrêtés. D'autre part, les archers préposés aux arrestations devaient marcher « en brigade, revêtus de leurs habits uniformes et avec leurs bandoulières, chaque brigade commandée par un exempt pour prévenir les abus et tenir la main à ce qu'aucun particulier ne soit arrêté que dans les cas portés par l'ordonnance ». Enfin, pour ne pas donner tous les torts à l'autorité, le roi défendait « sous peine de la vie à tous les particuliers, de quelque qualité et condition qu'ils puissent être, de s'opposer à l'exécution de l'ordonnance du 10 mars et de la présente »³.

1. Recueil de Lisle. Conseil secret du Parlement de 1687 à 1774. Arch. nat., U 363.

2. Buvat, *Journal*, t. II, p. 78.

3. Bibl. nat., Actes royaux, F 23622 (164-281), pièce 245.

Cette ordonnance était nécessaire pour calmer l'émotion de la population parisienne, car de nombreux enfants avaient été arrêtés par les archers et d'autres arrestations étaient encore à redouter. Le lieutenant de police demanda en effet au début de mai aux syndics des six corps de marchands de « lui apporter incessamment une liste exacte des enfants, garçons de boutique et des apprentis de chacun de leurs corps, afin d'en être informé quand les archers en auraient enlevé quelques-uns; il manda aussi les jurés des communautés des artisans, auxquels il enjoignit la même chose et que chaque maître eût à renouveler tous les huit jours les certificats qu'ils devaient donner à leurs compagnons et à leurs apprentis, faute de quoi étant pris par les archers ils seraient envoyés au Mississipi¹... ». On racontait à Paris que la tempête ayant fait sombrer les bâtiments partis de La Rochelle le 11 février, on enlevait à nouveau des gens en grand nombre pour remplacer ceux qui avaient péri en mer.

Les émeutes d'avril avaient donné de grandes appréhensions aux magistrats, car lorsque, le 18 mai, le conseiller et le Procureur général visitèrent la prison du Châtelet, « suivant la coutume qui se pratique la veille des fêtes solennelles », ils firent mettre en liberté vingt-deux prisonniers pour dettes et « douze autres particuliers qui y avaient été mis pour être envoyés au Mississipi... Ensuite, ces magistrats ordonnèrent au concierge de leur porter toutes les semaines une liste de tous ceux qui y seraient enfermés et destinés pour les colonies² ».

Rencontrant à Paris non seulement les menaces suivies d'effet de la population, mais encore une opposition absolue des magistrats à leurs arrestations arbitraires, les archers et exempts se jetèrent sur les campagnes proches de la capitale. Les arrestations y furent assez nombreuses pour obliger le roi à rendre le 15 juin une nouvelle ordonnance « portant défense d'arrêter et d'inquiéter les habitants de la campagne et gens de profession ». Cette ordonnance suspendait pendant le cours de l'année 1720 l'exécution de la malencontreuse ordonnance du 10 mars, afin de « faciliter autant qu'il est possible la prochaine récolte et la culture des terres ». Le lieutenant de police d'Argenson était chargé de veiller à l'exécution de l'ordonnance, ce qui prouve bien qu'elle avait été rendue par suite des arrestations arbitraires opérées dans la banlieue de Paris par les agents de la police parisienne³.

Ce mouvement calmé, des ordres sévères ayant été vraisemblablement

1. Buvat, *Journal*, t. II, p. 92 et 93.

2. *Ibid.*, t. II, p. 84.

3. Bibl. nat., Actes royaux, F 23622 (164-281), pièce 269.

blement donnés aux archers et exempts, il continua pourtant à subsister, dans la population parisienne, la ferme croyance que des enfants étaient enlevés à leurs parents dans un dessein ignoré. L'avocat Barbier, dans son *Journal*¹, mentionne qu'en mars 1734 on envoya « à la Morgue du Châtelet quinze ou seize petits enfants, parmi lesquels il y en avait un âgé de trois ans et tous les autres plus jeunes ou nouveau-nés. Ce spectacle a attiré un grand concours de monde et a effrayé le peuple... » Ces petits cadavres avaient été réunis par un médecin pour des études d'anatomie et avaient été transportés à la Morgue à la suite d'une plainte des voisins. Mais il est certain que la grande majorité du peuple se refusa à croire à cette explication et resta persuadée qu'il y avait là rapt d'enfants.

Il ne semble pas qu'il y eut de nouvelle émotion populaire causée par des arrestations arbitraires d'enfants ou de jeunes gens avant la fin de 1749. Mais en décembre de cette année des ordres furent sans doute donnés à la police et de nombreux individus arrêtés. L'émotion du peuple s'accrut au cours des mois suivants et la fureur populaire, déchainée en mai 1750, causa de graves troubles à Paris.

II. — Les arrestations arbitraires en décembre 1749.

L'émotion du peuple parisien.

Nouveaux troubles (mai 1750).

L'avocat Barbier, dans son *Journal*², raconte qu'en décembre 1749 il y eut à Paris de nombreuses arrestations de filles et de garçons destinés à peupler nos colonies d'Amérique. A la chute du jour des exempts déguisés, accompagnés de quelques hommes, arrêtaient principalement les jeunes filles ou les servantes dans les rues. Un fiacre attendait à quelques pas, on les y jetait et on conduisait ces malheureux à la prison de Saint-Martin ou à l'hôpital Saint-Louis pour faire partie du prochain convoi. Nous verrons plus loin que l'exempt chargé de l'arrestation se gardait bien de prévenir de la capture le commissaire qui aurait fait immédiatement remettre les victimes en liberté. Les arrestations furent si nombreuses que les servantes, la nuit venue, n'osaient plus sortir seules. En même temps les commissaires des quartiers arrêtaient dans leurs visites de nuit des filles de mauvaise vie et des gens sans aveu qui logeaient dans les garnis louches de la capitale. « L'objet de ces recrues, » dit Barbier, « que l'on fait apparemment de même sur les grands chemins pour les vagabonds et dans les autres

1. Barbier, *Journal*, t. II, p. 37.

2. *Ibid.*, t. III, p. 109 et 110.

villes du royaume, est pour envoyer au pays de Mississipi pour peupler. On engage aussi volontairement toutes sortes d'ouvriers, à qui on fait un bon parti. On a voulu dire dans Paris que tout ce monde que l'on prend était pour envoyer à l'île de Tabago, que le roi donnait à M. le Maréchal de Saxe pour la posséder en souveraineté; mais c'est un conte du peuple¹. »

Les enlèvements de jeunes gens et de jeunes filles furent sans doute plus discrets au cours des premiers envois de 1750, car les mémoires du temps n'en font plus mention. Au début de mai, les enlèvements recommencèrent plus fréquents que jamais. Barbier se fait l'écho des bruits qui troublaient la population parisienne : « Depuis huit jours », écrit-il dans son *Journal*, « on dit que des exempts de la police déguisés rôdent dans différents quartiers de Paris et enlèvent les enfants, garçons et filles, depuis cinq ou six ans jusqu'à dix ans et plus, et les mettent dans des carrosses de flacres qu'ils ont tout prêts. Ce sont des petits enfants d'artisans et autres qu'on laisse aller dans le voisinage, qu'on envoie à l'église ou chercher quelque chose. Comme ces exempts sont en habits bourgeois et qu'ils tournent dans différents quartiers, cela n'a fait d'abord grand bruit². » Il y avait pourtant eu du tumulte et un commencement d'émeute le 1^{er} mai dans le quartier Saint-Denis. Un exempt du guet, Le Blanc, dont nous retrouverons le nom dans la suite, s'était rendu avec des gens de police au faubourg Saint-Laurent, au-dessus de la grille Saint-Martin et le long des égouts, où on lui avait signalé la présence de jeunes garçons « libertins et vagabonds » qui s'y assemblaient pour jouer « à la roulette avec des balles, à l'estique et franc-carreau ». Le Blanc trouve quinze à vingt joueurs; il en arrête six « pour l'exemple », vraisemblablement les moins agiles. Les policiers les mettent dans un flacre, mais des soldats aux gardes-françaises, l'épée à la main, s'opposent à cette arrestation. Un des policiers, le nommé Marville, vivement pressé, doit se réfugier chez le sieur Martin, vernisseur du roi, qui le fait fuir par la porte de son jardin au bas des boulevards. Le Blanc, avec ses autres acolytes entourant son carrosse, parvient tout en se défendant jusqu'à la rue Greneta, puis jusqu'à la barrière Saint-Jacques-de-l'Hôpital, où il requiert le sergent du guet de garde à ce poste de lui prêter main-forte. Il fait conduire le carrosse avec les enfants au Grand-Châtelet et arrête un garde-française, celui « qui avait commencé à émeuter les autres et qui avait tiré l'épée le premier sur ledit Marville ». Le garde-fran-

1. Barbier, *Journal*, t. III, p. 109 et 110.

2. Ibid., p. 124.

caise est conduit par le guet chez le commissaire de Courcy; il déclare se nommer Étienne Énaut, dit Saint-Étienne, et appartenir à la compagnie de M. Cornillon. A ce moment, deux caporaux des gardes, Gatty et La Prudence, entrent dans le bureau du commissaire pour réclamer le prisonnier, la justice civile ne pouvant connaître d'un délit commis par un militaire. Ces deux caporaux sont accompagnés d'une vingtaine de soldats aux gardes qui essayent de bousculer les soldats du guet. Le sergent du guet les fait repousser par deux hommes, battonnette au canon, et avertit le commissaire et les deux caporaux aux gardes-françaises que s'ils ne contiennent pas les gardes il fera tirer. Les deux caporaux promettent de maintenir les gardes et de conduire eux-mêmes le prisonnier à l'Abbaye. A ce moment Le Blanc, sortant de chez le commissaire, apprend qu'un de ses hommes a été grièvement blessé par des gardes et qu'il s'est réfugié dans un cabaret près de la grille de la rue Saint-Martin. Il revient chez le commissaire pour lui faire part de ce nouvel incident et y trouve « deux particuliers dont l'un s'est dit brigadier des fermes, commis aux barrières, et l'autre un de ses commis », qui déclarent avoir été attaqués rue Saint-Denis, près de la rue des Filles-Dieu, par des soldats aux gardes. Ils se sont réfugiés chez un rôtisseur et un de leurs amis, moins leste, a été assommé par quatre soldats aux gardes dans l'allée du rôtisseur. Le Blanc, toujours accompagné de l'escouade du guet, se rend chez le rôtisseur, mais ne trouve plus le blessé; dans la rue Saint-Martin il apprend « du marchand de vins du cabaret du Petit-Saint-Jean » que les gardes ont blessé grièvement à la figure un maître de danse qui passait avec sa femme et ont attaqué le cocher du fiacre qui revenait de conduire au Châtelet les six petits prisonniers¹. Le Blanc ne peut découvrir les gardes auteurs de ces deux derniers attentats; dans son rapport au lieutenant de police, l'exempt prétend que les auteurs de cette rébellion et de ces méfaits sont les mêmes qui, quelques jours auparavant, attaquèrent deux inspecteurs de police qui ramenaient à la prison de l'Abbaye un garde-française évadé².

Pendant une quinzaine de jours, on ne signale plus de troubles dans Paris, encore que les enlèvements et les arrestations arbitraires continuent. Le samedi 16 mai, veille de la Pentecôte, un exempt de

1. Ces six petits prisonniers étaient : Jean-François Joly, treize ans, tireur de gaze, — Joseph-Louis Gambault, quatorze ans, apprenti metteur en œuvre, demeurant chez sa mère, fruitière, rue Greneta, — Jean-Baptiste Cavalier, quinze ans, décrotteur, — François Gauthier, douze ans, polisson, — André Blin, quatorze ans, demeurant chez son père, fleur d'or, — et Robert Aubé, quinze ans.

2. Arch. nat., X² 1367.

police nommé Ramm, « chargé de faire une capture aux environs de la rue des Nonnains-d'Hyères, étant avec des archers dans un carrosse, une femme qui tenait un enfant par la main s'écria que ces coquins n'étaient là que pour saisir l'occasion d'enlever leurs enfants¹ ». Les artisans quittèrent leurs boutiques en entendant ces cris et « dans Paris, en plein jour, sur les dix ou onze heures du matin, l'assemblée devint bientôt considérable² ». Attaqués par la populace, les archers se réfugièrent chez le commissaire de Rochebrune, rue Geoffroy-l'Asnier. Les émeutiers tentèrent d'envahir la maison du commissaire et une escouade du guet, appelée en toute hâte, fut obligée « de tirer nombre de coups de fusil pour les écarter. Un garçon boucher qui portait de la viande et le garçon, les uns disent du sieur Martin, marchand de vins rue Geoffroy-l'Asnier, les autres celui du magasin de M. Gantiel de Rougement, marchand de vins, reçurent chacun deux balles, le premier dans le corps, dont il mourut; le second dans la cuisse, qui lui fut fracassée et coupée (je crois sur-le-champ); il fermait la porte de son magasin ou boutique pour être à l'abri du pillage, alors que le pauvre garçon reçut le coup de fusil. Enfin l'on eut bien de la peine à faire cesser le tumulte, qui aurait eu peut-être les suites les plus funestes si l'on n'avait pas pris le parti de faire fermer la porte Saint-Antoine en partie³ ».

Il y eut encore d'autres blessés, par exemple Le Beau, ex-soldat aux gardes et charbonnier au port Saint-Paul, qui reçut un coup de fusil dans le mollet et fut envoyé à l'Hôtel-Dieu⁴.

Le lendemain, Paris fut calme, mais les têtes étaient encore fort échauffées et l'on voyait partout des voleurs d'enfants. Un marchand joaillier, le sieur Artant, se promenait avec un de ses amis auprès des Porcherons; un jeune homme s'étant approché d'eux, quelques individus s'écrièrent aussitôt que c'étaient des fripons voleurs d'enfants. La populace se précipita sur les deux bourgeois, les roua de coups, leur prenant canne, chapeau, épée, montre et argent et les laissa pour morts. Ramassés, comme ils donnaient encore signe de vie on les transporta chez eux; Artant n'était que moulu de coups, quant à son compagnon il avait un œil crevé.

Les jours suivants, la population parisienne fut tranquille; mais ce n'était qu'une accalmie, et les 22 et 23 mai une véritable sédition éclata, donnant à la Cour de sérieuses inquiétudes.

1. Notes manuscrites du commissaire au Châtelet Gueullette, annexées à un exemplaire de l'arrêt du Parlement du 25 mai 1750. Arch. nat., A. D. III. 7.

2. Id., Ibid.

3. Id., Ibid.

4. Note de police signée Louail, vraisemblablement sergent du guet. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. fr. 1101, fol. 207.

III. — *Les événements des 22 et 23 mai.*
Répression de la sédition.

Le vendredi 22 mai, il y eut quelque émotion dès le matin dans le cloître de Saint-Jean-de-Latran, mais elle se calma rapidement. Il n'en fut pas de même faubourg Saint-Denis, où deux malheureux passants, en lesquels le peuple crut reconnaître des voleurs d'enfants, furent roués de coups avec une sauvagerie inouïe. L'un d'eux fut tué et pareil sort attendait l'autre, quand M. de Rocquemont, gendre de M. Duval, chevalier du guet, arriva sur les lieux avec plusieurs escouades à cheval. Il parla au peuple et parvint à le contenir; il fit conduire le mort et le vivant à l'Hôtel-Dieu dans un carrosse.

Mais la sédition n'était apaisée que pour peu de temps. Les émeutiers, ayant cru savoir qu'un archer du guet soupçonné d'avoir enlevé des enfants s'était réfugié chez le commissaire Desnoyers, rue du Gros-Chenêt, y brisèrent « tout, glaces, pendules, meubles, à coups de pierre¹ ».

Peu de temps après, vers trois heures après midi, dans ce même quartier de la porte Saint-Martin, deux individus, toujours soupçonnés d'avoir volé des enfants, furent poursuivis par la populace et ne durent leur salut qu'à une rapide intervention de l'escouade du guet de garde à la barrière Poissonnière; le sergent qui commandait cette escouade, François Neveu, amena les deux blessés chez le commissaire Defacq, rue Saint-Martin, et fit prévenir M. Duval qui arriva promptement et dissipa la populace. L'un des deux individus blessés, interrogé par le commissaire, déclara se nommer Hélié-Joseph Delhof, compagnon charron, et être revenu depuis dimanche dernier de Douai, où il avait été recueillir la succession de son père. Il avait été blessé à coups de canne par un particulier qu'il croit être soldat aux gardes : sa femme est à Paris cuisinière chez le maréchal de Lowendal. Le second blessé, plus grièvement atteint, ne put donner que son nom et sa profession : Muirou, dit Berry, tailleur d'habits. Après les avoir fait panser par un chirurgien du voisinage, le commissaire Defacq voulut les faire mettre en carrosse pour les conduire à l'Hôtel-Dieu. Mais il trouve à sa porte plus de 4,000 personnes, principalement des femmes, qui « faisaient des huées considérables » et qui étaient difficilement contenues par les escouades du guet à cheval, amenées en hâte par MM. Duval et Rocquemont. Le commissaire Defacq, par son énergique attitude, parvint à con-

1. Notes manuscrites du commissaire Gueullette.

tenir les mutins les plus voisins de sa porte et les deux malheureux blessés furent conduits à l'Hôtel-Dieu.

A la suite du procès-verbal établi par le commissaire Defacq, l'avocat du roi au Châtelet ordonna que les deux blessés seraient visités par les médecins et chirurgiens de l'Hôtel-Dieu. On trouva à Delhof « cinq plaies contuses du cuir chevelu pénétrantes jusqu'au péricrâne et plusieurs contusions sur tout le corps, le tout fait par instruments contondants comme coups de bâton et de pierre ». Il a encore besoin « d'être soigné, pansé et médicamenté des choses nécessaires ». Quant à Berry, il ne put être examiné, étant mort le 23 mai des suites de ses blessures¹.

Dans la même bagarre, Deshayes, un des vingt-quatre violons du roi, avait également été assailli et frappé par la populace comme étant un preneur d'enfants. Il s'en tirait avec trois plaies à la tête, une plaie à chaque jambe et une forte contusion à la jambe gauche².

Pendant que ces regrettables scènes de désordre se passaient dans le quartier de la porte Saint-Martin, des émeutes plus graves encore éclataient à la Croix-Rouge, faubourg Saint-Germain. Un exempt de police qui passait avec deux soldats du guet à cheval aurait tenté d'enlever le fils d'un cocher qui se trouvait près de la porte de l'hôtel où servait son père. L'enfant se mit à crier; à ses cris, le père sortit avec d'autres domestiques de la maison et ils coururent après les gens de police en appelant le peuple et la livrée à leur aide. Un des cavaliers du guet, nommé Duchesne, chercha refuge dans la boutique du rôtisseur Le Tailleur qu'il connaissait; la populace l'y suivit; un des garçons du rôtisseur voulut s'opposer à cette invasion de la boutique de son patron et s'arma d'une broche. Furieux de cette résistance, les émeutiers pillèrent et saccagèrent toute la maison, blessèrent grièvement le cavalier du guet Duchesne, cassèrent toutes les vitres, jetant dans la rue batterie de cuisine, meubles et vaisselle d'argent, volailles et viandes; le tumulte continua jusqu'à dix heures du soir et le guet qui était accouru fut impuissant à le faire cesser, s'il faut en croire le *Journal* de l'avocat Barbier, qui ajoute même que « le peuple arrêtait les carrosses qui passaient avec des flambeaux pour en avoir (*sic*) et s'éclairer³ ». Un rapport de Duval, du 23 mai, adressé au Procureur général, ne fait mention

1. Procès-verbal du commissaire Defacq. Collection Joly de Fleury, ms. franç. 1102, fol. 1 à 20.

2. Déposition du chirurgien Pierre Delaromiguière devant le commissaire Charpentier. *Ibid.*, fol. 25.

3. Barbier, *Journal*, t. III, p. 13.

ni de l'impuissance du guet à réprimer l'émeute, ni de l'arrêt des carrosses¹.

Mais la sédition la plus grave éclata près du Pont-Neuf et naquit d'un incident fort banal. Un soldat invalide, Nicolas-Claude Nivellet, dit la Jeunesse, avait eu un congé pour se rendre à Troyes; il alla passer la nuit avant son départ chez un de ses amis, et « il crut devoir célébrer sa sortie par bien boire. Il était bien gris lorsque, vers les quatre heures de l'après-midi ou environ, il se trouva sur le Pont-Neuf, près du quai du Morfondu; il y rencontra un petit garçon qui jouait de la vielle; il lui ordonna d'en jouer. Pendant ce temps, il fit beaucoup de folies qui firent rire la populace. Il fallait payer le petit musicien; au lieu de lui donner de l'argent, l'invalide, que le vin rendait prodigue, lui donna une paire de souliers qu'il portait sous son bras; cela redoubla les rires des spectateurs² ». A ce moment avait lieu la sortie des écoliers du collège des Quatre-Nations. Ils se pressent en foule autour de l'ivrogne qui, un peu bousculé, se fâche et frappe quelques écoliers. De la foule s'élevèrent des cris : « Ce n'est pas un invalide, mais un coquin d'exempt déguisé pour enlever les enfants ! » Fureur subite du peuple qui ne rit plus et veut assommer l'invalide; celui-ci se sauve jusqu'au coin de la rue de Harlay et cherche un refuge dans l'allée de la maison du joaillier Nicolas Lorillard, qui s'était marié huit jours auparavant. La populace réclame l'invalide et, Lorillard ayant refusé de le livrer, les émeutiers font le siège de la maison et en brisent toutes les vitres à coups de pierre. Le guet accourt au bruit et se fait remettre l'invalide, qu'il parvient à conduire rue de la Calandre chez le commissaire Delafosse. La populace suit le prisonnier en poussant des clameurs et en jetant des pierres. La peur a désenivré l'invalide, qui exhibe au commissaire sa permission de s'absenter de l'hôtel des Invalides. Le commissaire fait ouvrir sa porte, montre à la foule en fureur la permission, assure que c'est un véritable invalide et non un voleur d'enfants, mais qu'il l'envoie pourtant en prison afin qu'une information soit ouverte. La foule ne l'écoute pas et réclame le prisonnier pour le tuer. Le commissaire rentre chez lui, laissant devant la porte deux soldats du guet qui sont bientôt criblés de pierres par les émeutiers qui brisent les vitres de la maison et de deux maisons voisines. Les deux soldats se réfugient dans l'allée et referment la porte. Les émeutiers se précipitent sur la porte pour l'enfoncer et tentent même de mettre le feu à la maison

1. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. franç. 1102, fol. 126 et 127.

2. Notes manuscrites du commissaire Gueullette.

du commissaire en allumant de la paille et du bois devant la porte. La rue est fort étroite, les voisins alarmés crient « au feu » et appellent le guet; l'escouade du guet qui a amené l'invalidé et qui était commandée par Denis Dupré, sergent du guet à la barrière du Marché-Neuf, âgé de soixante-douze ans, sort de la maison du commissaire, battonnette au canon, et décharge ses armes sur la foule; deux hommes sont tués et plusieurs sont blessés. Mais la rage des émeutiers est encore excitée par les coups de feu; pour éviter une plus grande effusion de sang, le sergent Denis Dupré fait rentrer ses hommes chez le commissaire Delafosse, qui s'était fait soigner le matin et qui, étant encore en robe de chambre, fait passer sa femme, sa fille et ses objets les plus précieux dans la maison derrière la sienne en franchissant le mur de clôture à l'aide d'une échelle; il y passe lui-même et accourt chez le premier président Maupéou, auquel il rend compte de ce qui vient de se passer.

Pendant ce temps, les émeutiers tentent encore à plusieurs reprises de mettre le feu à la maison; le guet fait plusieurs décharges sans que les pertes subies puissent calmer la fureur du peuple. Il est dix heures du soir et l'émeute dure encore.

Entendant passer une chaise de poste, les émeutiers tendent les chaînes aux extrémités de la rue de la Calandre pour empêcher le guet à cheval d'intervenir, et une cinquantaine d'entre eux courent vers les boutiques d'armuriers et de fourbisseurs d'armes du pont Saint-Michel pour les piller. Ils frappent d'abord à la boutique du sieur Ravoisier, maître fourbisseur; celui-ci paraît à sa fenêtre et leur demande ce qu'ils désirent : « Bougre », répondent-ils, « donne-nous des armes. » Le marchand ayant refusé, une grêle de pierres s'abat sur sa maison et les émeutiers tentent d'enfoncer sa porte avec une telle fureur que Jacques-Antoine Gelé, son apprenti, et ses filles parvenaient avec peine à resserrer les vis des volets, à mesure qu'elles se défaisaient sous les chocs. Ne parvenant pas à enfoncer la devanture, les énergumènes vont assaillir la boutique voisine de Pierre Chassier, maître armurier. L'armurier ayant demandé ce qu'ils voulaient, ils réclament des fusils. Il leur répondit d'aller chercher un ordre du commissaire et qu'il leur donnerait des fusils; ils s'écrient « qu'ils se f..... du commissaire, qu'il leur fallait des fusils pour aller tuer tous ces bougres-là et qu'il leur en fallait tout à l'heure ». Ils essayèrent de forcer la porte de la boutique en la soulevant avec un bâton qui se rompit, puis de l'enfoncer à coups de pied et à coups de pierre, mais sans succès.

Cette troupe d'émeutiers était composée d'une trentaine de jeunes gens âgés d'environ vingt ans et armés de bâtons, s'il faut en croire

un témoin oculaire, Jacques Cochon, maître bottier rue Dauphine. Ce brave bourgeois de Paris, qui était venu vers neuf heures pour voir la sédition, « s'accota d'un marchand de vins qu'il ne connaissait pas et, en causant avec lui sur le triste état dont (*sic*) il serait pour un homme d'être pillé et volé dans sa maison, il lui demanda s'il n'y aurait pas moyen de faire entendre raison à cette troupe et de la prendre par la voie de la douceur ». Le marchand de vins ayant goûté cette idée, ils dirent aux jeunes enragés « qu'il est inutile de vouloir enfoncer la porte d'un homme qui est tranquille chez lui et de l'exposer à être pillé et volé et en être ruiné; d'ailleurs, que ferez-vous de fusils? Ils vous embarrasseront, n'ayant ni poudre ni plomb ». La plupart des jeunes gens écoutèrent ces sages conseils et s'en allèrent vers la rue de la Barillerie; il n'en resta que cinq ou six qui continuèrent leur tentative d'effraction de la devanture de l'armurier, mais sans y parvenir; ils s'en allèrent peu après en proférant des menaces. Le brave Cochon « demanda alors au marchand de vins qui il était; le marchand de vins lui fit la même question et, après s'être rendu compte l'un à l'autre de leurs conditions et de leurs demeures, ils s'en allèrent ».

L'armurier, pour plus de sécurité, fit enlever toutes les armes de sa boutique, et avec Claude Prévât, son compagnon, il passa la nuit à les monter dans une chambre haute.

Il semble que ce soit ce même groupe de jeunes émeutiers qui, au cours de la soirée, accompagnés d'autres individus de leur sorte, ait tenté d'assommer à coups de pierre Denis-Nicolas Dupré¹, soldat du guet et maître à danser, qui venait prendre son poste au Marché-Neuf. Dupré, pour se débarrasser de ses agresseurs, prit la fuite, s'arrêtant et les couchant en joue avec son fusil quand il en était trop pressé. Il parvint ainsi à se mettre à l'abri dans le cabaret des Balances au Marché-Neuf.

Pendant ces tentatives de pillage des armuriers du pont Saint-Michel, l'émeute continuait devant la maison du commissaire Delafosse et l'on était en train de mettre le feu à sa maison quand, vers les onze heures du soir, arriva enfin M. de Rocquemont à la tête de quarante cavaliers du guet. Il parla aux émeutiers et, sans violence, réussit à les faire retirer; il disposa une garde devant la porte du commissaire. Vers deux heures et demie du matin, la rue étant déserte, on déshabilla l'invalidé, on lui retira son habit, on lui mit sa grosse chemise de toile jaune par-dessus sa veste, un mauvais chapeau sur la tête et on lui fit prendre, à l'aide d'une échelle, le même

1. C'était un homonyme du sergent dont il a été question précédemment.

chemin que le commissaire Delafosse. Le commissaire Gueullette, qui donne ces curieux détails, ajoute : « Le lendemain samedi, vers le midi, j'entrais chez monsieur le commissaire Delafosse, où je trouvais son clerc qui me raconta cette triste aventure ! » L'émotion avait été forte dans Paris ; à tous les coins de rue, le peuple s'amassait et s'entretenait de l'émeute, mais blâmait généralement les tentatives d'incendie et de pillage¹. Les émeutiers de la rue de la Calandre avaient à peu près complètement détruit la façade de la maison du commissaire et même les boutiques voisines. Le locataire d'une de ces boutiques, Couve-Chasné, marchand de vins, réclamait au procureur général le remboursement d'une somme de 100 livres et joignait à l'appui de sa demande le mémoire du menuisier, s'élevant à 75 livres 14 sols, et celui du vitrier, réclamant 25 livres 4 sols pour les carreaux brisés « dans la révolte du 22 mai² ».

Le lendemain, samedi 23 mai, les émeutes continuèrent et prirent même un caractère plus sérieux. Il semble bien que le peuple de Paris, poussé par quelques esprits séditeux, voulut, ce jour-là, se livrer à une véritable hécatombe d'agents du lieutenant de police, exempts, archers et cavaliers du guet et mouches de police, qu'il soupçonnait, non sans raison, d'être les auteurs des enlèvements d'enfants.

Les origines de l'émeute sont assez obscures. Pourtant, il paraît prouvé que, vers les dix heures du matin, ce samedi 23 mai, une dame Coppin, demeurant rue de la Mortellerie, avait envoyé son fils, âgé de onze ans et demi, porter une lettre au coche du port Saint-Paul ; comme l'enfant traversait le Pont-Marie, un exempt l'arrêta, lui demandant où il allait ; l'enfant répondit qu'il portait un billet au port Saint-Paul. « Voulez-vous venir avec moi en carrosse ? » demanda l'exempt. L'enfant ayant refusé, l'exempt, aidé de deux de ses collègues, lui boucha les yeux, lui comprima la bouche et le jeta dans un carrosse de place où il y avait déjà huit enfants, dont deux filles. Le jeune Coppin, ayant réussi à abaisser un des volets de bois du carrosse, aperçut un tambour des gardes-françaises qu'il connaissait et l'appela à son secours. La populace s'attroupa et arracha les enfants des mains des gens de police, qui s'enfuirent. L'un d'eux, nommé Labbé, fut poursuivi par les émeutiers³.

Cette relation est extraite d'une lettre non signée et sans adresse ;

1. Notes manuscrites du commissaire Gueullette. Barbier, *Journal*, t. III. Dépositions diverses à la suite de l'enquête ouverte par ordre du Parlement. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. franç. 1102, *passim*.

2. Collection Joly de Fleury, *Ibid.*, fol. 239, 240 et 241.

3. L'avocat Barbier, dans son *Journal*, sans donner beaucoup de détails sur

mais elle donne des précisions qui tendent à prouver que le fait rapporté est exact; ainsi le cocher du carrosse de place est un nommé Bonamy, demeurant rue Saint-Paul, et qui se place ordinairement « sur l'aile du Pont-Marie ».

Labbé s'enfuit et se sauve chez un papetier; il se réfugie sur le toit où les émeutiers, après deux heures de recherches, le découvrent dans une mansarde où il s'était caché sous un lit. On l'en tire et on le conduit dans la rue. Il échappe à nouveau à la fureur populaire et se réfugie dans la boutique d'un fatencier qui, redoutant le bris de ses fragiles marchandises, autorise cinq ou six des plus animés à chercher Labbé dans toute sa maison. On le trouve et on le reconduit dans la rue, où la populace se met à l'assommer. Le guet survient à point pour l'arracher des mains des émeutiers et on le conduit chez le commissaire de La Vergée, non loin de Saint-Roch; mais les énergumènes veulent l'y mener eux-mêmes. Le guet les empêche d'entrer en trop grand nombre et le commissaire de La Vergée demande au peuple de lui permettre de dresser tranquillement son procès-verbal de l'arrestation de Labbé. On ne veut rien entendre et on exige qu'on rende le prisonnier pour le massacrer sur place. Comme on ferme la porte de la maison dans laquelle avaient pénétré quelques-uns des émeutiers qui accompagnaient Labbé, ceux qui restent dehors brisent les vitres de la maison et des maisons voisines à coups de pierre, démolissent la devanture d'un cabaret voisin, s'arment des barreaux de bois de cette devanture et enfoncent à coups de pavé la porte du commissaire. Le guet sort de la maison du commissaire et essuie plusieurs coups de pistolet auxquels il répond à coups de fusil; mais rien n'arrête les émeutiers qui envahissent la maison. Le commissaire cherche refuge dans son appar-

l'origine de l'émeute qu'il place à la butte Saint-Roch, fait une erreur en donnant le nom de Parisien à « la mouche de police » qui fut tué dans l'émeute. Nous retrouvons plus loin ce Parisien. Le commissaire Guellette, dans ses « Notes manuscrites », écrit que le peuple en voulait particulièrement à l'inspecteur de police Poussot, « chargé d'arrêter les voleurs et les assassins dont il a nettoyé Paris autant que cela a été possible. On prétend qu'ils (les émeutiers) le manquèrent d'un moment et qu'il était dans un fiacre qui le conduisait chez M. Berryer, lorsque, s'apercevant de la sédition, il ordonna au cocher de tourner dans la rue d'Argenteuil et de fouetter ses chevaux. Il fut obéi; mais le nommé Labbé, lequel servait de mouche aux exempts, ayant eu le malheur d'être reconnu aux environs, fut assailli par la populace. » Suivant une note anonyme de police, Labbé aurait, le samedi matin, donné de l'argent à la petite fille d'un tapissier établi en face la porte du Palais-Royal pour aller lui chercher des cerises. Une femme l'ayant raconté à la mère de l'enfant en lui disant que c'était un voleur d'enfants, le peuple se serait ameuté et aurait massacré Labbé. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. franç. 1101, fol. 227.

1. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. franç. 1101, fol. 165 et 166.

tement au second étage, tandis que les furieux arrachent Labbé des mains du guet et le traînent dans la rue. Les émeutiers se précipitent sur Labbé, criant : « Il faut tuer ce chien-là », et le frappant les uns à coups de pierre, d'autres avec les barreaux arrachés à la devanture du cabaret et après lesquels étaient encore les clous. Le malheureux Labbé, se couvrant le visage des deux mains, criait : « Messieurs, je vous demande pardon, je suis marié, donnez-moi un confesseur! » Un homme lui jette un pavé à la tête en lui disant : « Voilà ton confesseur! » Labbé trouve moyen de se relever et de s'enfuir jusque devant l'église Saint-Roch, mais il est rattrapé, malgré les prêtres de Saint-Roch qui veulent le confesser. Une femme s'écrie : « Il faut lui casser les jambes plutôt que de le tuer », et un homme, disent les uns, une femme, prétendent les autres, lui ayant écrasé la tête avec un pavé, il succombe enfin sous les coups de pierre et de bâton des autres émeutiers.

La rage de la populace n'est pas apaisée par ce meurtre ; saisi par les bras et par les jambes, le cadavre est tiré jusque devant la maison du lieutenant de police Berryer¹, qui demeurait près de Saint-Roch, en face des Jacobins. Les émeutiers essaient de fixer le cadavre contre la porte que l'on avait fermée en hâte, tandis que d'autres brisent à coups de pierre les vitres de la maison et des maisons avoisinantes en proférant des menaces de mort contre le lieutenant de police. L'avocat Barbier prétend même que les émeutiers pénétrèrent dans la cour de Berryer et que le suisse du lieutenant de police les calma, en leur parlant fort éloquemment. Mais l'arrivée de plusieurs brigades du guet à cheval et à pied, sous les ordres de M. de Rocquemont, contribua certainement plus à les apaiser que l'éloquence du suisse, d'autant qu'ayant formé ses cavaliers par huit de front pour tenir toute la largeur de la rue Saint-Honoré, M. de Rocquemont les lança au galop, l'épée à la main, sur la foule. Il parla ensuite avec douceur à ceux qui restaient, leur promettant justice et les engageant à se retirer. Il fit placer sur une échelle et porter à la Morgue le cadavre de Labbé, escorté par plusieurs escouades du guet et accompagné par une grande partie de la populace, qui obligea les porteurs à passer tout le long de la rue Saint-Honoré. Pendant ce temps, Berryer s'était sauvé par une porte de son jardin donnant sur les Feuillants et s'était réfugié chez le premier président du Parlement. Il ne revint chez lui qu'à une heure après minuit, à cheval et escorté par plus de 200 cavaliers².

1. Ancien intendant du Poitou qui avait remplacé en 1747 le lieutenant de police Feydeau de Marville.

2. Notes manuscrites du commissaire Gueullette. Dépôts divers à la

Les gardes-françaises et les gardes-suissees avaient été alertées, mais n'eurent pas à intervenir. La compagnie d'archers de messire Henri-François Bachelier, seigneur de Mouters et de Saint-Marc, lieutenant criminel de robe courte, avait été également alertée le 23 mai. Conformément aux ordonnances royales qui enjoignaient aux archers de cette compagnie « de veiller aux séditions, révoltes, attroupements et ports d'armes faits sans l'autorisation du roi et de les réprimer », le lieutenant de robe courte avait envoyé la compagnie, commandée par son lieutenant, le conseiller du roi Pierre Dupuis, devant l'hôtel du lieutenant de police, « pour contenir les séditeux et les dissiper s'il était possible ». Mais « le grand nombre de ces mutins les a obligés à dissimuler leur mission et les a forcés à rester malgré eux les tristes spectateurs de la plus horrible scène ». Fort peu habitués à se trouver en pareille bagarre et craignant naturellement les coups, les bons archers du lieutenant de robe courte assistèrent avec autant d'attention que de passivité au meurtre de Labbé et à l'attaque de la maison de Berryer. Dans la soirée, ayant vu arriver, rue Saint-Honoré, les détachements du guet, le lieutenant Pierre Dupuis estima qu'il pouvait se retirer à la tête de sa compagnie et, rentrant chez lui après cette chaude alarme, il dressa procès-verbal « de ce que dessus, pour être, par mondit sieur le lieutenant criminel de robe courte, ordonné ce que de raison¹ ».

Le lendemain, dimanche 24 mai, jour de la Pentecôte, la ville fut très calme. Une grande foule de badauds se pressait rue Saint-Honoré pour voir les dégâts causés chez le commissaire de la Vergée et chez Berryer. « Il y avait quelques escouades du guet à pied pour garder sa porte et quelques soldats aux gardes cachés dans sa maison ; pour prévenir tout accident de la part de cette populace animée, surtout le soir, en revenant des guinguettes avec du vin dans la tête, on a commandé trente hommes par compagnie des soldats aux gardes-françaises et suisses prêts à marcher au premier coup de tambour et on a commandé tout le guet, tant à pied qu'à cheval, ce qui s'exécutera encore quelques jours, quoique, suivant les apparences, il y ait des ordres bien précis de ne plus s'amuser à aucun enfant (sic) »².

Commandant HERLAUT.

(Sera continué.)

suite de l'enquête ouverte par ordre du Parlement. Collection Joly de Fleury, Bibl. nat., ms. franç. 1101; *passim*.

1. Arch. nat., X² 1368.

2. Barbier, *Journal*, t. III, p. 130 et suiv.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE BYZANTINE.

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1917-1921.

I. TEXTES ET SCIENCES AUXILIAIRES. — M. le professeur MERCATI, tout en continuant à travailler à l'édition des œuvres de saint Éphrem que nous avons signalée (voir *Rev. histor.*, t. CXXVIII, p. 302), a édité ou réédité d'une manière plus correcte un certain nombre de textes qui, bien qu'exclusivement littéraires, renferment des données historiques intéressantes.

En 1702, Montfaucon avait découvert sur le dos d'un manuscrit des Commentaires de Job, à la bibliothèque de Saint-Martin de Tours, les fragments d'un papyrus, dont il a donné le fac-similé (*Palaeographia graeca*, p. 214). M. Mercati a pu, le premier, identifier ces fragments¹ qui sont extraits d'une homélie rythmique de saint Éphrem « Εἰς τὸν πάραλον Ἰωσήφ » (*S. Ephraemi Syri Op.* Éd. Assemani, II, 21-23). Il se trouve que le texte du papyrus de Montfaucon est meilleur que celui d'Assemani, emprunté à un manuscrit du xv^e siècle. Ce fragment appartenait probablement à un recueil d'homélies. D'après son écriture, large onciale de type copte, il peut dater du vi^e siècle. C'est sans doute à cette époque qu'il est arrivé à Saint-Martin de Tours et il nous fournit un nouveau témoignage précieux sur les rapports entre les monastères occidentaux et la Syrie et sur l'influence que les œuvres de saint Éphrem ont pu exercer sur la poésie ecclésiastique d'Occident.

D'autre part, une homélie inédite sur la naissance du Christ (Vatic. gr. 1633, x^e-xi^e siècles) nous montre les liens de dépendance qui unissent la poésie grecque rythmique à la poésie syrienne de saint Éphrem². C'est le même mètre heptasyllabique groupé en strophes de quatre vers, c'est le même parallélisme verbal et le même goût de l'antithèse. De plus, cette œuvre, composée vers 400, remar-

1. S.-G. Mercati, *Note Papirologiche*. Roma, Pontificio Istituto Biblico, 1920, 9 p. in-8°.

2. Id., *Antica Omelia Metrica ΕΙΣ ΤΗΝ ΧΡΙΣΤΟΥ ΓΕΝΝΑΝ*. Ibid., 1920, 18 p. in-8°.

quable par son thème purement dogmatique et une certaine crudité de langage, nous reporte d'une façon curieuse à l'époque des grandes controverses christologiques qui ont agité l'Orient au début du v^e siècle. Nous en signalons l'intérêt aux historiens de l'art chrétien.

M. Mercati a apporté aussi une rectification intéressante à la lecture de l'inscription en acrostiche qui entoure le célèbre portrait de Juliana Anicia sur le manuscrit du Dioscorides de Vienne¹. Il a retrouvé, dans le Cod. Ambros. gr. 246, xiv^e siècle, le texte complet d'une autre pièce acrostiche en l'honneur du pape Grégoire le Grand, connue seulement jusqu'ici par un texte détérioré du Vatic. gr. 1666 (écrit vers 800)², et dans le Cod. Ambros. cette pièce est suivie d'une autre épigramme acrostiche en quatorze vers qui nous donne le nom du copiste, le moine Jean, chargé par le pape Zacharie, vers 748, de transcrire la traduction grecque des Dialogues de saint Grégoire que ce pape avait exécutée, fait intéressant pour l'histoire des rapports entre l'Eglise romaine et l'Orient.

La poésie savante est représentée dans les recherches de M. Mercati par la réédition correcte, d'après plusieurs manuscrits du Vatican, des œuvres d'un certain Michel Grammatikos Hieromonachos³. L'auteur paraît avoir vécu à la fin du x^e siècle, probablement en Asie Mineure. Une de ses pièces est adressée à un évêque d'Éphèse. Dans une autre où il est question de Théodose, évêque de Cérasonte, il invective un certain Philippe, évêque d'Amorium, dont il dénonce la vie scandaleuse. Il décrit un tableau du Jugement dernier exécuté aux frais de l'évêque de Cérasonte et donne le nom d'un grand dignitaire, Leon Vestos, enterré dans l'église qu'il avait fondée. Les allusions mythologiques à Zeus, à Chronos, à Cerbère se mêlent curieusement dans ces pièces aux réminiscences bibliques. Signalons enfin deux curieuses pièces anacréontiques de Théodore Prodrome⁴, dont l'une est adressée à Alexis Aristenos, orphanotrophe et nomophylax sous Jean Comnène (1118-1143), et une élégie de Nicéphore

1. S.-G. Mercati, *Sull' 'Ανικητόρων γένος dell' acrostico di Giuliana Anicia*. Roma, Casa editrice italiana, 1920, 5 p. in-8°.

2. Id., *Sull' epigramma acrostico premesso alla versione greca di s. Zacharia papa del « liber Dialogorum » di s. Gregorio Magno*. Roma, extrait de Bessarione, 1919, 11 p. in-8°.

3. Id., *Intorno a ΜΙΧΑΗΛ ΓΡΑΜΜΑΤΙΚΟΣ*. Roma, 1917, extrait de Bessarione, 11 p. in-8°. — *Ancora intorno a M. Γ.* Roma, 1918 (ibid.), 18 p. in-8°.

4. S.-G. Mercati, *Sulle Anacreontiche di Teodoro Prodromo* (Accademia dei Lincei, XXVIII). Roma, 1919, 13 p. in-8°.

Gregoras sur la mort de Michel Asan¹, fils de Jean-Alexandre, tsar des Bulgares, marié à Irène, sœur de Jean V Paléologue (1341-1376), qui nous apprend que Michel Asan avait été gouverneur de Lesbos.

II. OUVRAGES D'ENSEMBLE. — Nous avons déjà rendu compte ici du bel ouvrage de M. Ch. Diehl qui donne en quelque sorte la synthèse des faits de l'histoire de Byzance². M. Diehl a complété cet important travail en publiant, sous une forme simple et attrayante et en suivant l'ordre chronologique, un précis plus sommaire des grands événements de l'histoire byzantine³ qui, joint au volume précédent, rendra les plus grands services aux étudiants d'histoire. Huit chapitres passent en revue successivement la fondation de Constantinople et les origines de l'empire d'Orient, le règne de Justinien et l'empire grec au VI^e siècle, la dynastie d'Héraclius, les empereurs isauriens et la querelle des images, l'apogée de l'empire sous la dynastie de Macédoine, le siècle des Comnènes, l'empire latin de Constantinople et l'empire grec de Nicée, l'empire byzantin sous les Paléologues. Les faits essentiels sont mis en pleine lumière, ceux qui appartiennent à des époques de transition (liquidation de l'œuvre de Justinien, successeurs d'Héraclius, etc...) sont peut-être trop délibérément sacrifiés. La composition est un modèle par l'harmonie de ses proportions; l'exposition est claire et vivante. Des tables chronologiques, une bibliographie à la fois sobre et d'un caractère pratique, des cartes et des reproductions de monuments caractéristiques font de cet ouvrage le type d'un manuel classique, d'une lecture facile et d'une information de premier ordre.

Les « Leçons sur l'histoire de Byzance⁴ » de M. VASILJEV forment, en réalité, le premier volume d'une histoire générale de l'empire byzantin, qui se propose de donner sous une forme plus succincte que les grands ouvrages d'Ouspensky et de Koulakovsky une idée complète des transformations de la société byzantine. Partant du même principe que M. Diehl, l'auteur a voulu mettre en lumière la suite des faits essentiels, de quelque ordre qu'ils soient,

1. Id., *Sulle poesie di Niceforo Gregora*. Roma, 1918, extrait de *Bessarione*, 7 p. in-8°.

2. Ch. Diehl, *Byzance. Grandeur et décadence*. Paris, Flammarion, 1919, 344 p. in-12. Voir *Rev. histor.*, t. CXXXII, p. 120-124.

3. Id., *Histoire de l'empire byzantin*. Paris, Aug. Picard, 1920, xi-247 p. in-12.

4. A.-A. Vasiljev, *Lektsii po istorii Vizantii*. Tome I. Pétrograd, Baschmakov, 1917, viii-355 p. in-8°.

et a délibérément sacrifié l'histoire des guerres et des révolutions de palais qui tient une si grande place dans les chroniques. Peut-être même trouvera-t-on qu'il a parfois poussé un peu loin ce système.

Dans une introduction intéressante, M. Vasiljev passe en revue les histoires de Byzance qui ont été écrites avant lui, puis il aborde son sujet qu'il poursuit jusqu'à l'avènement d'Alexis Comnène (1081). Par ses travaux antérieurs qui ont fait époque (il suffit de rappeler son savant livre sur Byzance et les Arabes, ainsi que ses articles des *Chronica Byzantina*), M. Vasiljev était admirablement préparé à traiter un sujet aussi complexe, et l'on ne sera pas étonné de retrouver dans ces pages les qualités de méthode et d'exposition, l'information excellente et la critique toujours sûre qui lui ont donné dans le monde des byzantinistes une si grande autorité.

Chacun des chapitres qui répond à une période chronologique offre des divisions semblables : d'abord, une revue très brève des empereurs qui se sont succédé pendant la période, puis l'étude plus détaillée des grands événements. Cet ordre a le mérite d'être très clair et de mettre au premier plan les faits d'importance capitale. On regrettera cependant que M. Vasiljev se soit trop astreint à considérer la durée de chacune des grandes dynasties comme un cadre chronologique suffisant. Passe encore pour la dynastie constantinienne (324-518), pour celle de Justinien (518-610) et pour les Héraclides (610-717), mais on ne voit pas quel intérêt il y a à séparer la dynastie isaurienne (717-802) et les empereurs groupés autour de la dynastie amorienne (802-867) ; par contre, il y a de véritables inconvénients à considérer comme une période unique l'époque de la dynastie macédonienne (867-1056), puis à rejeter dans un court chapitre la période qui va de la mort de Théodora à l'avènement d'Alexis Comnène (1056-1081). Il y a vraiment trop d'inégalité dans ces divisions qui ne correspondent pas à des faits réels.

Il en résulte aussi un certain flottement dans l'idée qu'on se fait de l'évolution byzantine et l'on voit moins nettement l'œuvre personnelle de certains empereurs. C'est ainsi que le règne de Basile II, qui a une si grande unité et qui est si important, n'est pas exposé d'une manière suivie : il faut en chercher les événements dans chacune des subdivisions consacrées à l'un des aspects de la politique sous la dynastie macédonienne.

Nous ne ferons d'ailleurs aucune difficulté d'avouer que ces inconvénients sont atténués par l'intérêt que présentent ces expositions d'ensemble de grandes questions, comme les rapports des empereurs macédoniens avec les Arabes, avec les Bulgares, avec les Russes, ou leur politique ecclésiastique, leur politique sociale et éco-

nomique, etc... Chacun des deux systèmes d'exposition a donc ses avantages : il n'était peut-être pas impossible de les concilier.

Au courant de tous les travaux les plus récents, M. Vasiljev a rectifié sur bien des points des erreurs traditionnelles et a su montrer par des exemples bien choisis le caractère vraiment vivant de cette histoire byzantine. Passons en revue quelques-uns des problèmes auxquels il a cherché à apporter une solution.

La fondation de Constantinople est regardée avec raison comme le premier événement de l'histoire byzantine. M. Vasiljev admet la date de 326 ou 328 et ne paraît pas tenir compte des travaux de M. Jules Maurice (voir *Rev. histor.*, 1915, t. CXIX, p. 235) qui a montré d'après des témoignages irrécusables que la fondation a été décidée en 324, après la victoire sur Licinius, et que les travaux ont commencé dès 325. — A propos de la question de la tutelle de Théodose II exercée par le roi de Perse, l'auteur se contente d'enregistrer les opinions adverses sans conclure. — Le problème de l'Histoire secrète de Procope est exposé avec clarté et l'auteur conclut avec raison que, quelles que soient ses exagérations, elle n'en est pas moins une source contemporaine de Justinien, précieuse par les renseignements qu'elle donne sur la société. — Dans son intéressante étude sur les premières incursions des Slaves en Grèce à l'époque de Justinien (p. 135 et 175), M. Vasiljev a reproduit les conclusions de son excellent article (*Byzantina Chronika*, 1898, p. 404). — Il admet avec Koulakovsky l'authenticité du projet prêt par la Chronique de Nicéphore à Héraclius de se retirer à Carthage en 618 (p. 184), mais, comme ce fait est inconnu à Pisides et à tous les contemporains, il nous semble que M. Pernice (Eraclio) a eu raison de le rejeter. — P. 186, M. Vasiljev insiste avec raison sur l'intérêt que présente l'introduction officielle du titre de « basileus » dans les diplômes impériaux à partir de 629, après la victoire sur la Perse : c'est le terme d'une évolution juridique qui commence à Auguste et comme le symbole d'une ère nouvelle. — Les origines de l'Islam et les données historiques que l'on possède sur la personne même de Mahomet sont exposées avec tout le détail désirable (p. 196). M. Vasiljev paraît admettre avec Grimm que Mahomet ne songeait qu'à convertir les tribus voisines et même avec Caetani di Teano qu'il n'avait jamais eu l'idée de convertir toute l'Arabie. Il y a loin de là au programme de conquêtes qu'on lui a prêtées et sa prétendue lettre à Héraclius et aux autres souverains est purement légendaire. En recherchant les raisons qui expliquent le caractère foudroyant de la conquête des provinces byzantines par les Arabes, M. Vasiljev montre la haine des monophysites contre le gouvernement impérial et le grand nombre de Sémites et même d'Arabes qui habi-

taient la Syrie ou l'Égypte, mais il a négligé le fait de la désorganisation de l'armée byzantine et ne paraît avoir connu l'ouvrage si suggestif de Jean Maspero sur l'*Organisation militaire de l'Égypte byzantine* (voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 78). La prédominance des milices provinciales, la disparition presque complète de l'ancienne armée de campagne « comitatus » désorganisée sous Phocas expliquent les victoires faciles des Arabes. C'est aussi à cette transformation de l'armée que se rattache l'organisation des thèmes que M. Vasiljev expose en détail (p. 214), sans tenir un compte suffisant des vues vraiment neuves de Koulakovsky. — P. 219, au sujet de l'origine de Léon l'Isaurien, M. Vasiljev préfère la traduction d'Anastase le Bibliothécaire, « genre Syrus », au texte de Théophanes, qui place à tort Germanicia en Isaurie. D'ailleurs, d'après la Vie de saint Étienne le Jeune, Léon est Συρογενής. La question est d'importance, car, si Léon est d'origine syrienne, sa répugnance pour le culte des images peut s'expliquer par celles du milieu même où il a dû être élevé. — M. Vasiljev a exposé avec ampleur cette question de la lutte des images et en a recherché les origines. Il a remarqué avec raison que tous les empereurs iconoclastes appartiennent par leurs origines à l'Orient, et il faut ajouter à cet Orient continental, qui avait subi si peu l'influence de l'hellénisme. — La prétendue lettre de saint Épiphane contre les images (p. 237) n'est, ainsi que l'a démontré M. Serruys (Académie des Inscriptions, *Comptes-rendus*, 1904, p. 360), qu'un faux fabriqué par les iconoclastes. — D'après M. Vasiljev, l'édit de 726 n'aurait été qu'une mesure préliminaire destinée à habituer le peuple à la politique iconoclaste; on se borna à ordonner la destruction de la statue du Christ de la Chalcé; le véritable édit général de proscription daterait du « silence » de 730. Il y a là, semble-t-il, quelque exagération, car l'édit de 726 fut suivi immédiatement de la révolte de la Grèce et de l'Italie; il avait donc une portée générale, affirmée d'ailleurs par les sources. — La question de l'origine de Basile le Macédonien, que M. Vasiljev avait déjà élucidée (*Byzantina Chronika*, 1905), est discutée de nouveau sans aboutir à une conclusion décisive. Dire que Basile ne fut en Macédoine d'une famille arménienne mêlée d'éléments slaves, c'est juxtaposer les données des sources, mais non les concilier. En somme, l'origine arménienne de Basile ne s'appuie que sur la fausse généalogie de Photius : le témoignage des sources arabes qui en fait un Slave mérite d'être pris en considération. — Enfin, signalons, parmi les chapitres les plus intéressants, celui que M. Vasiljev a consacré aux questions économiques et sociales ainsi qu'à la lutte des empereurs macédoniens contre les « puissants ».

On peut voir, par ces détails, quels sont l'intérêt et l'utilité du

livre de M. Vasiljev. Nous ne pouvons que souhaiter que les circonstances lui permettent bientôt d'achever l'œuvre qui rendrait de si grands services aux études byzantines.

III. ÉPOQUE DE LA DYNASTIE MACÉDONIENNE. — L'étude de M. LAURENT sur l'Arménie entre Byzance et l'Islam¹ aux VIII^e et IX^e siècles apporte une contribution précieuse à l'un des chapitres les plus compliqués et les plus importants de la politique byzantine en Orient. Forteresse naturelle située entre deux mondes, l'Arménie ouvre, à qui la possède, les routes de la Mésopotamie, du Caucase, de la mer Noire, de l'Anatolie. C'est ce qui explique son rôle séculaire d'enjeu entre deux empires, entre l'empire romain et les Parthes, puis les Perses, entre l'empire byzantin et l'empire arabe, plus récemment entre la Russie et l'empire ottoman. Dans un chapitre d'introduction, M. Laurent a très bien montré à larges traits les vicissitudes historiques et comment le caractère âpre et montagneux du pays, loin de sauvegarder l'indépendance nationale, n'a servi qu'à perpétuer les divisions cantonales et féodales qui ont favorisé les guerres civiles et empêché la constitution de l'unité politique.

Plusieurs des questions traitées par M. Laurent avaient été déjà effleurées d'une manière épisodique dans les ouvrages de Vasiljev sur Byzance et les Arabes (1902), de Marquart (*Ostasiatische Streifzüge*, 1903), de Vogt sur Basile I^{er} (1908), de Tournèize (*Histoire politique et religieuse de l'Arménie*, 1910), mais, pour la première fois, nous avons sur l'Arménie un livre complet qui rendra les plus grands services à l'histoire byzantine et qui a pour base une étude critique très sérieuse des sources grecques, arméniennes et orientales².

Mais, pour comprendre la nature des relations entre l'Arménie et les deux empires voisins, il est d'abord nécessaire de bien connaître l'organisation de la société arménienne au moyen âge. Dans une série de chapitres d'un caractère tout à fait nouveau, M. Laurent a exposé les institutions féodales de l'Arménie du IX^e siècle qui offrent tant de traits de ressemblance avec celles de l'Occident. Le particularisme, le désir farouche de l'indépendance sont les sentiments dominant

1. J. Laurent, *l'Arménie entre Byzance et l'Islam depuis la conquête arabe jusqu'en 886*. Paris, Fontemoing, 1919, XII-398 p. in-8° (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. CXVII).

2. Dans la bibliographie si complète, nous nous étonnons de ne pas voir mentionné le livre de V. Chapot : *la Frontière de l'Euphrate de Pompée à la conquête arabe* (1907), qui donne des renseignements importants sur l'Arménie.

chez ces rudes féodaux qui passent leur vie sous les armes, retranchés dans leurs châteaux forts, nids d'aigle inaccessibles, où ils peuvent narguer les émirs arabes ou les stratèges byzantins. Les véritables maîtres du pays sont les « nakharars », sorte de comtes qui groupent sous leur bannière les « azatani », simples nobles du canton, qui forcent les paysans à cultiver leurs terres ou à obéir à leurs réquisitions, qui exercent une action puissante sur les villes et sur le clergé même de leur canton. Leur pouvoir héréditaire n'a besoin d'aucune investiture, et ce sont eux, au contraire, qui confèrent librement l'autorité aux « ichkans », chefs de province, ou aux princes d'Arménie. Cette organisation est, à vrai dire, moins féodale que patriarcale, et c'est cette prédominance du régime du clan qui explique l'impuissance des Arméniens à se constituer une patrie vraiment unie en face de l'étranger. Les « nakharars » acceptaient facilement la domination étrangère, pourvu que leurs États et leurs privilèges fussent saufs. La guerre civile leur paraissait toute naturelle et ils n'avaient aucun scrupule à s'appuyer sur l'étranger pour triompher de leurs rivaux. Au ix^e siècle, les deux grandes familles qui se disputent l'Arménie, les Ardzrounis à l'est et les Bagratounis (Pagratides) à l'ouest, doivent leur puissance aux Arabes, dont ils ont été les auxiliaires contre leurs compatriotes.

Seule, au milieu de ce chaos, l'Église représente l'unité arménienne et c'est à elle que les Arméniens doivent d'avoir gardé le sentiment de leur nationalité qui s'exprimait dans une communauté de langue, de civilisation et de croyances religieuses. L'Église arménienne, autonome depuis le iv^e siècle, revendique une origine apostolique et garde avec un soin jaloux ses traditions, son alphabet créé par Mesrob, son calendrier, sa liturgie, surtout ses dogmes qui ont subi au vi^e siècle l'influence monophysite et s'écartent de la doctrine du concile de Chalcédoine. En fait, les divergences qui séparent les Arméniens des Grecs ne justifiaient pas un schisme, mais l'union avec Constantinople répugnait à leur sentiment national. D'autre part, l'influence religieuse de l'Église était immense, mais son action politique était faible. Malgré leur zèle pour les fondations pieuses, les princes et les « nakharars » agissaient en dehors du clergé et souvent malgré lui. Seul, le « catholicos », chef de l'église d'Arménie, jouait parfois un rôle important dans les circonstances critiques et savait au besoin défendre les intérêts de sa nation auprès des Arabes, mais, par suite de la puissance des maisons féodales, il était loin d'avoir l'autorité dont jouissaient les autres chefs de communautés chrétiennes sous la domination musulmane, comme le patriarche des Jacobites en Syrie.

C'est cet état social et politique de l'Arménie qui aide à comprendre son attitude entre les Arabes et Byzance. Le seul désir des nobles arméniens était de conserver leurs privilèges et leur indépendance de fait. Ils n'hésitaient pas, pour y parvenir, à trahir successivement les alliés arabes ou byzantins qu'ils appelaient à leur secours. Ces sentiments étaient aussi bien connus à Bagdad qu'à Constantinople, mais, contre cet enchevêtrement de dominations féodales, dans ce pays hérissé de montagnes et de forteresses, la conquête violente était impossible. De là chez les Arabes et les Byzantins une politique souple et ondoyante, employant tour à tour la force et la diplomatie, mais dont l'objectif était de gagner les plus puissantes maisons féodales, afin de maintenir l'Arménie divisée à tout jamais.

Malgré la sûreté de sa méthode et la clarté de son exposition, M. Laurent a dû entrer dans le détail un peu confus des luttes entre les grandes familles arméniennes et des intrigues de toute sorte byzantines ou arabes, qui se sont entrecroisées dans l'Arménie du ix^e siècle. Cependant, il a su dégager de la complexité des faits les péripéties essentielles, et l'on distingue très bien après la lecture de son livre les principes qui ont inspiré les Arabes et les Grecs dans leur politique arménienne.

Le statut de l'Arménie arabe avait été fixé par la capitulation de 653 qui sauvegardait les privilèges de noblesse et la liberté du culte, mais ce statut n'avait jamais été appliqué par les deux parties dans un esprit de véritable justice. Les Arméniens reprochaient aux Arabes d'accaparer leur sol, de lever le tribut d'une manière vexatoire, en particulier de soumettre au recensement tous ceux qui étaient assujettis à la capitation et qui devaient porter au cou une bulle de plomb en guise de récépissé. La levée des impôts donnait lieu parfois à de véritables expéditions, accompagnées de pillages et d'extorsions. De son côté, le clergé supportait mal la défense de toute manifestation extérieure du culte et les impôts levés sur les biens. En dépit des capitulations, les califes entretenaient de nombreuses garnisons en Arménie. De là, une résistance, passive d'abord, puis qui profita au ix^e siècle des troubles du califat pour devenir plus active.

A l'égard de Byzance, les sentiments des Arméniens n'étaient guère moins équivoques. Sans doute, les relations étaient restées cordiales en apparence, même après la conquête arabe. Les empereurs continuaient à conférer des titres auliques aux « nakharars » et celui de curo-palate aux princes ; dans le maintien de cette tradition, ils voyaient un moyen de réserver leurs droits pour l'avenir et, de leur côté, les Arméniens acceptaient volontiers ces titres qui n'exigeaient la sujé-

tion qu'en parole : l'amitié de l'empereur pouvait leur servir à exercer une pression sur les Arabes. Bien plus, l'empire accueillait tous les émigrés qui fuyaient l'Arménie arabe pour échapper à l'oppression politique ou à la persécution religieuse. Les Arméniens remplassaient les plus hautes charges civiles et militaires. Leur influence était grande à Byzance et plusieurs chefs de dynasties impériales, parmi lesquels Basile I^{er}, appartenaient à ces familles d'émigrés. L'importance de cet élément arménien dans l'empire mériterait une étude spéciale que M. Laurent n'a fait qu'esquisser.

Malgré ces circonstances favorables, un malentendu irrémédiable séparait les Arméniens et les Grecs. Avec une intolérance obstinée, le gouvernement impérial exigeait des Arméniens immigrés l'adhésion à l'orthodoxie et au concile de Chalcédoine. Ceux qui habitaient déjà l'empire acceptaient cette assimilation sans résistance ; au contraire, les émigrés de la grande Arménie se montraient parfois intransigeants, et les représailles exercées contre les récalcitrants, les exils en Sicile, en Italie, en Chypre, ne contribuèrent pas peu à exciter les méfiances des Arméniens restés sous la domination arabe : ils en vinrent à ne plus compter sur Byzance pour se libérer.

Telles sont les conditions dans lesquelles s'est poursuivie en Arménie au VIII^e et au IX^e siècle la lutte d'influence entre les deux empires, que M. Laurent étudie dans la seconde partie de son livre, en s'arrêtant à la mort de Basile le Macédonien et à la restauration de la royauté arménienne en faveur d'Aschod le Pagratide (886). La plupart des événements de cette période ont été déjà étudiés dans les ouvrages de Vasiljev et de Vogt, mais le mérite de M. Laurent est de les avoir coordonnés, après avoir soumis les témoignages qui les font connaître à une critique plus serrée qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. Sans vouloir suivre le détail de son récit, nous nous contenterons d'indiquer les points vraiment nouveaux qu'il a pu établir.

Il montre d'abord comment la politique intolérante de Byzance a porté ses fruits : lorsque, après plus d'un siècle d'abstention, les armées byzantines ont reparu en Arménie sous Théophile en 837, loin de favoriser leur marche, les Arméniens ont aidé les émirs arabes à les repousser. Cette trahison devait laisser à la cour de Byzance des souvenirs ineffaçables qui expliquent le traitement qu'elle a fait subir plus tard à la féodalité arménienne, quand elle s'est trouvée la plus forte.

Cependant, lorsqu'en 852 un calife, plus énergique que ses prédécesseurs, Motawakil, envoie en Arménie l'émir turc Boga, à la tête de 200,000 hommes, avec la mission de briser les résistances

féodales, Byzance oublie ses griefs et, en sauvant le prince Pagratide de Géorgie, ferme aux Arabes victorieux le chemin de la mer Noire.

Cette répression terrible, qui priva momentanément de leurs trônes presque tous les princes arméniens, eut pour principal auxiliaire cet Aschod le Pagratide que les Arméniens considèrent comme la plus grande figure de leur histoire. Figure curieuse en tout cas et dont M. Laurent a bien su mettre en lumière la politique cauteleuse et la ténacité. Il commence par trahir ses compatriotes en servant de guide à Boga et en lui livrant les principaux princes. En récompense, le calife lui laisse ses domaines, l'enrichit des dépouilles des Mami-konians et lui confère en 862 le titre de « prince des princes ». Aussitôt en possession de ce titre, Aschod, qui avait jusque-là combattu Byzance, en demande la confirmation à l'empereur. Des négociations s'ouvrent, mais la question religieuse posée de nouveau par Photius vient encore tout arrêter. M. Laurent montre par les textes que la plupart des historiens se sont mépris sur la portée du concile arménien de Chiragavan (862) qui, d'après eux, aurait rétabli l'union religieuse et se contenta en fait d'accorder la liberté d'accepter ou de refuser le concile de Chalcédoine. Or, dans sa réponse à la lettre de Photius, Aschod se prononça pour la négative.

Puis, à partir de 867, une série d'événements vint modifier le sort de l'Arménie. Ce fut d'abord l'affaiblissement progressif du califat de Bagdad. Dans un chapitre fort curieux, M. Laurent a tracé le tableau de cette dissolution due aux guerres civiles, aux révoltes des émirs, à l'indiscipline et à la tyrannie de la fameuse garde turque qui apparaît à cette époque. Basile le Macédonien profita de ces circonstances favorables pour diriger contre les Arabes une offensive victorieuse qui dura dix ans (871-882) et eut pour résultat de les déloger des positions excellentes qu'ils occupaient sur le rebord occidental du massif montagneux qui termine l'Asie Mineure à l'est. On saura gré à M. Laurent d'avoir présenté un tableau systématique et vraiment lumineux des faits complexes étudiés en détail par Vasiljev. On lira avec profit en particulier les pages qu'il consacre à l'organisation de la défense de la frontière du côté arabe et du côté byzantin.

L'intérêt de ce récit, qui semble à première vue s'écarter du sujet, est de nous faire mieux comprendre l'attitude des Arméniens. S'ils étaient tombés sur le flanc droit des Arabes, la victoire de Basile eût été plus complète, mais, redoutant pour leur autonomie le triomphe d'un des deux empires, ils prirent le parti de rester neutres, et il est assez remarquable qu'il y eut comme une entente tacite entre les

deux adversaires pour éviter les opérations aux frontières d'Arménie : à Byzance comme à Bagdad, on savait quel fond il y avait à faire sur ces auxiliaires.

Le résultat de la victoire byzantine fut d'ailleurs très favorable à l'Arménie. Aschod le Pagratide en profita pour combattre les émirs arabes d'Arménie et s'emparer de leurs possessions. Le calife, incapable d'agir en Arménie, crut habile de flatter Aschod, en considérant comme des rebelles les émirs dépossédés par lui. Dans l'espoir de réchauffer son loyalisme, il lui conféra la couronne et ce titre de roi qu'aucun prince arménien n'avait porté depuis le dernier Arsacide (428). Mais l'empereur, désireux de maintenir la fiction de sa suzeraineté, envoya lui aussi la couronne royale à Aschod. Pour les chroniqueurs arméniens, cet événement marque comme le début d'une ère nouvelle : M. Laurent l'a réduit à de plus justes proportions en montrant que, s'il donna au Pagratide plus de prestige, il ne modifia en rien sa situation juridique vis-à-vis du calife et de l'empereur et, à plus forte raison, sa situation politique en face de la féodalité arménienne, plus jalouse que jamais de ses droits.

Telles sont les grandes lignes qui se dégagent de ce travail tout à fait remarquable sur des faits d'une très grande importance historique, mais mal connus jusqu'ici, à cause de leur complexité et des difficultés de toute sorte auxquelles donne lieu leur étude. Des éclaircissements copieux, des tables généalogiques, chronologiques et alphabétiques, une bibliographie abondante en rendront l'usage facile et profitable à tous les byzantinistes.

Sous le titre assez vague de *Constantinople et Byzance*¹, M. Léon BLOY a fait réimprimer avant sa mort ses articles de la *Nouvelle Revue* (1906) sur l'*Épopée byzantine* de M. Schlumberger. Son travail a consisté pour une bonne part à en extraire les passages qui lui ont semblé les plus caractéristiques pour nous faire connaître la société byzantine du x^e siècle. Ce choix est quelque peu tendancieux et l'image qu'il donne de Byzance est plus conforme au lieu commun traditionnel, qui a décidément la vie dure, de la société délirante et pourrie jusqu'aux moelles, qu'au tableau magistral et vraiment impartial qu'a tracé M. Schlumberger. Ces extraits sont accompagnés de réflexions, souvent amusantes par leur fougue et leur truculence, souvent aussi choquantes par leur injustice².

Bien que les ouvrages consacrés par M. Émile RENAULD à la langue

1. Léon Bloy, *Constantinople et Byzance*. Paris, Georges Crès, 1917, xv-244 p. in-12.

2. P. 32. « Un révolté heureux, improvisé basileus..., incarnait tout à coup par cela seul une espèce de viande à sacrilège. » — P. 42. Théophano,

et au style de Psellos¹ relèvent surtout de la critique philologique, nous tenons à signaler le service considérable que ces publications rendront aux historiens de Byzance. Les ouvrages de Psellos en effet, dont la langue est pleine de difficultés, constituent une source capitale de l'histoire byzantine au XI^e siècle et sont la manifestation la plus remarquable de la Renaissance littéraire de l'époque macédonienne. Or, la langue qu'il emploie est la *κωμική* littéraire, avec une certaine prédilection pour l'atticisme dont la tradition remonte au siècle d'Auguste et s'est perpétuée jusqu'à la langue académique actuelle ou *καθαρεύουσα*. Dans ses grandes lignes, cette langue est bien restée la même que dans l'antiquité. Cependant, au contact du grec populaire, d'usage courant dans la pratique au XI^e siècle, elle a subi certaines altérations, soit dans la syntaxe, soit surtout dans le vocabulaire, par l'intrusion de néologismes ou par des changements dans le sens des mots. Rechercher dans quelle mesure Psellos est resté classique, tel est le but que s'est proposé M. Renaud : grâce à une science philologique de premier ordre ainsi qu'à de délicates et minutieuses analyses, il est arrivé à restituer d'une manière vraiment vivante une des physionomies littéraires les plus curieuses du moyen âge. D'autre part, il nous fait connaître, d'une manière plus précise qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, cet humanisme byzantin qui manifeste en plein XI^e siècle des tendances analogues à celles de la Renaissance occidentale. C'est d'abord un effort assez remarquable pour ramener la langue à la pureté classique. Psellos écrit en général d'une manière correcte et cherche à conserver à la langue sa précision et les délicatesses de ses nuances. Il a, il est vrai, accepté dans une certaine mesure la contrainte de l'usage vulgaire, mais ces concessions sont exceptionnelles et, même dans ce cas, elles ne sont pas contraires aux lois de la langue et sont justifiées par les besoins de la pensée et du style. Il a renoué en quelque sorte la grande tradition classique et facilité la tâche des restaurateurs de l'hellénisme.

C'est ensuite la passion pour l'étude et le savoir encyclopédique, digne d'un Pic de La Mirandole. Dans un chapitre nourri de faits, M. Renaud a décrit la formation intellectuelle de Psellos et recons-

« empoisonneuse probable de Romain II... Schlumberger la disculpe de ce crime et j'en suis navré ». — P. 84. Le patriarche Polyeucte fait payer très cher à Tsiniškès « son huile orthodoxe ». — P. 174 L'auteur traite d'espionnage le supplice des 15,000 Bulgares auxquels Basile II fit crever les yeux.

1. Émile Renaud, *Étude de la langue et du style de Michel Psellos*. Paris, Aug. Picard, 1920, xxix-614 p. in-8°. — *Lexique choisi de Psellos*. Ibid., xxvii-160 p. in-8°.

titué d'après ses propres ouvrages le cycle complet de ses études occultes. Guidé par son ami Xiphilin, il s'est même initié, ce qui était rare à Byzance à cette époque, à la connaissance du latin. Mais M. Renauld a noté avec raison que cette étude ne semble pas avoir exercé sur son développement intellectuel une grande influence. Il ne cite jamais aucun auteur latin ; les mots latins qui entrent dans son vocabulaire étaient déjà courants à Byzance dans la langue juridique et administrative. On en trouvera la liste dans le lexique de M. Renauld (p. 139 et suiv.) et l'on verra qu'aux mots latins employés avant lui il en a ajouté quelques-uns.

Mais ce ne sont pas les souvenirs de l'ancienne Rome qui lui sont chers ; il va même jusqu'à dire que la nouvelle Rome, c'est-à-dire Constantinople, a dépassé beaucoup l'ancienne. C'est à la tradition patenne d'Athènes et de l'hellénisme qu'il se rattache directement : il y a là un symptôme nouveau, les termes d'Hellènes et d'hellénisme ayant pris à Byzance le sens péjoratif de patens et d'idolâtrie, et c'est par là que Psellos se rapproche le plus des hommes de la Renaissance. Grâce aux citations et allusions innombrables qui émaillent sa prose, M. Renauld a pu établir qu'il doit uniquement sa formation intellectuelle aux auteurs grecs et qu'il en avait une connaissance approfondie : poèmes d'Homère ou d'Hésiode, tragédies, comédies, surtout celles de Ménandre qu'il met bien au-dessus d'Aristophane et dont il avait écrit un commentaire malheureusement perdu, historiens, orateurs, Pères de l'Église, philosophes, moralistes, il a tout lu et tout commenté. La philosophie de Platon en particulier et aussi celle des néo-platoniciens l'ont rempli d'un véritable enthousiasme. Il s'est assimilé surtout les méthodes de pensée et les procédés de style de tous ces modèles. Dans la dernière partie de son ouvrage, M. Renauld montre par des exemples précis tout ce que le style de Psellos doit à Platon, à Démosthène et surtout au rhéteur contemporain de Marc-Aurèle Ælius Aristide, dont il a emprunté toutes les figures de rhétorique, les procédés de composition et la recherche de l'harmonie. Rien ne montre mieux que ce tableau dressé d'une manière systématique et minutieuse tout ce qu'il y a d'artificiel et de convenu dans cette littérature savante dont Psellos est le plus brillant représentant : il a eu d'ailleurs le mérite de dominer dans une certaine mesure ces procédés scolastiques et de donner libre cours à ses qualités naturelles de précision, à son goût réel de la nature et de l'observation psychologique (voir par exemple le portrait de Constantin IX, ceux de Zoé ou de Sclérène, qui sont de véritables chefs-d'œuvre) et, enfin, à la richesse de son imagination.

C'est par là qu'en dépit de beaucoup de phrases creuses et d'amplifications ridicules, son œuvre est si attachante et reste un des témoignages les plus profonds que nous possédions de la société byzantine du moyen âge. Tout le monde saura gré à M. Renauld d'avoir mis ces vérités en lumière.

C'est aussi à Psellos, mais considéré comme philosophe néo-platonicien, que M. ZERVOS a consacré aussi un livre qui n'est pas sans intérêt pour l'histoire du développement intellectuel à Byzance¹. Il a cherché à montrer que Psellos avait été le principal représentant de la philosophie byzantine, jusque-là mal étudiée, et avait exercé sur le mouvement des idées une influence considérable, dont on suit les traces jusqu'à la Renaissance. Mais, voulant replacer le philosophe dans son milieu historique, il a fait précéder l'exposé de ses doctrines de chapitres sur la civilisation byzantine au XI^e siècle, sur la biographie de Psellos, sur l'organisation de l'Université de Constantinople, sur les travaux de Psellos étrangers à la philosophie. Ce résumé, clair et intéressant, n'offre rien de bien nouveau. Quelques erreurs s'y sont glissées. M. Zervos fait preuve de trop d'optimisme lorsqu'il affirme que l'association des princes porphyrogénètes à l'empire a mis fin aux tentatives de révoltes : ce n'est vrai ni du X^e, ni du XI^e siècle (p. 44). De même, il est faux de dire (p. 45) que la féodalité a été définitivement vaincue au XI^e siècle. On la retrouve au contraire plus florissante que jamais dans tout l'empire à l'époque de la quatrième croisade. Où M. Zervos a-t-il vu que jusqu'à Léon III l'Isaurien les hautes études étaient dirigées à Byzance par des moines ? (p. 106). Rien n'est plus contraire à la vérité historique : l'Université créée par Théodose a bien pu compter quelques clercs, mais non des moines, et les laïques y ont toujours été en majorité.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier la valeur de l'histoire des doctrines de Psellos telle que M. Zervos la présente. Il nous semble cependant qu'il a bien mis en lumière son originalité qui a consisté, non à créer des systèmes nouveaux, mais à remettre en honneur l'étude de la philosophie de l'ancienne Grèce et à faire une large synthèse de tous les systèmes et de tous les cultes dans laquelle le christianisme lui-même trouverait sa place. C'est par là que Psellos est un précurseur de la Renaissance, et d'autre part il n'est lui-même que le disciple et le vulgarisateur des philosophes néo-platoniciens. Qu'il étudie Platon ou Aristote, qu'il recherche l'interprétation allégorique des mythes, ou même l'explication des livres saints, c'est

1. Chr. Zervos, *Un philosophe néo-platonicien du XI^e siècle : Michel Psellos*. Préface de M. F. Picavet. Paris, E. Leroux, 1920, xix-262 p. in-8°.

à leurs commentaires qu'il a recours. Mais s'il accepte la métaphysique des néo-platoniciens, il repousse leurs croyances superstitieuses et leur théurgie : de là, ses dissentiments avec le patriarche Michel Keroularios, protecteur de la magicienne Dosithée et des moines de Chio. M. Zervos a fait un récit intéressant de ce curieux épisode. Enfin, dans un dernier chapitre, il montre que l'enseignement de Psellos a eu pour résultat de répandre à Byzance des doctrines néo-platoniciennes qui n'ont pas tardé à inquiéter l'Église, d'où les luttes religieuses de l'époque des Comnènes. M. Zervos suit cette influence jusqu'à Gémiste Pléthon et aux hommes de la Renaissance, ainsi qu'à leurs disciples occidentaux : il est intéressant de noter qu'en dernière analyse c'est Psellos qui est l'initiateur de ce mouvement, qui rattache les dernières spéculations des philosophes antiques aux premiers efforts de la pensée moderne.

Comment l'empire byzantin a-t-il perdu l'Asie Mineure qui avait été pour lui, jusqu'au ^x^e siècle, un inépuisable réservoir de forces, c'est ce que M. LAURENT examine dans une étude critique dont les conclusions, véritablement nouvelles, sont d'une extrême importance¹. La plupart des historiens modernes, trompés par les exagérations des chroniqueurs, ont conclu qu'en 1081, à l'avènement d'Alexis Comnène, les Turcs établis à Nicée et à Chrysopolis étaient déjà maîtres de toute l'Asie Mineure. On oublie trop qu'à ce moment la puissance byzantine se maintenait toujours sur l'Euphrate, en Syrie et à Trébizonde, et d'autre part le territoire occupé par les Turcs était loin de former une masse compacte. Il est vrai que les sources dont nous disposons ne nous donnent sur les positions respectives des deux partis que des renseignements embrouillés et contradictoires et il est vain, comme on l'a essayé jusqu'ici, de vouloir délimiter les possessions turques et byzantines avant 1081. Il faut surtout se garder d'attribuer aux Turcs comme conquêtes définitives les villes qu'ils ont pillées et « ne pas prendre l'itinéraire de leurs destructions pour celui de leurs conquêtes ».

C'est en prenant ces précautions que M. Laurent a réussi à dresser un tableau exact et saisissant des progrès des Seldjoucides en Asie Mineure avant 1081. Il lui a fallu pour cela dépouiller et critiquer les chroniques grecques, syriennes, arméniennes, arabes. Il a renvoyé systématiquement en notes toutes les discussions intéressantes relatives à ces textes. Son récit en est sans doute allégé, mais

1. J. Laurent, *Byzance et les Turcs seldjoucides dans l'Asie occidentale jusqu'en 1081*. Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1914 (1919), 140 p. in-8° (fascicule des *Annales de l'Est*, t. XXVIII).

on a l'impression qu'il a poussé le système un peu trop loin et que beaucoup de ces éclaircissements auraient mérité d'être incorporés au texte.

L'auteur nous montre d'abord les Turcs mercenaires au service de l'empire ou des califes de Bagdad depuis le ix^e siècle, puis l'une de ces hordes, celle de Seldjouk, originaire de la tribu des Ouzes, sur la mer d'Aral, occupant d'abord les passes des montagnes de l'Afghanistan et du Khorassan et formant à l'aide d'aventuriers de toute sorte une puissante armée de 200,000 hommes qui, à partir de 1020, s'attaque avec succès au califat de Bagdad et à l'Arménie, vassale de Byzance. Ces premières incursions ont d'ailleurs pour résultat de provoquer l'annexion à l'empire des royaumes arméniens du Vaspouracan et d'Ani.

Puis, profitant de l'affaiblissement momentané de la frontière byzantine au cours des guerres civiles du xi^e siècle, les Turcs pénètrent en Asie Mineure, mettant à sac les villes mal défendues, comme Mélitène en 1057, et changent les campagnes en déserts, mais se retirant chaque fois avec leur butin. Jusqu'en 1071, la frontière byzantine est à peu près intacte, mais il suffit du désastre subi par Romain Diogène à Mantzikert pour laisser le champ libre aux Turcs et leur permettre en moins de dix ans de parvenir jusqu'au Bosphore.

Recherchant les causes de cet effondrement, M. Laurent montre par des témoignages irrécusables que la frontière orientale de l'empire était pourvue de nombreuses et solides défenses, que les armées étaient commandées par des généraux de grande valeur et composées en partie de mercenaires francs, regardés comme des soldats d'élite. C'est aux fautes du gouvernement central, livré depuis la mort de Basile II à des eunuques et à une puissante bureaucratie hostile à l'armée, c'est à l'indignité des empereurs qui ont gaspillé pour satisfaire leur goût du luxe les sommes nécessaires à la défense, que Byzance doit sa défaite. Les effets de cette politique ne furent pas immédiats et en 1059 les forces de l'empire étaient encore intactes. M. Laurent a même réussi à disculper Constantin IX de l'accusation portée contre lui par les chroniqueurs d'avoir affaibli la frontière d'Orient en substituant un impôt au service militaire dû par les milices locales. Il a montré que cette réforme était justifiée par les trahisons incessantes de ces milices arméniennes et syriennes et que l'impôt ainsi établi devait servir à les remplacer par des corps de mercenaires plus maniables.

Mais ce fut surtout après l'abdication d'Isaac Comnène (1059) que le mal empira brusquement. Constantin Ducas, philosophe et rhéteur, réduit les dépenses militaires, n'entretient plus les arsenaux ni

les places fortes, achète la paix aux barbares et néglige la solde de ses troupes. L'armée qu'il légua à son successeur, Romain Diogène, n'était plus qu'une cohue indisciplinée et vaincue d'avance. Les Turcs en eurent raison à Mantzikert et dès lors la frontière leur fut ouverte. Les seuls corps d'armées impériales que l'on trouve en Asie Mineure après cette défaite sont occupés à une guerre civile qui dure dix ans, jusqu'à l'avènement d'Alexis Comnène. Certains chefs de guerre, des Francs comme Crispin ou Roussel de Bailleul, des Arméniens comme le roi Kakig et surtout Philarète, dont M. Laurent a restitué la biographie romanesque, font la guerre pour leur propre compte et, en essayant de se créer des principautés indépendantes, combattent les Turcs. Mais ces révoltes n'eurent pour résultat que de désorganiser la défense de l'empire et d'ouvrir aux Turcs eux-mêmes les chemins de l'Occident.

Ne pouvant repousser les Turcs en effet, le gouvernement impérial imagina, suivant une tradition très ancienne, d'en enrôler une partie comme mercenaires, mais l'échec de ce système fut lamentable : il ne fit que disséminer dans toute l'Anatolie des bandes de Turcs qui ne tardèrent pas à agir pour leur propre compte. Bien plus, les prétendants à l'empire, comme Nicéphore Botaniatès ou Nicéphore Mélissène, établirent des garnisons turques dans les villes qui se donnaient à eux, principalement sur la côte de Propontide : ils eurent vite fait de s'y comporter en maîtres et ces villes furent perdues pour l'empire.

Cependant, et c'est ce qui fait la nouveauté des conclusions de cet ouvrage, à part les villes de la côte, où ils étaient campés, les Turcs apparaissent en 1081 comme disséminés dans les campagnes d'Asie Mineure, qu'ils saccagent et changent en désert, y menant la vie nomade de leur ancienne patrie. Entre ces bandes errantes il n'y a aucune cohésion. Ni les villes de l'intérieur, ni les châteaux forts ne sont encore en leur pouvoir. Bien que le chef turc de Nicée, Soliman, revendique le titre de sultan, il est loin d'exercer une autorité incontestée sur les bandes de ses compatriotes. Dépourvus d'établissements fixes, ces nomades sont à la merci des surprises et redoutent encore l'armée impériale. M. Laurent pense que la partie n'était pas encore perdue en 1081 et que, si Alexis Comnène n'eût été obligé de faire face aux Normands d'Italie, il eût pu les chasser d'Asie Mineure.

Un chapitre fort intéressant est consacré à la formation de la Petite-Arménie et à ses limites géographiques. Ce n'est donc pas seulement l'histoire de Byzance, c'est aussi celle de la première croisade qui devra de nouveaux éclaircissements à cet excellent livre.

IV. ÉPOQUE DES COMNÈNES. — Dans son étude sur la vie religieuse dans l'empire byzantin au temps des Comnènes et des Anges¹, M. Oeconomos a rassemblé un certain nombre de faits intéressants et peu connus qui jettent une vive lumière sur la société byzantine du XII^e siècle. En se servant des recherches d'Ouspensky sur le mouvement philosophique et théologique à Byzance au XI^e et au XII^e siècle, il a tracé un tableau intéressant de la défense de l'orthodoxie contre le mouvement néo-platonicien, dont Psellos avait été l'initiateur et dont son disciple Jean Italos, sous Alexis Comnène, et Soterichos Panteugenos, sous Manuel, sont les principaux représentants². Puis il a montré la répression de l'hérésie des Bogomiles sous Alexis I^{er} et sous Manuel, mais il s'est contenté de reproduire les anathèmes du Synodicon de 1144, sans chercher à décrire d'une manière vivante ce mouvement si curieux, né en Bulgarie et qui inspira celui des Cathares d'Occident. Les chapitres qui suivent sont consacrés à l'intervention personnelle des empereurs et surtout de Manuel Comnène dans les questions dogmatiques (affaire du dieu « holosphyre » de Mahomet dans laquelle l'empereur semble bien avoir défendu la cause du bon sens), aux superstitions répandues à Byzance et en particulier à l'astrologie et à la magie (analyse des poèmes astrologiques de Théodore Prodrome et de Jean Camateros), à la décadence morale du clergé grec au XII^e siècle, manque d'indépendance des patriarches, mauvaises mœurs du clergé séculier et des moines, à l'essai de réforme monastique et à l'échec de Saint-Christodule de Patmos, à la fondation monastique de l'impératrice Irène Doukas, femme d'Alexis I^{er}, enfin à l'organisation de l'assistance publique à Byzance d'après les « typica » de Pacourianos, du Pantocrator et de la Kosmosoteira. Ce dernier chapitre, le plus neuf et le plus intéressant du livre, nous décrit le fonctionnement remarquable en plein XI^e siècle d'un hôpital de cinquante lits, divisé en cinq services (blessures et accidents, maladies des yeux, maladies du ventre, femmes, maladies courantes), et d'un hospice de vieillards, avec un personnel nombreux et un développement extraordinaire du corps médical (seize médecins pour

1. Oeconomos, *la Vie religieuse dans l'empire byzantin au temps des Comnènes et des Anges*. Préface de M. Ch. Diehl. Paris, E. Leroux, 1918, III-244 p. in-8°.

2. A propos de la biographie d'Italos, une simple remarque. L'auteur affirme (p. 18), d'après l'*Alexiade*, que le père de Jean Italos fut appelé, au début du XI^e siècle, par les Siciliens révoltés contre Byzance. C'est là une confusion d'Anne Comnène. A cette époque, ce sont les Arabes qui sont en état de guerre civile. Byzance n'avait plus un seul poste en Sicile depuis la prise de Taormina (902).

cinquante lits, dont une femme et un chirurgien, dont le service était seulement semestriel, ce qui leur permettait d'avoir une clientèle privée). Les « typica » prévoient les moindres détails matériels et nous donnent l'idée d'une organisation confortable, saine et pratique, mais on se demande toujours dans quelle mesure ces règlements étaient respectés : il n'en est pas moins intéressant qu'ils aient été rédigés au XII^e siècle.

Le livre de M. Economos se lit donc avec plaisir et profit. Sa principale lacune est de ne pas avoir établi un lien suffisamment logique entre ces épisodes si curieux de l'histoire religieuse du XII^e siècle. L'auteur a bien entrevu dans sa conclusion que ce qui donne de l'intérêt à l'histoire de l'Église grecque au XII^e siècle, ce sont les efforts qu'elle a faits avec l'aide des empereurs pour se défendre contre les maux internes et les dangers extérieurs dont elle était menacée, mais il ne l'a pas montré d'une manière suffisamment claire, bien que les éléments d'une grande valeur réunis par lui eussent pu l'aider à tracer un tableau plus large et plus systématique de la crise religieuse et morale de cette intéressante époque¹.

V. ÉPOQUE DES PALÉOLOGUES. — M. G. SCHLUMBERGER a retracé la carrière aventureuse de Jean de Chateaufort, écuyer de Louis II de Bourbon², qu'il accompagna dans sa croisade de Barbarie (1390), ambassadeur de Charles VI auprès de Bajazet, à Brousse, pour négocier la rançon des prisonniers de Nicopolis (1396-1397), enfin chargé par le maréchal Boucicaut de défendre Constantinople pendant le voyage de Manuel Paléologue en Occident (1399-1402). Bien qu'il n'eût qu'une petite troupe de 100 hommes d'armes et qu'il eût à lutter contre la mauvaise volonté des Grecs, Chateaufort s'acquitta fort bien de cette mission, parvint à desserrer le blocus que les Turcs avaient établi autour de la ville et, en prolongeant la résistance, permit à Manuel Paléologue de profiter des résultats de la bataille d'Ancyre (27 juillet 1402) qui assura à Constantinople un répit d'un demi-siècle. C'est surtout par le *Livre des faits du maréchal Boucicaut* que nous connaissons ce rôle de Chateaufort qui excita une grande admiration en Occident et fut célébré par Christine de Pisan.

1. M. Economos a omis un épisode tout à fait caractéristique de cette histoire, la lutte de l'évêque Léon de Chalcédoine contre l'empereur Alexis Comnène en 1082 au sujet du culte des images (voir Draeseke, *Byzantinische Zeitschrift*, t. V, 1896, p. 323-325).

2. G. Schlumberger, *Jean de Chateaufort*. Paris, 1919, Société littéraire de France, 52 p. in-8°. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXXII, p. 159.

VI. INSTITUTIONS. — Il résulte des faits intéressants rassemblés par M. MARTROYE¹ que l'histoire du droit d'asile dans la législation impériale jusqu'au VI^e siècle comprend trois périodes : 1^o du IV^e au début du V^e siècle, résistance formelle à l'extension du droit d'asile qui s'est étendu progressivement des sanctuaires païens aux églises chrétiennes. L'hypothèse d'une concession de ce droit aux églises par Constantin doit être exclue. Il n'en est pas question dans un texte juridique avant la constitution de 392 (*Cod. Theod.*, X, 19, 12), par laquelle Théodose dénie ce droit aux débiteurs du fisc et rend les évêques responsables de leurs dettes. L'aventure célèbre d'Eutrope semble cependant indiquer qu'entre 392 et 396 il y a eu une loi favorable au droit d'asile. Eutrope, d'après Socrate et Sozomène, l'avait fait abroger et fut victime lui-même de cette atteinte aux privilèges des églises. Le récit de Zozime, très différent, laisse quelque doute. — 2^o Au V^e siècle, le droit d'asile paraît universellement reconnu en fait en Orient comme en Occident. Les barbares eux-mêmes le respectent, comme le montrent les incidents curieux qui accompagnent le sac de Rome par les Goths en 410. La législation impériale reconnaît alors implicitement le droit d'asile en le réglementant (constitutions de Théodose II, 434, qui étend l'asile jusqu'aux dernières portes de l'enclos qui entoure l'église et défend aux réfugiés d'avoir des armes et d'habiter dans le sanctuaire, et de Léon I^{er}, 466, qui dégage les évêques et économes de toute responsabilité à l'égard des biens des réfugiés, mais décide que la procédure contre les débiteurs suivra son cours jusqu'à la vente de leurs biens en cas de non-comparution de leur part). — 3^o Avec Justinien la législation tend nettement à revenir aux anciennes règles et à restreindre le droit d'asile. La constitution de 535 retire le droit aux coupables d'homicide, d'adultère et de rapt et ordonne que les impôts seront perçus à l'intérieur de l'église, mais « avec décence » sur ceux qui y sont réfugiés. Une autre constitution non datée excepte de l'asile tout fonctionnaire coupable de détournements au préjudice de l'État et rétablit la responsabilité de l'évêque à son égard.

M. JEAN EBERSOLT a cherché à reconstituer, d'après les textes et les monuments, la vie publique et privée de la cour de Byzance². Admirablement préparé à ces recherches par ses travaux sur le Grand Palais impérial, il a su, mieux que ne l'avaient fait ceux qui

1. Martroye, *l'Asile et la législation impériale du IV^e au VI^e siècle*. Paris, 1919, extrait des *Mém. de la Soc. des Antiq. de France*, 90 p. in-8°.

2. Jean Ebersolt, *Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantines*. I. *Études sur la vie publique et privée de la cour byzantine*. Paris, E. Leroux, 1917, 129 p. in-8°.

ont étudié la question avant lui, Krause et Bjeljaev, distinguer les époques et montrer les transformations qui se sont accomplies dans la vie de cour pendant dix siècles. Il n'a eu pour cela qu'à comparer les documents d'époques différentes dont se compose le Livre des cérémonies avec le traité des Offices de Codinus, mais de plus, grâce à sa connaissance approfondie de l'art byzantin, il a pu rapprocher les monuments des textes. L'ouvrage aurait une valeur plus grande encore, s'il avait pu être illustré, car rien ne serait plus instructif pour le lecteur que d'avoir sous les yeux les témoignages artistiques qui éclairent les textes.

L'auteur expose, dans une introduction, sa méthode et les documents dont il dispose. Il montre l'influence du cérémonial byzantin sur les peuples slaves, sur les Moldo-Valaques, sur les Turcs eux-mêmes, sur les cours d'Occident, en particulier à Venise et à Rome, à la cour pontificale, puis il suit la vie des empereurs depuis leur naissance jusqu'à leurs funérailles. Il décrit successivement le baptême d'un prince impérial (curieux rite de la tonsure), les audiences et les processions quotidiennes qui montrent les empereurs facilement accessibles à tous leurs sujets, enfin les funérailles qui rappellent par certains traits l'ancienne apothéose. D'autres chapitres sont consacrés aux couronnements impériaux, aux couronnements et mariages des impératrices, aux gestes du cérémonial, aux cortèges solennels, aux vêtements et aux insignes de l'empire, aux cérémonies des promotions de fonctionnaires, aux réceptions diplomatiques, aux fêtes publiques, aux fêtes religieuses. C'est toute la vie du Grand Palais qui est évoquée ainsi.

Des faits réunis ainsi se dégagent des conclusions d'une grande importance pour l'histoire de la civilisation byzantine. On a voulu voir dans la cour de Byzance une copie de celle des rois de Perse. En réalité, ce n'est pas en Orient, c'est à Rome, c'est dans le palais des Césars qu'il faut chercher l'origine de la plupart de ces cérémonies. Ce sera un mérite de M. Ebersolt d'avoir montré la survivance sur le Bosphore d'usages purement romains : telle l'audience quotidienne, souvenir de la salutation matinale des clients ; telles les cérémonies du mariage, l'exposition du corps avant les funérailles, les pompes triomphales des empereurs, etc... L'élévation sur le pavois qui précède le couronnement et qui s'est perpétuée jusqu'au xiv^e siècle est un souvenir des *pronunciamientos* du III^e siècle : cet acte, qui avait à l'origine un caractère révolutionnaire, a fini par devenir un rite. Jusque dans la belle ordonnance des cérémonies où chaque degré de la hiérarchie a sa place marquée, on retrouve la gravité et l'esprit formaliste des Romains.

Mais à ce fond latin vinrent s'ajouter au cours des siècles d'autres

éléments. L'influence des usages orientaux n'est pas niable. C'est à l'Orient que sont dus le goût de la richesse et de la magnificence et aussi la mise en scène un peu théâtrale. Mais surtout la liturgie ecclésiastique, qui doit beaucoup à l'étiquette impériale, a réagi à son tour sur elle. M. Ebersolt a montré la place que les fêtes religieuses tenaient au Grand Palais; mais une des innovations les plus importantes à ce point de vue fut la cérémonie du couronnement à Sainte-Sophie qui, depuis le v^e siècle, suivit l'élévation sur le pavois. Il est intéressant de noter que les rituels du x^e et du xi^e siècle, qui décrivent le couronnement, ne parlent pas de l'onction: M. Ebersolt pense qu'elle ne s'est introduite à Byzance qu'au xiii^e siècle, à l'imitation de l'usage occidental, et que c'est par simple métaphore que les empereurs sont parfois qualifiés d'« oints du Seigneur ».

Enfin, si attachée aux anciens usages, si conservatrice qu'ait été la cour byzantine, les cérémonies ne s'en sont pas moins modifiées insensiblement. Encore relativement simples, plus près de la tradition romaine au vi^e siècle, elles ont atteint leur complet développement au x^e siècle, puis sont allées en se simplifiant de nouveau jusqu'au xv^e siècle. Des coutumes occidentales furent même adoptées et ce fut sous les Comnènes que se répandit la mode des tournois. Rien ne montre mieux que cette étude si attachante l'étrange erreur de ceux qui ne veulent pas voir que, loin d'avoir été immuable et comme figée, « la vie byzantine apparaît pleine de contrastes, de variété et de complexité ».

Dans un ouvrage écrit en collaboration avec Mgr BATIFFOL, j'ai moi-même essayé de démontrer que l'ancien culte de l'empereur, dépouillé après la conversion de Constantin de son caractère païen, avait été le point de départ à Byzance d'une véritable religion monarchique, avec ses rites revêtus d'une valeur juridique, et qui a survécu jusqu'au xv^e siècle¹.

M. A. BOAK a retracé l'histoire complète de la fonction, si importante aux v^e et vi^e siècles, de « maître des offices² », qui n'a d'équivalent dans aucun État moderne et dont le titulaire, sorte de premier ministre, a exercé un véritable contrôle sur presque toutes les branches de l'activité administrative. Ce travail a pour base une connaissance approfondie des sources juridiques et historiques.

1. Louis Bréhier et Pierre Batiffol, *les Survivances du culte impérial romain*. Paris, Aug. Picard, 1920, 73 p. in-8°.

2. A. E. R. Boak, *The Master of the Offices in the later Roman and Byzantine Empires*. New-York et Londres, The Macmillan Company, 1919, x-160 p. petit in-4°.

M. Boak, qui est admirablement au courant de l'histoire des institutions impériales, a su montrer que l'évolution même de la maîtrise des offices a répondu strictement aux transformations constitutionnelles, et son livre sert, après celui de Bury (voir *Rev. histor.*, t. CXI, p. 328), auquel il s'est reporté souvent, à éclairer toute l'histoire de l'administration byzantine.

Après avoir déterminé le sens précis dans la langue juridique du terme de « magister », directeur, président, qui s'oppose à « dominus », il montre que la création du « magister officiorum » est une conséquence logique de l'organisation des « officia » de la « milice palatine » par Dioclétien. Peut-être même faut-il l'attribuer à Dioclétien lui-même, puisque, avant 324, Constantin et Licinius, qui se partagent l'empire, ont chacun un « tribunus et magister officiorum ». Ce titre de « tribunus » semble indiquer que la fonction a été dévolue au plus ancien tribun de la garde prétorienne. Plus tard, en effet, le maître des offices sera le chef de la garde palatine des « scholes » créée par Constantin. A l'origine, le personnage apparaît donc comme une sorte de directeur du personnel des bureaux, qui ont chacun à leur tête un « magister » subordonné.

La réforme administrative de Constantin, qui sépara les fonctions civiles des charges militaires, démembra la préfecture du prétoire, divisée entre quatre titulaires purement civils, et créa dans l'ordre civil et l'ordre militaire des « comites », chefs suprêmes des grands services, eut pour résultat de mettre au premier plan la fonction de maître des offices. Il est désormais « comes et mag. offic. » et devient l'égal du « comes sacrarum largitionum », du « comes rerum privatarum », du « quaestor », des « comites et magistri equitum et peditum » et fait partie avec eux du « consistorium principis ». D'après M. Boak, c'est entre 323 et 325, au moment de la réforme de la préfecture du prétoire, que ce changement s'est accompli. A partir de ce moment, les attributions du maître des offices sont allées en augmentant, mais c'est au cours du v^e siècle qu'elles ont atteint à leur apogée. Le maître des offices est alors le chef de la garde palatine des « scholes ». Directeur de la poste impériale et par suite de la haute police, il nomme les « curiosi cursus publici ». Directeur des arsenaux, il est chargé depuis 443 d'inspecter les corps de « limitanei » qui gardent la frontière d'Orient et de faire un rapport annuel à l'empereur. Chef de la plupart des « officia palatina » et des bureaux « scrinia », il étend même son activité aux cérémonies, aux audiences impériales, aux réceptions d'ambassadeurs, à la correspondance diplomatique. Il exerce une juridiction au civil et au criminel sur tous ses subordonnés. Enfin,

sa participation au « consistorium principis » lui donne une influence directe sur le gouvernement de l'empire. Les titulaires de cette fonction vraiment écrasante étaient généralement des juristes et des administrateurs qui avaient commencé leur carrière dans les bureaux. Justinien alla même en 536 jusqu'à réunir sur la tête de Tribonien les deux charges de questeur et de maître des offices.

La révolution administrative qui commença sous les successeurs d'Héraclius et fut achevée au ix^e siècle devait être fatale à cette institution. A la place des huit grands chefs de service responsables devant l'empereur, il y eut désormais soixante « officia » indépendants les uns des autres : en d'autres termes, les ministres disparurent et chacune des « directions » d'autrefois fut érigée en ministère autonome. Les fonctions du maître des offices furent divisées entre cinq administrateurs : le logothète du drome (poste, haute police, correspondance diplomatique), le domestique des « scholes », qui apparaît en 759 (garde palatine), le questeur (bureaux), le maître des requêtes (ἐπὶ τῶν δεήσεων), le maître des cérémonies (ἐπὶ τῆς κατὰστάσεως). En même temps, la nature de ses fonctions change. A partir du ix^e siècle, il n'est plus que le « magistros », conseiller intime de l'empereur, chef du « sekreton », chargé en son absence de diriger le gouvernement avec le préfet de la ville et le grand chambellan. Puis sa fonction est dédoublée. Il y a désormais un « premier maître » et un « maître ». Sous Michel III, de nouveaux « magistri » sont créés et leur titre devient une simple dignité palatine, analogue à celle de patrice. Au x^e et au xi^e siècle, le titre de « magistros » est conféré à de hauts fonctionnaires, à des souverains arméniens vassaux de Byzance et même à des chefs de mercenaires, comme le Normand Hervé qui l'obtint en 1056 de Michel VI. On ne trouve plus aucune mention de « magistri » après le xii^e siècle. Leur titre même est inconnu à Codinus.

M. Boak a consacré des chapitres substantiels aux diverses attributions du maître des offices, aux titres, honneurs et privilèges qui lui étaient conférés, et il a joint à son livre une liste de tous les titulaires de ces fonctions dont il a pu trouver les traces. Nous ne pouvons que le féliciter d'avoir épuisé un sujet, limité sans doute, mais qui lui a permis d'apporter une contribution des plus utiles à l'histoire administrative de Byzance.

VII. CONSTANTINOPLE. — Bien que dans l'ouvrage de M. BAREILLES sur Constantinople¹, il s'agisse surtout de la ville contem-

1. Bertrand Bareilles, *Constantinople. Ses cités franques et levantines*. Paris, édit. Bossard, 1918, 405 p. in-8°.

poraine, sa lecture ne sera pas inutile à ceux qui voudront avoir une description aussi vivante et précise que possible du cadre même de l'histoire de Byzance. Comme il le fait remarquer d'ailleurs, ce cadre n'a pas changé depuis l'antiquité et « Stamboul ne s'est ni déplacée ni agrandie. C'est toujours la même muraille construite par Théodose que l'on voit à la base de sa presque île triangulaire ». Ce sont surtout les mêmes conditions permanentes de sol, de climat, de végétation que l'auteur a su décrire admirablement. Signalons en particulier ce qu'il dit de la banlieue au sol aride et désertique qui explique que la ville soit tournée entièrement vers la mer et qui a été pour Byzance une protection efficace, par suite des difficultés de ravitaillement qu'elle présentait aux hordes barbares qui venaient l'assiéger.

Mais aujourd'hui c'est à travers les alluvions séculaires qu'il faut essayer de restituer par la pensée la ville byzantine que la ville turque ne masque pas complètement, mais qu'elle a du moins défigurée. D'autant plus précieux sont les renseignements épars dans les récits des voyageurs qui sont venus à Constantinople depuis le moyen âge jusqu'au xix^e siècle. On saura donc gré à M. EBERSOLT d'avoir dépouillé ces témoignages et d'avoir cherché ce qu'ils nous apprennent sur la Constantinople byzantine¹. En attendant que l'on ait l'idée de les réunir dans un Corpus, analogue aux *Itinera hierosolymitana* de Tobler et Molinier, le livre de M. Ebersolt en donne non seulement une bibliographie complète, mais une analyse aussi instructive qu'attrayante. Les voyageurs de tout pays et de toute race qui ont visité Constantinople, depuis le prisonnier de guerre arabe Ibn ben Iahja, vers 870-890, jusqu'à Edmond About et Théophile Gautier, ont éprouvé la même admiration et le même enthousiasme; mais ce que M. Ebersolt leur demande, c'est leur témoignage sur les monuments byzantins qu'ils ont vus avant leur disparition. Bien que la plupart d'entre eux ne se piquent guère d'exactitude, leurs relations ne laissent pas de nous apporter parfois des détails précieux. Montconys en 1648, Jacob Spon en 1674, Monceaux et Grelot en 1675 ont encore vu les bas-reliefs mythologiques qui décoraient les Propylées de la Porte-d'Or. Le palais de Tekfour-serai, aujourd'hui si délabré, nous est décrit avec une certaine précision par le jésuite Tafferner en 1664 et par Dominique Sestini en 1778 : ils parlent de la place que tenaient sur sa façade le décor céramo-plastique et les modillons à têtes d'animaux. Sur l'hippodrome, nous avons le témoignage d'Edrisi (1153), de Robert

1. Jean Ebersolt, *Constantinople byzantine et les voyageurs du Levant*. Paris, E. Leroux, 1919, 281 p. in-12.

de Clari (1204), de Buondelmonti (début du xv^e siècle), les dessins du Louvre attribués à Gentile Bellini et la description si complète des débris vus par Pierre Gylli (1544-1547). Les mosaïques de Sainte-Sophie étaient encore visibles au moins dans les parties supérieures au xvii^e siècle : elles ont été vues par Jérôme Maurand (1544), Otavio Sapiencia vers 1604, Grelot vers 1680. Villehardouin, en 1204, parle du pont en pierre que Justinien avait construit sur la Corne-d'Or. Ce pont n'existait plus lorsque Ibn Batoutah vient à Constantinople au xiv^e siècle, mais vers 1544 Pierre Gylli en voit encore les piles.

Ces exemples suffisent à montrer les services que ce livre pourra rendre aux études byzantines et en particulier à l'histoire de l'art. On lira aussi avec intérêt le chapitre final dans lequel l'auteur essaye de restituer à l'aide des renseignements qu'il a recueillis l'aspect vraiment prodigieux que devait offrir la vieille Byzance à l'époque de sa splendeur.

Quelle pouvait être la population de cette cité qui fut à un moment donné, du viii^e au x^e siècle, la seule grande ville de la chrétienté? C'est le problème difficile que M. ANDRÉADÈS s'est attaché, non à résoudre, mais à élucider¹, en réunissant tous les éléments de statistique que nous fournissent les sources. En l'absence de toute trace de recensement, il ne pouvait arriver à des résultats précis, mais son travail ne sera pas inutile et on louera la sûreté et l'ingéniosité de sa méthode. Il montre avec raison qu'au cours de dix siècles d'histoire la population a dû varier plusieurs fois. Pour les premiers siècles, il n'y a pas grand fond à faire sur le passage de saint Jean Chrysostome, qui évalue le nombre des chrétiens à 100,000, celui des indigents à 50,000. La notice annexée à la *Notitia Dignitatum* indique 4,388 « domus », ce qui, à vingt-cinq habitants en moyenne par maison, ne ferait que 109,000 habitants, mais ces « domus » ne sont sans doute que les palais aristocratiques, et M. Andréadès suppose avec vraisemblance que la population devait être cinq fois plus forte, ainsi qu'on peut l'inférer des textes de Sozomène et de Zozime qui décrivent l'aspect populeux et les embarras des rues.

Les fléaux de la fin du vi^e et du vii^e siècle, guerres, famines, sièges, tremblements de terre, paraissent avoir fait diminuer la population. L'agrandissement de l'enceinte théodosienne par Héraclius et Léon l'Arménien est une mesure stratégique qui n'implique

1. Andréadès, *Περὶ τοῦ πληθύνου καὶ τοῦ πλούτου τῆς Κωνσταντινουπόλεως κατὰ τοὺς μέσους χρόνους*. Athènes, Sakellarios, 1919, 49 p. in-8°.

pas une augmentation du nombre des habitants. Au VIII^e siècle, on voit au contraire Constantin V s'efforcer de combler les vides en transportant de force dans la capitale des habitants du Péloponèse. Puis, sous la dynastie macédonienne et sous les Comnènes, par suite de la politique libérale des empereurs qui attirent les marchands étrangers, la population augmente de nouveau : des colonies russes et surtout italiennes s'y installent. La population devait dépasser à ce moment 500,000 âmes. Le sac de 1204 et la détresse de l'empire sous les Paléologues amenèrent une nouvelle diminution, et on peut évaluer environ à 180,000 le chiffre des habitants en 1453. Le calcul de la richesse prodigieuse entassée dans cette ville est encore plus difficile. Parmi les principaux éléments qui permettent de l'évaluer approximativement figurent les détails donnés par les chroniqueurs sur le butin conquis par les croisés en 1204 : on lira avec intérêt la discussion critique que M. Andréadès a consacrée à cet épisode.

VIII. PROVINCES ET PEUPLES VOISINS DE L'EMPIRE. — Les événements de la dernière guerre ont mis en lumière l'importance de la place de Salonique comme base d'opérations dans la péninsule des Balkans. La position de Constantinople, si forte qu'elle soit, est plus excentrique et l'on s'explique mieux, à la lumière des événements récents, le prix que les empereurs byzantins ont attaché de tout temps à la possession de Salonique qui seule pouvait leur permettre de dominer la péninsule, de résister aux assauts des barbares du Danube et d'organiser contre eux une offensive efficace. Ce rôle considérable de Salonique dans l'histoire byzantine a donné lieu à des publications intéressantes. M. Tafrali, à qui l'on devait déjà d'excellentes monographies sur Salonique au XIV^e siècle et sur la topographie de cette ville (voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 74 et 82), a complété ces études en publiant une histoire de cette ville depuis les origines jusqu'au XIV^e siècle¹. On y retrouve la même richesse d'information que dans ses précédents volumes. On saura gré en outre à l'auteur d'avoir illustré son livre de reproductions intéressantes dont un grand nombre inédites. M. Tafrali a rassemblé tous les témoignages historiques ou épigraphiques qui nous permettent de nous faire une idée de Salonique à l'époque macédonienne et à l'époque romaine. Nous voyons en particulier qu'elle a gardé sous les empereurs ses institutions municipales, qu'elle est devenue le siège d'une communauté chrétienne florissante, illustrée

1. O. Tafrali, *Thessalonique, des origines au XIV^e siècle*. Paris, E. Leroux, 1919, xix-344 p. in-8°.

par le souvenir de saint Paul, et que dès le III^e siècle elle joue son rôle de base d'opérations contre les Goths, en particulier sous Galère, qui y établit sa résidence en 305, et sous Théodose en 379. On lira en particulier avec intérêt les chapitres consacrés aux invasions des Avars et des Slaves (fin VI^e-VII^e siècle). Grâce à une étude critique du témoignage précieux des Actes de saint Démétrius, M. Tafrali a pu préciser l'histoire des rapports de Thessalonique avec les Slaves¹. De 581 à 634, ils l'ont assiégée cinq fois, soit seuls, soit de concert avec les Avars. Dès cette époque, des Slaves convertis au christianisme sont venus s'établir dans la ville. Un épisode curieux est celui du complot du chef slave Couber et d'un certain Mauros (vers 637-647) pour livrer Thessalonique aux Slaves installés dans sa banlieue. Cette « Slavinie », établie aux portes mêmes de la ville, devint si menaçante que des expéditions furent envoyées contre elle par les empereurs en 657, 668, 688. En 688, Justinien II finit par transporter une grande partie de ces Slaves en Asie Mineure, dans le thème de l'Opsikion. Dès lors, la ville fut dégagée et même de bons rapports s'établirent avec ceux qui restèrent et qui avaient tous reçu le baptême dès le VIII^e siècle. Tous ces faits montrent suffisamment que la conversion des Yougoslaves avait précédé l'apostolat de Cyrille et Méthode et explique que ce soit à Thessalonique, dans un milieu imprégné de slavisme, que les deux frères se soient préparés à leur mission. Le curieux récit de Jean Caméniatès a fourni la matière du chapitre pittoresque sur le sac de Thessalonique par les Arabes en 904. Puis M. Tafrali montre Thessalonique employée comme base d'opérations par Basile II pour son offensive contre les Bulgares de Macédoine, par Alexis Comnène pour sa défense contre les Normands.

Des chapitres intéressants sont consacrés au rôle de Thessalonique après la croisade de 1204. Elle est d'abord la capitale de Boniface de Montferrat (1204-1223), puis elle est disputée entre les despotes d'Épire qui la possèdent de 1223 à 1246 et les empereurs de Nicée qui y rentrent à cette date, avec la complicité des habitants qui ont soin cependant, avant d'admettre Jean Vatatzès dans leur ville, de lui faire confirmer tous leurs anciens privilèges.

Rien de plus caractéristique que cette démarche, et M. Tafrali a insisté avec raison sur cet amour de l'autonomie qui apparaît chez les habitants de Salonique à cette époque, fortifié d'ailleurs par la longue période pendant laquelle la ville avait été séparée de l'em-

1. On s'étonne cependant que, dans sa bibliographie très complète, M. Tafrali n'ait pas mentionné les importantes études de Vasiljev (*Byzance et les Arabes*, 1902; *les Slaves en Grèce*, 1898).

pire. C'est là qu'il faut chercher l'origine des luttes civiles si curieuses dont elle a été le théâtre au ^{xiv}^e siècle.

La dernière partie de l'ouvrage a pour objet l'histoire ecclésiastique de Thessalonique, et M. Tafrali a dressé un tableau très utile de la succession des évêques depuis les origines jusqu'au ^{xv}^e siècle.

L'importance spéciale de Salonique dans l'histoire de la civilisation byzantine a été surtout mise en lumière par la belle publication de MM. DIEHL, LE TOURNEAU et SALADIN sur les *Monuments chrétiens de Salonique*¹. On ne peut dire que cet ouvrage soit définitif, car l'exploration archéologique de Salonique se poursuit toujours. Il a du moins l'avantage de donner les résultats des recherches qui avaient été opérées avant 1918. Les événements lui ont donné en outre une grande valeur documentaire, car ce n'est plus que par ses magnifiques planches, dont quelques aquarelles de Le Tourneau, que l'on connaîtra désormais la magnifique église de Saint-Démétrius, anéantie par l'incendie d'août 1917. Dans un chapitre liminaire qui offre un grand intérêt historique, M. Diehl a montré tout ce qu'a été Salonique au moyen âge : place de guerre, nœud des routes stratégiques et commerciales de la péninsule, défense avancée de Constantinople vers l'Occident; devenue la deuxième ville de l'empire après la perte de la Syrie et de l'Égypte, Thessalonique a été en outre un des plus grands marchés méditerranéens au moyen âge et, grâce à son culte si original de saint Démétrius, un grand centre de pèlerinage. Le pèlerinage a d'ailleurs, comme il est arrivé partout, favorisé le développement de la foire qui attirait des marchands du monde entier. Mais, en outre, il a régné à Salonique un esprit local qui lui donne une grande originalité en face de Byzance. Elle a été au moyen âge un centre intellectuel; ses écoles très réputées ont rivalisé avec celles de Constantinople et ont donné asile à des humanistes de marque, comme l'archevêque Léon au ^{ix}^e siècle, l'archevêque Eustathe au ^{xii}^e siècle et le moine calabrais Barlaam au ^{xiv}^e siècle. Mais surtout l'art byzantin a jeté à Salonique un grand éclat, et le présent ouvrage a justement pour objet d'étudier les monuments nombreux et intéressants qui nous en sont parvenus : la rotonde de Saint-Georges, mausolée païen transformé en martyrium chrétien au ^{iv}^e siècle, avec ses belles mosaïques au décor pompéien; la basilique d'Eski-Djouma, si bien restaurée par Le Tourneau, qui nous montre l'importation en Europe de la basilique syrienne; Saint-Démétrius, grande basi-

1. Ch. Diehl, M. Le Tourneau, H. Saladin, *les Monuments chrétiens de Salonique*. Paris, E. Leroux, 1918, xi-261 p. in-4° et album de 68 planches (Monuments de l'art byzantin, IV).

lique de pèlerinage à cinq nefs, dont les revêtements somptueux de marbre polychrome et les tableaux votifs de mosaïque d'une saveur si originale, avec une note réaliste et un souci du paysage peu habituels dans l'art byzantin de cette époque, sont malheureusement calcinés ou détruits; Sainte-Sophie, dont les combinaisons d'équilibre annoncent déjà le plan de l'église en croix grecque et dont les belles mosaïques, en particulier la Madone de l'abside, exécutée sous Constantin, vers 787, sont un témoignage curieux sur la restauration des images dans les églises après le concile de Nicée; enfin une série de petites églises en croix grecque qui nous montrent, du XI^e au XIV^e siècle, une évolution de ce type si gracieux, parallèle à celle qui se produit à Constantinople à la même époque: Kazandjildjami, datée par une inscription de 1028, Saint-Panteleimon (XII^e siècle), Sainte-Catherine et les Saints-Apôtres (XIII^e siècle), si remarquables par l'élancement élégant des tambours de leurs coupes et par la profusion décorative qu'on remarque à leurs façades ou à leurs chevets. Il y a là un ensemble remarquable qui complète notre connaissance de l'art byzantin et nous en révèle des aspects inattendus. Les fresques du XIV^e et du XV^e siècle, découvertes en ces derniers temps, permettront peut-être de fixer à Salonique l'origine de cette école de peinture macédonienne qui a orné les églises de Serbie, de Russie et du mont Athos et dont Manuel Panselinos fut, au XVI^e siècle, le plus illustre représentant. C'est dire toute l'importance de ce magnifique ouvrage et la contribution qu'il apporte à l'histoire de la civilisation byzantine.

Dans son livre sur la Dobroudja¹, M. TAFRALI étudie les efforts faits par les empereurs byzantins jusqu'à la fin du XIV^e siècle pour conserver cette marche avancée de la civilisation gréco-romaine en face des barbares. C'est à l'époque de l'ère chrétienne et surtout sous les Antonins que ce pays, où se trouvaient déjà quelques colonies grecques (Istros, Tomi), a été organisé et colonisé. Des monuments comme ceux d'Adam-Klissi, des inscriptions montrent l'importance de la civilisation latine dans cette Petite-Scythie où avait été exilé Ovide. A partir du IV^e siècle, elle subit les invasions des Goths, puis des Avars et des Slaves, mais son organisation ecclésiastique ne périt pas et son clergé contribua beaucoup à la conversion des barbares. Durostorum (Silistrie), célèbre par le souvenir de saint Dasius, devint le centre religieux le plus important. A plusieurs reprises, sous Justinien au VI^e siècle, et surtout après les conquêtes de Jean Tzimiskès au X^e siècle, les empereurs réorgani-

1. O. Tafrahi, *la Roumanie transdanubienne (la Dobroudja)*. Paris, E. Leroux, 1918, x-195 p. in-12.

sèrent et fortifièrent cette province. Mais, dès le début du ^x^e siècle, elle fut occupée par les Petchénègues, en qualité de fédérés de l'empire. Certains de leurs chefs semblent d'origine roumaine. Les Comnènes paraissent avoir rétabli leur autorité en Petite-Scythie, où, au milieu du ^{xiv}^e siècle, on trouve des gouverneurs byzantins. L'un d'eux, Dobrotitch, d'origine slave, fut mêlé à la guerre civile entre Anne de Savoie et Jean Cantacuzène. Il épousa la fille d'Alexis Apocauque et devint gouverneur du littoral de la mer Noire, puis, après que Jean V se fut réconcilié avec Cantacuzène, Dobrotitch se révolta contre l'empire et s'allia aux Bulgares. Il signa la paix en 1362, et, en 1366, on le retrouve allié aux Vénitiens contre Gènes. Il fonda ainsi une véritable principauté, dont la durée fut éphémère, et ce furent des princes roumains, comme Mircea le Vieux, qui s'emparèrent de son héritage vers 1390.

M. H. W. TEMPERLEY a publié une histoire de Serbie¹, dont la moitié des chapitres se rapporte à la période byzantine. L'ouvrage écrit d'une manière simple et précise rendra de grands services; on lira en particulier avec intérêt les chapitres sur les Slaves primitifs et la séparation des Yougoslaves, sur la dynastie des Némánides, sur l'empire de Douschan, sur les progrès de la conquête turque. Dans une étude d'ensemble fort intéressante, l'auteur a rassemblé les principaux traits de la société serbe du moyen âge et décrit le régime de la « zadruga ».

L'influence de Byzance et en particulier de l'art byzantin sur les Serbes a été bien étudiée dans le beau livre de M. G. MILLET sur l'art serbe². Dans ce volume, qui n'est que le premier d'une série, il s'est borné à l'architecture, mais il a fait reproduire les effigies des principaux kralis et tsars serbes, fondateurs des églises dont il parle. C'est une véritable galerie tout à fait intéressante dans laquelle revit la vieille Serbie du moyen âge. Dans cet ouvrage, qui est le résultat d'explorations archéologiques à travers la Serbie, il a montré que dans l'histoire même de l'architecture serbe on retrouve cette oscillation séculaire qui pousse les Yougoslaves tantôt du côté de l'Adriatique et de l'Occident, tantôt vers Constantinople et l'Orient. L'histoire de l'art serbe s'est donc modelée étroitement sur celle du peuple serbe. Ses œuvres capitales sont les églises des grands monastères fondés par les princes « pour s'assurer des demeures éternelles ». Dans un pays où il y avait peu de villes, ces

1. H. W. Temperley, *History of Serbia*. London, G. Bell, 1917, x-359 p. in-8°.

2. G. Millet, *l'Ancien art serbe. Les églises*. Paris, de Boccard, 1919, 208 p. in-4°.

monastères, placés au nœud des routes, exerçaient une attraction sur les habitants qui créaient des marchés dans leur voisinage et qui avaient pour ces sanctuaires une véritable vénération. Pendant les mauvais jours de la domination turque, ils devaient être les dépositaires des traditions de la race, et ils ont contribué à sauver la nationalité serbe.

C'est ce qui explique que l'art serbe ne puisse être considéré comme un simple rameau de l'art byzantin. Il se compose d'éléments complexes qui ont varié avec les centres mêmes de l'État serbe. Sous Étienne Nemanja (1190-1228) et ses premiers successeurs, domine l'école de Rascie, dont l'église à nef unique, surmontée d'une coupole reposant sur un tambour carré, procède non de Constantinople, mais de l'Orient continental; par contre, c'est de l'influence lombarde, qui régnait en Dalmatie, que dérive son ornementation sculptée (corniches à modillons, bandes lombardes, portails à tympans sculptés soutenus par des colonnes, etc...). Sous la reine française Hélène d'Anjou († 1314), on voit même se manifester l'influence des églises cisterciennes.

Aux conquêtes de Miloutine (1282-1321) et de Douschan (1331-1355) correspond l'école serbo-macédonienne, toute pénétrée d'influences byzantines, et cependant des monuments comme Chilandar reconstruit par Miloutine vers 1299, comme la cathédrale de Prizrend (1307-1315) et surtout comme les églises de Nagoritchino et Gratchaniska (1312-1321) ne sont pas de simples copies des églises de Constantinople ou de Salonique. On y sent une imagination plus audacieuse et une recherche de l'effet, obtenue même aux dépens de la logique. La création la plus caractéristique de cette école est cette étonnante église de Gratchaniska, dont la grande coupole se dresse par-dessus un triple étage formé du toit des nefs et de deux croix grecques emboîtées l'une dans l'autre.

Puis, à la fin du *xiv^e* siècle, l'état serbe, détruit par les Turcs à Kossovo (1389), se reconstitue plus à l'est, après la bataille d'Angora, dans la vallée de la Morava, sous les despotes Étienne et Lazare. Les Serbes se trouvent alors éloignés de l'Adriatique et plus rapprochés de l'Orient : par la vallée du Danube, ils communiquent avec la Valachie et la Russie. De là une nouvelle source d'inspiration orientale qui s'unit à des traditions plus anciennes. Cette école de la Morava est caractérisée par le plan triflé, emprunté aux églises de l'Athos, et par cette sculpture impressionniste, véritable ciselure de motifs empruntés à des étoffes ou à des tapis qu'on trouve au même moment à Mistra, en Valachie, en Russie et dans les pays du Caucase. Le narthex de Chilandar (1372-1389), avec ses animaux héraldiques, l'église de Ravanitsa en offrent des spéci-

mens remarquables. Ainsi, l'art serbe a subi, au cours de son histoire, les influences les plus diverses, mais, comme le peuple dont il est la magnifiquement expression, il a gardé sous ces vêtements étrangers ses qualités natives et il a su rester lui-même.

M. EBERSOLT a signalé l'influence de l'art byzantin sur certaines miniatures de manuscrits de l'abbaye de Saint-Gall, datant du x^e et du xi^e siècle¹. Les faits qu'il a rassemblés montrent que Saint-Gall a été à cette époque un véritable centre d'hellénisme.

A propos d'une patène en argent, décorée de figures offrant le motif si fréquent dans l'art byzantin de la Communion des apôtres et découverte dans les environs d'Antioche, j'ai essayé de retrouver les traces de l'atelier d'orfèvrerie d'Antioche, dont les monuments exécutés entre le i^r et le vii^e siècle ont exercé une grande influence sur les origines de l'art byzantin².

IX. HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — M. ANDRÉADÈS a publié le premier volume d'une histoire économique des Grecs³ qui remonte aux origines mêmes du peuple grec et sera continuée jusqu'à la fondation du royaume actuel de Grèce. Pres de la moitié de ce premier volume est consacrée à l'histoire économique de l'empire byzantin (p. 337-642). Cette intéressante étude est précédée d'une introduction bibliographique extrêmement complète et d'autres bibliographies spéciales d'une grande richesse accompagnent chacun des chapitres. Mais M. Andréadès ne s'est pas contenté de dresser la liste de ces ouvrages : il les a lus et critiqués et, grâce à cette immense érudition et à une méthode excellente, il a pu arriver à montrer ce que nous savons de plus certain dans l'état actuel de nos connaissances sur la situation économique de l'empire byzantin.

Il ne nous donne dans ce volume que la première partie de son travail comprenant l'étude des dépenses publiques. Ce qui ajoute encore à l'intérêt historique de ces recherches, c'est que, pendant la plus grande partie du moyen âge, l'empire byzantin a été le seul État chrétien qui ait eu, comme l'empire romain et les États modernes, des dépenses d'un caractère vraiment public, alimentées par des revenus réguliers. Est-il possible, à l'aide des sources dont nous disposons, de reconstituer ce budget impérial? L'auteur ne s'est

1. J. Ebersolt, *Manuscrits à miniatures de Saint-Gall*. Paris, E. Leroux, 1919, 9 p. in-8°.

2. Louis Bréhier, *les Trésors d'argenterie syrienne et l'école artistique d'Antioche*. Paris, *Gazette des Beaux-Arts*, 1920, 24 p. in-4° (voy. les observations de M. Diehl, dans la revue *Syria*, 1921).

3. A.-M. Andréadès, *Ἱστορία τῆς ἑλληνικῆς δημοσίας οἰκονομίας*. Athènes, Raptani, 1918, xii-624 p. in-8°. — *Περὶ νομίσματος καὶ τῆς κτητικῆς δυναμείως τῶν πολιτῶν μετὰ τὸν κατὰ τοὺς βυζαντινοὺς χρόνους*. Athènes, 1918, 42 p. in-12.

pas dissimulé la difficulté de sa tâche, et il n'a jamais cherché à tirer des textes des précisions qu'ils ne renferment pas. Ses conclusions sont souvent incertaines, mais il a eu du moins le mérite de montrer comment les problèmes se posent et de recueillir tous les éléments qui permettent d'en avancer la solution.

Avant d'aborder son sujet, M. Andréadès a recueilli d'abord tous les renseignements que nous possédons sur le système monétaire byzantin et sur le pouvoir d'achat du « nomisma », sou d'or ou hyperpre, unité monétaire dont le poids correspond à environ 15 francs actuels. Les historiens, frappés de la réputation que cette monnaie, le « besant » des croisés, avait eue au moyen âge, avaient affirmé à la légère que sa valeur n'avait jamais varié : Paparrigopoulo lui attribuait une valeur constante six fois plus forte que celle de la monnaie actuelle. M. Andréadès a montré avec raison combien cette immutabilité du « nomisma », au cours de dix siècles, était invraisemblable. Non seulement il a été altéré parfois, comme sous Nicéphore Phocas, mais sa valeur marchande a oscillé suivant les conditions économiques. L'accroissement du stock des monnaies précieuses en Europe au VIII^e siècle, par suite de l'exploitation des mines de Bohême, de Hongrie, d'Alsace, a fait baisser le pouvoir d'achat des métaux précieux¹. D'autre part, ce pouvoir dépendait étroitement de la situation politique et économique de l'empire. Quand sa puissance venait à périlcliter, l'or s'écoulait par toutes les frontières, sous forme d'achats à l'étranger ou de tributs payés aux ennemis. L'empire venait-il à se ressaisir, l'or affluait de nouveau. S'ensuit-il qu'il soit possible de déterminer exactement ces fluctuations? Sans parler du caractère incertain et fragmentaire des renseignements que fournissent les sources, on doit tenir compte du trouble apporté dans la circulation par les altérations de monnaies et par l'habitude de certains empereurs et de quelques patriarches d'entasser des monceaux d'or dans leurs coffres. Cette thésaurisation attribuée à Anastase, à Théophile, à Basile II, au patriarche Alexis avait pour résultat de diminuer la valeur des marchandises. Le prix du blé, recommandé par les économistes comme l'élément stable par excellence, apporte aussi quelques déceptions et, de l'examen critique des sources, M. Andréadès conclut que le prix du blé à Constantinople n'était pas beaucoup inférieur à ce qu'il était en Grèce en 1914, et pourtant il est impossible de ne pas croire que les

1. M. Andréadès semble dire que les mines d'argent d'Alsace étaient déjà exploitées au VIII^e siècle, ce qui resterait à prouver. Ce qui est certain, c'est qu'au IX^e les orpailleurs tiraient du Rhin de riches paillettes d'or, comme l'indique une des élégies du moine Ermoldus Nigellus.

métaux précieux avaient au moyen âge une puissance d'achat très supérieure à celle d'aujourd'hui. On peut affirmer que cette puissance est allée en diminuant à partir du VIII^e siècle, mais on ne peut préciser davantage.

Dans une série de chapitres fort intéressants qui forment un véritable tableau de la société et des institutions byzantines, M. Andréadès étudie toutes les sources de dépenses publiques. Il a reconnu dans ce budget impérial huit chapitres essentiels : I. Dépenses administratives. Comme il le marque bien, l'État byzantin diffère des empires orientaux en ce que l'administration y est confiée non à des esclaves ou à des étrangers, mais à une bureaucratie organisée qui prend parfois les allures d'un véritable mandarinat. Les textes des IX^e et X^e siècles nous montrent l'existence de milliers d'agents publics qui reçoivent un traitement, mais dont beaucoup doivent acheter leurs charges. — II. Dépenses militaires, qui sont de beaucoup les plus fortes. — III. Services diplomatiques : tributs payés à des peuples barbares, subventions aux alliés de l'empire, bureaux de l'administration centrale, frais des ambassades. — IV. Dépenses du palais et de la cour. Entretien des palais impériaux. Pensions et traitement des fonctionnaires et serviteurs du palais, eunuques, etc... Fêtes et cérémonies. Distributions et cadeaux. Maison des princes et princesses de la famille impériale. — V. Dépenses ecclésiastiques. Budget de l'église Sainte-Sophie (examen critique des témoignages relatifs aux sommes dépensées pour sa construction). Dépenses pour les autres églises et monastères. — VI. Assistance publique (dépenses extraordinaires dans les cas de famine et autres fléaux, dépenses fixes pour les hôpitaux fondés par les empereurs). — VII. Instruction publique (détails intéressants sur les différentes péripéties de l'histoire de l'Université impériale de Constantinople et sur les bibliothèques impériales). — VIII. Dépenses pour la ville de Constantinople (embellissements et entretien des monuments, spectacles populaires, distributions, etc...).

M. Andréadès a étudié en détail chacun de ces chapitres en y apportant tous les éclaircissements possibles. Mais ce n'est là que la moitié de son sujet et, lorsqu'il aura analysé de la même manière le budget des recettes, on possédera une histoire économique de Byzance qui rendra à la science les plus grands services.

Louis BRÉHIER.

COMPTE-RENDUS CRITIQUES.

Ramsay MUIR. **A short history of the British Commonwealth**, in two volumes. Vol. I : *The islands and the first empire*. Londres, Philip and Son, 1920. In-8°, xvi-824 pages. Prix : 7 sh. 6 d.

Id. **Philip's New historical Atlas for students**. 4^e édit. Ibid., 1920. In-8°, xiv-62 pages, 65 cartes et un index. Prix : 10 sh.

Le titre seul de cette « brève histoire », qui n'aura pas moins de 1,600 pages bien pleines, est l'annonce des temps nouveaux, de l'extraordinaire changement qui s'opère sous nos yeux dans la composition et la constitution de ce que l'on appelait, il n'y a pas encore si longtemps, la Grande-Bretagne ou encore le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Le souverain de ce pays portait bien, en outre, depuis une quarantaine d'années, le titre d'empereur (ou impératrice) des Indes ; mais à ce titre ne correspondait aucune réalité nouvelle. Aujourd'hui, on ne peut plus guère parler d'Angleterre ni de Royaume-Uni ; il faut employer des termes imprécis comme celui de « Commonwealth » ; nous le traduirions par celui de Fédération britannique, s'il était suffisant pour définir cet ensemble de grandes communautés politiques formées des trois anciens royaumes insulaires (Angleterre, Écosse et Irlande), des anciennes colonies qui sont aujourd'hui des États autonomes et presque indépendants, des colonies qui appartiennent encore à la Couronne, des dépendances telles que l'Égypte et l'Inde, qui sont comme autant de mondes à part plus ou moins directement rattachés au gouvernement de la métropole. L'objet que s'est proposé M. Muir est précisément de montrer comment s'est formée cette Fédération à la fois fragile et puissante, caractérisée par cet autre fait, non moins significatif, qu'un même principe est à la base de cette multiple organisation, à savoir la liberté civile et politique des sujets, l'autonomie de ces puissances alliées et associées (si l'on peut ainsi dire), avec un régime parlementaire modelé sur celui de l'Angleterre propre.

Le présent volume nous montre l'origine et les développements des quatre nations qui contribuèrent à former le Royaume-Uni : Angleterre, Galles, Écosse et Irlande ; il en résume l'histoire sur autant de plans parallèles dans chacune des six grandes divisions de son livre, qui s'arrête au traité de Paris en 1763. A cette date, la fusion est à peu près terminée : la principauté de Galles a été

légalement rattachée à l'Angleterre en 1536, l'Écosse unie en 1707, après quatre siècles de luttes pour l'indépendance; l'Irlande, soumise par la force des armes, opprimée sous l'horrible joug des « penal laws », va bientôt perdre le dernier vestige de son indépendance par l'union de son Parlement avec celui de l'Angleterre en 1801. La date de 1763 se justifie mieux encore quand on considère le développement maritime et colonial de l'Angleterre. Ignorante pendant tout le moyen âge de ses futures destinées imposées cependant par la nature même des choses et, quand la découverte de l'Amérique eut ouvert un nouveau champ, presque illimité, aux puissances maritimes, lente à profiter des occasions indéfinies qui s'offraient à son activité, l'Angleterre, à partir de la restauration des Stuarts, entre résolument dans la voie qui devait lui assurer l'empire des mers. La défaite de la France et de l'Espagne dans la guerre de Sept ans fonde sur des bases en apparence indestructibles sa grandeur coloniale. C'est alors qu'est constitué ce « premier Empire » annoncé dans le sous-titre de l'ouvrage.

Fortement conçu, ce plan a été exécuté par M. Muir avec une parfaite maîtrise du sujet. Encore une fois, c'est une histoire abrégée qu'il a voulu écrire, et c'est pour les étudiants qu'il l'a écrite. Aussi a-t-il banni tout appareil d'érudition; les rares notes au bas des pages sont pour la plupart des renvois à l'Atlas qu'il a publié à la même librairie (*Philip's New student's historical atlas*¹); à la fin de chaque chapitre, quelques indications bibliographiques renvoient non pas aux sources de l'histoire, non pas même aux ouvrages qui ont le plus contribué à faire avancer nos connaissances, mais aux meilleurs livres de vulgarisation, et ces livres sont exclusivement des livres composés par des Anglais, ou tout au plus traduits en anglais d'originaux allemands. Il n'y a, je crois, d'exception à cette règle qu'à la fin du chapitre II du livre V, où se trouvent mentionnés le *Siècle de Louis XIV* de Voltaire, le volume de Lavis sur le grand roi et celui de [Lefèvre-]Pontalis sur *Jean de Witt*.

Pour le public auquel s'adresse M. Muir, il n'a pas craint de multiplier les résumés, les vues d'ensemble par lesquels débute ou se clôt chacune des grandes périodes de l'histoire; ce procédé l'oblige à se répéter souvent; mais il a cet avantage d'appeler l'attention des lecteurs sur les faits les plus importants et d'en mieux graver le souvenir. Une des préoccupations de l'auteur consiste en outre à bien montrer les rapports de l'Angleterre avec les autres nations européennes, afin d'inculquer dans l'esprit des étudiants cette vérité trop souvent

1. Les soixante-cinq cartes de cet atlas, bien choisies et exécutées avec art, sont précédées d'un texte explicatif, éclairé à son tour par d'instructifs croquis montrant la distribution des villes de la Hanse allemande, la répartition des races dans l'Europe du sud-est, une communauté de village et l'étendue des enclôtures en Angleterre au XVIII^e siècle, l'Égypte et la vallée du Nil au XIX^e. C'est un bon manuel de géographie historique.

obscurcie que l'histoire de leur pays ne se suffit pas à elle-même et qu'elle ne se comprend parfaitement qu'à la lumière des grands événements du dehors. Le récit est clair, exact, sans minutie, d'un style net, sans rayonnement, qui n'a rien de l'éclat un peu factice de celui de J. Richard Green; et ce n'est pas seulement au point de vue littéraire qu'un rapprochement entre Green et M. Muir peut présenter quelque intérêt : ces deux noms permettent de saisir, sur le vif, la différence qu'un demi-siècle a établie entre le libéralisme de l'un, résigné d'avance à voir les anciennes colonies se séparer de la mère patrie, et l'impérialisme de l'autre, qui voit les membres de la grande communauté britannique se resserrer par d'autres liens. L'esprit qui anime M. Muir est élevé, serein, équitable, exempt, à ce qu'il semble, de ces préjugés tenaces que créent la race, les opinions politiques ou religieuses. Qu'on lise, à titre d'exemples, le jugement sévère qu'il porte sur le roi Henri V, en qui Stubbs admirait encore avec piété le type du héros chrétien, l'épopée de Jeanne d'Arc, les portraits si nuancés de Marie Stuart, d'Élisabeth, de Walpole, les jugements sur la politique anglaise à l'égard de l'Écosse et de l'Irlande, dont l'union a été, dans le premier cas, un bienfait pour les deux royaumes et, dans le second, un lamentable échec. Dans un dernier chapitre, M. Muir pose avec une remarquable intelligence les redoutables problèmes qu'allait avoir à résoudre le gouvernement britannique à cette date de 1763 qui paraissait marquer l'apogée de sa puissance, à la veille d'événements que l'on ne pouvoit prévoir et qui devaient changer la face du monde.

Ch. BÉMONT.

ERNST GAGLIARDI. *Geschichte der Schweiz von den Anfängen bis auf die Gegenwart*. Zurich, Rascher u. Comp., 1920. In-8°, VIII-283, 444 pages, illustrations.

Cette histoire générale de la Suisse est une œuvre intéressante et d'une conception originale. M. Ernest Gagliardi nous a prouvé tout récemment, par le premier tome de son *Histoire de la Confédération helvétique au temps des guerres d'Italie au XV^e et au XVI^e siècle*, et, antérieurement déjà, par la publication de deux gros volumes de documents relatifs à Hans Waldmann, le bourgmestre de Zurich, qu'il était très capable de nous fournir des travaux d'une érudition solide et d'élucider à fond des questions de détail. Dans le livre que nous signalons ici, il a pris plaisir à résumer l'entier développement de l'histoire suisse depuis les origines jusqu'en 1848. Ce n'est donc pas un travail qu'on consultera pour la vérification d'une date ou d'un fait, comme le grand ouvrage de Dierauer, ou comme l'*Histoire contemporaine de la Suisse* d'Oechsl. L'auteur n'entre pas dans le menu détail des faits; il ne donne aucun renvoi aux sources; il se livre très rarement à des discussions critiques. Mais, très maître de son sujet, il nous offre dans son der-

nier ouvrage comme une espèce de philosophie de l'histoire des cantons helvétiques. Il nous y fait voir comment la nature elle-même et la suite des événements ont peu à peu esquissé, amplifié, façonné leur territoire; comment les grandes crises politiques, la lutte contre les Habsbourg, contre Charles le Téméraire, l'intervention des mercenaires suisses en Italie, leur prise en solde par la France et l'Espagne, ont fait des treize cantons souverains et de leurs dépendances une confédération aux liens d'abord assez relâchés; comment, plus tard, au xvi^e siècle, la crise de la Réforme a même failli rompre cette union, en partageant les *Eidgenossen* en deux groupes résolument hostiles, s'appuyant l'un sur la France, l'autre sur l'Espagne et le Saint-Empire romain; comment, après la paix de Westphalie (1648), fut proclamée officiellement et reconnue juridiquement la séparation d'avec l'Allemagne, établie en fait dès le début du xvi^e siècle après la défaite de Maximilien I^{er} à Dornach. M. Gagliardi nous fait assister ensuite aux luttes entre les oligarchies régnautes et les bailliages assujettis, aux révoltes fréquentes des paysans contre les tyrannies urbaines de Bâle, Berne et Zurich, à tout le travail de la diplomatie française depuis Louis XIV jusqu'à la Révolution. Celle-ci amène l'invasion du pays par les armées républicaines en 1798, l'occupation de Genève et du Valais, puis l'établissement d'une République helvétique centralisée, soumise en réalité au premier consul, puis à l'empereur. Après la chute de Napoléon, la plupart des cantons reviennent à l'ancien régime; pourtant les territoires émancipés (Vaud, Valais, Tessin, Argovie) réussissent à garder leur indépendance. Sous l'influence de la Sainte-Alliance, un régime rétrograde se maintient à travers bien des luttes politiques, économiques et religieuses très vives; mais, après 1830, les aristocraties cantonales sont en partie vaincues et la guerre du *Sonderbund*, en 1847, se terminant par l'écrasement des particularistes catholiques, le parti libéral et centralisateur peut procéder à des réformes; elles aboutissent à la Constitution de 1848, qui fait définitivement des représentants de tant de groupes ethniques divers une population assez homogène pour être vraiment désormais une nation, sans priver pourtant les cantons de l'autonomie nécessaire à la gestion de leurs affaires intérieures¹. Tout ce processus historique est retracé en traits vigoureux, avec un talent d'exposition remarquable, en un style généralement simple, mais imagé. M. Gagliardi ne s'arrête pas à de longues explications; mais il sait bien marquer, souvent en peu de mots, le portrait des personnages importants d'une époque². Il peint d'une façon vivante l'énergie et l'esprit pratique des populations un peu frustes, longtemps peu sen-

1. Il est regrettable que l'auteur ait arrêté son récit à l'année 1848, et bien désirable que, dans une édition nouvelle, que nous souhaitons prochaine, il ajoute l'histoire des soixante-dix dernières années, si riches, pour la Suisse, en mutations constitutionnelles.

2. Nous citerons comme exemples les portraits de Zwingle et de Calvin et ce qu'il dit de leur activité politique.

sibles aux charmes d'une civilisation plus raffinée; il nous montre ces pâtres des hauteurs alpestres, ces paysans des terres maigres, ne trouvant pas de meilleur moyen de vivre, pendant des siècles, que le service militaire à l'étranger. C'est vers le milieu du XVIII^e siècle seulement, et surtout au XIX^e, que la grande industrie, s'implantant dans le pays, a modifié les conditions de son existence économique, et l'industrie hôtelière, en particulier, a notablement changé la physionomie matérielle et morale de la majorité des cantons helvétiques.

Rod. REUSS.

Heinrich Ritter von SRBIK. **Wallenstein's Ende, Verlauf und Folgen der Katastrophe, auf Grund neuer Quellen untersucht.** Wien, Seidel u. Sohn, 1920. In-8°, xvi-708 pages.

Quand on a vu naître, depuis une cinquantaine d'années, toutes les innombrables publications de documents inédits, de récits historiques, d'études consacrées à la carrière politique et militaire de Wallenstein, ce n'est pas sans un certain scepticisme qu'on aborde la lecture d'un ouvrage qui prétend nous raconter, une fois de plus, d'après des sources nouvelles, la catastrophe d'Egra, dont fut victime le célèbre *condottiere* dans la nuit du 24 février 1634. M. de Srbik a consulté consciencieusement dans les archives et bibliothèques d'Autriche et d'Allemagne une série de pièces inédites, et l'on voit qu'il connaît bien l'énorme bibliographie des *Wallensteiniana*, depuis les feuilles volantes et les minces brochures contemporaines jusqu'aux volumes compacts des Gindely, des Irmer et des Hallwich. Il a mis de longues années d'un travail assidu à dépouiller ces sources et, s'il n'a pas publié plus tôt le fruit de ses recherches, c'est qu'il a dû interrompre ses études « pour participer à la défense de son peuple et de sa patrie » dans la guerre, néfaste pour elle, que le gouvernement de François-Joseph avait provoquée avec une si parfaite inconscience. Pourtant, on ne voit pas, en y mettant toute la bonne volonté possible, que ces recherches consciencieuses aient amené une modification d'importance majeure dans l'opinion, généralement admise de nos jours par la plupart des historiens compétents, sur les gestes et les actes du généralissime de Ferdinand II, sur les buts qu'il rêvait d'atteindre, sur les moyens qu'il employa pour les réaliser, sur la catastrophe enfin qui vint brusquement clore sa carrière, au moment où il allait tourner ses armes contre le monarque qui l'avait élevé au pinacle et qui ne voyait plus d'autre moyen que l'assassinat pour se débarrasser d'un serviteur aussi dangereux.

M. de Srbik a divisé son ouvrage en trois livres. Dans le premier (les *Préliminaires de la catastrophe*), il nous expose la situation de Wallenstein vis-à-vis de l'empereur, vis-à-vis de Maximilien de Bavière, vis-à-vis des partis à la cour de Vienne et spécialement vis-

à-vis du P. Lamormain, confesseur de Ferdinand II, et de ses confrères de la Compagnie de Jésus. Il raconte les longues discussions secrètes qui eurent lieu dans la résidence impériale sur la façon dont on pourrait écarter le chef militaire omnipotent et désaffectonné, l'hésitation bien naturelle entre une arrestation publique ou un débaras clandestin, une fois que les réunions d'officiers à Pilsen furent connues à Vienne, enfin les manœuvres de Piccolomini et autres généraux qui amenèrent la défection de la plupart des affidés de Wallenstein et forcèrent ce dernier à fuir à Egra, non plus en chef d'armée, mais en proscrit.

Le second livre est consacré à la *fin de Wallenstein*. L'auteur y retrace en détail les préparatifs de « l'exécution », après un examen préalable des sources authentiques qui racontent l'assassinat, surtout de la véritable *Relation* de Gordon, avec les annotations de Piccolomini; puis il nous fournit les détails assurés sur la scène tragique du 24 février, en écartant les données légendaires qui vinrent presque immédiatement s'y mêler. Le troisième livre, intitulé *l'Épilogue*, est, à notre avis, le plus intéressant, car l'auteur s'y livre à une analyse critique très serrée¹ des nombreuses *Apologies*, officieuses et officielles, dans lesquelles les acteurs du drame et le souverain ont essayé de justifier leur attitude immédiatement après l'attentat. Il y examine aussi toutes les légendes écloses à ce moment et propagées par la presse, soit dans l'Allemagne catholique, soit dans l'Allemagne protestante et au dehors. Il y a là des renseignements curieux et peu connus sur les intrigues de la cour et surtout sur la personne du jésuite Jean Weingartner, prédicateur impérial et auteur du fameux pamphlet dirigé contre Wallenstein, le *Chaos perduellionis*.

Tout cela est intéressant, à coup sûr, mais rien de tout cela — je dois le répéter en terminant — ne peut induire un esprit critique et pondéré à changer d'opinion sur le cas de ce chef militaire, élevé si haut par son maître, grâce aux circonstances, que sa tête se perd, qu'il rêve d'opposer une politique personnelle à celle de l'empereur. Celui-ci, poussé par la camarilla cléricale et l'Espagne, prend peur et, ne voyant pas la possibilité de s'en défaire par un procès, a recours à la ruse et à l'assassinat. Wallenstein, se voyant en péril certain, pactise avec les Suédois et les Français, sans pourtant risquer encore le pas décisif. Tandis qu'il hésite, les généraux gagnés par Ferdinand le devancent, débauchent ses troupes; trop tard, il tente de se sauver et, trahi derechef par ceux qu'il croit encore fidèles, il périt sous les halberdars de Deveroux et de Gordon. C'est un sort tragique, mais, au point de vue surtout des idées du XVII^e siècle, il n'a rien que de mérité; le général félon est supprimé par un maître absolu qui n'a de compte à rendre qu'à Dieu².

1. Il y consacre cent trente pages de son livre.

2. Encore l'auteur, en loyal serviteur des Habsbourg, s'efforce-t-il d'innocenter quelque peu Ferdinand II en faisant remarquer que Butler et ses complices

Quant aux velléités humanitaires et sentimentales que M. de Srbik attribue à son héros, nous nous permettrons de ne pas le croire lorsqu'il affirme que Wallenstein n'avait plus d'ambition et qu'il n'aspirait plus qu'à clore sa carrière en rendant la paix au monde (p. 31), qu'il soupirait du fond du cœur après le repos et ressentait un indicible dégoût de la fidélité des hommes (p. 122). Il faut bien concéder, en définitive, que le généralissime a trahi ou, tout au moins, allait trahir; mais l'auteur l'excuse, car « le but qu'il poursuivait dans son infidélité c'était, à côté et au-dessus de son avantage personnel, de donner la paix au peuple allemand sur la base solide de la tolérance religieuse » (p. 208). Il avait, dit M. de Srbik, « le droit d'employer son armée à la réalisation d'un but supérieur, justifié par la morale. Mais son ignorance de la nature humaine, qui se basait sur un profond pessimisme (?), fut son malheur et le malheur de ses projets pour la paix ». « Il est mort au moment où il voulait hâter, avec des moyens trop insuffisants, l'avènement d'une phase nouvelle dans le développement mondial et substituer à l'universalisme catholique des Habsbourg l'idée d'un droit égal à l'existence de toutes les communautés chrétiennes et du droit des peuples (ou des États) à régler eux-mêmes leurs destinées » (p. 354). L'historien prudent ne saurait pas suivre le panégyriste de Wallenstein dans ce domaine des chimères, puisqu'il lui est impossible de croire que le très pratique et très délié aventurier bohémien en ait jamais caressé de pareilles, au moment où ses rêves ambitieux l'emportaient le plus loin.

Rod. REUSS.

Albert MOUSSET. Documents pour servir à l'histoire de la maison de Kergorlay en Bretagne. Paris, Champion, 1921. In-fol., cv et 540 pages, avec 29 pl. hors texte.

C'est un gros et magnifique volume, imprimé sur papier vélin à la cuve, avec filigrane aux armes de Kergorlay, bien fait pour confirmer la réputation de « grands armoyeurs et généalogistes » que faisait aux Bretons le Normand Dubuisson-Aubenay lors de son voyage en Bretagne en 1636. Du reste, comme il s'agit d'une famille qui fut jadis possessionnée dans diverses parties de la province, les documents publiés ne laissent pas de présenter un certain intérêt général.

Le berceau de la maison est à Guergorlay en Motref, dans le Finistère (arr. de Châteaulin, cant. de Carhaix). La seigneurie primitive, comprise dans le comté de Poher, couvrait dans le pays des Montagnes

ont « méconnu l'esprit du rescrit impérial » qui laissait au moins le choix aux exécuteurs de la volonté du souverain de ne pas procéder par la voie de l'assassinat. — D'ailleurs, l'empereur fit dire trois mille messes pour le salut de l'âme de sa victime (p. 215), et je doute fort qu'il vécut « des semaines horribles après la catastrophe » d'Egra, comme le veut notre auteur (p. 319).

Noires une étendue de terrain mesurant vingt-cinq kilomètres dans sa plus grande largeur. La branche aînée s'éteignit en 1364 par la mort de Jean III de Kergorlay, tué à la bataille d'Auray; ses terres passèrent alors, par le mariage de la fille aînée du défunt dans la famille de Montfort, puis vinrent aux mains des Laval et des La Trémoille. De 1473 à 1486, le maréchal de Lohéac, André de Laval, porta le titre de « sire de Gargourlé ». Ce mystérieux « Gargourlé » n'est autre que le Kergorlay ou Guergorlay de Motref. De leur côté, les branches cadettes subsistaient, celle du Cludon dans les évêchés de Tréguier et de Léon, celle de Bocozel dans la région de Loudéac, celles de Kersalaün, puis Troussilic, de Tromenec et de Coasvout dans l'évêché de Léon. En somme, le nom de Kergorlay fut grand par le nombre des hommes qui le portèrent, mais, après le XIV^e siècle, il ne fut, en Bretagne, celui d'aucun personnage marquant. Dans toute la généalogie fort bien reconstituée par M. Mousset ne figure pas un évêque ou abbé, même pas un conseiller au Parlement. Seule, la branche de Kersalaün produisit au XVIII^e siècle un maréchal de camp qui fut retraité comme lieutenant général. Semblables à ces gentilshommes dont parle Montaigne et dont « le moindre se trouvoit arrière-fils de quelque roy d'outre-mer », les Kergorlay du Cludon avaient fait peindre sur une cheminée de leur château un arbre généalogique qui les faisait sortir du patrice Aëce, le vainqueur d'Attila. M. Mousset, à qui la famille laissait toute liberté dans ses recherches, n'a pas eu de peine à écarter cette naïve légende. En revanche, il n'a pas eu de peine non plus à mettre en lumière tout ce qu'il y a d'honorable dans l'histoire des Kergorlay. D'eux-mêmes les textes étaient assez éloquentes; l'appendice relatif à la période de la grande guerre suffirait à la gloire d'une famille.

Les documents, comme le titre l'indique, occupent la plus grande part du volume. Il y a là comme un essai de reconstitution d'un chartrier dispersé. Toutefois, dans une longue introduction de plus de cent pages, l'auteur a exposé avec critique et précision la généalogie compliquée des diverses branches et composé des notices sur les principales terres possédées par elles, non seulement en Bretagne, mais aussi dans le reste de la France. Les pièces sont soigneusement présentées. Beaucoup — un quart au moins — n'étaient pas inédites, et la présence de quelques-unes ne peut se justifier que par le caractère un peu spécial du livre, qui, avant de s'adresser aux érudits, s'adresse d'abord à la famille et à ses alliés. Il est une période sur laquelle on regrette de ne trouver à peu près rien dans ce gros recueil : c'est celle de la Ligue, qui fut pourtant si ardente en Bretagne. Les Kergorlay n'ont-ils donc jamais eu à soutenir d'autres luttes que des procès de mouvance féodale ou de droits honorifiques dans les églises? C'est peu probable; le *Cahier de la Sainte-Union de Morlaix*, publié par A. de Barthélemy et que M. Mousset n'a pas consulté, nous montre des Kergorlay du Cludon mêlés aux affaires de ce temps. Néanmoins, il s'est perdu

tant de titres des anciennes familles bretonnes qu'il convient, plutôt que d'insister sur cette lacune, de féliciter M. Mousset d'avoir en général fait si bonne chasse. Pourquoi donc fallait-il qu'un érudit averti comme lui, après avoir naguère démasqué les supercheries du faussaire insigne que fut le nommé Delvincourt, fit état (p. xiii) d'une pièce de 1208 forgée très vraisemblablement par ce même faussaire? Il y est question de familles de Kerouzéré et de Trédern qui n'existaient pas encore au XIII^e siècle...

Telle est, dans ce livre sérieux, la seule tache qu'il importe de signaler ici. La maison de Kergorlay, qui n'a plus de représentant en Bretagne, a fait élever, pour servir à son histoire, un monument qui, à tout prendre, pourrait bien durer plus longtemps que son donjon patrimonial. Et d'autres chercheurs que des généalogistes auront l'occasion de consulter avec profit ce beau recueil.

H. WAQUET.

Vicomte A. DE CALONNE. **La vie agricole sous l'Ancien régime dans le nord de la France.** 1921. 1 vol. in-8°, x-593 pages. (Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, 4^e série, t. IX.)

La Société des Antiquaires de Picardie a eu une heureuse idée en donnant une nouvelle édition de cet ouvrage, qui a paru pour la première fois en 1883 et dont une seconde édition a été publiée en 1887. C'est, en effet, un travail précieux par les renseignements qu'il nous fournit sur la vie rurale de l'Ancien régime, plus que par la méthode et par l'esprit critique, qui laissent sans aucun doute à désirer. Dans cette nouvelle édition, le plan et la méthode n'ont été nullement modifiés; l'auteur a seulement utilisé un certain nombre de travaux qui ont paru depuis 1887.

M. de Calonne n'a su se garder ni des idées préconçues ni des partis pris. Il se propose de réhabiliter l'Ancien régime, de montrer que la condition des classes rurales était aussi satisfaisante qu'il était possible : « Je crois pouvoir affirmer », dit-il, « que, sous la réserve de récoltes déficitaires ou d'inévitables accidents de nature diverse, le paysan a toujours eu sa part d'indépendance, d'aisance relative, même de joies. » La région qu'il étudiait devait faciliter la démonstration de sa thèse, car le Laonnois, la Picardie, l'Artois et surtout la Flandre étaient certainement les provinces où l'agriculture était le plus prospère au XVIII^e siècle, où les progrès ont été le plus marqués, ce qui n'empêchait pas d'ailleurs le retour fréquent de crises graves, pendant lesquelles la disette et même la famine étaient terriblement menaçantes : M. de Calonne lui-même montre les effets des crises de 1709, de 1740-1741, de 1772-1774, de 1788-1789.

Il s'applique à mettre en lumière l'importance des encouragements

donnés à l'agriculture par le gouvernement au XVIII^e siècle. Ces encouragements sont réels, mais ils n'ont pas eu toute la portée qu'il leur attribue; ils n'ont pas profondément modifié l'état de l'agriculture. C'est ainsi que les Sociétés d'agriculture, composées en majeure partie de notables incompetents (M. de Calonne en donne des exemples significatifs), n'ont exercé qu'une influence bien superficielle. Il y a eu certainement quelques grands seigneurs agronomes, comme le duc de Charost et La Rochefoucauld-Liancourt, mais leur action ne s'est exercée, semble-t-il, que dans un rayon assez peu étendu.

Le chapitre consacré aux charges qui pèsent sur l'agriculture nous paraît assez superficiel. L'auteur est imbu de l'idée erronée que certaines de ces charges avaient pour origine la protection accordée par les seigneurs à leurs sujets; et, d'ailleurs, la description qu'il en donne n'est pas aussi précise qu'on le désirerait. Il a étudié, par contre, avec plus de soin les charges royales, et il en a déterminé assez heureusement la portée.

En ce qui concerne la répartition de la propriété, M. de Calonne a utilisé les travaux de Louchisky; il montre, après lui, le morcellement de cette propriété, qui se manifeste d'une façon très significative dans le Laonnois, en Picardie et en Artois. Mais, contrairement aux conclusions du savant russe, il affirme que les nobles résidaient sur leurs terres et que beaucoup les exploitaient eux-mêmes; toutefois, les preuves qu'il nous donne ne semblent pas de nature à nous convaincre de la légitimité de sa thèse. Sur le fermage, sur la réunion des fermes et la hausse des prix de fermage à la fin du XVIII^e siècle, on trouvera dans l'ouvrage des données assez précieuses; mais la hausse des fermages ne prouve pas que « le paysan s'enrichit », car le même phénomène se manifeste dans des régions où la condition économique des cultivateurs ne s'est guère améliorée. À noter encore quelques pages intéressantes sur la persistance du *droit de marché*, dont la législation n'est pas parvenue à corriger les abus. L'auteur a étudié aussi avec soin la condition des domestiques et des journaliers; il remarque très justement que « les gages n'augmentent pas en proportion de la hausse des denrées », et il est obligé de constater que la condition des travailleurs agricoles était souvent misérable.

C'est cette condition précaire des journaliers, c'est le grand nombre de paysans insuffisamment pourvus de propriété, qui contribuent à expliquer les progrès de l'industrie rurale dans les campagnes du nord au XVIII^e siècle et surtout après l'édit de 1762 : telle est du moins la thèse très séduisante qu'a soutenue M. Louchisky, et l'on regrette que M. de Calonne ne l'ait pas au moins discutée. Mais, d'autre part, il nous donne des renseignements intéressants sur la grande extension des industries textiles (toiles et cotons), qui vont modifier très sensiblement la condition économique de la région du nord.

La partie la plus instructive du volume est celle qui traite des

méthodes agricoles. Tandis que la Flandre adopte tous les procédés nouveaux, ceux-ci ne se répandent que lentement dans les régions voisines. Les outils perfectionnés ne sont guère employés par les paysans; à la faux ils préfèrent toujours la faucille, et ils continuent à scier les blés. L'assolement triennal, l'emploi de la jachère persistent dans le Laonnois, en Picardie et en Artois; seules les subdélégations de Saint-Omer et de Béthune subissent l'influence de la Flandre, où la jachère a complètement disparu. Cependant, on note les progrès de la culture des pois, haricots, asperges et artichauts, ainsi que des plantes oléagineuses et textiles, la décadence de la vigne et la grande extension du pommier. A l'époque de Louis XVI, il y a eu aussi des tentatives sérieuses pour développer l'usage des prairies artificielles, et M. de Calonne montre l'action d'un certain nombre d'agronomes, dont le plus remarquable a été François-Hilaire Gilbert. La culture de la betterave existe à peine, mais un grand effort est fait pour répandre la culture de la pomme de terre à partir de 1770, c'est-à-dire bien avant l'époque de la propagande entreprise par Parmentier dans le reste du royaume.

On trouvera encore dans le volume des données intéressantes sur le dessèchement et le défrichement, qui ont fait de grands progrès au XVIII^e siècle, comme le montre, de son côté, M. Demangeon dans sa thèse, *la Plaine picarde*. M. de Calonne a bien indiqué aussi la portée de l'édit de 1771, qui s'efforce de faire disparaître la vaine pâture et le droit de parcours. Mais il eût fallu montrer que cet édit se heurta à l'opposition persistante des petits propriétaires, dont les intérêts étaient directement contraires à ceux des grands propriétaires; on eût trouvé à cet égard des documents significatifs aux Archives nationales¹.

Les chapitres relatifs aux mœurs rurales et à la condition morale des paysans sont moins satisfaisants. L'auteur cède à la tentation d'embellir le tableau, notamment quand il décrit les relations affectueuses des paysans et de leurs seigneurs. Il me semble qu'il se fait aussi des illusions sur le développement de l'assistance et de l'enseignement dans les campagnes. Le fait que 55 % des conjoints signent sur les registres dans les dix ans qui ont précédé la Révolution ne prouve pas forcément que les illettrés n'aient été qu'une minorité.

Henri SÉE.

1. Voy. notamment Arch. nat., H. 1487. Cf. à cet égard mon article sur *la Question de la vaine pâture au XVIII^e siècle* (*Revue d'histoire économique*, 1914).

Cours d'histoire du Canada, par Thomas CHAPAIS, professeur d'histoire à l'Université Laval. Tome I : 1760-1791. Québec, Garneau, 1919. 1 vol. in-8°, ix-350 pages.

Canadian Archives. Documents relating to the Constitutional History of Canada (1759-1791), selected and edited with notes by Adam SHORTT and Arthur G. DOUGHTY. Printed by Order of Parliament. Second and revised edition by the Historical Documents Board. Ottawa, Taché. 2 vol. gr. in-8°, xvi-1,084 pages consécutives.

M. Thomas Chapais, ancien ministre au Canada, nous avait donné la meilleure biographie de Montcalm que nous possédions, claire, abondante, agréable à lire et, chose difficile pour un Canadien, sincèrement impartiale; nous en avons parlé dans la *Revue historique* (tome CXVI, p. 374). L'Université Laval, de Québec, a eu l'excellente idée de lui demander un cours sur la suite de l'histoire canadienne depuis la conquête anglaise; et les sept conférences que renferme le présent volume mènent cette histoire de 1760 à 1791, qui est une date importante dans la vie de l'ancien Canada français.

Il ne faut, d'ailleurs, pas attendre de l'auteur ce qu'il n'a pas eu l'intention de mettre dans son livre. Ce n'est pas une histoire de la province nouvellement annexée à l'Empire britannique, ni même un tableau de la vie des Canadiens français. M. Chapais ne nous raconte ni les démêlés de l'évêque avec son chapitre, ni le peuplement anglais de la nouvelle colonie — sauf à noter l'apport considérable d'éléments anglo-américains que fut l'émigration loyaliste de la nouvelle Angleterre, susceptible d'influer sur la question constitutionnelle — non plus que les relations assez curieuses des anciens habitants avec les nouveaux venus. Il nous montre simplement les efforts du Canada français pour garder sa nationalité foncière, sa religion romaine et sa législation d'autrefois. Il y a là matière à d'utiles réflexions, en un temps où l'on refait la carte du monde, unifiant les uns avec les autres des groupes de peuples qui ne peuvent tous réclamer le bénéfice de ce que l'on appelle, d'un mot assez mal construit, « l'autodécision ». Le Canada peut être cité fort à point dans la question, posée par Machiavel, de savoir si la meilleure façon de gouverner une conquête n'est pas de lui laisser une large et franche autonomie de ses lois et coutumes traditionnelles. Ainsi a fait l'Angleterre, et, dûment éclairée par le résultat, elle continue d'agir de la sorte, attitude prudente qui lui a mérité son titre de « peuple impérial » par excellence.

La France et l'Église avaient fondé le Canada, remarque l'auteur; la France avait disparu, restait l'Église (p. 30). Mais en Angleterre, à part les régions ministérielles, toujours plus accommodantes et sceptiques, la religion romano-canadienne devait se heurter au préjugé

populaire du *no popery*. Puis, il y avait les scrupules de l'honnête George III, qui entendait appliquer en conscience son serment royal de protéger l'anglicanisme. Mais, lorsque ses ministres lui eurent exposé qu'on ne pourrait détacher les Franco-Canadiens de la hiérarchie romaine, qu'ils émigreraient plutôt que de céder sur ce terrain, il prit son parti avec décision et s'y tint, sans s'inquiéter des protestations anglicanes de la ville et cité de Londres, non plus que de la petite minorité anglaise établie déjà dans la nouvelle conquête (p. 166). Les ministres, pour sauver la face, usèrent de subterfuges, faisant savoir officieusement qu'ils fermeraient les yeux sur les relations de Québec avec Rome¹ (p. 51-52, 57-58). Au vrai, si l'on avait traité les papistes, c'est-à-dire la France canadienne tout entière, avec la rigueur des lois votées sous Élisabeth, on eût soumis les habitants, les privant de toute carrière honnête et libérale, au régime que la Russie devait appliquer, un siècle plus tard, à ses déportés en Sibérie (p. 37-38, 79-80).

Il en fut de la législation comme de la religion, à ceci près que le roi George devait apporter moins d'opposition au maintien des lois françaises. Il avait signé, le 7 octobre 1763, une proclamation d'ordre général, en vertu de laquelle le gouverneur Murray prit, le 17 septembre 1764, des mesures qui tendaient en principe à l'abrogation du vieux droit français (p. 69-70). Mais les Canadiens, qui avaient d'abord accepté le changement de régime comme de peu d'importance pour leurs intérêts privés, avaient été bientôt surpris, effrayés, de voir combien leur statut personnel de famille et de propriété se ressentait des modifications importées d'Angleterre, alors que « Blackstone détrônait Domat » (p. 67-70). On doit rendre cette justice aux gouverneurs anglais, aussi bien en titre qu'intérimaires, Murray, Carleton, Cramahé, Haldimand lui-même, que, reconnaissant la justesse des réclamations, ils prirent nettement parti pour les Canadiens français, appuyés par les meilleurs conseillers de la couronne, Marriott, Thurlow, Wedderburn. La minorité anglaise protesta sans doute, comme toujours, invoquant ses droits de libres citoyens britanniques; mais, observait Thurlow, « il n'est pas plus difficile de leur dire que *telle est la loi du pays*, qu'il ne le serait de

1. « Qu'il aille donc (l'évêque) se faire consacrer où bon lui semble, en France, s'il l'aime mieux : on ne dira rien, on fermera les yeux sur son départ; il reviendra à Londres tranquillement et sans bruit, consacré évêque, mais sans afficher ce titre, sans parler d'épiscopat; il sera reconnu comme supérieur majeur de l'église du Canada. Tout le monde se réjouira du fait accompli » (p. 51-52).

L'article de l'Acte de Québec qui proclamait la suprématie du roi était resté lettre morte. « Qu'avez-vous affaire au bill? » disait Carleton à l'évêque Briand. « Le roi n'usera pas de ce pouvoir; il consent bien, et il prétend même que le pape soit votre supérieur dans la foi; mais le bill n'aurait pas passé sans ce mot » (p. 58).

le déclarer à quelqu'un que ses affaires ont induit à s'établir à Guernesey, ou dans d'autres parties de l'Amérique du Nord » (p. 123-125).

Ainsi fut voté, en 1774, malgré une opposition peu raisonnable, où l'on regrette de trouver le nom de Pitt, l'acte de Québec, qui devint la charte des libertés franco-canadiennes, en restituant à la religion, à la famille, à la propriété, leur statut traditionnel.

Restait la question constitutionnelle. Dans le fait, l'ancien régime n'avait pas changé; l'autorité de George III se substituait à celle de Louis XV et de Louis XVI. On n'en demandait pas davantage de part et d'autre. Les riches colons anglais prirent tout naturellement le rôle, sinon la propriété, des anciens seigneurs et ne furent pas les derniers à défendre les droits féodaux, lorsque, par la suite, mais beaucoup plus tard, on s'occupa de les supprimer, rachat qui n'eut lieu, rappelons-le, qu'en 1854 (cf. Bennett Munro, *Seigniorial Tenure in Canada*, p. cxlii). Les Canadiens français regardaient comme leur meilleure sauvegarde le régime que nous nous préparions à bouleverser chez nous comme intolérable; et les ministres britanniques ne tenaient pas à leur accorder ce que réclamait la même minorité anglo-canadienne, toujours agressive et plaignante, un parlement dont les discordes perpétuelles des colonies américaines leur montraient l'inconvénient. Le plus curieux est que les « insurgents » de la Nouvelle-Angleterre, prenant envers leurs anciens voisins de la Nouvelle-France une attitude de pédagogues, essayaient de les endoctriner, de leur apprendre la beauté du parlementarisme, en même temps qu'ils protestaient à Londres contre le développement d'un Canada français encouragé dans le maintien de sa religion, de ses mœurs et de ses lois sous l'égide britannique (p. 179-184). A la longue, toutefois, par l'effet de ces impulsions diverses, le désir de représentation commença de se faire sentir jusque chez les riverains du Saint-Laurent. Mais ici les Canadiens se divisèrent, les classes éclairées demeurant méfiantes de l'innovation; et lorsque, en définitive, grâce au clergé et à l'énergie des classes supérieures, le Canada eut été maintenu dans l'allégeance anglaise, le gouvernement de Londres, reprenant en lui confiance, lui accorda le droit de représentation politique avec un parlement local pour chacune des deux parties, Haut et Bas-Canada, qui diviseraient désormais la province. Ce fut l'acte de mars 1791, où s'arrête pour le moment notre historien, et que tous les partis acceptèrent cette fois sans récriminer.

Au cours de son travail, M. Chapais dissipe quelques légendes répandues au Canada. Le « régime militaire », le gouvernement des généraux, ne fut pas, quoi qu'on pense, le régime du sabre. L'émigration des Français, après la cession de la colonie, ne dépassa guère le monde des fonctionnaires. Enfin, il n'est pas exact que le ministère ait ménagé le Canada par crainte de le voir se joindre aux « insurgents » de la Nouvelle-Angleterre. Assurément, le grand public ne prévoyait pas, dès 1765-1766, cette crise violente; mais peut-être l'auteur

généralise-t-il un peu trop son observation. Les esprits avisés du gouvernement anglais apercevaient comme probable l'insurrection, du moment où disparaîtrait le danger de la proximité française pour tenir en bride les ambitions turbulentes des coloniaux américains. Ce que calculaient en France Belle-Isle et Choiseul ne paraît pas avoir échappé à Murray, par exemple, qui pensait — et Vaudreuil ne l'ignorait pas — que l'on rendrait à la France le Canada lors du traité de paix. Par là s'expliqueraient, ce semble, certaines réserves excessives demandées dans la capitulation de 1760 en faveur des habitants français, comme autant de moyens d'attente en vue d'un retour possible¹. Amherst y coupa court en déclarant d'un mot que les Canadiens devenaient simplement « sujets du roi » d'Angleterre.

En outre, lorsque, à propos de ces réserves religieuses, M. Chapais note avec insistance qu'elles se produisaient sous un « roi viveur », au temps de l'Encyclopédie, il subit un peu trop, nous le craignons, l'influence de certaines légendes canadiennes qu'il conviendrait de redresser, ainsi que tant d'autres, qui représentent Louis XV dans une sorte de tabagie perpétuelle, comme « le roi sergent. » à Potsdam, sablant le vin de Champagne en compagnie des « philosophes », que cependant il détestait. Louis XV n'était pas aussi étranger à son royaume qu'on veut bien le croire. Il nous suffira de rappeler, pour nous en tenir aux choses d'intérêt canadien, que Wolfe lui-même avait demandé au ministre anglais, qui du reste la lui refusa, la permission de venir compléter son éducation militaire dans nos camps d'exercices. Puis, entre la guerre de la Succession d'Autriche et la guerre de Sept ans, la marine française fut doublée, fort améliorée, de l'aveu du colonel Wood, dans son excellente édition des *Logs of the Conquest* pour la Société Champlain (p. 5, 26). En ce même temps, au surplus, le gouvernement faisait reviser, restaurer, augmenter toutes les fortifications de frontières en France : les plans sont à la bibliothèque de l'Arsenal. Et l'on sait par le *Secret du Roi* combien le prince s'occupait — heureusement ou non — de sa politique étrangère.

M. Chapais a joint quelques pièces en appendice à son livre. Mais il a surtout utilisé la riche sélection de documents constitutionnels publiée par MM. Adam Shortt et Arthur Doughty dans la série des rapports sur les archives du Canada et sous la direction d'un comité

1. Articles proposés dans la capitulation de Montréal : art. 30, droits retenus pour le roi de France de nommer l'évêque de la colonie; — art. 41, les Canadiens dispensés de jamais porter les armes contre la France; — art. 42, de payer jamais d'autres impôts que leurs impôts actuels (*Const. Doc.*, p. 16, 20). — En 1779, Vergennes déclarait encore que la France avait les droits les plus légitimes à l'égard du Canada, mais qu'elle s'en désistait pour ne pas embarrasser les États-Unis (Chapais, p. 215). Les gens du Congrès américain — « les Congréganistes » disaient les Canadiens — qui avaient pris leurs précautions, inauguraient déjà contre nous une sorte de doctrine de Monroe.

dont fait partie M. Chapais lui-même. On ne saurait dire de ces deux ouvrages lequel peut se passer de l'autre, le livre de M. Chapais étant comme la préface et le commentaire des textes réunis par les savants archivistes d'Ottawa. On y prend d'excellentes leçons sur cet art difficile, que Sir George Cornewall Lewis appelait le gouvernement des Dépendances; et l'on y voit en détail comment, dans la Nouvelle-France, le régime ancien se transforma en régime nouveau sans faire la dépense d'une sanglante révolution.

René DE KERALLAIN.

Charles SCHMIDT. **Les sources de l'histoire des territoires rhénans de 1792 à 1814**, avec une préface de Ch.-V. LANGLOIS. Paris, F. Rieder et C^{ie}, 1921. In-8°, II-322 pages; prix : 20 francs.

Malgré certains bons ouvrages, comme le livre d'ensemble de M. Sagnac ou la thèse de M. Lévy-Schneider sur Janbon Saint-André, l'histoire de la domination française sur la rive gauche du Rhin n'est pas encore connue dans le détail. M. Ch. Schmidt montre lui-même dans l'introduction de ce volume que, sans cesse, changèrent les cadres administratifs pendant les années de l'occupation, où militaires et civils se disputèrent le pouvoir, et même plus tard après que les articles secrets du traité de Campo-Formio et la paix de Lunéville eurent reconnu à la France la possession de la rive gauche du Rhin. Sans doute, le 23 janvier 1798, avaient été créés les quatre départements de la Roër, Rhin-et-Moselle, Mont-Tonnerre et Sarre, mais, jusqu'en 1802, ces départements formèrent un tout sous les ordres d'un commissaire résidant à Mayence et qui fut en même temps, sous le régime consulaire, préfet du Mont-Terrible. Ce n'est que le 23 septembre 1802 (1^{er} vendémiaire an VI) que l'assimilation de ces pays avec la France devint complète : le commissaire Janbon Saint-André demeura seulement préfet de Mayence et toutes les lois françaises furent appliquées dans les quatre départements.

Les puissances alliées occupent en ce moment les pays de la rive gauche du Rhin qui, au début du XIX^e siècle, ont subi si profondément l'influence française. N'est-ce pas le moment opportun pour écrire l'histoire de ces pays de 1792 à 1813, pendant la période où ils étaient rattachés de la France? La difficulté de la tâche est grande, à cause de la dispersion de la documentation. Il faut aller la chercher dans les archives parisiennes, aux archives d'État de Coblenz et de Dusseldorf en Prusse, à celles de Darmstadt en Hesse, où ont été transportées les archives départementales du Mont-Tonnerre — n'oublions pas que Mayence est en Hesse. Dans ce volume, M. Schmidt et ses collaborateurs nous disent ce que le futur historien de la Rhénanie peut trouver à ces divers dépôts. M. Schmidt s'est chargé de Paris, Georges

Ritter de Coblenz, J. de Font-Réaulx de Darmstadt et encore des archives municipales de Mayence, J. Estienne de Dusseldorf, A. Pfeiffer de Spire. En tête du volume, M. Jean de Pange signale les documents sur les relations de la France et de l'électeur de Trèves de 1774 à 1794, et nous présente de fort curieux renseignements sur la politique de Vergennes envers l'archevêque Clément Wenzel de Saxe; mais les autres collaborateurs ne l'ont pas suivi dans cette voie: tout au plus une courte note est consacrée, p. 193, au sort des archives de l'électorat de Mayence, et il n'y a rien sur les archives de l'électorat de Cologne. Puis, aux archives de la ville de Cologne, ne se trouve-t-il donc aucun document curieux sur l'occupation française? Le répertoire manque un peu de cohésion; mais tel quel il rendra de grands services; il est fait avec soin: une table alphabétique y rend les recherches faciles; il faut remercier le haut commissaire de la République française dans les provinces du Rhin, M. Tirard, d'avoir encouragé cette publication. Nous espérons qu'elle décidera quelque candidat au doctorat ou des élèves de l'École de droit de Mayence à traiter l'un des sujets auxquels la lecture de ce répertoire fait songer: l'Université de Mayence, l'École de droit de Coblenz, les biens ecclésiastiques, le développement de l'industrie en Rhénanie ou tout autre; nous espérons aussi qu'un jour ces travaux d'analyse susciteront une puissante synthèse et que sera écrit, par un historien français, ce beau chapitre de l'histoire de France: la France sur le Rhin de 1792 à 1814.

Chr. PFISTER.

Albert HOUTIN. *Le Père Hyacinthe dans l'Église romaine (1827-1869)*; avec un portrait. Paris, E. Nourry, 1920, 1 vol. in-12, 395 pages.

Cet ouvrage comprend la première partie d'une biographie du P. Hyacinthe, entreprise par M. Houtin sur la demande de M^{me} Loyson et avec l'assentiment de Charles Loyson lui-même. L'auteur a disposé des lettres, des souvenirs de son personnage et surtout d'un précieux *Journal*, commencé au mois d'avril 1860 et sur lequel le P. Hyacinthe couchait chaque jour, et plusieurs fois par jour quelquefois, ses réflexions, ses impressions, ses idées, avec une précision parfaite et une évidente sincérité. Il est fâcheux qu'en entrant aux Carmes, et pour marquer qu'une vie entièrement nouvelle commençait pour lui, l'illustre prédicateur ait cru devoir brûler quantité de papiers intimes que nous serions aujourd'hui contents de posséder. M. Houtin a usé de ses sources avec sa diligence et sa sûreté ordinaires, en s'appliquant à s'effacer discrètement derrière les textes et les faits. Le livre est, au total, passionnant. La grande âme mystique, généreuse, inquiète, illusionniste du P. Hyacinthe se forme, évolue, se transforme

sous nos yeux, et c'est le plus émouvant des drames psychologiques qui se déroule au cours de ces quatre cents pages pleines et fortes. Ce n'est pas seulement un homme entre tous attachant qui y vit, c'est un quart de siècle de l'existence de l'Eglise qui s'y reflète en clartés singulières. Ce n'était ni un grand raisonneur, ni un orgueilleux-né, affolé de raison, ni un exégète très averti, ni un critique exigeant que le P. Hyacinthe; il apportait, au contraire, à l'Eglise une confiance candide, une capacité d'exaltation dans la foi qui sont d'ordinaire, pour l'orthodoxie et la hiérarchie, de sérieuses garanties contre les écarts de l'esprit. Que n'a-t-il pas fallu qu'un tel homme vit et entendit pour douter du romanisme et le rejeter! De fait, il suffit de l'entendre constater et se plaindre pour comprendre sa résolution finale. Son expérience douloureuse nous apporte le plus précieux des documents sur la stérilisation romaine du catholicisme à l'époque décisive de l'Immaculée, du Syllabus et du concile du Vatican. Et quelle galerie de personnages représentatifs se déroule tout au long de la route qu'il a suivie! M. Houtin excelle à les mettre en pleine lumière. J'espère que le second volume suivra de près le premier.

Ch. GUIGNEBERT.

S. ZURLINDEN. *Der Weltkrieg. Vorläufige Orientierung von einem schweizerischen Standpunkt.* Zweiter Band : *Die historische Grundlage des Weltkrieges.* Zurich, Orell Füssli, 1917-1918. Gr. in-8°, 725 pages.

Après avoir étudié dans un premier volume (voir *Rev. histor.*, t. CXXVII, p. 125) ce qu'il appelle « les racines » de la guerre mondiale — croyance en la nécessité de la guerre, principe d'autorité, diplomatie secrète, militarisme, impérialisme, théologie de la guerre —, M. S. Zurlinden aborde dans ce deuxième volume et doit poursuivre dans un troisième volume l'étude des origines historiques de la guerre. C'est une œuvre de longue haleine et de grande valeur. Partant du Congrès de Vienne et suivant l'évolution de la politique européenne de 1814 à 1914, l'auteur considère successivement tous les aspects du problème des origines, politique bismarckienne, alliances et ententes européennes, question coloniale, question d'Orient, pacifisme et armements. Il est à la fois clair, documenté, impartial. La lecture d'un pareil ouvrage peut être d'autant plus profitable au lecteur français que M. Zurlinden a eu recours principalement aux sources allemandes et considère les événements du point de vue suisse; cependant, de chapitre en chapitre, dans cet exposé objectif et dégagé de tout parti pris, on voit s'accuser de plus en plus nettement les lourdes responsabilités de l'Allemagne.

Jules ISAAC.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale. — Charles BÉMONT et Gabriel MONOD. *Histoire de l'Europe au moyen âge, 395-1270*. Nouvelle édition refonduë (Paris, Félix Alcan, 1921, in-12, xxvii-456 p.; prix : 15 fr.). — Avant la réforme de l'enseignement secondaire de 1902, les programmes de la classe de troisième comprenaient l'étude de l'histoire générale de l'Europe au moyen âge de 395 à 1270. A l'usage des étudiants de cette classe, M. Charles Bémont et M. Gabriel Monod composèrent un « Manuel » qui se distinguait entre tous les autres par sa précision scientifique, le choix judicieux des faits, la place importante donnée à l'histoire des institutions et à celle de la civilisation chrétienne et féodale. La réforme de 1902 sacrifia de la façon la plus fâcheuse l'histoire du moyen âge. En queue du cours d'histoire romaine enseigné en première, les programmes nouveaux placèrent les débuts du moyen âge jusque vers le milieu du x^e siècle et tous les examinateurs qui ont interrogé au baccalauréat gardent le souvenir de certaines réponses pitoyables : Mahomet placé avant Jésus-Christ, Charlemagne successeur de Clovis, etc. Ces mêmes élèves qui répondaient si mal avaient fait, au début du cours de seconde, une étude rapide sur le moyen âge du xi^e au xvi^e siècle, en tête d'un programme qui s'arrêtait à la mort de Louis XIV. Il en résultait que les étudiants nous arrivaient à la Faculté ignorant totalement, ou à peu près, l'histoire du moyen âge. Pour leur venir en aide, MM. Bémont et Monod réimprimèrent leur travail, non sans l'avoir modifié. S'adressant à des jeunes gens plus âgés, M. Bémont fit précéder le Manuel d'une introduction où sont indiqués les grands répertoires bibliographiques du moyen âge, les collections de chroniques ou de documents, les histoires générales, etc., accentuant ainsi le caractère scientifique du volume. Ce livre eut le succès le plus vif; il fut sur la table de travail de chaque étudiant d'histoire et bientôt l'édition fut épuisée. Puis, Gabriel Monod mourut, et ce n'est pas dans cette *Revue*, fondée par lui, qu'il est nécessaire de rappeler quelle perte cruelle sa mort fut pour la science historique. Survint la guerre; l'imprimerie traversa une crise cruelle, et combien de fois nos étudiants nous ont exprimé le vœu qu'une nouvelle édition de cette histoire classique fût donnée. A ce vœu, M. Charles Bémont vient de donner satisfaction. Il a fallu supprimer les illustrations, et on peut le regretter. Mais, en revanche, on a mieux groupé les faits en treize chapitres et le caractère des grandes périodes ressort davantage. Une nouvelle section a

été ajoutée à la bibliographie pour l'histoire religieuse. Un médiéviste doit avoir des notions sur les livres saints des Juifs, des chrétiens et des musulmans, sur les collections des Pères et des conciles; il les trouvera dans l'introduction. Le volume part pour de nouvelles destinées; nous appelons de nos vœux une suite. Nous avons besoin d'une histoire de l'Europe de 1270 à 1492. Des dispositions ont été prises pour qu'on nous donne ce pendant au « Bémont et Monod ». — C. PR.

— Edme TASSY et Pierre LERIS. *Les ressources du travail intellectuel en France* (Paris, Gauthier-Villars, 1921, in-8°, xxii-742 p.; prix : 50 fr.). — Transcrivons, pour mieux faire comprendre l'utilité de cet ouvrage, le sous-titre : « Organes d'informations et de documentation; moyens et organes de perfectionnement, aide, encouragement, placement. Sociétés savantes. Cours. Laboratoires. Observatoires. Collections d'études. Bibliothèques et archives. Subventions. Prix et concours. Indications bibliographiques ». Donnons maintenant le titre des douze chapitres qui composent le volume : I, Renseignements généraux. II et III, Les sociétés savantes (à Paris et dans la province); IV, Associations professionnelles. V, Encouragements et aides officiels. Fondations privées. Principaux encouragements et aides internationaux. VI, Créations diverses pour le perfectionnement des études et pour l'expansion intellectuelle. VII, Les services et établissements scientifiques spéciaux (on serait assez embarrassé de trouver ce qu'il importe de savoir sur l'École pratique des hautes études, 4^e et 5^e sections). VIII, Les périodiques spéciaux. IX, Les bibliothèques. X, Les dépôts d'archives. XI, Les bibliothèques circulantes, d'échange, de prêt. XII, Indications bibliographiques. On peut voir maintenant tout ce qu'on est en droit de trouver dans ce précieux répertoire, auquel il faut souhaiter des éditions nombreuses et rapprochées. Il permettra de remédier, dans la mesure du possible, au défaut de liaison entre les organes, si divers, du travail intellectuel dans tous les ordres de recherches : industrielles, économiques, scientifiques et littéraires, à Paris et dans les départements. Ch. B.

— Louis HOURTICQ. *Initiation artistique* (Paris, Hachette, in-8°, 190 p.; prix : 5 fr.; « Collection des Initiations »). — Pour enfermer en moins de deux cents pages une histoire entière des arts du dessin qui se lise avec agrément et avec fruit, il faut connaître jusque dans le menu détail le développement de chaque art en tout pays et à toute époque, puis de cette masse de faits particuliers extraire l'idée générale qui la domine et l'éclaire. Cette science et ce talent, M. Hourticq montre qu'il les possède à un rare degré dans ce court manuel, riche d'idées, d'heureuses formules et de style. Dans un nouveau tirage, ne pourrait-on, par exemple à l'index des noms propres, ajouter un peu de chronologie?

Ch. B.

— C. Henry SMITH. *The Mennonites; a brief history of their origin and later development in both Europe and America* (Men-

nonite book concern. Berne, Indiana, U. S. A., 1920, in-8°; 340 p.). — Les Mennonites sont un rameau séparé du tronc anabaptiste, issu lui-même de la réforme zwinglienne. Ils tirent leur nom de Menno Simons (1496-1561), qui naquit en Frise, fut élevé dans le catholicisme romain et entra dans les ordres à vingt-huit ans; mais, sous l'influence des écrits luthériens, il se livra avec ardeur à l'étude de la Bible et renonça publiquement au catholicisme en janvier 1536. Divers incidents le mirent alors en contact avec les Anabaptistes ou, du moins, avec cette fraction qui répudiait les théories et les violences des fanatiques récemment exterminés à Münster en Westphalie. C'est un chef de cette secte, Obbe Philip, qui lui administra le baptême et l'ordination; depuis lors, Menno ne cessa de prêcher l'Évangile, tel qu'il l'entendait, et de fonder des églises, soit dans son pays d'origine d'où il fut bientôt expulsé par les calvinistes, soit en Allemagne où il dut chercher un asile et où il trouva le plus souvent la persécution. Il alla mourir (13 janvier 1561) à Wüstenfilde, entre Hambourg et Lubeck.

Il partageait sur certains points les croyances des Anabaptistes. Comme eux, il admettait que le baptême, initiation nécessaire à la vie chrétienne, ne pouvait être administré qu'après une formelle confession de foi, et que, par conséquent, les enfants ne pouvaient pas le recevoir; comme eux aussi, il était convaincu que, si la vérité se trouve dans la Bible et notamment dans le Nouveau Testament, tout homme peut et doit la trouver par le seul effort de sa raison; que, par conséquent, le culte doit être purement individuel. Doctrine contraire à l'institution de toute église d'État, catholique, luthérienne ou calviniste, et fondée essentiellement sur la tolérance en matière religieuse. Comme eux aussi, il estimait que la parole du Christ interdit le serment et qu'un enseignement fondé sur l'amour condamne la guerre. D'autre part, il pensait qu'une sévère discipline morale doit être imposée aux fidèles, sans distinction de personnes, et, qu'enfin, s'il leur est conseillé de participer aux affaires publiques, l'obéissance aux magistrats civils est nécessaire, tant qu'elle n'est pas contraire à la parole de Dieu. Ces doctrines ne pouvaient être tolérées aux époques d'ardente foi, où les églises étaient étroitement associées à l'État pour le servir ou pour le dominer; aussi leurs adeptes furent-ils sans cesse poursuivis dans le cours du XVII^e et même du XVIII^e siècle. Persécutés, ils émigrèrent et allèrent peupler de leurs églises le nouveau monde comme l'ancien.

M. Smith a tracé avec précision, clarté, impartialité, l'histoire si variée de ces apostolats en Europe : Suisse et Pays-Bas, Allemagne du Nord et de l'Est, Autriche et Hongrie, Russie, France (surtout en Alsace et en Lorraine), mais non en Angleterre, où les Mennonites n'ont pas réussi à se maintenir; puis en Amérique (États-Unis et Canada). Aujourd'hui, l'on compte en Europe environ 175,000 Mennonites et près de 100,000 de l'autre côté de l'Atlantique. Une bibliographie détaillée complète l'ouvrage qui n'est sans

doute pas une œuvre d'érudition (il n'y a aucune référence au bas des pages), comme elle n'est pas non plus une œuvre d'édification; c'est un sincère tableau d'histoire vraie.

Ch. B.

Histoire de la guerre. — Ferruccio QUINTAVALLE. *Cronistoria della guerra mondiale. Parte prima : dal Congresso di Berlino (Luglio 1878) agli Armistizi (novembre 1918)* (Milan, Ull. Hoepli, 1921, in-16, xxxi-800 p.). — Dans son introduction, qui est un exposé judicieux et clair des origines de la guerre, l'auteur explique pour quelles raisons il a cru devoir prendre comme point de départ de son travail le Congrès de Berlin. Théoriquement, ses raisons sont fort bonnes. Pratiquement, les 200 pages qu'il a consacrées à la période 1878-1914 ne peuvent représenter qu'un résumé chronologique très sommaire et très arbitrairement établi : par exemple, on y trouvera notés les moindres incidents de la question d'Irlande, tandis que quelques-uns des plus graves incidents internationaux (tels que l'affaire Schnaebelé) sont passés sous silence. Une chronologie des origines immédiates de la guerre (juin-août 1914), minutieusement et soigneusement établie, eût été plus utile aux travailleurs. Pour la période même de la guerre, M. F. Quintavalle donne des renseignements très détaillés sur les événements qui intéressent l'Italie; il paraît moins bien informé des événements militaires qui se rapportent au front français (aucune mention de la bataille de Morhange-Sarrebouurg le 20 août; par contre, il est mentionné à la date du 15 août qu'« en Lorraine une division française du 15^e corps, composé de contingents provençaux, sous l'effet de la propagande antimilitariste, a jeté bas les armes devant l'ennemi et, par sa retraite, forcé l'armée française à se replier »).

Jules ISAAC.

— Commandant DE CIVRIEUX. *La Grande Guerre (1914-1918). Aperçu d'histoire militaire* (Paris, Payot, 1921, in-16, 151 p.; prix : 4 fr.). — Ce petit volume fait partie d'une collection encyclopédique qui ne doit comprendre que « des ouvrages de tout premier ordre dus à la plume des maîtres les plus célèbres, des savants les plus éminents, des écrivains les plus autorisés », et il voisine en effet avec des ouvrages signés Paul Appell, Louis Leger, Henri Cordier, Ernest Babelon. C'est regrettable. Car on y cherche un récit objectif et substantiel et l'on n'y trouve que des thèses, parfois intéressantes, souvent très contestables, présentées — avec de singulières libertés de style — par la plume d'un polémiste. C'est ainsi qu'après avoir jugé sévèrement, et non sans raison, la « stérile année 1915 », la politique du « grignotage », les fausses manœuvres des alliés en Orient, le commandant de Civrieux écrira : « Mais ni à Londres ni à Paris ne pensait un homme capable de concevoir la guerre universelle, et, de cette lacune aux plus rigides et permanents principes, des torrents de sang couleront dans la pérennité des massacres inféconds » (p. 47). Admirateur déterminé du général Nivelle, il professe le plus souverain mépris pour les

méthodes et l'œuvre du maréchal Pétain qui, même comme défenseur de Verdun, ne trouve pas grâce devant lui. Bien entendu, les « ministres civils », les « politiciens professionnels », les parlements sont malmenés comme il convient par le critique militaire : ayant « pour d'égoïstes passions personnelles » annihilé en 1917 « les plans du chef, les efforts héroïques des soldats », s'étant arrogé « un droit de haute direction sur la conduite des opérations », ils sont finalement accusés d'avoir « présidé ... au plus effroyable carnage de l'humanité » (p. 143). Ainsi nous voilà fixés : si les armées françaises ont eu 1,400,000 tués, la faute en est au Parlement. J. I.

— Paul GINISTY et capitaine Maurice GAGNEUR. *Histoire de la guerre par les combattants* (Paris, Garnier, 1917, in-16, t. I : *Août 1914-juillet 1915*, 562 p.; 1918, t. II : *Juillet 1915-juin 1916*, 353 p.; s. d., t. III : *Verdun*, 464 p.). — Les auteurs de ce recueil ont eu l'idée, excellente en principe, d'apporter à l'histoire de la guerre une contribution, « celle du témoignage des combattants ». Ils ont donc groupé, selon l'ordre des événements, un certain nombre de documents émanant des combattants eux-mêmes, chefs ou soldats. Et de ces pages, à la fois monotones et émouvantes, se dégage, comme ils l'ont souhaité, une saisissante impression de vérité, de « vérité humaine ». Au point de vue purement historique, les documents publiés sont de valeur inégale : il faut soigneusement distinguer entre les notes qui ont été prises sous le feu et les souvenirs rédigés après coup, à deux ou trois ans de distance. Parmi les témoignages les plus intéressants, on notera dans le premier volume le récit d'un chef de bataillon intitulé « A travers la retraite » ; il se rapporte à l'un des épisodes essentiels de la bataille de Charleroi, l'affaire d'Onhay, coup de revers de la III^e armée von Hausen, qui eut pour effet d'arrêter net l'offensive du 1^{er} corps français et de déterminer le général Lanrezac à la retraite. J. I.

— Vice-amiral RONAR'CH. *Souvenirs de la guerre. I : Août 1914-septembre 1915* (Paris, Payot, 1921, in-8°, 335 p.). — Les souvenirs du vice-amiral Ronar'ch constituent, pour l'histoire de la bataille de l'Yser, un témoignage de premier ordre qui, sous « l'apparence un peu sèche d'un rapport militaire », se recommande par des qualités indéniables de précision et de probité. Pas de phrases, pas de littérature, aucun souci de glorification personnelle : des faits, tels qu'ils ont pu être notés jour par jour, heure par heure. On peut suivre ainsi dans le moindre détail la défense improvisée des lignes de l'Yser et de la tête de pont de Dixmude. En un an, d'octobre 1914 à novembre 1915, dans ce terrible secteur des Flandres, la brigade de fusiliers-marins a perdu 172 officiers, 346 officiers mariniens et environ 6,000 quartiers-maitres et marins, soit la totalité de son effectif normal. Mais il faut bien constater que là comme ailleurs, comme partout dans les lignes françaises jusque vers le milieu de l'année 1917,

le dévouement des soldats et des chefs a dû suppléer trop souvent à l'insuffisance du matériel. L'amiral Ronar'ch, qui ne veut rien dissimuler, note à plusieurs reprises l'insuffisance du matériel téléphonique et par suite des liaisons entre l'infanterie et l'artillerie (p. 76); l'insuffisance du matériel défensif — pas de fils de fer barbelé pour barrer les voies d'accès à Dixmude le 26 octobre (p. 95) —; l'insuffisance des moyens d'observation, restée si longtemps, en effet, une grave cause d'infériorité pour l'armée française — « le 14 juillet 1915, nous avons la satisfaction de contempler notre première saucisse française [ballon] au-dessus de Furnes » (p. 315); — l'inutilité des attaques d'infanterie lancées sans une préparation d'artillerie suffisante (p. 178); enfin, l'organisation déplorable des relèves et des cantonnements de repos (p. 138 et 154), « question si négligée », dit-il, « bien que capitale ». C'est parce qu'il est absolument véridique qu'un témoignage comme celui de l'amiral Ronar'ch devra être retenu par tous les historiens de la guerre.

J. I.

— Général DUBAIL. *Quatre années de commandement... Journal de campagne*. T. III : *Groupe d'armées de l'Est* (Paris, L. Fournier, 1921, in-8°, 357 p.). — Le général Dubail a entrepris de publier son *Journal de campagne*. Nous avons le regret de ne pouvoir parler des deux premiers volumes, qui ne nous sont pas parvenus. Le tome III s'étend du 15 août 1915 au 5 avril 1916, date à laquelle le général a dû échanger le commandement des armées de l'Est contre le gouvernement de Paris. Mais le groupe des armées de l'Est ayant été presque constamment maintenu sur la défensive durant cette période, l'intérêt du *Journal* s'en ressent; il n'est pas sans présenter une certaine ressemblance avec ces communiqués où, pour répondre à l'attente fiévreuse du public, on lui apprenait qu'à Z. le tir de notre artillerie avait fait sauter un dépôt de munitions, ou qu'à Y. une de nos patrouilles avait ramené deux prisonniers. La seule opération de quelque importance dont il soit question dans le tome III du *Journal* est l'offensive malheureuse de la 7^e armée au Hartmannswillerkopf (décembre 1915), qui clôt la série des offensives locales de 1915, toutes si meurtrières pour un si mince profit. Le général Dubail ne dissimule pas l'importance de nos pertes dans cette guerre d'usure, mais il paraît avoir cédé à l'illusion optimiste qui régnait alors dans les états-majors lointains, l'illusion que l'usure allemande devait être bien plus rapide que la nôtre (p. 49, à la date du 24 août 1915 : « Depuis deux mois..., nous avons perdu sur ce théâtre [nord et sud de la Fèche] environ 20,000 hommes... » Les pertes allemandes « ont dépassé de beaucoup les nôtres »; cf. également p. 32-33). Cependant, quand il apprend que nos pertes de Champagne et d'Artois, après l'offensive de septembre-octobre 1915, se montent à 166,000 hommes, dont 20,000 disparus, il ne peut s'empêcher de reconnaître que, « pour un tel prix, le résultat obtenu a été maigre » (p. 106). L'idée lui vint alors que, pour

combler le déficit de notre recrutement, on pourrait faire appel aux réserves inépuisables du recrutement russe; soumise au gouvernement, l'idée fit son chemin et l'on sait dans quelle mesure elle fut réalisée; on ne savait pas et le Journal nous révèle que la paternité doit en être attribuée au général Dubail. Lieutenant discipliné, d'une correction et d'une discrétion exemplaires, le général Dubail enregistre sans les critiquer toutes les décisions prises par le haut commandement; tout au plus s'étonne-t-il, le 25 octobre 1915, qu'on hésite à intervenir énergiquement dans les Balkans, où pourrait se jouer, selon lui, « la partie principale » : « Nous avons quarante-deux divisions en arrière de notre ligne! Comment ne pas admettre qu'on puisse en distraire huit ou dix » (p. 103). A partir du mois de janvier 1916, il paraît préoccupé surtout d'attirer l'attention du général en chef sur la persistance des bruits et des indices relatifs à une attaque contre la R. F. V. (région fortifiée de Verdun); à deux reprises, le 19 janvier, le 6 février, il s'entretient avec lui « de la situation générale »,... mais une discrète ligne de points nous avise chaque fois que le général Dubail sait garder le secret professionnel. En somme, le principal intérêt de ce tome III du Journal de campagne réside dans les réflexions et les initiatives d'ordre tactique que suggèrent au général Dubail, tacticien émérite, soit les opérations de ses armées et des armées voisines, soit la reprise de l'instruction des grandes unités dans des camps spéciaux, instruction à laquelle il consacre dans cette période presque toute son activité. A ce point de vue particulier — l'évolution de la tactique française en 1915 —, le Journal est un témoignage très précieux et très important; on y trouve insérés quelques documents de grande valeur, tels que la *note du 18 septembre 1915* pour les commandants d'armée (p. 49), où le général Dubail s'élève contre l'habitude néfaste de bourrer de troupes la tranchée de première ligne et préconise ce qu'on appellera plus tard « la défensive élastique »; et plus loin (p. 112) le *rapport sur les enseignements à tirer de l'offensive de Champagne*, rapport qu'il serait intéressant de rapprocher de celui du général Pétain; le général Dubail paraît préoccupé surtout d'améliorer le dispositif des troupes d'assaut; mais l'échec de la grande offensive de Champagne a-t-il été dû principalement à des causes d'ordre tactique? Deux conditions essentielles du succès faisaient défaut : la surprise et le matériel de rupture. — J. I.

— J. R. Foch, *essai de psychologie militaire* (Paris, Payot, 1921, in-16, 211 p.). — Comme le titre l'indique, ce petit livre n'est pas un essai « historique » sur Foch, mais un essai de « psychologie militaire », plus simplement une étude de la personnalité, de la méthode et de la technique de Foch, comparées à celles de ses prédécesseurs ou de ses contemporains les plus illustres, Napoléon, Moltke, Joffre, Pétain et Ludendorff. L'entreprise n'est pas sans audace ni sans péril, mais l'auteur, officier breveté d'État-major et, semble-t-il, fort documenté sur « nos grands chefs », s'en tire avec adresse. Il y a, dans son travail, beaucoup de renseignements intéressants à glaner

pour l'historien, soit sur les méthodes de travail, soit sur l'entourage de Foch. La thèse de J. R. est que jusqu'en mars 1918 « la grande guerre, en ce qui concerne la méthode de commandement... pour tous les belligérants, a été le couronnement de la doctrine allemande », qui consiste dans le commandement « anonyme ou collectif » : que Foch, seul vrai disciple de Napoléon, a su rénover l'art napoléonien du commandement « personnel » et, par sa victoire, a démontré péremptoirement la supériorité des principes napoléoniens qui restent « le fondement même de l'art de la guerre ». Soit. Mais pour opposer Ludendorff à Foch, « issu de la bourgeoisie française », il n'est pas besoin d'écrire que Ludendorff, « descendant des junker prussiens », a l'esprit féodal de « la caste dans laquelle il est né » : Erich Ludendorff est un roturier, tout comme Foch. Le style présente quelquefois des négligences ou des inversions singulières (p. 113, « il faudrait un maître pour brosser de Foch, et qui fût digne de lui, le tableau où ne se trouveraient, certes, pas beaucoup d'ombres »).

J. I.

— Général BUAT. *Hindenburg* (Paris, Chapelot, 1921, in-16, vii-243 p.). — Après une étude sur Ludendorff, le général Buat nous donne une étude, non moins solidement et soigneusement établie, sur Hindenburg. C'est une analyse critique des « Souvenirs de ma vie » du vieux maréchal prussien, d'autant plus intéressante qu'elle émane du chef d'État-major actuel de l'armée française. Après avoir résumé la carrière d'Hindenburg, le général Buat étudie successivement « les traits essentiels » de l'homme, « ses principes de guerre », « ses particularités » ; puis, le rapprochant de son inséparable adjoint Ludendorff, il cherche à discerner « la part de chacun dans la conduite de la guerre ». Cette dernière partie est d'ailleurs la plus originale de l'ouvrage ; le général Buat conclut finalement qu'« Hindenburg est un homme intelligent, aimable, compréhensif, que l'on tient au courant de ce qui se passe, de qui l'on admet volontiers les conseils, dont les procédés de discussion sont courtois ; mais Ludendorff détient l'autorité effective... » (p. 223). Inutile de dire que l'auteur juge sévèrement la stratégie allemande, aussi bien dans la première que dans la deuxième partie de la campagne de 1918, et qu'il fait valoir la supériorité de la stratégie alliée. Mais quand il nous montre celle-ci « prévue en ses modalités dès la fin de 1915, en tout cas en 1916, adoptée en 1917, préparée à partir de cette date et retardée seulement par la construction du matériel immense qu'exigeait son application... » (p. 121), peut-être exagère-t-il un peu l'optimisme rétrospectif et le don de prévision de l'État-major français. Évidemment, on ne peut demander au général Buat de partager l'opinion d'Hindenburg, d'après lequel, si de grands résultats n'ont pas été réalisés plus tôt par l'Entente, il faut en « chercher la cause dans une certaine étroitesse d'esprit » du commandement français, qui aurait pu être « plus capable et plus ingénieux » et son cerveau moins atteint « d'une certaine infertilité ».

J. I.

— Geoffroy DE GRANDMAISON. *Un caractère de soldat. Le capi-*

tain Pierre de Saint-Jouan (1888-1905) (Paris, Plon, 1920, in-16, xx-279 p.). — M. de Grandmaison a retracé, avec une émotion pieuse, la vie très belle, très droite et très pure de Pierre de Saint-Jouan, jeune officier, issu d'une vieille et noble famille bretonne, sorti de Saint-Cyr en 1910, lieutenant au 18^e chasseurs à cheval, puis versé dans l'infanterie — au 131^e de ligne — en mars 1915, et tombé dans les tranchées de l'Argonne, le 12 juillet 1915. Les conditions de la guerre moderne éloignent de plus en plus le haut commandement des combattants; mais l'historien, s'il veut avoir de la guerre une vision exacte et complète, devra sans cesse les rapprocher et, le plus souvent possible, passer des bureaux d'État-major dans les tranchées. Les notes prises par le capitaine de Saint-Jouan sont un témoignage d'une sincérité, d'une ferveur émouvantes. Cavalier fanatique, il ne cache pas les préventions qu'il a tout d'abord contre l'infanterie; mais quand, passé à regret de son escadron du 18^e chasseurs dans la 1^{re} compagnie du 131^e, il se trouve au milieu de sa nouvelle troupe, toutes ses préventions tombent, il rend pleine justice aux poilus : « Il faut pour les apprécier », dit-il, « vivre au milieu d'eux. Je m'aperçois bientôt que les souffrances qu'ils endurent ne peuvent être comparées à celles des cavaliers et qu'on ne peut demander plus à des hommes qui ont autant souffert » (p. 205). L'ayant brusquement découverte, il n'hésite pas à reconnaître l'horreur de la vraie guerre, la guerre des fantassins (p. 239). Ce qu'a été le calvaire de l'infanterie, dans cette cruelle année 1915 surtout, on ne le redira jamais assez; le *Journal* du capitaine de Saint-Jouan en est un nouveau témoignage, irrécusable (p. 227). J. I.

— Dans la *Rivista marittima* d'octobre 1921, M. C. MANFRONI a commencé l'étude critique de l'œuvre du commandant allemand A. STENZEL, achevée par le contre-amiral KIRCHHOFF et consacrée à la *Seekriegsgeschichte in ihren wichtigsten Abschnitten mit Berücksichtigung der Seetaktik*. Le premier volume de cet important ouvrage parut en 1907, et il s'achève avec l'histoire résumée de la Grande Guerre au point de vue naval. G. Bn.

— Henri BORNECQUE et J.-Germain DROUILLY. *La France et la guerre. Formation de l'opinion publique pendant la guerre* (Paris, Payot, in-16, 159 p.; prix : 6 fr.). — C'est une sorte de bibliographie des ouvrages de propagande publiés chez nous pendant la guerre à l'effet de faire connaître la France aux Français, de montrer ce qu'étaient l'Allemagne et les appuis sur lesquels nous pouvions compter, de préparer l'opinion publique à l'examen des grands problèmes qui allaient se poser à la fin des hostilités : question d'Alsace-Lorraine, libération des peuples asservis (Polonais, Tchéco-Slovaques, Yougo-Slaves, Lettons, Arméniens, etc.). Bibliographie qu'on ne consultera pas seulement, mais qui se lit avec intérêt. Ch. B.

Histoire de l'Antiquité. — Gauranga Nath BANERJEE. *Hellenism in ancient India*, 2^e éd. (Calcutta and London, Butterworth, 1920,

in-8°, v-344 p.). — Les progrès de la recherche historique imposent aux spécialistes de l'orientalisme l'obligation de faire entrer en ligne de compte et au premier plan de leurs investigations respectives le redoutable, mais décisif problème des relations entre les divers peuples asiatiques comme entre l'Orient et l'Occident. Ce point de vue, prédominant depuis un quart de siècle, a renouvelé nos connaissances en chacun de ces domaines : inauguré par les Occidentaux, il ne peut plus demeurer étranger désormais aux savants de l'Orient. Le travail de M. Banerjee, dont la première édition s'est épuisée en un an, aborde dans toute son ampleur la question des rapports entre l'Inde et la Grèce : les arts, les sciences, les lettres, la pensée religieuse ou philosophique font à cet égard l'objet de chapitres trop brefs à notre gré, mais dont les compatriotes de l'auteur pourront tirer beaucoup d'enseignement. Les spécialistes loueront l'entreprise, mais seront sensibles à ses insuffisances, quoique certaines soient excusables. Ils regretteront de ne pas trouver pour chaque sujet la discrimination des époques successives, telle qu'essaya de la préciser, en un ouvrage méritoire, dont la sécheresse témoigne d'une critique un peu courte, H. G. Rawlinson (*Intercourse between India and the western world*, Cambridge, University Press, 1916). Nous nous étonnerons même que M. Banerjee ne paraisse connaître de cet auteur que son ouvrage sur la Bactriane (*Baktria*), non celui qui traite un sujet identique au sien. Pour les arts plastiques, on ne pouvait mieux faire que de se laisser guider par l'archéologie d'un Foucher et d'un Stein. Sur l'épineuse interprétation des rapports entre la science grecque et la science indienne, la deuxième édition aurait gagné à tirer parti des discussions de Kaye (surtout dans *Scientia*, XXV, janv. 1919) et des indications de Benoy K. Sarkar (*Hindu Achievements in exact Science*, 1918). Dans la confrontation des littératures, le manque de critique personnelle rend l'auteur impuissant à choisir parmi les avis divergents émis par les Européens. Dans l'ordre des doctrines philosophiques, on omet de s'expliquer sur d'étranges analogies : sur le parallélisme entre la palingénésie ou la métempsychose grecques et la transmigration indienne, entre l'atomisme de Démocrite et celui des Vaïçéshikas, entre la logique aristotélicienne et celles de Dignāga ou des Naiyāyikas. On passe sous silence le puissant essor de la pensée bouddhique mahāyāniste, dans lequel cependant transparaissent de complexes influences helléniques, contaminées de gnose syrienne et de dogmes iraniens. Souhaitons enfin que l'on rende à l'avenir moins incorrectes les citations françaises, allemandes ou autres ; il est pénible de trouver dans un ouvrage qui traite de l'hellénisme l'adage classique sous cet aspect méconnaissable : « Gyothe seantor » (p. 288).

P. MASSON-OURSSEL.

— Radhakumud MOOKERJĪ. *Local Government in ancient India*, 2^e éd., revised and enlarged (Oxford Clarendon Press, 1920, in-8°, xxv-338 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — Voici un ouvrage qui honore l'Inde contemporaine. La foi de l'auteur dans la destinée permanente de sa race, nous

dirions presque de sa patrie, à travers les temps passés ou à venir, au lieu de l'aveugler, comme tant d'autres, sur la portée des événements historiques, lui confère une sûreté de jugement dont profite notre connaissance des faits. Il a protesté contre certains préjugés en montrant dans la tradition indienne, plusieurs fois millénaire, l'unité de la civilisation hindoue (*The fundamental unity of India, from hindu sources*, London, Longmans). Il s'est révélé d'autre part un des historiens les mieux informés des relations que l'Inde entretint avec les autres peuples, car il a dressé le bilan de son activité maritime à travers les âges (*A History of Indian Shipping*, *ibid.*). Il a discuté l'attribution et la date de l'*Arthaçâstra*, dans lequel il a reconnu le plus ancien traité indien de politique et d'économie, imputé par lui au iv^e siècle avant notre ère (introduction à l'*Ancient Hindu Polity* de Narendranath Law, *ibid.*). Dans son plus récent ouvrage, qui date de 1918, M. R. Moorkerji signale toute l'importance du gouvernement local dans l'Inde ancienne : gouvernement trop ignoré des historiens, attentifs surtout aux événements politiques, mais gouvernement qui sauvegarda, dans son humble sphère, l'originalité d'une civilisation opprimée par tant d'envahisseurs, comme il maintint, sous le joug même, à l'élément indigène une large autonomie. Les grands empires, peu nombreux, certes, que connut le pays avant la domination musulmane, ne s'édifièrent qu'en comportant de vastes fédéralismes, respectueux des libertés locales. L'auteur croit même devoir insister sur une véritable antithèse entre l'État et la société dans l'Inde ancienne : le facteur politique et l'organisation administrative auraient été normalement des puissances distinctes ; la royauté n'aurait guère possédé que des attributions politiques. Sous cette forme extrême, la thèse nous paraît excessive et contredite par cette sorte de socialisme d'État qu'enveloppe le « despotisme éclairé » en lequel se résume la doctrine de l'*Arthaçâstra* et de la *Cukraniti*. Mais, réduite à sa vérité relative, la thèse jette une lumière nouvelle sur l'histoire de toute une civilisation. En des pages fortes, rédigées dans le meilleur style historique, l'auteur montre l'indépendance que dut l'essor de cette culture à l'autonomie de l'organisation non centralisée. Nous regrettons de ne pouvoir indiquer ici que l'idée générale de cet excellent livre, sans avoir le loisir de signaler avec quelle précision y sont décrites la législation, la justice, les entreprises et institutions publiques, la vie administrative et corporative, imputables au gouvernement local de l'Inde.

P. M.-O.

Allemagne. — *The Manuale Scholarium, an original account of life in the mediæval University*, translated from the latin by R. F. SEYBOLT (Cambridge (U. S.), Harvard University Press, 1921, 122 p.). — *Le Manuale Scholarium*, publié pour la première fois en 1481, a été édité par F. Zarncke dans *Die deutschen Universitäten im Mittelalter* comme étant un des plus précieux documents que

nous possédions sur la vie de l'étudiant dans les anciennes universités. C'est une suite de dialogues écrits en un latin barbare. L'auteur, dont le nom est inconnu, a voulu évidemment donner aux étudiants fraîchement arrivés dans les universités allemandes un guide, des renseignements sur leur vie nouvelle et aussi un petit répertoire de phrases latines : le « latin tel qu'on le parle » dans les écoles du moyen âge. Le dialogue du début, entre un maître de l'Université de Heidelberg et un nouveau, nous fait assister à un premier interrogatoire, à l'immatriculation et à la conclusion d'un accord au sujet de l'initiation, que le jeune homme voudrait bien n'être pas trop dispendieuse pour lui, ni accompagnée de brimades trop pénibles. Le second nous transporte dans le cabinet du maître, où a lieu l'initiation ; deux étudiants bernent et mystifient le nouveau, le *beanus* (béjaune). Les suivants nous présentent des étudiants causant de leurs études et de leurs cours, et aussi de la nourriture, des femmes, etc. Cet opuscule assez naïf, où la pédanterie d'école est tempérée par une certaine vivacité comique, a été traduit en anglais, avec humour, par un professeur de l'Université d'Illinois, M. R. F. Seybolt. Des notes, un appendice contenant quelques textes traduits d'anciens statuts d'universités allemandes et une bibliographie sur la vie des étudiants au moyen âge (où ne figure en fait d'ouvrage français que la traduction anglaise d'un vieux livre de Paul Lacroix) accompagnent cette utile publication, qui appellera de nouveau l'attention des curieux sur un document instructif et amusant. Mais nous aurions préféré pour notre part que l'original latin, vu son intérêt et sa brièveté, fût cité intégralement et non pas seulement dans les passages qui « bravent l'honnêteté » et qui n'ont point paru comporter une traduction littérale.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

Égypte. — M. SABRY. *La Révolution égyptienne*. Seconde partie (Paris, J. Vrin, 1921, in-8°, 275 p.; prix : 6 fr. 50). — Dans cette seconde partie (sur la première, voir *Rev. histor.*, t. CXXXIII, p. 342), l'auteur s'est proposé de faire connaître la mission de Lord Milner et le boycottage qui l'accueillit en 1920, l'opposition que les Égyptiens éclairés et jusqu'à un certain point la masse même du peuple, des fellahs, firent à toute entente qui serait fondée sur l'idée d'un protectorat quelconque. Une révolution paraît s'être opérée dans les âmes, qui ne tend à rien de moins que l'indépendance du pays. Le projet de traité ou d'alliance, de quelque nom qu'on veuille le qualifier, rédigé par Lord Milner en juillet 1920, s'efforçait de concilier cette volonté d'indépendance nationale avec les nécessités de la politique anglaise, absolument réfractaire à l'idée d'un règlement qui mettrait fin à son contrôle dominateur dans la vallée du Nil et sur le canal de Suez. On nous donne ici le texte de ce projet, que suit un commentaire aussi ferme au fond que modéré dans la forme. Les historiens et les politiques y trouveront matière à d'utiles réflexions.

Ch. B.

France. — A. ESMEIN. *Cours élémentaire d'histoire du droit français à l'usage des étudiants de première année* (Paris, Léon Tenin, 1924, in-8°, xv-784 p.; prix : 30 fr.). — L'éloge de ce livre n'est plus à faire; il suffira de rappeler que, publié pour la première fois en 1892, il atteignait à sa 13^e édition peu de temps avant la mort de l'auteur (1912). Soigneusement revu par M. Esmein pour la 3^e édition, ce manuel a été en partie remanié en vue de la 13^e, parue en 1911 : outre quelques changements et additions apportés au texte même du livre, il fut mis alors au courant de la bibliographie. L'édition que nous annonçons est la 14^e; elle a été mise à jour par M. R. Génestal, qui, respectant, ainsi qu'il convenait, la dernière revision donnée par le maître lui-même, ne l'a touchée que d'une main discrète et s'est contenté d'y ajouter des notes rendues nécessaires par les travaux parus pendant ces dix dernières années. Nul doute que, rajeuni de la sorte, l'ouvrage ne continue à jouir auprès du public des étudiants et même des professeurs de l'estime justifiée avec laquelle il a toujours été accueilli. On rappellera seulement que le volume se termine par une bonne table alphabétique des noms de matières et des termes juridiques. Ch. B.

— Jean BONNEROT. *Les routes de France* (Paris, H. Laurens, iv-167 p., in-8°). — Le titre de la série à laquelle se rattache le livre de M. Bonnerot (« les Évocations françaises »), nous avertit assez qu'il ne s'agit pas ici d'un ouvrage de pure érudition. L'érudition n'y sert en effet qu'à faire surgir les unes après les autres les évocations émouvantes, riantes ou douloureuses des différentes périodes de notre histoire; et M. Bonnerot, qui a l'âme d'un poète, excelle à les susciter. Ne cherchons donc ici ni philosophie de l'histoire, à laquelle prêterait l'étude de l'influence civilisatrice de la route, ni monographies particulières. Mais si nous sommes en humeur de rêver à ces routes merveilleuses de la soie, de l'ambre et de l'étain tracées jadis par les marchands orientaux à travers la forêt primitive; aux innombrables pistes gauloises, tranchées plus tard par le tracé rectiligne des larges voies romaines; aux chemins de pèlerins que les cathédrales jalonnaient comme des reposoirs; aux destinées des villes grandissant autour d'un gué, d'un bac, d'un pont, d'un port; au piétinement de tant d'invasions sur les chaussées lorraines ou picardes; au charme accueillant des vieilles hôtelleries le long du pavé du Roi; aux diligences, aux malles-postes sonores, il faut lire ce livre, illustré de belles photographies. Il est plein d'un grand amour pour notre pays, et l'on surprend à tout instant dans le style frémissant de l'écrivain la trace d'un souvenir personnel. Peut-être y a-t-il même un peu trop de tension pittoresque dans le style; j'aurais préféré, toutes les fois qu'une émotion directement éprouvée ne soutient pas le récit, plus de simplicité et de nudité, des « silences » au milieu de cette mélodie continue. Mais mieux vaut encore pécher par richesse que par indigence. R. COHEN.

— Camille ENLART. *Villes mortes du moyen âge* (Paris, de Boccard, 1920, 163 p., in-8°). — La visite des villes mortes procure à un homme cultivé des émotions particulièrement poignantes. Les monuments anciens d'une Rome ou d'un Paris souffrent du voisinage de la vie moderne. Les nobles remparts de Brouage, où sont sculptées les armes de Richelieu, procurent à l'historien, dans leur triste silence, un spectacle plus évocateur que le Luxembourg ou le Palais-Royal. C'est dans des villes du moyen âge, ruinées par l'évolution économique ou dévastées par des conquérants, que M. Enlart nous emmène, depuis la Baltique (Wisby), le nord de la France (Hesdin, Thérouanne), le Languedoc (Maguelone), la Corse (Aleria, Mariana, Nebbio), jusque dans la campagne romaine (Porto, Ninfa, Galera) et Chypre (Paphos, Famagouste). Les archéologues et les lettrés trouveront profit à lire ce livre, fort bien illustré de dessins et de photographies. Mais pourquoi ce style déclamatoire et tant d'épithètes et d'invectives? Je sais bien que M. Enlart a repris et terminé son livre pendant la fin de la guerre. Mais il ne faut tout de même pas mettre au compte des « bonnes méthodes allemandes » les pillages d'un roi danois du XIV^e siècle. Dire que « c'est le propre du génie allemand de déshonorer tout ce qu'il touche » est une phrase qui a le double inconvénient de n'avoir aucune signification précise et de pouvoir être reprochée à un historien comme un manque de sang-froid. L'indignation et la rancœur de M. Enlart sont partagées par tous les Français qui ont connu les réalités d'une invasion abominable. Mais il ne faut point, par des exagérations irréfléchies, fournir des armes à ceux qui nous considèrent actuellement comme incapables de juger sainement l'Allemagne.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

— Joseph GARNIER. *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*. Introduction de J. GARNIER, terminée par Ernest CHAMPEAUX (Dijon, 1918, in-4°, 999 p.; publication de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon). — M. Joseph Garnier, qui mourut en 1903 à l'âge de quatre-vingt-huit ans, était entré à l'âge de quinze ans comme surnuméraire aux archives départementales de Dijon; depuis 1862 jusqu'à sa mort, il dirigea le dépôt, auquel il consacra ainsi à peu près toute sa vie. Dans une notice placée en tête du présent livre, M. Henri Chabeuf a fait revivre la figure sympathique de cet érudit scrupuleux qui connaissait remarquablement l'histoire de sa province. — Il avait fait paraître de 1866 à 1877 trois volumes de chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne et avait écrit et même fait imprimer une grande partie de l'introduction historique. Un professeur de la Faculté de droit de Dijon, maintenant à Strasbourg, M. Ernest Champeaux, dont on connaît les très importants travaux sur l'histoire du droit bourguignon, a achevé la publication; à partir de la page 525, l'introduction a été écrite par lui. — Cet ouvrage considérable est divisé en trois livres, d'importance très inégale. Le premier traite en cinquante pages de la *Condition des personnes en Bourgogne avant l'institution des chartes*. Le

second, intitulé *Marche de la révolution communale en Bourgogne*, débute par une étude sur les conditions générales de cette révolution et ses commencements. Ces cent premières pages, écrites il y a longtemps déjà par Joseph Garnier, ne sont plus au courant, et, par exemple, le lecteur de 1918 est quelque peu étonné qu'on lui « révèle » les « causes, ignorées jusqu'ici de nos historiens », de la faiblesse des ducs capétiens. Mais aussitôt que Garnier entreprend l'analyse des documents locaux, son œuvre prend une importance de premier ordre, et ni les historiens de la Bourgogne, ni les historiens de l'ancienne France ne pourront désormais parler des libertés urbaines, des communautés d'habitants, des affranchissements, de l'attitude des classes « dirigeantes », de la réaction de l'esprit seigneurial à la fin de l'Ancien régime, sans avoir dépouillé cet admirable recueil de renseignements. Les gens qui, de nos jours, vantent le libéralisme de l'Eglise, l'esprit paternel et généreux de l'ancienne noblesse à l'égard de ses sujets, feront bien de lire l'ouvrage de J. Garnier, si toutefois ils tiennent à s'éclairer. — Le livre III, terminé par M. Champeaux, occupe les deux tiers du volume. Il nous donne une masse imposante d'informations très intéressantes, non seulement d'après les chartes du recueil, mais d'après toutes sortes de documents imprimés ou inédits, sur le personnel des administrations communales jusqu'à la Révolution, la justice et le droit civil et pénal, l'administration municipale, le service militaire, l'organisation de l'enseignement, l'assistance publique.

En somme, cet ouvrage fera date parmi les publications d'histoire provinciale. Il est méthodiquement composé et de consultation facile. On regrettera cependant l'absence d'une table alphabétique.

Ch. P.-D.

— F. PASQUIER. *Servage, paréages et autres institutions à Lézat et à Saint-Ybars au comté de Foix (XI^e-XVI^e siècles)* (Foix, Gadrat, 1920, 131 p.; extrait du « Bulletin de la Société ariégeoise des sciences et de la Société des Études du Couserans », t. XV). — M. Pasquier indique lui-même que la plupart des actes édités sous ce titre n'étaient pas inconnus. Le paréage entre l'abbé de Lézat et le comte de Foix avait été publié dans la nouvelle édition de l'*Histoire du Languedoc*¹; on trouve les coutumes de Lézat dans l'ouvrage de MM. Lepalenc et Dognon sur les institutions de cette ville; et les chartes concernant l'état des personnes et la vie communale à Lézat du XI^e au XIV^e siècle ont été analysées par Aug. Molinier dans la nouvelle édition de l'*Histoire du Languedoc*. On saura gré à M. Pasquier d'avoir édité in-extenso les actes catalogués par Molinier relatifs à l'émancipation des serfs et l'enquête de 1324 sur les excès commis par les « Pastoureaux » dans les sénéchaussées de Toulouse et de

1. L'édition de M. Pasquier porte, à la première page, une faute de ponctuation qui rendrait le texte inintelligible si elle n'apparaissait pas tout de suite. Au lieu de : *castri ubi monasterium situm est. Quod castrum, etc.*, il faut : *castri ubi monasterium situm est, quod castrum, etc.*

Carcassonne, aux dépens des Juifs du roi. On trouvera à la fin de la brochure une enquête assez curieuse de 1549, où il est question de la peste et des coutumes du jeudi saint à l'abbaye de Lézat, et l'acte de fondation du chapitre collégial de Saint-Ybars en 1527. Dans une introduction, M. Pasquier classe les renseignements les plus intéressants que fournissent les chartes et les enquêtes qu'il a publiées.

Ch. P.-D.

— LÉON MIROT. *L'hôtel et les collections du connétable de Montmorency* (Paris, 1920, 180 p.; extrait de la « Bibliothèque de l'École des chartes » année 1919). — On possède, aux archives du château de Chantilly, trois inventaires du mobilier de l'hôtel construit à Paris, rue Sainte-Avoye, par Anne de Montmorency. Ils permettent seuls de se rendre compte de la richesse de cet hôtel, qui a disparu au XVIII^e siècle. M. Mirot publie une transcription de ces inventaires, due à M. Gustave Macon, et fixe dans une copieuse introduction, précieuse pour l'histoire du quartier du Temple, l'emplacement exact de l'hôtel. Il donne ensuite un répertoire, classé méthodiquement, des objets qui, dans les inventaires, sont répartis selon l'endroit où ils se trouvaient. Un « index des mots typiques » à la fin de la brochure achève d'en faciliter l'usage. L'hôtel était riche en tapisseries, en tableaux, en émaux, faiences, vaisselle précieuse et surtout en armes; les livres étaient rares : la littérature profane du XVI^e siècle n'y était représentée que par un exemplaire des *Hymnes* de Ronsard.

Ch. P.-D.

— G. LACOUR-GAYET. *Un chapitre du centenaire de Napoléon Bonaparte, membre de l'Institut* (Paris, Gauthier-Villars et C^{ie}, 1921, in-8°, 92 p., avec 16 illustrations hors texte; prix : 15 fr.). — Le 1^{er} novembre 1797, Fourcroy donnait lecture à la classe des sciences physiques et mathématiques de l'Institut d'une lettre que le général Bonaparte écrivit au Directoire exécutif, en lui envoyant le texte du traité de Campo-Formio; c'était l'amorce d'une candidature du vainqueur d'Arcole, alors âgé de vingt-huit ans. Une place se trouvait en effet vacante dans la section des arts mécaniques de cette classe, puisque Carnot venait d'être « fructidorisé ». La section présenta douze candidats, auxquels la classe donna, suivant un système de vote très compliqué, un coefficient; Bonaparte obtint le coefficient le plus élevé, 411; après lui Dillon, 371; puis Montalembert, 367. Il appartenait aux trois classes réunies de choisir entre ces trois; Bonaparte, qui venait de rentrer à Paris le 5 décembre, obtint le coefficient 336 — le procès-verbal porte par erreur 306 — dépassant de loin Dillon (coefficient 166) et Montalembert (123); l'élu assista dès le lendemain à l'une des séances mensuelles de sa classe et, le 4 janvier 1798, à la séance publique de l'Institut. Il prit son rôle au sérieux; en 1798 jusqu'à fin avril, avant son départ pour l'Égypte, il est présent à dix-huit séances; fin 1799, après son retour, à six séances; en 1800, à huit; en 1801, à six; en 1802, à cinq; à partir de 1802, les procès-verbaux ne portent plus aucune trace de sa présence. Mais, premier consul,

il ne cessa de s'intéresser à l'Institut; il le réforma par les arrêtés des 23 et 28 janvier 1803; sur les annuaires de l'Institut, il continue d'être mentionné comme membre de la section de mécanique; en 1815 seulement, au retour de l'île d'Elbe, il prend le titre de protecteur et, le 8 mai, il est remplacé dans la section de mécanique par Pierre Molard, l'un de ses concurrents de 1797. Tous ces faits sont mis en lumière dans le livre de M. Lacour-Gayet. Il a compulsé avec le plus grand soin les archives de l'Académie des sciences; il a fait reproduire en fac-similés les procès-verbaux d'élection, les rapports portant la signature de Bonaparte, la médaille en platine offerte à la fin de 1799 à Bonaparte par l'Institut, œuvre du graveur Benjamin Duvivier, d'autres documents encore et, chemin faisant, il nous raconte les anecdotes les plus savoureuses. L'ouvrage instruit et amuse tout ensemble. Imprimé avec luxe, il a une véritable valeur artistique. C. PF.

— Jean GAUMONT. *Monographies coopératives. Le mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon* (Lyon, l'« Avenir régional » [1921], in-8°, 165 p.). — M. Gaumont, l'un des chefs du mouvement coopératif en France, a détaché de son grand ouvrage en préparation sur l'Histoire de la coopération en France le chapitre concernant l'origine et le développement des institutions coopératives à Lyon. Il y montre comment ces institutions sont issues du milieu social qui incitait en même temps L'Ange et Charles Fourier à élaborer leurs thèses touchant la reconstruction socialiste de la production; il expose les vicissitudes du « Commerce véridique et social » fondé par le fouriériste Derrion en 1835, l'activité des novateurs lyonnais de 1835 à 1848, l'extension du mouvement socialiste de coopération par les associations « fraternelles » de 1848 et la reprise après les dures années de l'empire autoritaire; c'est, en effet, en 1862 qu'est fondée, sur le type classique des « Équitables pionniers de Rochdale », la première coopérative française (les « Travailleurs-Unis »), et, dans la période de 1860-1870, une trentaine de sociétés de consommation, groupant près de 5,000 associés et faisant deux millions d'affaires, fonctionnent à Lyon. Après la crise de 1870-1871, dès 1872, le mouvement reprend, avec une tendance au groupement fédératif des coopératives existantes, et l'on constate chez les coopérateurs lyonnais, attachés à une conception un peu étroite et matérialiste de la coopération, une disposition à se pénétrer d'idéalisme socialiste. La guerre de 1914, développant l'activité industrielle et la concentration ouvrière à Lyon, servit la coopération, qui, par l'« Avenir régional », s'orienta nettement vers le type fédératif. Remplie de chiffres et de noms, assise sur une information abondante et exacte, nourrie d'une connaissance expérimentale de l'action coopérative, la monographie de M. Gaumont appartient au type des études locales, dont la valeur démonstrative — et ici cette valeur s'applique à la reconstitution du passé comme aux anticipations de l'avenir — dépasse singulièrement le cadre limité où, sagement, leurs auteurs ont voulu les placer. — G. BN.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — *Annales révolutionnaires*. 1921, septembre-octobre. —

Albert MATHIEZ. La Révolution et les subsistances. Les Enragés et les troubles du savon, juin 1793. — Léon DUBREUIL. L'élection de Buzot à la Convention (la correspondance échangée alors entre Buzot et Thomas Lindet, et qui est conservée aux archives municipales d'Évreux, prouve qu'on a eu tort d'opposer Buzot aux frères Lindet et à leurs amis en septembre 1792). — Antoine RICHARD. Monestier, du Puy-de-Dôme, commissaire du Directoire à Plauzat (en lutte avec les contre-révolutionnaires de l'an IV à l'an VIII). — F. VERMALE. La surveillance révolutionnaire des étrangers à la frontière suisse en 1794. — G. VAUTHIER. Une lettre inédite de Benjamin Constant (adressée au « citoyen Consul », de Paris, le 24 brumaire an VIII; il sollicite un poste d'administrateur de département, afin de pouvoir ensuite être élu député. « Aujourd'hui que les destinées de la République se rattachent à votre nom, il me serait doux de la servir sous ce nom qui rappelle à l'Europe les premiers principes de la liberté »). — C.-rendus : M. Marion. Histoire financière de la France depuis 1715. T. III : La vie et la mort du papier-monnaie (les citations ne sont pas toujours exactes; les corrections qu'y fait l'auteur aboutissent parfois à des « faux matériels ». Livre écrit dans un esprit « féroce-ment réactionnaire »).

2. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*. 1921, juillet-septembre (le précédent bulletin analysé au t. CXXXVIII, p. 134, était d'avril-juin). — Frank PUAUX. Boissy d'Anglas et Mgr de Frayssinous (le pasteur Lombard avait demandé en 1824 la permission d'établir un pensionnat protestant à Vernoux, Ardèche. M. de Frayssinous, ministre de l'Instruction publique, rejeta la demande, malgré une éloquente intervention de Boissy d'Anglas). — N. WEISS. Un certificat adressé à Théodore de Bèze et à Calvin par les réfugiés anglais à Genève, 1558. — Charenton en 1645 (d'après un jeune strasbourgeois, Élie BRACKENHOFFER, tiré du récit d'un voyage en France, publié en traduction par Henry LEHR). — N. WEISS. Les huguenotes irréductibles expulsées des couvents et prisons de la Picardie en 1688 (comme elles ne se décidaient pas à se convertir, elles furent conduites à la frontière; on publie un état des frais des voituriers et un état des pensions exigées d'elles dans leur

lieu de détention). — Jacques PANNIER. Salomon de Caus, ingénieur, architecte et musicien; ses travaux à Richmond, Heidelberg et Paris. — C.-rendus : *J. Dedieu*. Le rôle politique des protestants français, 1685-1715 (Frank Puaux défend les protestants contre l'auteur du livre). — *R. Patry*. Le régime de la liberté des cultes dans le Calvados pendant la première séparation, de 1795 à 1802 (intéressant). — *Richard de Boysson*. L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy (au milieu du XVI^e siècle, « œuvre de combat aveugle et passionné »).

3. — *Journal des savants*. 1921, septembre-octobre. — P. MONCEAUX. Le manichéisme; I (d'après les travaux de P. Alfarié, particulièrement son ouvrage sur les « Écritures manichéennes »). — A. ERNOUT. Linguistique historique et linguistique générale; I (titre du livre de M. A. Meillet, recueil d'articles publiés de 1900 à 1920, où il n'y a d'inédit que deux conférences faites dans les Universités de Hollande et à Strasbourg, mais d'où se dégage une doctrine nette). — L.-A. CONSTANS. Récentes découvertes archéologiques en Italie; II (en Étrurie, Latium, Grande-Grèce et Sardaigne). — CLERMONT-GANNEAU. Le conseil des Trente à Carthage (explication d'une inscription hébraïque; c'est un tarif des taxes de sacrifices établi par un conseil des Trente). — C.-rendus : *F. H. Marshall*. Discovery in Greek lands (dans les cinquante dernières années, utile). — *E. Bignone*. Epicuro : opere, frammenti, testimonianze sulla sua vita (bon). — *Edwin Flinck*. Auguralia und Verwandtes (dix petites dissertations gravitant autour de la question des augures). — *L. Homo*. La Rome antique (clair, précis et sobre). — *J. Toutain*. Les cultes païens dans l'Empire romain; t. III, 2^e partie (consacré à la Gaule; excellent). — *Donald Mac Fayden*. The history of the title Imperator under the Roman Empire (dirigé contre la théorie de Mommsen). — *Ad. Schulten*. Hispania (article de la Real-Encyclopädie de Pauly-Wissowa, traduit en espagnol). — *G. Converse Fiske*. Lucilius and Horace (important).

4. — *Polybiblion*. 1921, octobre. — O. M. B. Ouvrages récents sur la musique et les musiciens (au nombre de vingt-trois). — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Georges Huismann*. Dans les coulisses de l'aviation (beaucoup d'efforts ont été faits, souvent sans résultat); *R. Vesnitch*. La Serbie à travers la guerre (*ultima verba* d'un grand patriote serbe). — *André Pératé*. Petites fleurs de saint François d'Assise, traduites de l'italien (les Fioretti gardent dans la traduction leur fraîcheur et leur candeur natives). — *Ch. Andler*. Les précurseurs de Nietzsche (remarquable). — *E. Jobbé-Duval*. Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. Essais de folklore juridique et d'histoire générale du droit (première et heureuse tentative de ce genre en France). — *G. Hanotaux*. Histoire de la nation française. T. XII : Histoire des lettres. Des origines à Ron-

sard, par J. Bédier, A. Jeanroy et F. Picavet (excellent). — H. Bremond. Histoire littéraire du sentiment religieux en France, depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours; t. I, II, IV et V (manque encore le t. III réservé à l'École française, Bérulle, Olier, Eudes; de premier ordre). — E. Barbier. Histoire populaire de l'église; t. I (va jusqu'en 692; claire et vivante). — Ém. Rodocanachi. La Réforme en Italie; 2^e partie (lutte des papes contre le protestantisme de Léon X à Sixte-Quint). — G. Dupont-Ferrier. Du collège de Clermont au lycée Louis-le-Grand; t. I (va de 1563 à 1799; documentation très riche). — A. Hallays. M^{me} de Sévigné (délicieux). — J. Dedieu. Le rôle politique des protestants français, 1685-1715 (bon). — Marc Chassaigne. Le procès du chevalier de La Barre (remet l'affaire au point en montrant dans La Barre un fanfaron de vices). — G. Lenotre. Le roi Louis XVII et l'énigme du Temple (l'obscurité n'est pas dissipée). — A. Mathiez. Robespierre terroriste (beaucoup de parti pris). — A. Dumaine. La dernière ambassade de France en Autriche (en 1914; intéressants souvenirs). — M. Dunan (état de l'Autriche actuelle). — Fr. Denjean. Le commerce russe et la révolution (comment les relations commerciales pourraient être reprises avec la Russie).

5. — **La Révolution de 1848.** 1921, juin-août. — Pierre CARON. Le gouvernement et le théâtre en 1850 (récriminations contre les libertés du théâtre; vote de la loi du 30 juillet rétablissant la censure préalable). — Capitaine BREILLOUT. La Révolution de 1848 en Corrèze; suite (l'esprit public en 1849 et en 1850). — Gabriel VAUTHIER. Cérémonies et fêtes nationales sous la seconde République (4 mars 1848, funérailles des victimes des journées de Février; 12 novembre, promulgation de la Constitution; 4 mai 1849, avènement de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale, etc.). — Eugène-N. CURTIS. La Révolution de 1830 et l'opinion publique en Amérique (le président Andrew Jackson; enthousiasme public; à suivre). — Septembre-novembre. Eugène-N. CURTIS. La Révolution de 1830 et l'opinion publique en Amérique; fin (l'Amérique acclama une révolution dont La Fayette était le chef). — Capitaine BREILLOUT. La Révolution de 1848 en Corrèze; suite (de janvier à novembre 1851; les anniversaires de février et du 4 mai; la question de la revision de la Constitution). — G. VAUTHIER. Projet d'impôt sur le sel en 1851 (les préfets s'y montrèrent hostiles). — GÉRARD-STRAUSS. Quelques mots sur Rossel (comment il quitta en 1871 l'armée régulière). — C.-rendus : Ch. Seignobos. La Révolution de 1848 (dans l'Histoire de Lavisse. « L'époque romantique et idéaliste de 1848 est vue et décrite par un esprit réaliste et positif »). — Jean-Bernard. La vie à Paris, 1920 (chroniques sur toutes sortes de sujets).

6. — **Revue archéologique.** 1921, juillet-octobre. — A. MERLIN et L. POINSSOT. Candélabres en marbre trouvés en mer près de Mahdia

(caractère monumental de ces candélabres, sortis des ateliers néo-attiques). — L. HAUTECŒUR. Le soleil et la lune dans les crucifixions (ils apparaissent à la fin du VI^e siècle; origine orientale de ces représentations). — F. DE MÉLY. Le rétable de l'agneau de Van Dyck et les pierres gravées talismaniques (signale sur le rétable « nombre d'inscriptions copiées sur des talismans antiques »). — Ch. BRUSTON. Les plus vieilles inscriptions cananéennes (à l'aide de dix de ces inscriptions reconstitue l'alphabet sinaïtique; l'alphabet n'est donc pas né en Phénicie, ni en Palestine, ni en Syrie, mais beaucoup plus au sud; il est d'origine hiéroglyphique). — Adrien BLANCHET. Le prétendu tombeau antique de Neuvy-Pailloux (arr. d'Issoudun; c'était une demeure romaine habitée par un vigneron). — Maurice BESNIER. Le commerce du plomb à l'époque romaine; fin (lingots estampillés trouvés dans l'Afrique du Nord et en Italie; conclusion; tableau récapitulatif contenant soixante-dix numéros). — Salomon REINACH. Observations sur Valentin et le valentinisme (floraison poétique du valentinisme, qui n'est qu'une variété de croyances gnostiques antérieures au christianisme lui-même). — Pierre PARIS. Le faux sarcophage égyptien de Tarragone (mystification grossière à laquelle se laissa prendre en 1850 D. Buenaventura Hernández). — Ed. NAVILLE. Les cimetières de Koubanich (résultat des fouilles faites en Nubie en 1910-1911 par l'Académie de Vienne). — André JULIEN. Le musée de l'Ermitage (ce qu'il est devenu depuis octobre 1917). — W. DÉONNA. Sostratos de Onide et la vertu des formules invisibles (à propos d'une anecdote racontée par Lucien). = Nouvelles archéologiques, = C.-rendus : O. Tschumi. Die steinzeitlichen Hockergräber der Schweiz (donne des conclusions d'ensemble). — L. Homo. La Rome antique (à la fois savant et pratique). — F.-G. de Pachtère. La table hypothécaire de Veleia (remarquable). — Maurice CAHEN. Étude sur le vocabulaire religieux du vieux scandinave. La libation (intéressante étude de paléontologie linguistique). — G. LEIDINGER. Meisterwerke der Buchmalerei (reproduction des plus belles miniatures de la bibliothèque nationale de Bavière).

7. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1921, 1^{er} octobre. — Ed. Schuré. L'âme celtique et le génie de la France à travers les âges (beaucoup de rêveries et d'imagination). — J. Legras. Mémoires de Russie (très intéressant et précieux journal que l'auteur a rédigé en Russie depuis le début de 1916 jusqu'en mars 1918). — Gentizon. La résurrection géorgienne (détails intéressants et neufs sur cette renaissance, à laquelle a travaillé la France en 1919-1920, mais à laquelle a mis fin la tyrannie bolcheviste). — J. de Morgan. L'humanité préhistorique. Esquisse de préhistoire générale (résumé remarquable et neuf en plusieurs de ses parties). — Ch. Andler. Nietzsche; sa vie et sa pensée. I : Les précurseurs (très remarquable). — Alice Brenot. Recherches sur l'éphébie antique (conscientieux, mais mal écrit). — L. Homo. La Rome antique (excellent

guide du touriste désireux de s'instruire). — *B. Moses*. Spain's declining power in South America, 1730-1806 (important). = 16 octobre. *Alfred Loisy*. Les actes des Apôtres (très important. Luc a composé une histoire de Jésus et des Apôtres avec beaucoup de conscience et de jugement; il écrivait à Rome sans doute vers l'an 80. Sa rédaction originale ne nous est pas parvenue. Elle a été remaniée au commencement du II^e siècle dans le dessein de prouver à l'autorité romaine que la nouvelle religion n'avait rien de subversif, étant simplement une forme meilleure du judaïsme. C'est cette rédaction postérieure et tendancieuse qui nous a été conservée). — *M. Quartana*. La donna romana nella letteratura latina del 1^o secolo (mince plaquette mal imprimée et dont les conclusions sont peu probantes). — *Mgr P. Batifol*. Le catholicisme de saint Augustin (remarquable). — *J. P. Waltzing*. Le Codex Fuldensis de Tertullien (excellente étude sur le meilleur manuscrit qui nous ait conservé l'Apologétique de Tertullien, ms. disparu depuis le XVII^e siècle, mais dont les variantes avaient été relevées avec soin par François de Maulde en 1585. M. Waltzing s'en est servi pour donner une édition critique du texte avec un commentaire analytique, grammatical et historique). — *R. Genestal*. Le « Privilegium fori » en France, du décret de Gratien à la fin du XIV^e siècle (étude bourrée de faits, intéressante pour l'histoire générale des mœurs et des passions). — *P. Renouvin*. Les assemblées provinciales de 1787 (étude très approfondie). = 1^{er} novembre. Mélanges de la Faculté orientale de l'Université Saint-Joseph [à Beyrouth]; t. VII (on analyse : les Notes et études d'archéologie orientale par le P. Ronzevalle; le Califat de Yazid I^{er} par le P. Lammens; le Catalogue raisonné des mss. de la bibliothèque orientale par le P. Cheikhho; des Notes sur les philosophes arabes connues des Latins au moyen âge par le P. Bonyges). — *G. Toussaint*. L'hellénisme et l'apôtre Paul (bonne thèse). — *Id.* L'épître de saint Paul aux Corinthiens (remarquable). — *H. Delehay*. Les Passions des martyrs et les genres littéraires (critique aussi pénétrante qu'érudite). — *Schwarte*. Die Technik im Weltkrieg (remarquable recueil d'articles dus à un grand nombre de techniciens; c'est une « épopée de l'acier et de l'explosif ». Tenons-nous sur nos gardes!). — *P. Chasles*. Le bolchevisme expliqué par l'état social de la Russie (le bolchevisme est la mise en œuvre du marxisme; or « le marxisme n'est qu'un drapeau, une façade de la dictature; c'est le vieux fait national russe avec le soviét local à la base, le pouvoir absolu au sommet et la rigueur la plus implacable comme méthode de gouvernement »). = 15 novembre. *Th. Wesley Koch*. Books in the war (œuvre philanthropique qui est devenue une œuvre d'éducation). — *J. Brunhes* et *C. Vallaux*. La géographie de l'histoire (de l'imagination, des rapprochements inattendus, mais une énorme accumulation d'utiles documents). — *A. de Bouard*. Le régime politique et les institutions de Rome au moyen âge (sujet captivant qui a été traité avec une cri-

tique pénétrante, mais aussi des hors-d'œuvre qu'il eût fallu bannir ou fortement élaguer). — *S. Askenazy*. Le prince Joseph Poniatowski, maréchal de France, 1763-1813 (excellent). — *Marcel Aubert*. Notre-Dame de Paris; sa place dans l'architecture du XII^e au XIV^e siècle (livre bien fait, bien illustré et conduit avec une sagacité rare). — *J. Alex. Kelly*. England and the Englishman in german literature of the XVIIIth century (conscientieux). — *Ch. Seignobos*. Le déclin de l'Empire et l'établissement de la République, 1859-1875 (remarquable).

8. — *Revue de l'histoire des colonies françaises*. 1921, 3^e trimestre. — *PROUTEAUX*. La famille Duplex en Châtelleraudais aux XVI^e et XVII^e siècles (longue et minutieuse étude généalogique, d'où il résulte que le père du grand Duplex était né le 29 mai 1664 à Châtelleraud d'une bonne famille de bourgeoisie de cette ville; il se maria à Landrecies le 28 mars 1695). — *Henri DEHÉRAIN*. Une correspondance inédite de François Pouqueville, consul de France à Janina et à Patras sous le premier Empire et la Restauration (lettres adressées de 1806 à 1821 à Pierre Ruffin, conseiller de l'ambassade de France à Constantinople, et conservées dans les archives de cette ambassade). — *Paul MARTY*. Une tentative de pénétration pacifique dans le sud marocain en 1839 (dans la région d'Oued Noun, à la suite de démarches multipliées du cheikh Beirouk; le brick *la Malouine*, commandé par Bouët-Willamez, fut envoyé dans ces parages; mais l'entreprise n'eut aucun résultat). = C.-rendus : *S. Charles Hill*. Episodes of Piracy in the eastern seas, 1519-1851 (très intéressants documents). — *Henri Maspero*. Études d'histoire d'Annam (l'histoire primitive et médiévale du pays a été véritablement élucidée). — Restes d'un poste français près de Trempe-à-l'Eau (dans le Wisconsin; trois études dues à *Eben D. Pierce*, *George H. Squier* et *Miss Louise Phelps Kellogg*; importance au XVII^e siècle de ce poste de traite de fourrures).

9. — *Revue des études arméniennes*. T. I (1920), fasc. 1. — *Paul PEETERS*, hollandiste. Le début de la persécution de Sapor d'après Fauste de Byzance (traduction des chapitres XVI et XVII, avec commentaire). — *J. LAURENT*. Les origines médiévales de la question arménienne (résume ce que fut pendant trois cents ans la vie malheureuse et vagabonde de ce peuple errant et rappelle les principales misères que lui infligèrent, du IX^e au XII^e siècle, les Byzantins, les Arabes, les Turcs et les Croisés. A noter que l'Arménien n'a jamais pu fraterniser complètement avec le Grec; il n'est jamais devenu byzantin. Quand les Turcs Seldjoucides enlevèrent l'Asie Mineure à l'empire grec, Byzance vit les Arméniens se dresser contre elle et contribuer au succès de ces féroces ennemis). — *Gédéon HUET*. L'Arménie dans certaines versions de « *Bovon de Hantone* ». — *Frédéric MACLER*. Notices de mss. arméniens ou relatifs aux Arméniens vues

dans quelques bibliothèques de la Péninsule ibérique et du sud-est de la France (publie, entre autres documents copiés par lui, deux lettres de Siméon, roi de Géorgie, à Philippe II, roi d'Espagne, en 1595, d'après les originaux; facsimile, transcription, commentaire et traduction); suite dans le fasc. 2. = Fasc. 2. A. S. Les tapis arméniens. — Frédéric MACLER. Notice de deux tétraévangiles arméniens enluminés de la collection N. Romanoff, à Tiflis. — A. POIDEBARD. Rôle militaire des Arméniens sur le front du Caucase après la désertion de l'armée russe (décembre 1917-novembre 1918). = C.-rendus : F. Macler. Le texte arménien de l'Évangile d'après Mathieu et Marc. — *Id.* L'Évangile arménien; édition phototypique du ms. 229 de la bibliothèque d'Etchmiadzin. — J. Laurent. L'Arménie entre Byzance et l'Islam, depuis la conquête arabe jusqu'en 886 (remarquable). — Dr J. Marquart. Généalogie des Bagratounis arméniens, avec des notes (utile déblaiement d'un terrain encore mal connu. L'auteur a étudié en outre un mémoire sur l'origine des Bagratounis de Géorgie qu'a publié le P. Hapózeau, du couvent des Mikhitharistes). — Bibliographie de littérature arménienne (299 numéros). = Fasc. 3 (1921). Charles DIEHL. L'architecture arménienne aux VI^e et VII^e siècles (avec six planches au trait et en couleur). — A. MEILLET. Les termes religieux iraniens en Arménie (ces emprunts attestent l'influence exercée par la culture iranienne sur l'Arménie; mais les Arméniens paraissent ne rien devoir à la doctrine de l'Avesta). — Frédéric MACLER. Notices de mss. arméniens ou relatifs aux Arméniens vues dans quelques bibliothèques de la Péninsule ibérique et du sud-est de la France; suite (signale dans l'Archivio Medinaceli, à Madrid, un chrysobulle accordé aux Siciliens par le roi Léon V en 1330; ce texte, qui vient sans doute de Messine, pourrait être un des deux originaux que l'on croyait perdus. Texte et traduction française; puis le texte latin, suivi d'une traduction française, d'un privilège accordé par ce même roi aux Siciliens résidant en son royaume, 1332). — L. MARIÈS. Un commentaire sur l'évangile de saint Jean rédigé en arabe vers l'an 840 par Nonnos ou Nana de Nisibe et conservé dans une traduction arménienne de l'an 856. — Henri LAURENTIE. La version arménienne du conte de la ville d'airain (un des contes des Mille et une nuits). — Édouard BRÉMOND. La Cilicie en 1919-1920 (longue chronique très abondamment documentée, avec une carte et une vingtaine de photographies). — Inna GHAZAROSSIAN. Souvenirs d'une infirmière en Cilicie, juin-octobre 1919. = C.-rendus : Nersès Akinian. Materialien zum Studium des armenischen Martyrologiums (bonnes études sur Abercius, Denys l'Aréopagite, saint Ephrem, etc.). — Krikoris Kalemqiarian. Biographie de deux patriarches arméniens et de dix évêques catholiques (détails abondants, mais décousus, sur douze prélats qui vécurent, la plupart, au XVIII^e siècle).

10. — Le Correspondant, 1921, 10 novembre. — Comte DE CHABROL. Vues lointaines d'un vieillard (qui aspire au rétablissement de

l'unité de foi dans l'Église. L'auteur reproduit un passage instructif de *l'Ami du clergé*, du 21 juillet 1921, qui commente au point de vue théologique le dogme de l'infaillibilité en soi et dans son application pratique). — Claude COCHIN. Figures du XVIII^e siècle : Henry Arnauld et ses amis (chapitre d'un livre posthume qui vient de paraître sous ce titre). — Vicomte H. DAVIGNON. L'opinion en Belgique à la veille des élections législatives. = 25 novembre. ***. La situation aux Indes (Gandhi et la non-coopération; l'agitation pour le califat; émeutes et révoltes; le rôle de Lord Reading). — Mgr LACROIX. Une victime de la Commune : l'abbé Deguerry (publie quelques lettres de lui, dont une adressée à son ancien élève, le prince impérial, de Paris le 16 mars 1871). — Guy DE VALOUS. La question croate et la constitution du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 28 juin 1921. — Félicien PASCAL. Esquisses littéraires : M. Henri Lavedan. — Fortunat STROWSKI. Port-Royal et le sentiment religieux (d'après le livre de l'abbé Henri Bremond; interprète un peu autrement le « Memorial » où Pascal exprime sa certitude, sa joie, le lundi soir 23 novembre 1654). — L. DE LANZAC DE LABORIE. Deux portraits de reine (Isabelle la Catholique d'après le livre de M^{me} Jane Dieulafoy, et Catherine de Médicis d'après celui de M. Mariéjol). = 10 décembre. Lieutenant-colonel M. ANDRIOT. L'Allemagne du Rhin en 1921 (prodigieux travail accompli depuis la signature du traité de paix pour la lutte économique et militaire, car l'Allemagne travaille en même temps pour l'argent et pour la revanche). — André DUBOSQ. L'évolution de la Chine (les rapports avec le Japon; l'éveil du sentiment national). — Paul ARCHAMBAULT. Émile Boutroux.

11. — **Études.** 1921, 20 octobre. — Joseph HUBY. Saint Jean (biographie). — Louis JALABERT. Que va devenir la Cilicie? Un problème qu'on oublie (propose de laisser la souveraineté à la Turquie qui transmettrait l'administration à une Puissance mandataire). = C.-rendus : Maurice Prou. L'École des chartes de 1821 à 1921 (on signale des documents sur l'École dans les papiers de la famille Champollion). — Louis Halphen. Études critiques sur l'histoire de Charlemagne (important). — Henri Stein. Charles de France, frère de Louis XI (selon les meilleures traditions de l'érudition française). — Claude de Saint-André. Louis XV (un peu optimiste).

12. — **La Grande Revue.** 1921, octobre. — Paul PAINLEVÉ. La politique du parti républicain. — Albert THIBAUDET. Panurge à la guerre. — E. EBERLIN. La conférence de Washington. — Louis COMPAIN. Le premier congrès théosophique mondial (tenu à Paris en juillet 1921 sous la présidence d'Annie Besant). = Novembre. Albert THIBAUDET. Panurge à la guerre; suite (curieuses réflexions sur la guerre). — Georges DEHERME. Une entreprise de réforme intellectuelle et morale. La librairie-bibliothèque d'Auguste Comte.

13. — **Mercure de France.** 1921, 1^{er} novembre. — Élie RICHARD.

La constance du satanisme : la vraie histoire de Gilles de Rais (l'auteur ne recherche pas cette histoire dans les textes étudiés avec critique; il voit dans Rais une des manifestations les plus authentiques du satanisme, et c'est le caractère de ces manifestations qui seul l'intéresse). — Paul FLAMBART. Qu'est-ce que l'astrologie scientifique? (c'est une science qui se propose d'exposer les preuves de la réalité de l'influence astrale sur l'homme, de discuter les méthodes qui y conduisent, de montrer les conséquences psychologiques et pratiques qu'on peut en tirer). = 15 novembre. Pierre LASSERRE. Renan à Saint-Sulpice (fort intéressant). — Dr René CRUCHET. L'éducation physique. — Dr Louis HUOT. L'âme noire. L'organisation sociale : la tribu, le village, la famille. = 1^{er} décembre. Georges BATAULT. Le pacifisme et le problème du Pacifique. — H.-C. Un problème d'histoire et de cryptographie (parle surtout du système cryptographique imaginé par François Bacon et qui a peut-être quelque rapport avec l'auteur réel des œuvres de Shakespeare). = 15 décembre. Gerolamo LAZZERI. L'année de Dante (il n'est question ici que des livres publiés en Italie depuis l'automne de 1920). — Émile LALUY. Le Kaiser et la neutralité de la Hollande (le général de Schlieffen avait préconisé le passage de la Meuse par l'armée allemande en violant simultanément la neutralité belge et la neutralité hollandaise; c'est Moltke qui fit rayer l'attaque par la Hollande).

14. — **La Revue de France**, 1921, 1^{er} novembre. — Take JONESCO. La petite entente (elle est essentiellement une œuvre de paix; elle se compose de quatre traités qui ont ce caractère commun d'être uniquement défensifs. Elle vivra parce qu'elle est nécessaire pour la paix de l'Europe). — Henri DE GORSSE. L'enfance pyrénéenne d'Edmond Rostand (amusant et charmant). — Adrien BERNELLE. L'isolement de l'Allemagne (d'après les souvenirs du baron Hermann von Eckardstein, diplomate allemand qui blâmait la politique incohérente et tapageuse de Guillaume II; pour l'affaire de Tanger, ses mémoires donnent des détails assez curieux sur les efforts du ministre français Rouvier pour entamer une conversation directe entre la France et l'Allemagne et pour lutter contre l'influence de Holstein et du parti, encore peu nombreux, mais déjà très puissant, des pangermanistes). — Paul ROBIQUET. Le comte de Pons-Praslin et le roi Louis XVIII (ancien page de Louis XVI, tombé dans la misère en 1819 et auquel Decaze refusa une pension sous le prétexte qu'il avait menacé « d'assassiner le roi ». Est-ce le même que le comte Charles de Pons qui, en 1816, avait assisté, de loin il est vrai, à une entrevue entre la duchesse d'Angoulême, le duc de Berry, le prince de Condé et le fils de Louis XVI, baron de Richemont?). — Pierre DU COLOMBIER. Le général Rudiger von der Goltz et son aventure dans les pays baltes (d'après le récit que le général a tracé lui-même de son intervention armée dans le « Baltikum » en 1919 pour y reprendre et achever l'œuvre des chevaliers teutoniques contre le slavisme, de connivence

avec le gouvernement du Reich. Il échoua; mais les éléments qu'il avait employés et qui appartenait à l'ancienne administration impériale lui survivent. Contre eux, il faut nous tenir en garde. = 15 novembre. P. GENTIZON. L'abdication de Ferdinand de Bulgarie; I (enquête conduite sur place; elle éclaire d'un jour cru la physionomie troublante du souverain déchu et sa politique personnelle). — R. RECOULY. Les heures tragiques d'avant-guerre. V : A Saint-Petersbourg; récit de M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères (émouvant récit des négociations depuis l'ultimatum à la Serbie jusqu'à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie; c'est bien à l'Allemagne qu'incombe à cette heure la responsabilité des mesures qui devaient aboutir à la guerre mondiale. La Russie y répugnait, sachant qu'elle n'était pas prête. Double jeu joué par l'empereur Guillaume dans la journée du mercredi 29 juillet 1914; escamotage du télégramme où le tsar proposait à Guillaume de soumettre en bloc le litige austro-serbe au tribunal d'arbitrage de La Haye. Effroi de Pourtalès quand il constate que la Russie ne céda pas aux injonctions de l'Allemagne; il n'avait cessé d'affirmer à son gouvernement que le tsar céderait au dernier moment devant la menace allemande). — Maurice LANGE. L'enseignement populaire du français en Alsace. — Jules BERTAUT. La princesse Bagration, 1820-1857. = 1^{er} décembre. N. ROOSEVELT. Les États-Unis et la conférence de Washington. — J.-Augustin LÉGER. Figures d'outre-Manche : Lord Curzon. — P. GENTIZON. L'abdication de Ferdinand de Bulgarie; suite et fin (raconte comment, ayant été contraint de signer l'acte d'abdication, le tsar fut reconduit à la frontière. Caractère du prince et anecdotes; preuve que, dès le début de la guerre, ses intentions ont toujours été de se ranger à côté des empires centraux; sa duplicité, son esprit méfiant et tyrannique, son manque de cœur et ses préjugés superstitieux). — Gabriel MAUGAIN. Le voyage de Dante à Paris (il n'y a pas de raison pour infirmer le témoignage de Villani sur ce voyage qui eut lieu sans doute en 1308). — Henri d'ALMÉRAS. Rabelais étudiant en médecine à Montpellier (il fut immatriculé le 17 septembre 1530). — Maurice LANGE. L'enseignement populaire du français en Alsace; fin. — E. KOESSLER. Le troisième volume des Mémoires de Bismarck (il contient le récit de la rupture entre Guillaume II et l'ouvrier de l'unité allemande). — E. RODOCANACHI. La prima donna del mondo (il s'agit d'Isabelle d'Este, marquise de Mantoue; sa passion pour les antiques et les livres précieux; ses rapports avec les Borgia). — Adrien BERNELE. En marge de la conférence de Washington : l'aventure du baron Ungers en Mongolie (sa défaite par les Bolchevistes qui préparent le rattachement de la Mongolie à la Russie). — Maurice DE WARU. De la conférence impériale de Londres à la conférence de Washington : un tournant de la politique britannique. = 15 décembre. Raymond RECOULY. Les heures tragiques d'avant-guerre. VI : A Paris : récit d'un journaliste (ce journaliste est M. Recouly lui-même, il raconte

les entrevues qu'il eut, surtout après l'ultimatum autrichien, avec divers diplomates à Paris, notamment avec l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szecezen; de ce dernier, il ne peut encore dire si, au moment le plus aigu de la crise diplomatique, il fut hypocrite ou borné, mais penche plutôt pour la seconde supposition). — Lorenzi DE BRADI. La vraie Colomba (sa vie réelle est tout aussi tragique que le roman). — Henri d'ALMÉRAS. Rabelais étudiant en médecine à Montpellier; suite et fin. — H. DELACROIX. L'œuvre de Sir James Frazer.

15. — **La Revue de Paris**. 1921, 15 novembre. — Henri DE RÉGNIER. Les trois fils de M^{me} de Chasans (ceci n'est pas un roman; l'auteur, possédant de vieux portraits de ses ancêtres et le livre de comptes d'une de ses aieules, en a tiré d'intéressants détails sur sa famille à la fois maternelle et paternelle : les Régnier, les Du Bard de Curley, alliés aux Saumaise, et dont un au moins fut maire ou « vierg » d'Autun. Une Marie de Saumaise de Chasans épousa en 1662 Antoine Du Bard; son petit-fils, mort en 1780, laissa une veuve avec trois enfants, qui prirent des noms de terres : Ternant; Chasans et Curley. Rapports des Curley avec Gaspard Monge; échange de services reçus et rendus). — Baron BEYENS. La Belgique pendant la guerre; tentatives de scission et dernières années d'oppression. La question flamande (politique hardie et néfaste de von Bissing, appuyé sur le parti flamingant ou des activistes. Résistance courageuse du parti de la nation unie, surtout du pouvoir judiciaire, à ces manœuvres. Déportation des chômeurs dans l'automne 1916; protestation énergique mais vaine du gouvernement néerlandais; solution humaine du conflit obtenu par l'ambassadeur d'Espagne. Les tentatives de paix en 1917. La révolution allemande à Bruxelles, le 10 novembre 1918; note la couraïse des autorités civiles et des officiers allemands devant leurs soldats mutinés. Le peuple belge assiste sceptique et narquois à cette mascarade sous le drapeau rouge. L'oppression allemande a fortifié l'union nationale). — Comte PRIMOLI. Gustave Flaubert chez la princesse Mathilde. Souvenir d'une soirée à Saint-Gratien. — Maurice MURÉT. M. Lansing contre M. Wilson (analyse du livre de Lansing : « The peace negotiations »). — 1^{er} décembre. Président Nicholas M. BUTLER. Les devoirs des États-Unis (belle conférence sur la situation mondiale et sur les devoirs qu'elle impose aux États-Unis pour assurer la paix du monde, par N. M. Butler, président de l'Université Columbia). — P. VILLEY. L'enseignement des aveugles. — Pierre LASSEUR. Renan au séminaire; suite et fin (explique pourquoi et dans quelle mesure Renan fit dans sa correspondance comme dans ses souvenirs le procès à la rhétorique telle qu'elle était alors pratiquée au séminaire). — Albert GIRARD. Sur les routes de l'ancienne Espagne (les routes, les voyages, les moyens de locomotion, les auberges au XVII^e et au XVIII^e siècle; à la fin du XVIII^e, le réseau des routes était encore insuffisant et les moyens de transport primitifs). — ***. Comment paiera l'Allemagne. — 15 décembre. Paul PAINLEVÉ. Comment j'ai nommé

Foch et Pétain (1^{re} partie; l'ancien ministre de la Guerre raconte comment, après la foudroyante reprise de Vaux et de Douaumont, l'idée prévalut dans le haut commandement de préparer une offensive de grande envergure poussée à fond. Il fallait donc écarter Foch, qui voulait persévérer dans la méthode qui avait déjà donné dans la bataille de la Somme de bons résultats; il fut disgracié, « non à la suite d'interventions politiques », mais « sur la demande formelle et réitérée du général Joffre », qui avait déjà dû céder la direction des futures opérations au général Nivelle. Ces changements étaient effectués quand Painlevé devint ministre de la Guerre, le 19 mars 1917. Il était déjà au courant des craintes très vives que le plan de Nivelle, téméraire et déjà connu de l'ennemi, avait répandues dans l'armée; c'est en vain qu'il voulut amener Nivelle à retarder une offensive qui, depuis la retraite stratégique de Hindenburg, risquait de tomber dans le vide. Nivelle affirmait qu'une victoire complète était certaine. Histoire du conseil de guerre extraordinaire tenu à Compiègne le 6 avril. Très émouvant). — L. LÉVY-BRUHL. La mentalité primitive et les médecins européens (les noirs soignés et guéris par les médecins blancs estiment que ceux-ci sont leurs obligés; au lieu de les remercier de leur dévouement, ils leur demandent des cadeaux: un refus, « c'est plus que de l'avarice; c'est comme un refus de faire honneur à un engagement sacré »). — IGNOTUS. Études et portraits: M. Aristide Briand. — Marie DORMOV. Lettres de Michel-Ange (publie vingt et une lettres écrites par l'artiste à sa famille et à ses amis entre 1506 et 1518).

16. — *Revue des Deux Mondes*. 1921, 15 novembre. — Général Constantin BRUMMER. Les derniers jours du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch (le coup d'État des 7-8 novembre 1917; pillage du palais du grand-duc le 10 décembre; le grand-duc exilé, 23 mars 1918, puis arrêté à Wologda le 1^{er} juillet, avec son frère Georges et son cousin Dimitri Constantinovitch. Ils sont fusillés tous les trois dans la nuit du 28 au 29 janvier 1919 à la forteresse de Pierre-et-Paul). — Comte d'HAUSSONVILLE. La Fayette et M^{me} de Staël (publie une série de lettres de La Fayette retrouvées dans les archives de Coppet; il y en a vingt-deux qui vont du 30 brumaire an VI au 30 juillet 1817. Dans son introduction, l'éditeur disserte assez au long sur M^{me} de Staël et son livre sur l'Allemagne, puis sur les sentiments à l'égard de l'Allemagne qui ont été exprimés par Quinet, Michelet et Victor Hugo). — André LICHTENBERGER. Hier et demain. Le bourgeois (conséquence désastreuse de la dernière guerre pour la bourgeoisie française et, par contre-coup, pour la civilisation nationale, si elle ne réagit pas en revisant son « évangile spirituel »). — René CAGNAT. Les récentes fouilles d'Alesia. — Charles LOISEAU. La politique des deux rites (tentatives de rapprochement entre l'Église catholique romaine et les chrétiens d'Orient. La Yougoslavie, « magnifique champ d'expérience pour cette politique ». L'action du Saint-Siège dans ce domaine peut-

elle nuire aux intérêts de la France?). — Jacques BOULENGER. Au pays de Rabelais. I : Les « enfances » de Gargantua. — Henri DAVIGNON. Académies et académiciens de Belgique (importance de l'arrêté royal du 19 août 1920 instituant à Bruxelles une « Académie royale de langue et de littérature françaises »). — 1^{er} décembre. R. DE LA SIZERANNE. Ce que l'art doit à Napoléon (en désignant aux artistes les thèmes empruntés à sa propre histoire, qu'ils devaient choisir, Napoléon songeait sans doute à sa gloire, mais aussi il dictait une évolution esthétique : il incitait les artistes à s'éloigner de la tradition classique figée par l'enseignement de Winckelmann pour s'inspirer de la réalité vivante. « L'art, à l'époque de David, a été remis dans sa voie naturelle par un despote »). — G. LANSON. Réflexions d'un vieux critique sur la jeune littérature. — Marcel BOUTERON. Balzac et M^{me} de Berny (publie les épaves de la correspondance amoureuse échangée entre le grand romancier et celle qu'il appelait sa « Dilecta »). Reconstitue la biographie de M^{me} de Berny. « Madame de B. », écrivait Balzac à M^{me} Hanska, « quoique mariée, a été comme un Dieu pour moi ». Elle s'appelait de son nom de fille Laure-Louise-Antoinette Hinner. Les lettres publiées ici vont de 1822 à 1832). — ***. L'organisation de la Syrie sous le mandat français. — Jacques BOULENGER. Au pays de Rabelais. II : La guerre picrocholine (histoire de « Picrochole », qui n'est autre que Scévole ou Gaucher de Sainte-Marthe, seigneur de Lerne, village qui dépendait de Fontevault, et d'un long procès que soutint contre lui « Grandgousier », autrement dit Antoine Rabelais, père de maître François. De là guerre; guerre imaginaire, mais dont tous les personnages sont empruntés à la vie réelle). — 15 décembre. Maurice PALÉOLOGUE. La Russie des tsars pendant la Grande Guerre. Deuxième série; I (depuis le 1^{er} janvier 1916; rencontre du tsar Ferdinand et de l'empereur allemand à Nisch le 18 janvier; retraite du président du Conseil Gorémykine et portrait de celui-ci. Son successeur : Sturmer, choisi « en raison même de son insignifiance et de sa servilité »; son chef de cabinet : le mouchard Manouilow. Réouverture de la Douma, le 22 février, et succès personnel remporté par le tsar, bien malgré lui). — A. AUGUSTIN-THIERRY. Augustin Thierry d'après sa correspondance et ses papiers de famille. III : Le roman d'un malade (Augustin chez son frère Amédée, dont Guizot a fait un préfet, à Vesoul. Il est déjà aveugle et l'ataxie le menace. Il y épouse Julie de Quérangal, qui, pendant treize ans d'une union sans nuages, devait être pour le malheureux infirme la meilleure et la plus dévouée des compagnes. Mais il lui fallait vivre, et c'est seulement en 1834 que Guizot peut le prendre pour collaborer aux « Documents inédits » qu'il vient de fonder, et il le charge d'écrire l'histoire générale du Tiers-État; nommé en outre bibliothécaire du duc d'Orléans, il pouvait enfin se tirer d'affaire à Paris. Cette période de souffrances physiques et de déceptions constantes est cependant

aussi celle où l'historien produit les récits des temps mérovingiens). — Georges LECHARTIER. Choses vues à Washington.

BELGIQUE.

17. — *Analecta Bollandiana*. T. XXXIX, fasc. 3 et 4 (novembre 1921). — Hippolyte DELEHAYE. La Passion de saint Félix de Thiblicu (texte critique de ce document, dont la rédaction originale est perdue; mais la comparaison des deux recensions qui nous sont parvenues permet d'avoir une idée assez exacte de la Passion primitive dont la valeur historique est réelle; l'auteur connaît bien les détails de l'affaire et se montre exact dans l'exposé de la procédure). — Paul PEETERS. La version ibéro-arménienne de l'autobiographie de Denys l'Aréopagite (publie le texte géorgien et en dessous le texte latin de la « Vita sancti Dionysii episcopi, qui fuit Socratis filius, princeps Athenarum quae dicta est civitas sapientium »). — Hippolyte DELEHAYE. Cyprien d'Antioche et Cyprien de Carthage (ne sont qu'un seul et même personnage; montre comment on a pu les distinguer). — Dom H. QUENTIN et Mgr E. TISSERAND. Une version syriaque de la Passion de saint Dioscore. — Hippolyte DELEHAYE. « Catalogus codicum hagiographicorum Graecorum bibliothecae patriarchatus Alexandrini in Cahira Aegypti. » = C.-rendus : H. Delehaye. La légende de saint Eustache (il n'y eut point de saint Eustache; Eustache, c'est Placidus-Eustathe qui n'a jamais existé, sinon dans la légende. L'origine de cette légende doit être cherchée dans l'Inde). — O. Sild. Das altchristliche Martyrium in Berücksichtigung der rechtlichen Grundlage der Christenverfolgungen (étude consciencieuse, mais embrouillée, et qui n'aboutit pas). — O. D. Watkins. A history of penance (importante étude sur les sources). — P. Batiffol. Le catholicisme de saint Augustin (remarquable). — H. Schrærs. Das Charakterbild des heiligen Benedikt von Nursia und seine Quellen (longue et pénétrante étude). — U. Berlière. Le culte de saint Placide (on a confondu un Placide, martyr en Sicile, avec un disciple de saint Benoît, le confesseur Placide; cette confusion a été commise par Pierre Diacre dans sa trop célèbre « Vita Placidi »). — E. Perels. Papst Nikolaus I und Anastasius Bibliothecarius (importante étude critique; mais est-il possible de démêler les rôles respectifs du pape et de son « bibliothécaire »? L'auteur a-t-il été heureux en s'attaquant aux conclusions du P. Lapôte?). — Publications sur saint François d'Assise (notamment Cuthbert, Life of St. Francis of Assisi, 1912, et W. Goetz, Assisi, 1909). — Publications sur sainte Claire d'Assise. — Miguel Asin Palacios. La escatologia musulmana en la Divina Comedia (remarquable; les points faibles et aussi les mérites de cet ouvrage ont été caractérisés « de main de maître » par Gabrielli, Dante e l'Islam). — Publications relatives à sainte Catherine de Sienne et à saint Bernardin de Sienne. — Miscellanea francescana di storia, di lettere, di arti, t. XV-XXI, 1914-1920.

— *P. von Loë et B. M. Reichert.* Quellen und Forschungen zur Geschichte des Dominikanerordens in Deutschland, fasc. 5-9. — *J. B. W.* A hitherto unknown english martyr (il s'appelait George Lazenby, cistercien de Jervaulx, qui fut exécuté à York, en août 1535, pour avoir soutenu la suprématie spirituelle du pape). — Publications relatives à saint Ignace de Loyola (vive critique de l'étude de *Ph. Funk*, Ignatius von Loyola, « trop imprégnée de préjugés sectaires »). — *A. Rab-bath.* Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient; t. II, fasc. 3 (important). — Publications relatives à l'ordre des Trinitaires, au bienheureux Denys de la Nativité, à saint Vincent de Paul.

ÉTATS-UNIS.

18. — *The American historical Review.* 1921, juillet. — *Carl BECKER.* M. Wells et sa manière d'écrire l'histoire. — *John R. KNIP-PING.* Les historiens allemands et l'impérialisme macédonien (montre que ces historiens ont interprété la scission entre le roi Philippe et Démosthène à la lumière de leurs préjugés nationaux et impéria-listes. Ils n'ont d'ailleurs pas été les seuls à « pécher contre le Saint-Esprit »; il a été aussi bien commis en France et en Angleterre). — *Vicomte BRYCE.* La biographie de Disraeli (à propos des t. V et VI publiés par George Earle Buckle). — *Percy W. BIDWELL.* La révolution agricole dans la Nouvelle-Angleterre (pendant la première moitié du XIX^e siècle). — *Kenneth S. LATOURETTE.* Les études sur l'histoire de la Chine pendant les sept dernières années. — *Walter T. SWINGLE.* Les sources de l'histoire de Chine. = Documents : Journal d'un voyageur français aux colonies en 1765 (l'auteur est inconnu; tout ce qu'on en peut dire est que sans doute il était Français et fonction-naire et que certainement on ne peut l'identifier avec M. de Pontle-voy. Le journal est rédigé en anglais). = C.-rendus : *W. Mac Dou-gall.* The group mind; a sketch of the principles of collective psychology (consciencieuse analyse de l'idée de nation). — *Sir Paul Vinogradoff.* Outlines of historical jurisprudence. I : Tribal law (important). — *C. Butler.* Benedictine monachism (bonne interpréta-tion de la philosophie bénédictine; mais l'auteur n'a travaillé que de seconde main). — *A. L. Guérard.* French civilization (ouvrage de haute vulgarisation). — *Kurt Kaser.* Das späte Mittelalter (c'est le t. V de la « Weltgeschichte » dirigée par L. M. Hartmann. Il va de la mort de Frédéric II jusqu'environ 1517. Très bon tableau, brossé largement, important surtout pour l'histoire économique). — *Preser-ved Smith.* The age of the Reformation (remarquable). — *W. A. Dunning.* A history of the political theories from Rousseau to Spen-cer (fin d'un très beau livre qui retrace l'histoire des théories poli-tiques depuis Socrate jusque vers 1880). — *Fr. E. Melvin.* Napoleon's navigation system (étude très fouillée). — *E. R. Turner.* Europe, 1789-1920 (très bon résumé). — *Max Lehmann.* Freiherr von Stein (nouvelle édition très augmentée, mais au détriment des notes, qui

ont disparu). — *Joh. Hönig*. Ferdinand Gregorovius, der Geschichtschreiber der Stadt Rom, mit Briefen an Cotta, Franz Rühl und Andere (pour célébrer le centième anniversaire de la naissance de Gregorovius, en janvier 1921). — *A. Vigevano*. La fine dell' esercito pontificio (très intéressant). — *G. Noske*. Von Kiel bis Kapp (récit très détaillé et très vivant des efforts accomplis par l'auteur pour réprimer le mouvement insurrectionnel en Allemagne). — *George M. Theal*. History of South Africa, 1873-1884 (immense recueil de matériaux concernant l'histoire du Sud-Afrique). — *M. J. O'Brien*. A hidden phase of american history : Ireland's part in America's struggle for liberty (important; mais c'est moins une histoire qu'une éloquente plaidoirie où n'est mise en lumière qu'une face de la question). — *Rendel Harris*. The last of the « Mayflower ». The finding of the « Mayflower » (deux ouvrages où l'auteur, s'appuyant sur une masse de faits bien contrôlés, croit avoir prouvé que le « Mayflower » des Pères Pèlerins de 1620 a cessé d'exister en 1624 et que ses madriers se retrouvent actuellement dans la construction d'une vieille grange au comté de Bucks). — *B. W. Bond*. The quit-rent system in the american colonies (étude très approfondie et qui entraîne la conviction). — *A. E. Egerton*. The r. Commission on the losses and services of american loyalists, 1783-1785 (ce sont les notes prises par M. Daniel Parker Coke, M. P., un des membres de la Commission chargée d'examiner les réclamations des Loyalistes américains). — *L. H. Gipson*. Jared Ingersoll; a study of american loyalism in relation to British colonial government (bon). — *Ph. Al. Bruce*. History of the University of Virginia, 1819-1919 (livre qui épuise le sujet). — *J. G. de Roulhac-Hamilton*. The papers of Thomas Ruffin; t. III (important pour l'histoire des États-Unis de 1859 à 1865). — *George H. Blakeslee*. Mexico and the Caribbean (recueil d'articles très variés). — *P. P. Chiminelli*. Bibliografia della storia della Riforma religiosa in Italia (utile compilation, quoique assez imparfaite). — *S. M. Dubnow*. History of the Jews in Russia and Poland; t. III (depuis l'avènement de Nicolas jusqu'à nos jours). — *M. Conrotte*. La intervention de España et la independencia de los Estados Unidos de la América del Norte (publie beaucoup de documents inédits).

GRANDE-BRETAGNE.

19. — *The english historical Review*. 1921, octobre. — *Miss Mabel H. Mills*. « Adventus vicecomitum », 1258-1272 (étude très minutieuse sur l'époque où les shérifs devaient se présenter à l'Échiquier pour rendre compte de leur gestion financière. Régulièrement, cette comparution devait être annuelle; en fait, il n'est pas rare que les shérifs fussent convoqués seulement au bout de trois, quatre ou cinq ans. La guerre des Barons apporta un grand trouble dans cette administration). — *J. E. Neale*. Le Parlement et l'affaire de la succession au trône en 1562-1563 et en 1566 (publie et commente un discours prononcé par la reine

Élisabeth devant le Parlement le 5 novembre 1566, discours inédit et autographe qui vient d'être identifié, ainsi que plusieurs autres fragments concernant des subsides demandés au Parlement de 1566). — G. N. CLARK. Le commerce avec l'ennemi et le service de paquebots avec la Corogne, 1689-1697 (expose les mesures prises par le gouvernement de Guillaume III pour réprimer la contrebande avec la France, les Pays-Bas et l'Espagne). — Reginald L. POOLE. *Monasterium Niri-danum* (ce monastère, où Bède dit que vécut l'abbé Hadrien, un des compagnons de l'archevêque Théodore, doit être probablement identifié avec Nisida, petite île dans le golfe de Naples, en face de Pouzzole). — F. DE ZULUETA. Vacarius et le ms. d'Avranches (minutieuse description du ms. d'Avranches n° 142, qui est de première importance pour une édition projetée de l'œuvre juridique de Vacarius). — P. EHRLICH. L'Échiquier et la garde-robe en 1270 (publie une lettre du trésorier et des chambriers de l'Échiquier au roi Henri III; il y est question de sommes d'argent qu'ils avaient dû verser à la garde-robe). — R. L. ATKINSON. Pétitions adressées au Parlement de 1305 par les Îles normandes (on a retrouvé dans un ms. provenant de l'abbaye du Mont-Saint-Michel une peau de parchemin qui paraît bien avoir appartenu aux « Memoranda » de ce Parlement publiés par Maitland; en tout cas, il vient à point pour combler une lacune dans le rôle du Parlement. Le texte en a été publié par J. Havet dans ses *Cours royales des Îles normandes*). — H. Idris BELL. Liste des bulles et brefs pontificaux conservés en original au département des mss. du British Museum; 2^e partie (d'Innocent VIII à Grégoire XVI, 1484-1846, avec plusieurs indices : par matières, par « incipit », par noms de personne et de lieu). — C. S. B. BUCKLAND. Une lettre de Saint-Saphorin à Townshend (de Vienne, le 26 octobre 1721; en français. Chaleureux compliments à Townshend pour son habileté diplomatique). — C. rendus : G. Cornil. Droit romain. Aperçu historique sommaire (très bon résumé). — H. Heaton. The Yorkshire woollen and worsted industries (remarquable). — W. H. Schofield. Mythical bards and the life of William Wallace (est-il bien sûr que le barde Henry l'Aveugle soit un mythe, comme Homère ou Ossian? Cette solution d'un problème fort discuté résout-elle toutes les difficultés du poème?). — N. Japikse. Résolution der Staten-generaal van 1566 tot 1609, tomes I-IV, 1576-1584 (important; l'introduction fournit de nombreux détails sur le développement des institutions dans les Provinces-Unies). — Mary F. S. Hervey. The life, correspondence and collections of Thomas Howard, earl of Arundel (très intéressante biographie d'un des plus brillants collectionneurs de livres rares et de précieux manuscrits du XVIII^e siècle). — N. L. Hallward. William Bolts, a dutch adventurer under John Company (intéressant pour l'histoire du commerce avec les Indes orientales). — J. H. Clapham. The economic development of France and Germany, 1815-1914 (bon). — J. F. Scheltema. The Lebanon in turmoil. Syria and the Powers in 1860 (beaucoup de renseignements sur les massacres arméniens de

1860). — R. Blair. *Archæologia Aeliana*, tome XVI. — Calendar of close rolls. Richard II, 1381-1385. — W. H. R. Cutler. The enclosure and redistribution of our land (bon résumé des rapports adressés au ministère de l'Agriculture de 1793-1815).

20. — **History.** 1921, juillet. — G. G. COULTON. Un épisode de droit canonique (le prêt à intérêt suivant le droit canon et dans la pratique jusqu'au temps d'Innocent III). — C. R. FAY. Problèmes sociaux du XIX^e siècle. — A. F. POLLARD. Les « Dominions » et les affaires étrangères (difficulté extrême d'ajuster l'indépendance de chaque « Dominion » à la politique étrangère de l'Empire britannique. Plus que jamais l'attention des gouvernements et des peuples doit s'appliquer à l'étude des affaires internationales. L'Angleterre a donné l'exemple en créant le « British Institute of international affairs »). — D. G. E. HALL. L'enseignement de l'histoire dans les écoles; II. — Isobel D. THORNLEY. La loi sur la trahison, 1352 (les grands demandèrent qu'on définît exactement le sens juridique du mot trahison pour le distinguer notamment de la félonie; ils y avaient en effet un grand intérêt, parce que la félonie entraînait seulement une confiscation temporaire des immeubles possédés par le coupable, tandis que la trahison était punie de la confiscation à perpétuité au profit du roi. Ils voulaient ainsi limiter l'arbitraire royal). = C.-rendus : W. H. Schofield. *Mythical bards and the life of William Wallace* (le dernier mot n'est pas encore dit sur l'œuvre de « Blind Harry »). — Sir Israël Gollancz. *Wynnere and Wastoure* (excellente édition d'un poème anglais du XIV^e siècle, antérieur à la Vision de Pierre le Laboureur, et qui fait connaître la situation de l'Angleterre au temps d'Édouard III, telle qu'elle apparaissait aux yeux des contemporains). — J. E. Elias. *Schetsen uit de geschiedenis van het nederlandsche Zeewezen*. I : 1568-1652, et *Het voorspel van den eersten Engelschen oorlog* (deux excellents volumes sur l'histoire des Pays-Bas au temps des guerres anglo-hollandaises). — J. R. Tanner. *Samuel Pepys and the royal navy* (excellent). — A. R. Ephimenko. *A short history of Russia*; trad. par H. Moore (utile manuel). — G. Mac Theal. *History of South Africa, 1873-1884* (apprend beaucoup). — A. Petrie. *Poems of South african history, 1497-1910* (avec d'utiles notes historiques). — W. M. Macmillan. *The South african agrarian problem and its historical development* (bonne étude sur le problème du « Poor White »). — E. Kimball. *The national government of the United States* (bon). — *Peace Handbooks* (énumère toute une série de volumes publiés sous la direction de Sir G. W. Prothero et qui ont pour objet de renseigner d'une façon succincte, précise, impersonnelle, le public anglais sur la situation présente des pays du monde. Ici, l'on s'occupe uniquement de ceux qui se rapportent à l'Afrique). = Octobre. Herbert FISHER. L'Institut de recherche historique et la Conférence d'histoire anglo-américaine (deux allocutions lues le 8 et le 11 juillet 1921). — Sir Fred. POLLOCK, W. S. HOLDSWORTH et W. C. BOLLAND. L'étude des documents judiciaires conservés dans

les archives (définition du terme : « legal records » ; classification de ces documents ; ce que contiennent les « Plea rolls »). — A. S. WALKER. La moralité commerciale au moyen âge (xiv^e et xv^e siècles). — Miss E. Jeffries DAVIS. Londres et ses archives (sorte d'introduction à un cours sur l'histoire et les archives de Londres qui vient d'être fondé à l'Université de cette ville par le « London county council »). — H. R. CUMMINGS. Les journaux de Barbellion (prend à partie, avec véhémence, M. Pollard, qui avait refusé à peu près toute valeur historique à ces journaux). — L'inauguration de l'Institute of historical research. — F. M. STENTON. L'étude des noms de lieu anglais (et le profit que l'historien peut en tirer). = C.-rendus : *Hearnshaw*. Mediæval contributions to modern civilisation (recueil de plusieurs mémoires fort dignes d'être lus). — H. Heaton. The Yorkshire woollen and worsted industries (important). — E. Lipson. The history of the woollen and worsted industries (bon résumé). — *Earl of Ichester*. Henry Fox, first Lord Holland (excellente biographie pour laquelle l'auteur a utilisé les papiers d'archives conservés à Holland House et à Melbury). — A. E. Dobbs. Educational and social movements, 1700-1850 (bon). — H. Mac Lachlan. The Methodist unitarian movement (intéressant). — *Id.* The letters of Theophilus Lindsey (ces lettres font bien connaître un clergyman de l'Eglise anglicane qui, en 1773, devint Unitarien et a joué un rôle important dans les rangs du parti libéral). — J. N. Adamson. A short history of Education (bon tableau de l'histoire de l'éducation en Angleterre et des ouvrages qui ont été publiés sur le sujet). — Charles C. Boyer. History of education (c'est un traité complet de cette histoire, assez ambitieux et où les erreurs sont nombreuses). — Sir Henry Newbolt. A naval history of the war, 1914-1918 (il y a ici moins d'histoire que de considérations philosophiques). — C. C. Gill. What happened at Jutland (bon travail critique par un capitaine de vaisseau américain).

21. — *The Quarterly Review*. 1921, juillet. — F. C. S. SCHILLER. William James (d'après ses lettres et ses ouvrages ; sa psychologie). — Un vice-roi des Indes : Lord Chelmsford (vice-roi de 1916 à 1920, il eut à faire face au redoutable mouvement qui pousse certains esprits à réclamer, eux aussi, le « Home rule » ; il commit la grande faute de ne pas commencer par réprimer les séditions à main armée. Faire d'abord respecter la loi, puis inviter les représentants du peuple à critiquer ses actes, voilà le rôle de tout gouvernement digne de ce nom). — Élie HALÉVY. Le chartisme (d'après les ouvrages de Wallas, de Dolléans, de Beer, de Rosenblatt, de Slosson, de Tawney, de Mark Hovell, de Julius West). — Voyages et découvertes d'après le Voyage du capitaine Don Felipe Gonzalez en Islande, 1770-1771 ; la Description de l'Inde orientale et de la Perse par John Fryer ; l'Occupation de Tahiti par les Espagnols, 1772-1776 ; les Notices sur la Chine médiévale recueillies par Sir Henry Yule ; le Livre de Duarte Barbosa, etc.). — Sir Francis T. PIGGOTT. Les bois pour la marine et la contrebande de guerre (des mesures prises par l'amirauté anglaise au

XVII^e et au XVIII^e siècle pour assurer l'approvisionnement régulier des matériaux nécessaires à la construction des navires de guerre). — Sir Charles OMAN. Les démocraties modernes (à propos de l'ouvrage de Lord Bryce). — L'Irlande (terrible impasse où se trouve actuellement placé, par sa faute ou non, le gouvernement de la Grande-Bretagne; un seul fait paraît dès maintenant acquis : la fatale division de l'Irlande en deux parties hostiles). — Arthur SHADWELL. Le conflit minier. — William ARCHER. Les Allemands en Belgique (étude critique sur le Livre blanc publié par le gouvernement allemand en 1915; explique l'origine de la légende qui a fait des francs-tireurs belges la terreur des soldats allemands et qui explique les représailles qu'on leur a si justement reprochées. Les Anglais ont aussi exercé de cruelles représailles contre les Irlandais insurgés; mais au moins avaient-elles une cause réelle. Les Allemands n'avaient même pas l'ombre d'un prétexte). — J. W. HEADLAM-MORLEY. Les plébiscites (étude sur les plébiscites en matière internationale depuis la Révolution française; difficultés que la complexité des territoires oppose à son application). — Octobre. C. R. HAINES. Études récentes sur Shakespeare; I (publiées par Sidney Lee, Craig, Carew Hazlitt, C. J. Elton, J. O. Halliwell-Phillips, F. J. Furnivall et J. Munro, 1902-1915; faits nouveaux ajoutés à la biographie de Shakespeare). — Esmé STUART. Comment fut sauvé l'Agneau mystique (mesures prises par le chapitre de Saint-Bavon pour soustraire le célèbre tableau de Van Eyck à la rapacité des Allemands à Gand. Vaines tentatives des professeurs Clemen et Rauch pour découvrir la retraite où il avait trouvé un asile inviolé. Le départ des Allemands vaincus, le 10 novembre 1918, libéra définitivement l'illustre prisonnier). — Frederick A. EDWARDS. Londres bombardé par les avions allemands. — Sir James G. FRAZER. La vie à Rome au temps de Pline le Jeune. — J. Ellis BARKER. Le téléphone en Amérique (son histoire et son organisation actuelle; « le téléphone américain est si bon marché et si efficace qu'il a mis dans l'ombre le télégraphe et remplacé en grande partie le service postal »). — Sir William RIDGEWAY. Origines du drame hindou. — Dr F. LIEBERMANN. Lumières nouvelles sur l'histoire d'Angleterre au moyen âge (à propos des livres récents de Tout sur l'histoire administrative et de Pollard sur celle du Parlement). — D. S. MAC COLL. Une histoire de l'architecture française (celle de Sir Reginald Blomfield). — Algernon CECIL. Le cardinal Manning (à propos de deux biographies récentes par Shane Leslie et par Lytton Strachey). — E. J. DILLON. Deux hommes d'État russes (le comte Witte et Alexandre Iswolsky, d'après leurs Mémoires. M. Dillon, comme M. Bompard, relève dans les Mémoires de Witte de notables erreurs de fait, mais il insiste également sur la réelle valeur de l'homme d'État). — Pavlo POPOVIĆ et Jovan JOVANOVIĆ. Le royaume triple et un au point de vue politique et économique (il s'agit du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes; origine et situation actuelle).

22. — Scottish historical Review. 1921, juillet. — David Baird SMITH. Les notes journalières de Robert Kirk (ce personnage fut ministre à Balquidder, puis à Aberfoyle, mort en 1692; auteur du « Secret commonwealth of elves, fauns and fairies », si curieux pour l'histoire des superstitions populaires. Ses notes, qui se rapportent aux années 1678-1680, n'ont qu'un intérêt tout personnel et très limité). — W. B. BLAIR. L'assassinat d'Appin en 1752 (Colin Campbell de Glenure ayant été assassiné dans le territoire d'Appin le 14 mai 1752, le complice du meurtrier, James Stewart, fut poursuivi, l'auteur principal ayant pris la fuite. Le procès eut un caractère purement politique : un Campbell ayant été mis à mort, il fallait qu'un Stewart fût sacrifié; le jury, qui comprenait onze Campbell, envoya donc James Stewart à l'échafaud; on publie la liste des frais occasionnés par l'exécution, qui montèrent à 108 l. et 17 s.). — Bruce SETON. Un compte en grains dans une opération commerciale au XVIII^e siècle (1696). — R. K. HANNAY. Le comte d'Arran et la reine Marie (biographie minutieuse du comte d'Arran, qui fut mêlé aux intrigues politiques machinées autour de la régente Marie de Lorraine et de Marie Stuart; arrêté en 1562, puis rendu à la liberté en 1566, il vécut depuis lors tout à fait effacé jusqu'à sa mort en 1609). — Isabel F. GRANT. Un métier manuel en Écosse (la machine à tricoter ne fut introduite en Écosse qu'en 1773; mais depuis un siècle environ le tricot à la main était connu et pratiqué assez activement pour que les bas fussent devenus un article d'exportation. Aberdeen fut le principal centre de cette industrie). = C.-rendus : A. F. POLLARD. The evolution of Parliament (remarquable). — Lord ERNEST HAMILTON. The Irish rebellion of 1641 (bien que ce livre soit en un sens une réfutation du récit de Lecky, c'est encore Lecky en qui l'on doit avoir le plus de confiance). — J. H. CLAPHAM. The economic development of France and Germany, 1815-1914 (bon exposé de la révolution économique qui s'effectua pendant le dernier siècle). — F. A. FORBES. The founding of a northern University (il s'agit de l'Université d'Aberdeen; bon exposé). — G. H. ORPEN. Ireland under the Normans, 1216-1333 (excellent). — Proceedings of the Society of Antiquaries of Scotland; t. LIV. — J. MACHINNON. The social and industrial history of Scotland from the Union to the present time (utile et intéressant). — M. E. DONALDSON. Wanderings in the Western Highlands and Islands (très intéressant). — W. FOSTER. The english factories in India, 1555-1660 (important). = Octobre. Margaret I. ADAM. Les grands propriétaires et le problème du paupérisme dans le Highland au XVIII^e siècle; 1^{er} article. — E. Margaret THOMPSON. La fille du secrétaire d'Anne de Danemark (biographie de William Fowler ou Foulter, qui fut secrétaire de la reine Anne, femme de Jacques 1^{er}; il mourut en 1612; on a voulu faire de lui un amoureux d'Arabella Stuart; en réalité, il n'a fait que lui adresser des sonnets ampoulés où l'amour n'était qu'une fiction poétique. Sa fille Anna était, en 1664, veuve d'un

François Delisle, tué pendant la guerre civile, et elle était réduite à la misère). — Chanoine Roderick C. MAC LEOD. Les Highlands occidentaux au XVIII^e siècle (la population a notablement augmenté depuis le dernier tiers du XVIII^e siècle; autre fait plus intéressant : le sol était possédé par un très petit nombre de familles appartenant à la haute noblesse. Elles jouirent de privilèges féodaux très étendus, surtout en matière judiciaire, jusqu'en 1747, où ces privilèges furent abolis. Détails sur l'exploitation de leurs domaines). — T. K. MONRO. Une lettre inédite de Sir Thomas Browne (l'auteur de la « *Religio medici* », 1659). = C.-rendus : F. M. Stenton. Documents illustrative of the social and economic history of the Danelaw (important recueil de 550 chartes originales concernant les cinq bourgs du Danelaw au XII^e siècle). — W. H. C. Cutler. The enclosure and redistribution of our land (ce livre est une mine de faits curieux et instructifs). — Chestram miscellanies, nouv. série, t. IV.

ITALIE.

23. — *Nuova Rivista storica*. Anno V, fasc. 1. 1921, janvier-février. — Giuseppe ANDRIANI. Le socialisme et le communisme en Toscane de 1846 à 1849; 1^{er} article. — Giuseppe PARDI. Histoire démographique de Messine; suite (de 553 à 1559). — Guido PORZIO. Compilation et plagiat chez les élèves de l'École d'histoire romaine de Jules Beloch (véhémence attaque dirigée contre Giuseppe Cardinali que J. Beloch représentait, en 1912, comme l'introduit de la vraie méthode critique à Gènes. Or, Cardinali, auteur d'une étude sur la mort d'Attale III et la révolte d'Aristonic, n'a guère fait autre chose que de piller ses prédécesseurs : Meier et Foucart, et il a commis de nombreuses bévues). — Bruno LAVAGNINI. L'Ara pacis augustae (fouille et reconstitution archéologique). — Gino LUZZATTO. Publications sur l'histoire économique parues en Italie et à l'étranger (sur Zdekauer : Fiera e mercato in Italia sulla fine del medio evo; G. Prato : Giacomo Giovanetti ed il protezionismo agrario nel Piemonte di Carlo Alberto; R. Bachi : L'Italia economica nel 1918; R. Labry : L'industrie russe et la Révolution, etc.). — Enrico CARRARA. Publications sur l'histoire littéraire (notamment Giulio Bertoni : L'« Orlando furioso » e la Rinascenza a Ferrara; Valeria Benetti-Brunelli : Le origini italiane della Scuola umanistica, ovvero le fonti italiane della « cultura moderna »; Giuseppe Toffanin : La fine del umanesimo; G. A. Borgese : Storia della critica romantica in Italia, etc.). — Jean AFAZARD. De quelques publications récentes sur l'histoire de l'art parues en France (*Hourticq* : La jeunesse du Titien; V. Basch : Titien; A. Bréal : Velasquez).

CHRONIQUE.

France. — M. Alfred LEROUX est mort à Bergerac le 2 décembre 1921; il était né à Elbeuf le 17 février 1855. Élève à l'École des chartes (promotion de 1878), il fut nommé archiviste départemental de la Haute-Vienne. Là, pendant un quart de siècle, il rendit les plus grands services à la fois par l'ordre qu'il fit régner dans son dépôt et par les nombreuses publications de textes qu'il entreprit sur l'histoire du Limousin et de la Marche : *Documents historiques concernant la Marche et le Limousin* (2 vol., 1882-1885, en collaboration avec Émile Molinier et A. Thomas); *Chartes, chroniques et mémoriaux pour servir à l'histoire de la Marche et du Limousin* (1886, en collaboration avec A. Bosvieux); *Nouveaux documents historiques* (1888); *Choix, Nouveau choix et Dernier choix de documents historiques* (1891, 1896 et 1906). A cette même région il consacra encore des travaux plus personnels : *Géographie historique du Limousin* (1890); *le Massif central, histoire d'une région de la France* (3 vol., 1898); *Histoire de la Réforme dans la Marche et le Limousin* (1888); *les Sources de l'histoire du Limousin* (1895), suivi d'un volume pour la période révolutionnaire (1908); sans compter une *Histoire de la porcelaine de Limoges* (1901). Mais son attention et son activité n'étaient pas restreintes dans les limites d'une province. A l'École des Hautes-Études, il s'était appliqué à l'étude de l'Allemagne et pendant un temps même de la Hongrie. Dans ce domaine, on lui doit des *Recherches critiques sur les relations politiques de la France et de l'Allemagne de 1292 à 1378* (n° 50 de la « Bibliothèque de l'École »), suivi de *Nouvelles recherches de 1378 à 1461* (1892), et d'une étude sur les *Conflits entre la France et l'Empire au moyen âge* (1902). Dans ces travaux, on constate une connaissance étendue des sources et de la bibliographie, des vues originales, parfois trop systématiques et contestables, un souci constant d'impartialité. Protestant convaincu, austère, il n'oublia jamais que la probité scientifique est le premier devoir de l'historien. Après avoir pris sa retraite d'archiviste (1908), il alla s'établir à Bordeaux, dont les archives offrirent un nouveau champ à son activité. Membre zélé de la Société des Archives historiques de la Gironde et de l'Académie de Bordeaux, il consacra deux volumes du plus haut intérêt à l'histoire de la *Colonie germanique* dans cette ville et fut chargé d'éditer le tome V de l'*Inventaire des registres de la Jurade*.

Ch. B.

— M. Émile CARTAILHAC, professeur à la Faculté des lettres de Tou-

louse, est mort subitement, le 25 novembre 1921, âgé de soixante-dix-sept ans, à Genève, où il devait donner une série de conférences. C'était un archéologue et un préhistorien du plus grand mérite. De 1869 à 1889, il dirigea les *Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme*, revue fondée par Gabriel de Mortillet, et il publia successivement : *l'Age de la pierre dans les souvenirs et les superstitions populaires* (1878); *les Ages préhistoriques de l'Espagne et du Portugal*, en collaboration avec M. Boule (1889); *la France préhistorique* (1889); *les Monuments primitifs des îles Baléares* (1892), etc. Les gravures et peintures découvertes dans certaines grottes paléolithiques de France et d'Espagne, qui l'avaient d'abord laissé sceptique, devinrent ensuite l'objet de son examen passionné, et il publia, en collaboration avec l'abbé Breuil, avec MM. Boule et Verneau, la *Caverne d'Altamira* et les *Grottes de Grimaldi* qui ont consacré sa réputation scientifique et ont grandement contribué à la connaissance d'une civilisation déjà très avancée au temps où l'homme habitait encore les cavernes.

Ch. B.

— Le 1^{er} décembre 1920, l'École pratique des Hautes-Études a célébré avec éclat le cinquantième anniversaire de sa fondation. A vrai dire, cette cérémonie aurait dû être célébrée en 1918, l'École ayant été fondée par Victor Duruy en 1868; mais les événements ne l'ont pas permis. Le président de la République et le ministre de l'Instruction publique ont bien voulu assister à la séance publique tenue dans l'après-midi à la Sorbonne. Là ont été lus quatre discours par le président de la quatrième section (celle des sciences historiques et philologiques), M. Louis HAVET, puis par M. Bernard HAUSSOULLIER pour l'antiquité classique, par M. A. MEILLET pour les langues et littératures orientales, enfin par M. Ferdinand LOT pour l'histoire. Ces discours, qui seront réunis en volume, retracent la vie de l'École depuis ses humbles débuts jusqu'à son plein épanouissement, manifesté notamment par l'imposante série de 230 volumes qui composent sa « Bibliothèque ». Le soir, un banquet de 240 couverts a réuni élèves et professeurs en une familiarité pleine de charme. On a lu les adresses présentées soit par des Universités françaises et étrangères, soit par d'anciens élèves qui ont tenu à faire connaître publiquement les sentiments de haute estime qu'ils éprouvent pour la méthode et la fécondité des divers enseignements qu'abritent les murs de l'antique Sorbonne. On ne s'étonnera pas de trouver parmi ces témoignages celui d'un historien très distingué, bien que depuis la politique l'ait disputé à l'histoire : je veux parler de M. H. Fisher, le très honorable ministre de l'Instruction publique dans le cabinet de M. Lloyd George.

Le 230^e fascicule de la « Bibliothèque de l'École » est un volume de *Mélanges* publié à l'occasion de cet anniversaire par des professeurs de l'École. Voici la liste des études composant ce volume qui se rapportent à l'histoire; nous laissons de côté celles qui intéressent les questions purement philologiques. V. SCHEIL. Deux cylindres solaires (et de la manière dont les Babyloniens concevaient le parcours du

soleil); — Raymond WEILL. Kamès de Thèbes; les rois thébains, les Asiatiques en Égypte et la dynastie des Apopi à la veille du nouvel Empire; — MAYER LAMBERT. Le groupement des langues sémitiques (au groupement géographique, qui est superficiel et incertain, l'auteur propose de substituer la parenté linguistique; il forme donc deux groupes, l'un comprenant l'arabe, le cananéen et l'araméen; l'autre l'éthiopien et l'assyro-babylonien); — A. MORET. La profession de foi d'un magistrat sous la XII^e dynastie; — L. FINOT. La légende de Buddhaghosa; — Ch. CLERMONT-GANNEAU. Les épitropes de la province d'Arabie (ces épitropes, mentionnés dans une inscription nabathéenne, sont les « procuratores » de la bureaucratie romaine; l'inscription est probablement du temps de Théodose II); — Pierre DE NOLHAC. Un éloge latin de Mellin de Saint-Gelais (par Pierre de Paschal, en 1565); — Rod REUSS. Jean-Frédéric Simon. Un pédagogue strasbourgeois du temps de la Révolution; — Max PRINET. Armoiries combinées d'évêques et d'évêchés français; — Bernard HAUSSOULLIER. La voie sacrée de Milet à Didymes; — Jacques ZEILLER. Sur un point de géographie ecclésiastique ancienne. Le prétendu évêché danubien de Comea (on a mal lu le nom : Marcus Comeensis; il s'agit d'un Marcus Temensis, c'est-à-dire d'un évêque de Tomi); — F. LOT. Un grand domaine de l'époque franque : Ardin en Poitou; contribution à l'étude de l'impôt; — H. GAIDOZ. Cûchulainn, Beowulf et Hercule; — A. JEANROY. Le troubadour Pujol (édite cinq poésies de ce troubadour, dont une peut être datée entre 1230 et 1238; ce sont d'amusants spécimens de poésie de salon et de circonstance au XIII^e siècle); — Victor BÉRARD. Les diaskeuastes de Fréd-Auguste Wolf (Wolf avait cru découvrir dans les διασκευασταί, « acheveurs et fourbisseurs », les collectionneurs de vers ou de chants homériques qui, ramassant et soudant entre eux les morceaux épars, puis en polissant les soudures, avaient fait l'unité de l'Iliade et de l'Odyssée; ce mot, qui signifie en réalité « interpolateur », en vint à représenter l'arrangeur suprême à qui revient en définitive le mérite de cette unification. L'étude de toutes les scholies où figure le mot διασκευαστής prouve à quel point cette traduction est fautive); — Pierre JOUGUET. Petit supplément aux archives de Zénon (publie quatre pièces sur papyrus appartenant à ce fonds d'archives; texte et traduction française, avec un fac-similé); — E. FARAL. Le conte de *Richeut*; ses rapports avec la traduction latine et quelques traits de son influence (ce conte est le plus ancien de nos fabliaux; il a sans doute été composé en 1159 par un clerc imbu de l'esprit latin et de la culture de l'école. Il est une des sources du *Renard*, dont la plus ancienne branche a été écrite entre 1174 et 1177). — Isidore LÉVY. Divinités égyptiennes chez les Grecs et les Sémites; — Jean PSICHARI. La chèvre chez Homère, chez les Attiques et chez les Grecs modernes; — Abel LEFRANC. L'origine d'Ariel (elle se trouve dans la *Stegano-graphia* de Jean Trithème, 1606, sorte de manuel de sorcellerie. L'auteur de la *Tempête* s'est donc occupé d'occultisme; or on sait les

rapports d'intimité qui ont existé entre le sixième comte de Derby et John Dee, célèbre à la fois comme mathématicien, astrologue, magicien et alchimiste. La *Tempête* a été représentée pour la première fois en 1611 ou plus probablement en 1613, sous le règne de Jacques I^{er}, l'ennemi, le persécuteur des sorciers; pour qu'un auteur donne à cette pièce un cadre magique, où les enchantements sont traités avec tant de complaisance, il fallait qu'il fût à l'abri de toute poursuite par son rang à la cour).

— Dans sa séance du 16 décembre 1921, l'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu correspondants étrangers MM. Conti Rossini, orientaliste italien qui s'est surtout occupé de l'Éthiopie; Fred. Poulsen, conservateur de la bibliothèque et du musée Carlsberg à Copenhague; Ramon MENENDES-PIDAL, professeur de philologie romane à l'Université de Madrid, et Lo-TCHEN-JU, de Tien-Tsin, très versé dans la connaissance des plus anciennes inscriptions chinoises. Il est le premier Chinois qui ait été élu dans une de nos Académies.

— M. Alfred REBELLIAU, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, a été choisi comme directeur de la Fondation Thiers en remplacement de M. Émile Boutroux, décédé.

— La Société d'histoire du droit, dont nous avons annoncé la reconstitution (*Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 158), a tenu régulièrement ses séances mensuelles pendant le cours de l'année 1921. Elle publie un Bulletin où se trouvent analysées les communications suivantes : 12 mai. JOÛON DES LONGRAIS. Sur un manuscrit des « Quaestiones » de Jean Lecoq (conservé dans un ms. du Brit. Mus., Harl., n° 4503).

— P. Fournier demande qu'on étudie la question de savoir si Dante fut jurisconsulte. — É. CHÉNON. De quelques professeurs de droit français à l'ancienne Université de Bourges. = 9 juin. ANDRÉADÈS. La vénéralité des offices dans l'Empire byzantin. — CHAMPEAUX. La « patrie » et le duché de Bourgogne (il y eut pendant tout le moyen âge, sur la rive droite de la Saône, un « pays » de Bourgogne qui a constitué une véritable « patrie » dérivée du vieux royaume burgonde).

En même temps, la Société a entrepris de publier les chartes de franchises des villes de France depuis les origines jusqu'à la Révolution. A cet effet, elle a constitué un répertoire sur fiches de toutes les chartes de franchises existantes et, pour assurer l'uniformité du travail, elle a établi des modèles de fiches qu'elle met à la disposition des érudits que cette œuvre pourrait intéresser particulièrement. On peut s'adresser à M. G. Espinas, 198, boulevard Saint-Germain, Paris (VII^e).

— Le tome XXII de la *Revue des études grecques* est un volume de mélanges publiés pour fêter le cinquantième anniversaire de la fondation de l'« Association pour l'encouragement des études grecques ».

— La 24^e livraison de l'*Encyclopédie de l'Islam* vient de paraître sous la direction de MM. HOUTSMA, BASSET et ARNOLD.

— A commencé de paraître à la librairie Champion une *Revue des études slaves*, publiée par l'Institut des études slaves, sous la direction de MM. A. MEILLET, Paul BOYER et André MAZON. Cette Revue se propose de présenter en français et sous une forme brève, aussi accessible que possible à l'ensemble des slavissants, les résultats généraux du travail scientifique concernant les langues, les littératures, les antiquités des Slaves. Elle donnera quatre fascicules par an au prix de 40 fr. (43 fr. pour les pays étrangers). La première livraison contient une notice nécrologique, par M. Louis EISENMANN, sur Ernest Denis, le fondateur de l'Institut des études slaves. Cet Institut fonctionne actuellement dans la maison même où est mort l'illustre historien.

— On sait que le chanoine Ulysse CHEVALIER a commencé un *Regeste dauphinois* qui doit comprendre six volumes. Quatre avaient déjà paru en 1910; le tome V, retardé par la guerre et par la crise économique, n'est encore imprimé qu'aux deux tiers; pour le tome VI et dernier, l'auteur espère que de généreux donateurs viendront lui fournir les moyens matériels de faire aboutir une œuvre dont le manuscrit est actuellement entièrement rédigé. Il reste moins de dix années à faire imprimer, le tome V devant s'arrêter en 1342 et le tome VI après la cession par le dauphin Humbert II, en 1350, de ses droits au roi de France.

Belgique. — Il vient de se fonder à Paris un office central de documentation franco-belge, qui, indépendant de tout groupe et de tout parti, fonctionnera d'après les méthodes et les directives de l'Institut international de bibliographie de Bruxelles, présidé par M. le sénateur H. LAFONTAINE, et d'après celles du bureau bibliographique de Paris, présidé par le général SEBERT, membre de l'Institut. Le siège de cet office est établi à l'hôtel de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Paris, 44, rue de Rennes (vi^e).

— La *Commission des archives de la Guerre de Belgique*, qui a commencé de fonctionner en mai 1920, peut enregistrer dès à présent de brillants résultats. Ceux-ci sont d'autant plus remarquables que les difficultés étaient plus grandes en Belgique qu'ailleurs de rassembler une documentation de guerre importante. Car, d'une part, le régime de claustration sous lequel les Belges ont vécu pendant l'occupation allemande n'était guère favorable à la formation par des particuliers de précieuses collections documentaires; d'autre part, la dispersion des Belges à l'étranger de 1914 à 1918 multiplie à l'infini la nature et la variété de repassements qu'on peut recueillir à leur sujet. Il faut ajouter, enfin, que l'autorité allemande, en évacuant le territoire belge, a emporté avec elle les documents politiques les plus importants et a détruit les autres. Néanmoins, la Commission est entrée en possession de séries considérables et précieuses d'archives de guerre.

La domination allemande est représentée par les archives de la

« Finanzabteilung », du « Militär-Bauamt », de la Croix-Rouge, de la « Polizei », de la « Passzentrale », des papiers de commandantures, etc. La vie des soldats et des prisonniers politiques en Allemagne est tout entière dans les papiers de l'office central belge des prisonniers de guerre; enfin l'exode et l'existence des réfugiés belges en Angleterre peuvent être connus par l'immense collection du War Refugee Committee de Londres et les documents consulaires belges à l'étranger.

D'autres aspects de l'histoire de Belgique sont éclairés par les précieuses archives dont la Commission prendra très prochainement possession; notamment celles des services de rapatriement, de la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, du Bureau de renseignements de la Croix-Rouge, des Archives patriotiques, etc., etc.

Le Bureau d'archives est placé sous la direction de M. J. Vannérus. Les communications doivent être envoyées au secrétaire de la Commission, M. H. Nélis, 105, rue Terre-Neuve, Bruxelles.

Grande-Bretagne. — M. S. BOULTON, dans un discours prononcé le 21 novembre 1921 à l'« Insurance Institute » de Londres, a donné un historique extrêmement curieux de la grande organisation du Lloyd, universellement connu dans le monde de la navigation. C'est en 1720 que le Lloyd apparaît et en 1726 que la première *Lloyd's List* est publiée. La grande période de prospérité de l'organisation va de 1774 à 1824, la guerre ayant largement contribué à développer la pratique des assurances maritimes.

G. BN.

— L'organe de la Ligue navale anglaise, *The Navy*, a commencé dans son numéro de décembre une série d'études fort intéressantes sur *British naval development, 1894-1921*, dues à M. Cecil HARDY.

— M. Dendy MARSHALL a établi dans *The Engineer*, numéro du 9 décembre 1921, une curieuse chronologie des faits essentiels qui se rattachent aux moyens de communication en usage dans le monde depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours.

Grèce. — Un Comité s'est fondé à Athènes pour l'édition des œuvres posthumes de Spyridion P. Lambros. Les sommes provenant des souscripteurs devront être versées à la trésorière du Comité, M^{me} Anna Spyr. Lambros, rue Mavrocordatós, n° 10.

Italie. — On a inauguré officiellement, le 6 octobre 1921, à Bologne, le musée Carducci, qui contient 13,500 volumes, 10,000 brochures et 110 cartons de manuscrits, naguère vendus par le grand poète italien à la reine-mère pour une somme de 40,000 livres, payable à ses héritiers, et donnée par elle à la ville de Bologne.

G. BN.

Suède. — Le savant archéologue et préhistorien Oscar MONTELIUS est mort le 4 novembre 1921 à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Le gérant : R. LISBONNE.

